REVUE

DES

DEUX MONDES

XCVI^e ANNÉE. — SEPTIÈME PÉRIODE

REVUE

DES

DEUX MONDES

XCVIᵉ ANNÉE. — SEPTIÈME PÉRIODE

TOME TRENTE-DEUXIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1926

054
R3274
1926, v. 2
NOV 8 1926
219148

LE DANSEUR MONDAIN

PREMIÈRE PARTIE

I

Voulez-vous nous rejouer ce *Fox-Blues*, mademoiselle Morange? dit le maître de danse à la jeune femme assise au piano dans le petit salon d'hôtel qui servait à cette leçon. Et vous, mademoiselle Favy, — il s'adressait à son élève, — nous reprenons?... Plus vivement, cette fois. Rappelez-vous : Ne pas briser l'élan. La marche moins raide que dans le *One Step*. Des pas de côté, un en avant, légèrement fléchis, un peu élancés. Donner l'impression d'un oiseau qui va s'envoler. Ça, c'est bien, très bien. Ne pliez pas le genou...

Et les deux jeunes gens glissaient, étroitement enlacés, au rythme de la musique, — cette musique précipitée et monotone, mélancolique et saccadée, qui caractérise les danses d'aujourd'hui. Depuis la guerre de 1914 et sa longue tragédie, il y a de la frénésie et de la tristesse, à la fois, dans les moindres gestes d'une société trop profondément ébranlée. Même ceux qui ne devraient, comme une sauterie dans un bal, n'être qu'un plaisir et qu'une détente, sont touchés de névropathie. Un ruban, noué à la boutonnière du veston ajusté du maître de danse, attestait que, peu d'années auparavant, — on était en 1924, — il prenait part en effet à cette terrible guerre et qu'il s'y distinguait. Ce martial épisode semblait bien absent de son visage, très viril

Copyright by Paul Bourget, 1926.

certes dans sa joliesse, mais comment concilier de sanglants et sinistres souvenirs avec l'espèce de frivole ferveur qu'il mettait à conduire les pas de son élève : une jeune fille de vingt ans, souple, mince, et dont les traits délicats étaient comme éclairés par des prunelles bleues d'une intensité singulière? Ce couple élégant, agile, uni dans un accord balancé de tous les mouvements, allait et venait ainsi, dans le décor banal et faussement stylisé de ce salon d'un hôtel de la Riviéra, ouvert largement sur un lumineux et grandiose paysage.

La baie d'Hyères se développait, encadrée d'un côté par le sombre massif des Maures, de l'autre par les montagnes de Toulon, et fermée par les îles que les Grecs appelaient jadis les Stoechades, les « rangées en ligne ». A la pointe de l'une, celle de Porquerolles, surgissent les récifs des Mèdes, *Mediæ Rupes*, — les Roches du Milieu. Ce nom justifiait celui de l'hôtel, britanniquement et barbarement baptisé : *Mèdes-Palace*. Il était situé sur une hauteur, à mi-chemin entre la ville d'Hyères et la rivière du Gapeau.

Par ce clair et tiède matin du mois de mars, cet immense horizon était admirable de splendeur et de grâce. Le sombre azur de la mer, doucement marié au bleu plus léger du ciel, s'apercevait par delà le floconnement argenté des vastes champs d'oliviers qui dévalaient jusqu'au rivage, et, tout près, c'était le jardin de l'hôtel, fraîche oasis de palmiers et d'eucalyptus entre lesquels foisonnaient des roses et des mimosas en pleine floraison. Comme ce salon servait aux leçons du danseur professionnel de l'établissement, le milieu en était vide. L'anglomanie qui avait présidé à l'appellation du Palace se reconnaissait à la forme des fauteuils et des chaises, évidemment commandés outre-Manche et qui plaquaient leur massif acajou contre les murs, décorés eux-mêmes de gravures anglaises. Il semblait paradoxal qu'il y eût à cette minute, dans ce coin londonien, quatre personnes de nationalité française : Mlle Morange la pianiste, le maître de danse et son élève, une femme plus âgée enfin, qui était la mère de la jeune fille. Leur seul aspect le disait assez et cette ressemblance des physiologies qui décèle une analogie profonde des natures. Chez l'une et chez l'autre, une extrême sensibilité nerveuse se reconnaissait à vingt petits signes identiques : à la finesse des linéaments du visage, à celle des pieds et des mains, à la mobilité tour à tour et à la fixité de

la bouche et du regard, à la gracilité fragile de tout l'être. Mais la flamme de la vie était intacte chez la jeune fille. Autrement, se serait-elle prêtée avec cette ardeur gaie à l'enfantin plaisir de cette leçon de danse? Mme Favy, elle, donnait, au contraire, l'idée d'un organisme usé, avec la pâleur de son visage amaigri taché de rouge aux pommettes. Son souffle, par moments si court, et la légère saillie de ses yeux trop brillants, comme il arrive dans certaines névroses du cœur, dénonçaient une maladie chronique, et aussi le léger tremblement de ses doigts, aux ongles cyanosés, qui s'occupaient en ce moment à tricoter une casaque de laine, destinée sans doute à quelque vente de charité. Étendue parmi des coussins, sur une chaise-longue en paille, apportée pour elle du jardin, elle relevait sans cesse la tête et elle abaissait son ouvrage, pour se caresser avec tendresse à la gracieuse vision de sa charmante enfant, naïvement amusée de ces tournoiements et de ces pas rythmés sous la main conductrice du maître. La musicienne, elle aussi, regardait, dans la haute glace placée au-dessus du piano, l'image mouvante du jeune couple, avec une tout autre expression d'amertume et de déplaisir. Elle était jolie également, mais son masque sans jeunesse, quoiqu'elle eût à peine vingt-sept ans, disait la mélancolie d'une destinée sans horizon, emprisonnée dans des conditions trop dures. Elle tenait, au *Mèdes-Palace*, l'emploi de danseuse professionnelle. Sachant l'un et l'autre un peu de musique, elle et son camarade se rendaient le service de s'accompagner dans leurs leçons, quand ils pouvaient, afin d'épargner à leurs élèves et de s'épargner l'assourdissement du gramophone.

— Cette fois, dit le maître de danse, le piano à peine arrêté, ça y est. Vous n'avez pas fait une faute, mademoiselle Favy.

— Savez-vous que nous avons joliment travaillé ce matin, monsieur Neyrial? répondit la jeune fille, en riant, *Scottish espagnole*, *Paso doble*, *Java*, et, pour finir, *Fox-blues*, c'est quatre danses que j'ai bien dans les jambes maintenant. Je continue à préférer le *Tango*. Ces airs espagnols sont si prenants! On les sent passer dans ses gestes. Ce n'est pas comme la *Samba*.

— Moi non plus, fit le jeune homme, je ne l'aime pas beaucoup. Tournée pourtant, elle a son charme. Sautée, elle devient trop vite excentrique.

— A la bonne heure, dit Mme Favy, qui se relevait de sa chaise-longue, aidée par sa fille. Voilà ce que j'apprécie en vous, monsieur Neyrial. Vous gardez du goût dans ces danses modernes. Elles en manquent si facilement !

— C'est que je considère la danse comme un art, répondit vivement Neyrial. La danse, c'est le rythme, c'est la mesure, c'est la beauté du mouvement, ce que mademoiselle vient de dire si justement, de la musique gesticulée.

— Quel dommage, répartit Mme Favy, que tous vos confrères ne pensent pas de même ! Je vous avoue, quand Renée m'a demandé à prendre des leçons avec vous, j'ai eu un peu peur. Pensez donc. De mon temps, nous ne connaissions que le quadrille, la polka, la valse...

— Je vous l'ai dit aussitôt, maman, interjeta la jeune fille, qu'avec monsieur Neyrial, ces danses d'aujourd'hui, qui vous déplaisent tant, s'ennoblissaient, s'idéalisaient...

— J'aime mon art, mademoiselle, fit Neyrial en reconduisant Mme Favy et son élève jusqu'à la porte, et, ce que l'on aime vraiment, on le respecte.

Les deux femmes étaient à peine sorties de la pièce que la pianiste, à demi tournée sur son tabouret, disait, avec une ironie singulière, au jeune homme en train d'allumer une cigarette :

— Vous n'avez pas honte de lui servir de ces boniments, à cette pauvre petite ?

— Quels boniments? répondit-il.

— J'aime mon art... Tout ce qu'on aime, on le respecte...

Son accent se faisait de plus en plus railleur pour répéter les paroles de son camarade en contrefaisant son accent et elle insistait :

— Voyons. Nous nous sommes mis danseurs mondains, vous et moi, dans les hôtels, parce que nous savions bien danser et que nous n'avions pas le sou. Vous en profitez pour avoir des histoires de femmes. Tant qu'il s'agit de personnes qui ont de la défense, rien à dire; mais bourrer le crâne à une jeune fille, quand on ne peut pas l'épouser, ce n'est pas propre, et vous ne pouvez pas l'épouser. Jamais le colonel Favy, professeur à l'École de guerre et qui sera demain général, ne donnera sa fille à un danseur d'hôtel. Il n'est venu ici que pour vingt-quatre heures. De le voir passer m'a suffi pour le juger.

A vous aussi. Rappelez-vous. Il y avait un Thé-dansant ce soir-là. La petite et sa mère n'en manquent pas un. Ont-elles paru? Non. A cause du père évidemment...

— Vous voilà encore jalouse, dit Neyrial. Vous n'en avez pourtant pas le droit. Répondez : ai-je été loyal avec vous?

— Très loyal, fit-elle sur un ton de dépit qui ne s'accordait que trop avec la subite contraction de son visage aigu.

— Quand vous m'avez rapporté, continua Neyrial, cette conversation, entendue par hasard, qui calomniait nos rapports, vous ai-je offert, oui ou non, de rompre mon engagement ici, et d'aller à Tamaris à l'*Eden* où j'avais, où j'ai encore une offre? Vous m'avez prié de rester, en me disant que votre sympathie pour moi vous rendrait cette séparation pénible. Vous m'avez, à ce propos, fait cette déclaration très nette, je vous en ai estimée, qu'une fille, dans votre profession, ne devait jamais se laisser courtiser. J'entends encore vos mots : le mariage ou rien. Nous avons convenu alors qu'il n'y aurait jamais entre nous qu'une bonne et franche amitié. Il exclut la jalousie, ce pacte, et c'est si propre, pour employer votre mot de tout à l'heure, une relation comme la nôtre, ce compagnonnage de deux artistes qui aiment profondément leur art... Vous allez encore parler de boniment...

— Dans ce moment-ci, non, répondit-elle. Ça n'empêche pas que j'avais raison tout à l'heure, et vous le savez bien... Mais voilà miss Oliver qui vient pour sa leçon.

— Vous n'allez pas de nouveau être jalouse? Sinon...

Il avait jeté cette phrase de taquinerie, en riant, cette fois, du rire d'un homme qui ne veut pas prendre au sérieux les sentimentalismes d'une femme qu'il n'aime pas. Ce fut de nouveau d'un accent très sérieux que Mlle Morange lui répondit :

— Elle est bien belle, mais elle ne vous regarde pas comme l'autre, ni vous non plus...

Une jeune fille entrait maintenant, qui offrait un type accompli de la beauté anglaise : grande, énergique, assouplie par le sport, son teint de rousse fouetté par la brise de la mer. Ses cheveux coupés « à la Jeanne d'Arc » ou « à la typhoïde », comme disent indifféremment les coiffeurs d'aujourd'hui, lui donnaient un air garçonnier que son verbe haut et trop direct accusait encore. Sa jupe courte découvrait des mol-

lets vigoureux comme ceux d'un coureur, et son corsage, presque sans manches, des bras tannés par le soleil, dont un boxeur eût envié la musculature. Quel contraste avec la frêle et mince Française qui s'essayait, dix minutes auparavant, à ce *fox blues* qu'elle dansait si finement, et, tout de suite, l'arrivante dit avec un accent, qui rendait plus excentriques les termes d'argot qu'elle croyait devoir employer pour « être à la page », — parlons comme elle :

— Pas de *Tango*, n'est ce pas, monsieur Neyrial. C'est moche, le *Tango*, vous ne trouvez pas?... Un *Two-steps* d'abord, puis une *Samba*, mais sautée, pour gigolos tortillards. Que ce mot exprime bien la chose, pas ?...

Et s'adressant à Mlle Morange qui attaquait le morceau demandé :

— Parfait, mademoiselle. Rien que cet air me donne des fourmis dans les pieds...

Les doigts de la pianiste continuaient de courir sur les touches, et plus allègrement, en effet, plus brutalement, comme gagnés par la vitalité de la jeune Anglaise. Celle-ci virevoltait aux bras de Neyrial, qui, lui aussi, avait changé. Son allure, à présent, se faisait aussi alerte, aussi trépidante qu'elle était réservée et mesurée tout à l'heure. Si la danse est un art, comme il disait, elle est également un sport. Il y a de l'athlétisme dans le métier de gymnaste que le jeune homme exerçait au bénéfice de cet hôtel, et c'était le sportsman qui dansait maintenant. Un témoin des deux leçons successives en fût demeuré saisi. A la façon dont il enserrait le corps de cette créature animalement robuste, à la pression de sa main appuyée sur cette taille presque carrée, il était visible qu'il se plaisait à partager sa fougue, comme tout à l'heure le nervosisme un peu mièvre de Renée Favy, et pas plus maintenant qu'alors, il ne cessait de garder au fond des yeux un je ne sais quoi de distant, de lointain, comme s'il assistait aux divers épisodes de son étrange vie, sans se donner tout à fait à chacun. Mais qu'il s'y prêtait complaisamment! Comme il semblait ne faire qu'un avec sa véhémente partenaire, tandis qu'ils attaquaient tour à tour la *Samba* demandée après le *Two-steps*, un *Shimmy* après une *Huppa-huppa*, toujours plus fébrilement, sans que l'Anglaise prononçât d'autres paroles que des *So nice* et des *Fascinating*, jusqu'à un moment où l'apparition, sur le seuil de la

porte, d'un jeune homme en vêtements de tennis, une raquette à la main, la fit arrêter son danseur!

— Eh bien! monsieur Favy, demanda-t-elle, quel est le *score*?

— Six deux, six quatre, répondit l'arrivant.

— *All right*, fit-elle gaiement, — et serrant les mains alentour avec une énergie presque masculine : — Merci, mademoiselle Morange. Merci, monsieur Neyrial. Je vous retrouve au *Golf* cet après-midi, monsieur Favy?... Je me sauve. Nous avons des personnes un peu *formal* au lunch. Il faut que je monte m'habiller plus vieux jeu.

Et, riant de toutes ses belles dents, elle sortit de la pièce, suivie de Mlle Morange, à qui la seule présence du frère de Renée avait rendu son expression mécontente d'auparavant.

— A deux heures, M. Neyrial, n'est-ce pas? avait-elle dit, en repliant sa musique et fermant le piano, pour notre numéro.

Pas un mot, pas un geste de tête à l'égard du nouveau venu, qui demanda, une fois les deux jeunes gens seuls :

— Qu'est-ce que peut avoir contre moi Mlle Morange? Je suis toujours correct avec elle, et quand il nous arrive de danser ensemble, je sens son antipathie. Vous me l'avez dit un jour, je me rappelle, et c'est si juste : ça ne trompe pas, la danse. Rien ne révèle davantage le caractère des gens et ce qu'ils pensent les uns des autres.

— Elle est un peu sauvage, répondit Neyrial. Elle n'est pas contente de sa vie. Ça se comprend. Son père tenait un gros commerce. Il s'est ruiné. On l'avait élevée pour devenir une dame. Elle a besoin de gagner son pain, comme moi. Elle a pris le métier qu'elle a trouvé. Il y a deux différences entre nous. Elle a sa mère, à qui elle peut donner du bien-être, au lieu que moi, je n'ai plus de famille. Et puis, j'aime mon métier et elle subit le sien. Il est vrai que, pour une femme, ce métier est moins amusant. Nous, les hommes, nous ne sommes guère intéressants à étudier, tandis que chaque danseuse, c'est un petit monde.

— Et quelquefois mieux... répondit Gilbert Favy, — et sur une protestation de l'autre : — Mais oui, mais oui... insista-t-il, joli garçon comme vous êtes, distingué, vous devez en avoir eu

des aventures!... Surtout qu'une femme dans un hôtel, c'est libre. Le mari est loin. On ne se retrouvera pas. Donc, pas de chaîne. Le caprice dans toute sa fantaisie et sa sécurité. Il suffit de causer avec vous, deux ou trois fois, pour constater que vous n'êtes pas bavard.

— Et c'est pour cela que vous voudriez me faire parler? Le futur diplomate s'exerce à son métier, qui consiste à surprendre les secrets des autres, en flattant leur vanité.

— Vous désirez bien tout de même que l'on sache que vous êtes un monsieur et que votre famille ne vous destinait pas à enseigner la valse-hésitation dans les palaces ?... Mais, pardon, — et il eut un geste caressant, — me voilà en train de vous froisser, et, jugez si je suis un mauvais diplomate, au moment où j'ai un service à vous demander...

— J'espère que ce n'est pas le même que celui de l'autre jour?

— Eh bien! si, répondit Gilbert Favy.

Une expression d'anxiété, presque d'angoisse, contractait ses traits, tandis qu'il continuait :

— Vous ne savez pas ce que je traverse depuis ces trois jours!...

— Vous avez encore joué? interrogea Neyrial. J'espérais que non, en vous voyant passer ces dernières soirées dans le hall, en compagnie de madame votre mère et de Mlle Renée...

— C'est dimanche que ça m'est arrivé. J'étais allé au Casino, pour le concert, simplement. D'avoir dû vous emprunter de l'argent, une fois déjà, m'avait été si pénible! Ça m'est si pénible, en ce moment, de vous parler comme je vous parle! Un Américain tenait la banque et perdait tout ce qu'il voulait. La tentation me prend. Je me rappelle ma chance de la semaine dernière, qui m'a permis de vous rendre ce que je vous devais, aussitôt... Je risque vingt francs d'abord...

— Et puis vingt autres, et puis cent, et c'est vous qui perdez tout ce que vous ne voulez pas, interrompit Neyrial, et maintenant, vous n'avez plus qu'une idée : retourner là-bas, prendre votre revanche...

— Oh! fit Gilbert, si ce n'était que cela!...

— Quoi alors? Que se passe-t-il?...

— Il se passe que le délire du jeu m'a grisé. On m'avait raconté qu'un des employés, — on me l'avait nommé, — prêtait

de l'argent aux décavés qui présentaient des garanties sérieuses. Je me suis adressé à lui. J'ai eu mille francs. Je les ai perdus encore. Je me suis engagé à les lui rendre dans la semaine. C'était dimanche, je vous répète, il faut que je les aie pour dimanche prochain au plus tard. Pouvez-vous m'aider ?...

— Je ne veux pas vous aider, répondit Neyrial, en insistant sur ce : je ne veux pas. Votre dette réglée, c'est le casino de nouveau ouvert, d'autres parties en perspective, et d'autres pertes, plus graves peut-être...

— Mais si je ne les rends pas, ces mille francs, à la date fixée...

— Vous les rendrez plus tard, semaine par semaine, sur votre pension.

— Et si mon prêteur s'adresse à ma mère ? Malade du cœur comme elle est, à la merci des moindres émotions...

— Il ne s'adressera pas à elle. Le casino défend expressément à ses employés d'avancer de l'argent aux joueurs. Madame votre mère parlerait, et cet homme serait renvoyé. Non. Il sait qui vous êtes. Il sera parfaitement sûr que le fils du colonel Favy paiera aux échéances convenues, d'autant qu'il ne manquera pas de vous demander des intérêts. Vous serez un peu gêné. Ça vous fera réfléchir, et, en attendant, vous ne jouerez plus...

A la simple mention du nom du colonel, Gilbert avait eu un sursaut, vite réprimé, comme si cette image évoquée à cette seconde, lui était insupportable.

— C'est bien, dit-il d'une voix âpre et avec un regard sombre. Je trouverai un autre moyen.

— Il y en a un plus simple, en effet, s'il vous répugne trop de discuter avec votre prêteur, reprit Neyrial, qui avait remarqué le mouvement de son interlocuteur. Vous ne voulez pas vous adresser à madame votre mère, à cause de son état de santé ? Écrivez la vérité à votre père, tout franchement, tout simplement...

— Mon père !... fit Gilbert. Cette fois, une véritable terreur décomposait son visage. Je me couperais la main plutôt que d'écrire cette lettre-là. Mon père, vous ne le connaissez que de réputation. C'est un magnifique soldat. Il a été admirable à Charleroi, à Verdun, sur la Somme, partout. Et l'homme vaut le soldat. Depuis que j'existe, je ne lui ai pas vu commettre une seule faute, de quelque ordre que ce soit, et cela. du grand

au petit. Un exemple : quelque affaire qu'il ait, il ne se presse jamais en écrivant, de sorte que vous diriez que ses lettres sont imprimées, tant les caractères sont bien formés. Ses élèves à l'École de guerre sont unanimes à reconnaître que son cours est une perfection. Son régiment, quand il commandait à Poitiers, faisait l'admiration de tous. Mais cette impeccabilité qui est la sienne, il exige qu'elle soit celle de tous autour de lui et cela fait chez nous une atmosphère dans laquelle on étouffe. Cette discipline de chaque heure, de chaque minute, avec ce témoin toujours impassible, qui ne se permet, qui ne vous permet pas une négligence, une spontanéité, c'est accablant. Un autre exemple. Il est venu ici. Renée n'a pas osé danser pendant son séjour. Il adore maman, et si elle a perdu sa santé, j'en suis sûr, c'est qu'elle est trop sensible et qu'il ne s'en est jamais douté. Il l'a écrasée, et ne s'en rendra jamais compte, comme il nous a écrasés, ma sœur et moi. Seulement, nous sommes jeunes, nous, et quand un être jeune est trop comprimé, il explose. Nous en sommes venus à nous réjouir que les médecins aient envoyé maman dans le Midi. Au moins, ici, nous respirons librement. Cette joie de Renée de courir à bicyclette, de jouer au tennis, de danser, c'est sa libération à elle. La mienne, à moi, c'est le casino et le jeu. Pour que mon père comprît comment je me suis laissé entraîner, et me le pardonnât, il faudrait lui expliquer tout cela, est-ce que je peux?...

— Vous appelez le jeu une libération, vous? dit Neyrial. Mais c'est l'esclavage des esclavages, la passion à laquelle on fait le plus difficilement sa part!

— Je n'ai pas joué par passion, répondit Gilbert. Je me suis assis à la table de baccara, je viens de vous le dire, par amusement et surtout avec l'idée d'avoir un peu d'argent, quand je reviendrai reprendre ma préparation aux Affaires étrangères. Avec les cent francs par mois que mon père m'alloue, pour toute pension, qu'est-ce qu'un garçon de mon âge peut devenir à Paris? Pas de théâtre. Pas de restaurant. Rien que le travail tout le jour, et le soir, à la maison, le silence, entre papa qui ne prononce pas dix mots par heure, quelquefois, et maman, occupée avec Renée à une tapisserie... Je me suis dit : Si je rentrais avec trois ou quatre billets de mille francs, tout de même?... Et sans cette guigne...

— Oui, on commence ainsi, interrompit Neyrial. Et puis... C'est un Anglais, Sheridan, qui prétendait qu'au jeu, il y a deux bonheurs : le premier de gagner, l'autre de perdre. Autant dire que l'attrait du jeu, ce n'est pas le gain seulement, c'est le risque. Oui, on commence, comme vous, par penser aux quelques billets de banque à ramasser sur le tapis vert avec une carte heureuse, et, bien vite, ce ne sont plus ces chiffons de papier bleu qui vous remuent le cœur, mais cette inexprimable et toute-puissante sensation, faite d'incertitude, d'audace, d'avantages et de désastres possibles, — le risque enfin, je le répète. Quand une fois on a goûté à ce poison-là, il vous mord à fond. Il devient un besoin, comme l'alcool, la morphine, la cocaïne, l'opium, — toutes les drogues qui portent à son paroxysme la tension de notre être intérieur. Voilà pourquoi je vous ai refusé, tout à l'heure, l'argent que vous me demandiez. Vous ne jouerez plus, du moins ici, et chaque mois, la somme à prélever sur votre pension, vous causera un petit ennui bien salutaire...

— Pour que vous parliez du jeu sur ce ton, répliqua Gilbert, il faut que vous l'ayez pratiqué vous-même. Vous en êtes guéri. Ce n'est donc pas une intoxication si dangereuse.

— On peut faire tant de mal aux autres, sans le vouloir, avec le jeu ! continua Neyrial. — Il ne relevait pas directement cette interruption. Mais son front s'était soudain barré d'une ride. Sa bouche se serrait. Visiblement, des souvenirs, restés trop présents, l'obsédaient. — Vous parlez de votre père... Si le mien, à moi, n'avait pas été un joueur, ma mère n'aurait pas vécu ses derniers jours dans la gêne, et je ne serais pas danseur mondain dans un palace...

Gilbert Favy ne répondit rien. Le contraste était trop grand entre le sourire habituel de Neyrial et la physionomie qu'il venait d'avoir, presque tragique, celle d'un homme qui a beaucoup souffert, et devant qui se dresse brusquement sa destinée. Le fils du colonel tenait de sa mère une sensibilité trop vive pour ne pas le deviner : il toucherait à des plaies secrètes en interrogeant davantage son interlocuteur. Celui-ci s'étant arrêté soudain de sa plainte et de sa confidence, les deux jeunes gens sortirent de la chambre, sans prolonger un entretien qui leur laissait à chacun l'impression d'une énigme pressentie chez l'autre.

« Mais qui est-il? se demandait Gilbert Favy. Il est tellement supérieur à son métier par sa tenue, sa conversation, ses façons de sentir. Quel était ce père qui l'a ruiné ? Pourquoi s'est-il fait danseur ? Ce nom de Neyrial est-il son nom ?... Si je lui avais dit toute la vérité cependant, toute, m'aurait-il refusé ces mille francs ? Mais lui avouer ce que j'ai osé faire et ma honte, ça, c'était trop dur... Comment me tirer d'affaire ? Il y a son moyen à lui, demander ce délai à ce Gibeuf... » C'était le nom de l'usurier du casino. « C'est bien dur aussi, et, il a beau dire, inutile sans doute. Le mieux est d'aller à Marseille. Les brocanteurs véreux n'y manquent certainement pas. Mais le prétexte pour expliquer ce voyage à maman ?... Il faut cependant sortir de là... Il le faut »...

« Comme il a peur de son père ! se disait, de son côté, Neyrial. Une dette de jeu, ce n'est pas si grave ! Qu'a-t-il d'autre dans sa vie dont il tremble que son père ne le découvre ?... Ai-je eu raison de ne pas l'aider ? Si pourtant son créancier du casino s'adressait à la mère ?... Non. Ces coquins-là sont des usuriers adroits qui redoutent trop le scandale. Et puis, je reparlerai à ce pauvre garçon. S'il n'a pas obtenu ce que je lui ai suggéré, ce règlement par échéances, je serai toujours à temps de lui avancer la somme, en exigeant sa parole de ne plus toucher une carte. C'est ce que j'aurais dû faire peut-être... En attendant, pensons à notre « numéro »... Il y a une figure à changer. »

II

Le « numéro », comme disait Neyrial, après Mlle Morange, dans le langage professionnel des dancings, était une espèce de ballet à deux, donné, à titre d'attraction, les jours où le directeur du Palace convoquait ses hôtes à une réunion appelée, professionnellement aussi, « Thé-dansant. » Les deux artistes mettaient leur point d'honneur à exceller dans ces fantaisies qu'ils composaient le plus souvent eux-mêmes, sur quelque partition en vogue. Quand, à cinq heures, ce jour-là, ils se retrouvèrent dans le vaste hall, lui, svelte et mince dans son veston cintré, elle costumée pour ce « numéro », mais enveloppée d'une mante, ils avaient oublié, à prendre et à reprendre

durant tout l'après-midi les figures de leur ballet, lui, ses soupçons sur les sottises possibles de Gilbert Favy, elle, ses aigreurs de la matinée. Un orchestre, installé sur une estrade, au fond, parmi des verdures, avait, dès leur entrée, attaqué un de ces airs de Tango, chers à la sentimentale Renée Favy, et méprisés par la sportive miss Oliver. Les murs de l'immense salle, plus longue que large, se paraient d'énormes têtes de pierrots en étoffe blanche suspendues entre les lampes électriques voilées de bleu, de jaune et de rose. Des tables étaient disposées tout autour, où déjà les clients de l'hôtel prenaient, qui du thé, qui du porto, qui un cocktail, qui un whisky au soda, tandis que les groupes des danseurs commençaient de se trémousser, dans l'espace laissé libre au milieu. La rumeur des causeries se mêlait au bruit des instruments, piano, violons et cuivres. Tout ce monde, — deux cents personnes peut-être, — parlait anglais, buvait anglais, dansait anglais. Ici, deux jeunes filles, taillées en athlètes, comme cette robuste miss Oliver, tournaient ensemble, et s'essayaient au *Corte*. Elles marchaient de ce pas fléchi en avant, léger, un peu hésitant, et leur couple en frôlait d'autres, étrangement disparates : ici, une enfant de quatorze ans, conduite par un sexagénaire ; plus loin, une femme âgée aux bras d'un garçon de vingt ans. Dans ce pêle-mêle britannique, les têtes grises, plus nombreuses que les têtes brunes ou blondes, témoignaient d'une forte race où l'entraînement physique se prolonge indéfiniment. Le tout faisait une foule ondoyante et mouvante, qui s'animait au rythme des sauteries exotiques, énumérées à la fin de sa leçon par Renée Favy. Elle-même était là, se tenant auprès de sa mère, invitée par l'un, par l'autre, et calculant avec une impatience que ses regards étaient tout près de trahir, la minute où Neyrial viendrait la prier. Il devait, par profession, servir de cavalier aux dames qui n'en trouvaient pas. Tout de suite, tandis que Mlle Morange, assise à l'écart, à cause de sa tenue d'Opéra, attendait le tour du « numéro », il avait entraîné celle-ci, puis celle-là, dans des *Fox-trott*, des *Shimmy*, des valses lentes et les autres danses répétées le matin avec son élève préférée, qu'il était venu inviter enfin. Sa façon de conduire sa danseuse variait avec chacune, modérant les trop vives, activant les trop lentes, si bien que toutes, revenues à leur chaise, ne tarissaient pas d'éloges :

— Je ne sais pas pourquoi, disait l'une, c'est si reposant

de danser avec lui, et cependant il ne vous laisse pas faire une faute...

— Voilà, c'est un gentleman, répondait une autre. Il n'abuse pas.

— Oui, on n'a pas besoin de freiner, avec lui, disait une troisième.

— Il serre de bien près cette petite Mlle Favy, tout de même!... reprenait une quatrième. Regardez-les...

Et les propos de continuer, avec des rappels de turf et de vie cosmopolite :

— Ils font une jolie paire à eux deux, et bien du même pied...

— Vous seriez très étonnée si cela finissait par un mariage?

— Un danseur de palace et la fille d'un colonel, y pensez-vous?...

— Pourquoi pas? Il n'y a pas de sot métier d'abord, et, par le temps qui court, celui-là est plus sûr que celui de rentier...

— Un colonel? Mais, à Biarritz, le danseur mondain du palace qui s'est marié en fin de saison était un prince russe...

— Comme elle le regarde! Elle est folle de lui, tout simplement. Ah!.. si j'étais sa mère!...

— Vous venez de dire vous-même qu'il est très convenable.

— Il n'en est que plus dangereux... Mais ce fox est fini. L'orchestre s'arrête. La lumière baisse. Ça va être le « numéro ». Vous avez vu le programme?

— C'est le même que celui d'il y a quinze jours et que l'on a redemandé : le Printemps.

Il se faisait un apaisement des voix maintenant, qui se changea en un silence attentif, coupé de battements de mains, quand Neyrial et Mlle Morange parurent à l'extrémité de la salle. Elle avait quitté sa mante, et elle s'avançait, souriante, un peu intimidée, dans sa toilette de théâtre, en jupe bouffante et courte, d'une étoffe lamée d'argent, brodée de petites roses et de feuillage de tons clairs, les bras et les épaules nus. Des bas de soie couleur de chair moulaient ses fines jambes. Les garçons de l'hôtel disposaient des touffes de fleurs, de place en place, et, l'orchestre ayant préludé, elle commença d'aller chercher ces bouquets, l'un après l'autre, en dansant. Elle se baissait pour prendre la gerbe, poursuivie par son camarade

qui, dansant aussi, l'atteignait sans cesse, et, sans cesse, elle s'échappait, lui laissant aux mains, tantôt une branche de mimosas, tantôt une brassée de roses, de grands iris blancs ou sombres, des œillets rouges ou safranés, des narcisses. C'était toute la fête du printemps méridional qu'elle lui offrait chaque fois, en se dérobant elle-même, et chaque fois, il revenait, toujours en dansant, déposer ces gerbes au pied d'une statue de l'Amour, en terre cuite, dressée au bas de l'orchestre, jusqu'au moment où, toutes les fleurs ayant été ainsi ramassées, la jeune femme se laissa elle-même enlever, fleur vivante, pour être portée jusqu'à cet autel symbolique, entre les bras du ravisseur, à qui elle disait tout bas, la tête abandonnée sur son épaule :

— C'est elle qui est jalouse, maintenant. Regardez-la, et repentez-vous de jouer avec cette enfant...

Tandis que les applaudissements éclataient et que les danseurs, en se donnant la main à présent, saluaient la foule, Neyrial pouvait en effet voir, au tout premier rang, Renée, assise avec sa mère, et ses petites mains, qu'elle frappait l'une contre l'autre, découvraient, en s'écartant, un visage péniblement contracté, où se révélait la souffrance ingénue d'une sensibilité trop tendre. De voir Neyrial soulever contre lui, dans un geste d'amour mimé, sa jolie et souple camarade, avait suffi pour que son cœur, qui s'ignorait lui-même, subît un spasme inconscient, et, dans les yeux de Neyrial brillait cet éclair de fatuité, inconsciente aussi, de l'homme qui se sent aimé, quand tout à coup ce regard s'éteignit. Son visage avait pâli. Ses doigts se crispaient involontairement sur ceux de la danseuse. Celle-ci se dégagea, et attribuant cette étreinte à une irritation causée par sa remarque :

— Ce n'est pas une raison pour me faire mal, protesta-t-elle, parce que je vous dis la vérité...

— Pardon... balbutia-t-il, et, soudain, elle le vit, avec stupeur, se détacher d'elle, longer l'estrade où l'orchestre préludait vivement à une nouvelle danse. Déjà il était hors de la salle, sans que personne eût pu s'apercevoir de ce hâtif départ, sinon celle qui courait instinctivement après lui pour le supplier :

— Neyrial ! implorait-elle, mais je regrette...

— Laissez-moi ! répondait-il, vous m'excédez...

Et, la repoussant d'un geste, il entra dans la cage de

l'ascenseur, qui commença de monter, tandis qu'elle restait devant la porte, brusquement refermée, à se dire :

« Je suis trop sotte, mais qu'est-ce qu'il a eu? Cela ne lui ressemble pas, de se fâcher pour une taquinerie... Il n'est pas souffrant. Il était en forme tout à l'heure, et si allant... Comme il m'a parlé! Ah! les hommes! Quand on court après eux, ils deviennent aussi rosses que les femmes... Il n'est toujours pas là, en ce moment, à faire danser cette petite Favy. »

La pauvre fille aurait été très mortifiée, et plus étonnée encore, si elle avait su combien sa sotte phrase de coquette dépitée était étrangère à cette fuite inopinée du danseur hors de la salle où l'on venait, une fois de plus, de l'applaudir frénétiquement. A la minute où il regardait Renée, lui-même s'était vu regarder par un vieillard, un nouvel arrivant dans l'hôtel et qui venait de s'asseoir à la même table que ces dames Favy. Cette rencontre de leurs yeux avait suffi pour que Neyrial ne pût, physiquement, rester cinq minutes de plus dans la même pièce que ce personnage. Cette seule présence lui avait infligé une de ces foudroyantes secousses de terreur, où l'homme ne se connaît plus, ne raisonne plus. Un réflexe animal de défense se déclenche en lui, aussi aveugle et irrésistible que le galop d'un cheval emballé. Tel était ce trouble du jeune homme, qu'en pressant le bouton de l'ascenseur, il n'avait pas pris garde au chiffre de l'étage, si bien qu'il se trouva s'arrêter au premier, tandis qu'il occupait une chambre au troisième.

La distribution des pièces étant pareille dans tout l'hôtel, il alla jusqu'au bout du couloir, ouvrit une porte qu'il crut la sienne, et, s'apercevant de son erreur, il ressortit aussitôt, juste à temps pour voir, au bruit du battant refermé, s'éloigner rapidement quelqu'un. Il crut reconnaître Gilbert Favy dont ce n'était pas l'étage non plus. Que faisait-il là? Après leur conversation du matin, et dans toute autre circonstance, cette allure clandestine du frère de Renée aurait inquiété Neyrial. Il l'aurait interrogé. Au lieu de cela, il s'échappait lui-même du côté opposé, par l'escalier de service, dont il montait les marches quatre à quatre, pour se réfugier dans sa chambre, la vraie, cette fois, et il se jetait sur son lit, en se prenant la tête dans les mains et disant à voix haute : « Jaffeux! C'était Jaf-

feux !... Et il connaît ces dames Favy. Elles l'avaient fait s'asseoir à leur table... Elles vont savoir... Il ne leur a pas encore parlé. Sinon, elles n'auraient pas applaudi... Pourtant, si j'allais le trouver tout à l'heure, si je lui disais : « C'est vrai. C'est moi, Pierre-Stéphane Beurtin. Depuis ce qui s'est passé, je n'ai plus volé, je n'ai plus joué. J'ai gagné ma vie, comme j'ai pu, mais proprement. Renseignez-vous. Faites une enquête... » A quoi bon? Il a été si dur pour moi ! Il doit tant me mépriser avec ses idées, et davantage en me retrouvant ici dans un métier qu'il ne peut pas comprendre !... C'est trop naturel, étant l'homme qu'il est, si droit, si juste, si traditionnel aussi... Mieux vaut partir, payer mon dédit et ne pas le revoir. Dire qu'en ce moment, il est en train de tout raconter... Qu'est-ce que va penser de moi cette petite Renée, si naïve, si tendre? Je savais bien que c'était fou, que je ne devais pas l'aimer. Et je ne me le permettais pas. Mais elle me plaisait tant ! Cette gentille amitié m'était si douce !... La quitter pour toujours, c'est déjà bien triste, et qu'elle pense de moi ce qu'elle va en penser, ce qu'elle en pense ! C'était convenu, qu'après le « numéro » nous dansions ensemble. Elle ne m'a plus vu. Elle s'est enquise. J'entends Jaffeux leur dire, à elle et à sa mère : « Voulez-vous savoir pourquoi ce joli monsieur a disparu?... » Et le reste... Ah ! c'est affreux !... »

Se prononçaient-elles, cependant, ces paroles, dont la seule possibilité affolait le jeune homme ? Il le croyait, hanté par cette obsession du déshonneur, constante chez tous les coupables, qui ont, dans une heure d'égarement, commis un acte irréparable, quand cette faute ne ressemble pas à l'arrière-fond de leur nature. Il ne se doutait pas que ce témoin de son passé, et qui, tout de suite, avait reconnu, dans le Neyrial acclamé du Palace, le malheureux Pierre-Stéphane Beurtin d'autrefois, était, à cette minute, aussi tourmenté que lui-même. Le nom de Martial Jaffeux évoque pour tous ceux qui suivent d'un peu près les choses du Palais, un des plus nobles types de cette carrière d'avocat, si salutaire ou si dangereuse à la moralité de ceux qui la parcourent avec succès, selon l'usage qu'ils font de leur éloquence. Cette profession repose tout entière sur ce principe qui en est comme la mystique : chaque accusé a le droit d'être défendu. Martial Jaffeux aura été un des maîtres du

barreau qui complètent cet axiome par une précision bien nécessaire : « Oui, chaque accusé a le droit d'être défendu, mais dans la vérité. » C'est dire que, durant ses trente-cinq ans d'exercice, avant que sa santé ne le contraignît à se retirer ou presque, il n'a jamais plaidé une cause qu'il ne considérât comme juste. De telles rigueurs de conscience font de ceux qui les pratiquent, avec l'âge avançant, des scrupuleux. Aussi bien était-ce le commencement d'une crise d'anxiété que venait de donner au célèbre avocat cette inattendue rencontre avec un garçon, perdu de vue depuis plusieurs années, et dans la destinée duquel les circonstances et son propre caractère lui avaient fait jouer le rôle d'un implacable justicier. Jaffeux s'était arrêté à Hyères, et au *Mèdes-Palace*, sur la foi d'un guide, pour se reposer quelques jours, en route vers Nice et l'Italie. Arrivé cet après-midi même, et, regardant sur le tableau *ad hoc* la liste des voyageurs, il y avait lu le nom de Mme Favy qu'il connaissait, ayant plaidé jadis, avec succès, pour le colonel, un important procès d'héritage. Presque aussitôt, il l'avait aperçue dans le hall, avec sa fille, et saluée. Elle l'avait convié à prendre le thé avec elle.

— Prévenez maître Jaffeux que c'est à un Thé-dansant que vous l'invitez... avait dit Renée Favy.

— Pourvu que je ne sois pas obligé de danser moi-même... avait-il répondu en riant. Je suis, d'ailleurs, du temps de la valse et de la polka, et ces danses modernes...

— Vous ne les avez pas encore vues dansées par M. Neyrial. C'est le professionnel du Palace. Avec lui, elles prennent leur vrai caractère de souplesse et de grâce. Papa lui-même se réconcilierait avec le *Tango* et le *Fox-trott*, si on les dansait ainsi devant lui. Et vous savez s'il est sévère...

— Mais je croyais qu'il était venu ici, fit Jaffeux.

— Oh! pour vingt-quatre heures... dit la jeune fille, et il nous a emmenées, maman et moi, tout l'après-midi au Mont des Oiseaux, pour y giberner avec des camarades...

Habitué par son métier à observer et à interpréter les moindres détails d'une physionomie, quand il questionnait un client, M. Jaffeux avait remarqué la lueur d'enthousiasme dont s'éclairaient les prunelles bleues de la jeune fille, tandis qu'elle célébrait les mérites du danseur. Cette excitation contrastait trop avec sa réserve accoutumée. Il est vrai qu'il ne l'avait

jamais vue qu'en présence de ce père dont, lui-même, blâmait secrètement la trop opprimante sévérité. Comment s'étonner que l'existence plus libre, à l'hôtel et dans le Midi, détendît un peu les deux femmes? Il n'avait donc pas attaché de signification particulière à cet indice, non plus qu'à l'insistance avec laquelle, et comme il déclinait l'invitation sous le prétexte de lettres à écrire, Renée lui avait dit :

— Ne venez qu'à six heures. C'est le moment du « numéro »... Et après lui avoir traduit ce terme argotique : — La levée du courrier se fait à six heures moins le quart. Le vôtre sera fini. Il faut que vous voyiez danser M. Neyrial. Venez. Venez. Je le veux....

— Eh bien! Je viendrai...

Il était venu, pour demeurer stupéfait, en reconnaissant Pierre-Stéphane Beurtin dans ce Neyrial, dont Renée Favy lui avait parlé ainsi et dont elle suivait du regard les mouvements avec une émotion, plus révélatrice encore. Il voyait ce jeune et frais visage se pencher en avant, ces lèvres frémissantes s'ouvrir, un sourire d'admiration s'y dessiner, puis, un involontaire frémissement les crisper, quand le danseur avait enlevé la danseuse d'un geste qui simulait une étreinte de passion heureuse.

« Mais elle est éprise de lui, la pauvre enfant, pensait Jaffeux, et la mère qui n'y prend pas garde!... »

Mme Favy, en effet, accompagnait le spectacle de commentaires, élogieux aussi, mais bien froids en comparaison de ceux de sa fille.

« Se jouerait-il un drame ici? » se demandait déjà l'avocat, mis aussitôt en éveil par sa longue expérience des dangereux dessous de la vie, et, interrogeant la mère :

— Vous le connaissez personnellement, ce M. Neyrial?...

— Mais oui, c'est un bon camarade de Gilbert, et Renée prend des leçons avec lui. Il est si comme il faut, si bien élevé! C'est un garçon de bonne famille sans doute. Sa boutonnière rappelle qu'il a fait bravement son devoir pendant la guerre. Vous comprenez que je ne l'ai pas questionné. J'ai cru comprendre qu'il est orphelin et qu'il a eu des revers de fortune. Il a pris une drôle de profession, mais aujourd'hui!...

Une phrase vint à la bouche de Jaffeux, qu'il ne prononça

pas. L'automatisme du métier fonctionnait de nouveau en lui. La sagesse, il le savait trop, veut que l'on agisse avec lenteur dans toutes les situations compliquées. Apprendre à la mère aussitôt la véritable identité de Neyrial, c'était risquer une catastrophe, peut-être, si par malheur, cet aventurier, — évidemment il en était devenu un, — avait séduit la jeune fille... Mais non... Il étudiait Renée avec l'attention pénétrante, dont ses yeux de compulseur de dossiers révélaient l'habitude. Quelle acuité dans leurs prunelles, détachées en noir sur son maigre visage rasé, dont les rides profondes semblaient creusées par la réflexion ! Et il se répétait mentalement : « Mais non. Cette physionomie si claire, si virginale, ne peut pas mentir. La naïveté même de cet enthousiasme en prouve l'innocence. L'imagination seule de cette pauvre enfant est prise. Celui qui la trouble connaît-il seulement l'intérêt qu'il inspire ? Ou bien, serait-il aujourd'hui un profond scélérat, et, voyant cette exaltation d'une fille riche, aurait-il conçu le projet de l'épouser, en s'imposant aux parents par le procédé classique? »

Là encore, l'expérience du basochien entrait en jeu. Il se rappelait avoir été récemment consulté par un de ses clients à l'occasion d'un enlèvement sensationnel dans le grand monde, et avoir conseillé le mariage... Était-ce par rouerie alors que le danseur mimait ces figures du printemps, en affectant de ne s'occuper que de sa partenaire ? Car le ballet s'achevait, sans qu'il eût, une seule fois, regardé dans la direction de celle qui le regardait, elle, si passionnément. Jouait-il cette apparente indifférence pour la rendre jalouse?... Ce regard était enfin venu, et dirigé du côté où se tenaient Mme Favy avec sa fille, mais pour rencontrer un autre regard, celui de Jaffeux. Sur quoi le bouleversement du jeune homme s'était traduit par l'altération de ses traits et cette soudaine disparition dont Renée demeurait étonnée. Elle aussi l'avait vu se glisser le long de l'estrade, vers la porte du fond.

— Il va certainement reparaître, avait-elle dit. Il m'a promis de me faire danser la *Huppa-huppa*.

Puis, quelques minutes plus tard, revenant elle-même de fox-trotter avec un autre jeune homme qu'elle avait interrogé sur l'absence de Neyrial :

— Il s'est senti un peu souffrant, m'a-t-on dit. Ce n'est pas étonnant. Il se surmène. Il se donne tout entier à son art et

à toute occasion. Il fait danser toutes les dames qui, sans lui, ne danseraient pas, et, pour chacune, il prend autant de peine. Il est si bon !...

« Le gaillard n'est pas plus souffrant que moi, avait pensé Jaffeux. Il m'a reconnu, tout simplement. Ah ! j'empêcherai bien qu'il ne perde cette délicieuse fille, s'il en a eu l'affreuse idée. Mais l'a-t-il eue?... »

Ce point d'interrogation impliquait dans l'esprit de ce juste une incertitude sur la nature intime d'un garçon qu'il avait vu commettre une action très coupable. Il l'avait, à cette époque, jugé très sévèrement. Mais cet acte révélait-il une démoralisation foncière ? — Jaffeux l'avait cru d'abord, et cette idée l'avait rendu inexorable. — Ou bien n'était-ce qu'une défaillance d'une heure et qui permettait d'espérer un redressement? N'eût-il pas mieux valu, dans ce cas-là, sinon pardonner au coupable, du moins le plaindre, lui parler sans dureté, ne pas risquer de le désespérer par une implacabilité peut-être inique? Cette question, l'avocat se l'était souvent posée, avec une inquiétude parfois voisine du remords. Il se la posait, ou mieux elle se posait devant lui plus fortement encore, remonté dans sa chambre, après la fin du Thé-dansant.

III

... Le temps reculait et les événements auxquels avait été mêlé le pseudo-Neyrial redevenaient présents au vieillard jusqu'à l'hallucination. Il se retrouvait à cinq ans en arrière, celui qui, rentrant vers les neuf heures après son dîner dans son cabinet de travail, se frottait les mains en se disant : « Quelle bonne soirée ! Je vais la passer avec mes deux meilleurs amis, Montaigne et La Bruyère. »

Martial Jaffeux n'était pas seulement le fin lettré que dénoncent de pareilles préférences. Il était aussi un bibliophile passionné, non pas à la manière des spéculateurs d'aujourd'hui, qui rêvent de la grande vente et constituent des placements à cinquante et cent pour cent en éditions rarissimes avec autographes et gravures. Il aimait vraiment ses livres, lui. Il les lisait, moins souvent certes qu'il n'aurait voulu, empêché par la surcharge de ses occupations, mais quelle joie

intime, chaque fois que, fatigué de ses dossiers, il prenait, avant d'aller dormir, un volume d'un de ses auteurs préférés, des moralistes surtout et des psychologues! Il les avait tous en plusieurs éditions. Les plus précieux de ses volumes étaient enfermés dans un meuble à serrure secrète. Quand il en maniait un, c'était avec religion. Il regardait la reliure ancienne et ses fers. Il touchait prudemment le papier jauni. Il songeait aux mains, immobiles aujourd'hui dans la mort, qui avaient tourné ces feuillets, aux yeux maintenant éteints qui s'étaient attardés sur ces caractères, aux esprits, — en allés où? — qui s'étaient nourris de ces pages. Un sentiment de vénération s'emparait de lui, qui faisait de ces tomes inertes des créatures vivantes. Aussi quel avait été son saisissement, le meuble ouvert, de ne pas trouver l'exemplaire des *Essais* qu'il y cherchait, celui de 1588, un bel in-quarto dans sa reliure originale en maroquin rouge, disputé jadis à un collectionneur princier! En considérant d'un coup d'œil inquisiteur le dos des deux cents volumes rangés sur les tablettes, il lui sembla discerner d'autres vides, mal dissimulés. Un cambrioleur était passé là, qui, dans la hâte de son larcin, avait remis, la tête en bas, quelques livres qu'il hésitait à prendre. L'avocat eut tôt fait, sans même en référer à son catalogue, de constater qu'il lui manquait, outre le Montaigne, quatre autres volumes : un exemplaire de la première édition du *Médecin malgré lui* de 1667, — un exemplaire de la plus rare des éditions originales de Racine, *Alexandre le Grand*, publié en 1666 par Théodore Girard, — les *Œuvres françaises* de Joachim du Bellay, imprimées, en 1597, à Rouen. Il l'avait acheté, ce volume-là, à cause d'une reliure à la Marguerite, exécutée pour Marguerite de Valois. Il manquait enfin la première édition, imprimée à Paris, chez Guillaume Desprez, en 1670, des *Pensées de Monsieur Pascal sur la religion et sur quelques autres sujets, qui ont été trouvées après sa mort parmi ses papiers*!

« C'est le vol de quelqu'un qui connaît la valeur des livres, » s'était dit Jaffeux, essayant de rassembler quelques données précises, comme il avait fait si souvent au cours des enquêtes exigées par d'obscurs procès. « Un des volumes, — il pensait au Montaigne, — n'a pas pu être emporté dans une poche, comme

les autres. Sa dimension a exigé une mallette, un sac, ou simplement une serviette du genre de la mienne. — Elle était posée sur son bureau, il la mesura des yeux. — Il a fallu aussi que le voleur connût le secret de la serrure. Je ne l'ai jamais fait jouer que devant mes domestiques et mes secrétaires. »

C'était restreindre déjà le cercle de ses recherches. Du ménage qu'il avait à son service depuis des années, — un valet de chambre et une cuisinière, — il ne pouvait pas douter. Restaient ses trois secrétaires. L'un d'eux, le plus jeune et le dernier en date, était ce Pierre-Stéphane Beurtin, qu'il venait, par le plus inopiné des hasards, de retrouver, après des années, exerçant, dans ce hall d'un Palace cosmopolite, une profession si déconcertante pour un bourgeois de vieille frappe française comme était Jaffeux. Le grand-père du danseur mondain, — quelle ironie ! — Marius Beurtin, avait été lui-même avocat et bâtonnier de l'ordre. Jaffeux, à ses débuts, occupait exactement auprès de lui l'emploi qu'il avait offert à son petit-fils, par reconnaissance pour son patron d'autrefois.

« Léonard?... Vincent?... s'était-il demandé. — Ainsi s'appelaient les deux plus anciens de ces secrétaires. — Non. Ce gros lourdaud de Léonard va se marier. La dot de sa femme est sérieuse. Il n'a pas besoin des quatre ou cinq mille francs que représentent ces livres... Ce brave Vincent est un dévot qui va à la messe tous les jours. Ce n'est pas lui non plus. Et puis tous deux m'ont vu faire ma bibliothèque. Ils savent qu'un exemplaire rare est comme un tableau de maître. Cela ne se vend pas si facilement. Il faut justifier l'origine, au lieu que Pierre-Stéphane... Et avec l'hérédité paternelle !... »

Toute l'histoire de la famille du jeune homme, qu'il connaissait, comme on dit, du pied et du plant, ne corroborait que trop le soupçon, déjà né dans son esprit. Le bâtonnier Beurtin, était le fils d'un commerçant du Midi, très aventureux, très intelligent. Originaire d'Aix, et suggestionné par les traditions de l'antique cité parlementaire, qui lui faisait considérer le barreau comme une sorte d'ennoblissement, le Provençal ambitieux avait voulu que son fils fût avocat et dans la capitale. Celui-ci, très bel homme et naturellement fastueux, riche déjà par son père, et gagnant par lui-même beaucoup d'argent, avait mené à Paris cette double existence, brillamment mondaine et âprement professionnelle, qui use si vite les

plus vigoureux organismes. Il était mort jeune, laissant un fils unique, qui avait coûté la vie à sa mère en naissant, et chez qui ces goûts ostentatoires du bâtonnier avaient reparu, encore exagérés. Auguste Beurtin, c'était son nom, avait épousé, par vanité plus que par amour, une femme très belle, une demoiselle de Pétiot, rencontrée dans une chasse à courre, et que la famille, une des plus vieilles du Limousin, lui avait d'abord refusée. Très fier d'elle, il avait voulu qu'elle fût une des reines de ce Paris mouvant et factice, tout en sorties, en fêtes, en visites, en spectacles, dont les réalités les plus solides sont des citations dans les comptes rendus élégants des journaux. Naturellement, ce bourgeois gentilhomme n'avait pas pris de carrière. Follement dépensier, il avait voulu augmenter ses revenus en jouant à la Bourse, d'après les « tuyaux » de financiers rencontrés dans le monde, et, non moins naturellement, ses capitaux avaient fondu. Le pseudo-Neyrial n'avait pas menti en racontant à Gilbert Favy que son père s'était ruiné au jeu, mais à un jeu plus redoutable qu'une partie de baccara dans un casino de ville d'hiver. Quand Auguste Beurtin était mort dans un accident d'automobile, en juillet 1914, — sur la route de Deauville, comme il convenait à un personnage de cette tenue, — sa veuve s'était trouvée réduite, toutes dettes payées, à une position très précaire. Ajoutez à cela, qu'initiée depuis quelques années aux continuels aléas de la vie du spéculateur, lequel avait dû demander sa signature pour des ventes d'immeubles et de titres, les poignants soucis de l'avenir, et tant d'émotions, avaient déterminé chez elle une maladie de cœur, aussitôt aggravée par le saisissement, cette mort subite.

Toujours fidèle à la mémoire du défunt bâtonnier, Jaffeux n'avait pas perdu contact avec ce jeune ménage, de goûts si peu en rapports avec les siens. Il savait que Mme Auguste Beurtin demeurait irréprochable dans le dangereux milieu parisien où l'imprudence de son mari la faisait vivre. Le vieux garçon qu'il restait, un peu par les exigences de son travail, un peu par manie, beaucoup par timidité, avait conçu pour cette honnête femme un de ces respects attendris, qui ne se permettent pas de devenir de l'amour, mais qui sont pourtant plus émus que la simple amitié. Il s'était offert pour s'occuper de la succession qui, entre parenthèses, avait achevé

de brouiller la veuve avec les siens, sur quelques difficultés d'intérêt, dans lesquelles, conseillée par l'avocat, elle avait refusé de transiger, à cause de son fils. Elle avait tenu d'autant plus passionnément à défendre pour lui les derniers débris de la fortune écroulée que ce règlement avait lieu pendant la guerre et que ce fils était au front. Jaffeux avait vu, avec une admiration grandissante, l'énergique mère, de plus en plus souffrante, cacher héroïquement ses crises de santé au jeune homme, pour ne pas diminuer son courage. Pierre-Stéphane, indemne par miracle pendant des mois, avait été blessé sous Verdun. D'apprendre brutalement cette nouvelle, avait donné à la malade, déjà si anxieuse, un accès d'angine de poitrine qui avait failli l'emporter. Elle avait supplié Jaffeux, mis au courant par le médecin, de n'en rien dire à son fils. L'avocat avait obéi, non sans quelque rancune contre ce fils, qui était rentré en 1919, guéri de sa blessure, et ne paraissant pas se douter des meurtrières angoisses traversées par sa mère. Il arrivait, tout fringant, tout fier de sa citation à l'ordre du régiment, virilisé mais endurci par ces quatre années de danger, et, pour les traits, l'allure, la parole vive, le goût du plaisir et de l'élégance, ses vingt-trois ans rappelaient son père d'une manière terriblement inquiétante pour ceux qui avaient vu sombrer le spéculateur. La médiocrité de ses ressources, diminuées encore par la baisse des quelques valeurs conservées, exigeait qu'il prît un métier. Il avait accepté l'idée d'une carrière d'avocat, sur la prière de sa mère, suggestionnée, on devine par qui. Ce conseil de Jaffeux avait eu un secret motif : surveiller la pétulante jeunesse de Pierre-Stéphane, en le prenant pour secrétaire, tandis qu'il préparerait ses examens de droit. « Le souvenir laissé au Palais par le bâtonnier facilitera les voies à son petit-fils, avait-il dit à Mme Beurtin. Et moi, avait-il pensé, j'aurai l'œil sur lui. Il en aura besoin. Il est si léger ! »

On comprend qu'en présence du vol dont il était la victime, le protecteur, déjà très préoccupé de ce caractère impulsif, avait dû se demander aussitôt si la vie de Paris n'avait pas déjà précipité le fils du prodigue à des dépenses hors de proportion avec ses moyens. Avait-il eu de pressants besoins d'argent et cédé à la tentation de s'en procurer ainsi? Une enquête instituée immédiatement n'avait rien appris de positif

à Jaffeux sur les relations féminines du jeune homme. En revanche, il avait su, et précisément par un des deux collègues de Pierre-Stéphane prudemment interrogés, que celui-ci fréquentait assidûment un cercle interlope et qu'il y jouait à l'heure des plus fortes parties, tard dans la nuit, quand sa mère, obligée par sa maladie de se coucher tôt, le croyait paisiblement endormi.

— Dans ce cercle, avait demandé l'avocat, savez-vous si le caissier des jeux peut avancer de l'argent aux pontes, comme dans d'autres clubs?

Il en avait nommé un, aux mœurs duquel un procès l'avait initié.

— Oui, avait répondu son interlocuteur, mais c'est un crédit limité, deux mille francs, je crois...

— Et si on ne les rend pas, on cesse de faire partie du cercle?...

— Naturellement.

La vérité de la crise traversée par Pierre-Stéphane était apparue au questionneur. Le fils avait, dans des conditions toutes petites, agi comme le père et joué, pour suffire à des goûts de luxe supérieurs à ses moyens. Comme le père, il avait perdu, puis emprunté de l'argent, et perdu encore. Une tentation avait surgi, trop forte. Sans doute il s'était dit que son patron tarderait à s'apercevoir du vol. Des livres se retrouvent. S'il gagnait, — car il avait dû ne vouloir cet argent que pour avoir le droit de rejouer, — il rachèterait ceux-là. Cette construction, d'une irréfutable logique, était-elle la vérité? Comment le savoir? Le métier de Jaffeux le lui avait appris : les aveux des crimes s'obtiennent le plus souvent par surprise. Il avait donc employé ce que certains de ses confrères et lui appelaient, dans leur langage technique, le procédé chirurgical : l'attaque par l'accusation directe et précise, qui a des chances de produire sur un coupable non prévenu, un de ces chocs psychiques où le désarroi de tout l'être paralyse la réaction de défense de la volonté réfléchie. Le surlendemain de la découverte du vol, dès l'arrivée du jeune homme à l'étude, il le faisait venir, comme il lui arrivait souvent pour lui demander des nouvelles un peu détaillées de sa mère, dans la pièce où se trouvait la bibliothèque à serrure de sûreté. Et tout de suite, la lui montrant :

— Pierre-Stéphane, lui avait-il dit, il manque ici un Montaigne, *le Médecin malgré lui*, de Molière, l'*Alexandre* de Racine, un Joachim du Bellay et un Pascal. En tout cinq volumes. Tu les as pris pour les vendre. Tu as joué au baccara, au cercle... — Il lui nomma le tripot. — Tu as perdu. Pour continuer, tu as emprunté au caissier une somme que tu ne pouvais pas rendre. Tu n'as rien voulu demander à ta mère, que tu vois se débattre trop péniblement pour votre vie quotidienne. Tu as tâté le terrain auprès de quelques camarades, sans réussir. Il te fallait le rendre, cet argent, pour n'être pas renvoyé du Club, et continuer de jouer. Ces livres étaient là. Tu savais leur valeur. Tu t'es dit qu'étant donné le nombre de mes volumes, je ne remarquerais pas aussitôt leur disparition. J'avais fait fonctionner devant toi le secret de la serrure. Tu m'avais bien observé. Tu as su ouvrir le meuble, et tu les as pris, ces livres. Tu les as volés, volés, sans penser que tu déshonorais ce ruban, — et il mettait le doigt sur la boutonnière du jeune homme : — Ah ! comment as-tu pu ?

Tandis qu'il parlait, il voyait un frisson secouer tout le corps de Pierre-Stéphane, sa taille se raidir, son visage se serrer. L'affreuse humiliation subie en ce moment allait-elle se résoudre dans des larmes et une imploration de pardon, — s'il était coupable ? Qu'il le fût, comment en douter, devant son trouble qui, soudain, quand le doigt de l'accusateur toucha sa boutonnière, le fit se tendre dans une expression de défi ? Le jeune homme n'avait jamais aimé Jaffeux. Les familiers très intimes d'un père et d'une mère inspirent souvent au fils et à la fille de la maison, une antipathie qu'explique assez le droit qu'ils s'arrogent d'observations sans ménagements. L'amour-propre de l'enfant qui en est l'objet s'en irrite. Toute ouverture simple du cœur lui devient impossible vis-à-vis de cet ami de ses parents, qui ne sera jamais le sien. Dans mille petites circonstances et à son insu, Jaffeux avait froissé Pierre-Stéphane. Leurs instincts étaient trop contraires pour qu'ils comprissent, celui-ci la réflexion, celui-là les fougues de l'autre. Dans une circonstance comme celle qui les affrontait en ce moment, la fierté du secrétaire infidèle souffrait trop. Il avait volé les volumes. L'avocat ne s'y était pas trompé, non plus que sur les détails de ce vol. Nier ? C'était s'abaisser encore. Demander pardon ? L'ancien poilu se serait fait tuer plutôt. Il lui restait

ce refuge de la confession arrogante, où l'orgueil du coupable, qui ne daigne pas se justifier, trouve sa revanche :

— C'est vrai, monsieur, répondit-il, j'ai pris ces volumes et je les ai vendus pour les raisons que vous dites. Votre police vous a exactement renseigné. Je ne plaiderai pas les circonstances atténuantes : l'étroitesse de ma vie actuelle après l'opulence où j'ai grandi, la griserie de Paris, celle du jeu. Mais si je les ai pris, ces volumes, c'était avec l'idée de les racheter et de les remettre à leur place, dès que j'aurais regagné la somme nécessaire. Je savais que je la regagnerais. Je l'ai regagnée, cette nuit même. Je vais de ce pas chez le marchand à qui je les ai vendus. Je l'ai choisi exprès parmi ceux qui ne sont recherchés que des connaisseurs. Il n'a ces volumes que depuis trois jours. Il est très probable qu'ils sont encore chez lui. Dans ce cas, vous les aurez ce soir même. Sinon, je saurai les retrouver. Ç'aura été un prêt que vous m'aurez fait. Si vous jugez que ma façon d'agir a été par trop incorrecte, portez plainte. Ce que je viens de vous dire, je le répéterai aux magistrats, et dans les mêmes termes, parce que c'est la stricte vérité.

Et pas un mot de regret dans cette déclaration prononcée âprement, les yeux fixés sur ceux de son interlocuteur, les bras croisés, le masque impassible. Derrière cette attitude, une atroce douleur se dérobait, que l'avocat ne reconnut point. C'est la limite d'intelligence des hommes qui n'ont pas subi l'entraînement des passions, qu'ils ne distinguent pas les éléments de réparation morale conservés dans certaines déchéances. Cette force de personnalité, déployée par Pierre-Stéphane en face de son juge, n'était pas du cynisme. En ne se disculpant point, en acceptant par avance les dures conséquences de son acte, il se réhabilitait un peu vis-à-vis de lui-même. Jaffeux n'y vit que l'impudente effronterie d'un garçon irrémédiablement gâté. Un de ces humbles détails qui deviennent des signes décisifs à de certains moments, achevait de l'écœurer : la mise trop raffinée du jeune homme faisait de lui un type tout près d'être exagéré du dandy d'après la guerre, qui semble n'avoir gardé de la tragique épreuve qu'une frivolité plus désinvolte. Un veston coupé à la dernière mode amincissait sa taille cambrée. Une cravate en tricot de soie, piquée d'une épingle de perle, pendait sur le plastron d'une chemise souple de

nuance havane. Des boutons d'or ciselé, à chaînette, retenaient les manchettes, souples aussi, mais blanches comme la toile du col, et retroussées. De fines chaussettes de couleur claire montraient leur soie, savamment tendues entre le cuir brun du soulier et le bas du pantalon, raccourci par un pli. Jusqu'alors, Jaffeux avait considéré ces coquetteries vestimentaires comme une puérilité un peu nigaude. Il y vit tout à coup l'indice d'une dégradation. Peut-être aussi l'instinctive antipathie de Pierre-Stéphane avait-elle éveillé en lui une antipathie correspondante, encore aggravée du fait que le jeune homme ressemblait tant à son père, et que lui-même, toujours à son insu, gardait au fond de son cœur une obscure jalousie à l'égard du mari indigne d'une femme exquise. Un accès de colère l'envahit, où se soulageait la longue rancœur de ces impressions inconscientes, et, d'une voix que le jeune homme ne lui connaissait pas :

— Incorrecte !... — Il redit le mot par trois fois, en martelant les syllabes : — Incorrecte !... Incorrecte !... Quand il s'agit d'un vol, d'un ignoble vol, doublé d'un abus de confiance !... — Et, comme l'autre protestait : — Tais-toi ! Je t'aurais vu, quand je t'ai parlé tout à l'heure, éclater en sanglots, me dire : « Pardon, je me repens... » Je t'aurais pris dans mes bras en te disant, moi : « Mon pauvre petit !... » Et je t'aurais pardonné... Mais ça ! mais ça !... Incorrecte ! Incorrecte !.. Tiens : j'aurais mieux aimé te voir mentir, nier avec acharnement. Ç'aurait été une preuve que tu sentais du moins la hideur de ton acte, au lieu que... — Puis, décidément hors de lui : — Ah ! misérable !... — Il leva le poing comme pour frapper, et, se dominant : — Ne les rachète pas, ces livres. Ils me feraient horreur à toucher. Je te les donne. — Il avait, en attendant un geste, regardé Pierre-Stéphane qui restait immobile, les bras de nouveau croisés. — Tu comprends que désormais je ne peux pas te garder ici, n'est-ce pas ?

— Et moi, répondit le jeune homme, je n'accepterais point d'y rester.

— Je ne suis pas en état, continua Jaffeux, de concevoir en ce moment un moyen de tout régler pour que cette incorrection, comme tu dis, ne pèse pas sur ton avenir. Est-ce ta première escroquerie ? Sera-ce la dernière ?

L'accès de fureur le reprenait. Il marcha quelques minutes

d'un bout à l'autre de la chambre, et, se retournant pour montrer la porte, de son poing toujours fermé :

— Va-t'en ! cria-t-il, mais va-t'en donc !

Pierre-Stéphane obéit, sans plus répondre. Resté seul, l'avocat continua de marcher dans son bureau, d'un pas qui se calmait, maintenant qu'il n'avait plus devant les yeux l'insolente et rogue figure du coupable sans repentir. Une nouvelle angoisse l'étreignait à présent. Renvoyer son secrétaire, il ne le pouvait pas sans donner à Mme Beurtin une explication. Laquelle ? Lui dire la vérité, porter ce coup à cette mère d'une sensibilité si vive, et dans son état de santé, c'était risquer de la tuer. Il le savait, ayant, par affection pour elle et à la suite de plusieurs conversations avec le docteur qui la soignait, étudié, dans des livres spéciaux, les symptômes de cette lésion du cœur, dont elle était atteinte, l'insuffisance mitrale, et ses étapes. Voici que, l'image de la malade commençant à l'attendrir, sa violente indignation de tout-à-l'heure tombait peu à peu.

« Si tout de même c'était la première faute grave de ce malheureux ? se disait-il. N'ai-je pas été trop dur ?... Il s'est conduit admirablement pendant la guerre. C'est quand j'ai touché ce point-là, quand j'ai parlé de son ruban qu'il s'est rebellé. Je l'ai senti. Et si c'est sa première faute, ne vient-il pas d'en être assez puni ?... Mais cette bravade, cette complète absence de regret ? Mais cette effronterie à qualifier d'incorrection un délit dont il connaît toute la gravité, lui qui fait son droit ?... S'il était un endurci pourtant, il aurait discuté, ergoté. Car enfin, je n'avais qu'un soupçon, pas une indiscutable preuve... C'est vrai qu'il m'a parlé de ma police. Il n'a pas pu deviner que j'avais reconstruit son affaire à moi seul, rien qu'en raisonnant... »

Un petit mouvement d'orgueil, tout professionnel au fond, le traversait, à l'idée de cette justesse dans son hypothèse. C'était l'avocat, heureux et fier d'avoir débrouillé une énigme, et, cette intime satisfaction le disposant soudain à l'indulgence :

« A cause de sa mère, se disait-il maintenant, et de son grand père, n'y eût-il qu'une chance sur cent pour que cette défaillance de sa moralité soit la première, je lui devais de lui faire crédit. Il est encore temps. Je l'ai corrigé trop durement. Je n'en aurai que plus d'autorité pour le faire venir

et lui dire : Je suis prêt à te pardonner. Mais répare. J'accepte que tu me rendes les livres et je te garde. Seulement, tu vas changer ta vie. Plus de cercle, d'abord. Prends ce papier. Écris ta lettre de démission. Plus de parties de théâtre avec tes camarades. Plus de séances aux courses. Je te donnerai assez de dossiers pour que tout ton temps soit occupé, même et surtout le dimanche. Je jugerai par ton travail si oui ou non tu mérites que je te rende mon estime et que je ne parle jamais à ta pauvre maman. »

Tel était le monologue qu'il se prononçait, assis maintenant à son bureau et vaquant lui-même à son travail. Il était attendu au Palais vers les deux heures de l'après-midi. Sa résolution de donner au coupable cette chance de se réhabiliter était si bien prise qu'il abrégea son déjeuner pour s'assurer le loisir d'un crochet entre la rue de Vaugirard, où il habitait, et la rue de l'Estrapade, derrière le Panthéon, où logeaient les Beurtin. Ou bien le jeune homme serait là, et il le verrait tout de suite, ou bien il lui laisserait sa carte avec un mot, lui fixant un rendez-vous immédiat, vers la fin de la journée. Une autre idée le poussait, qu'il n'admettait pas, tant elle était pénible : « Pourvu que Pierre-Stéphane n'ait pas lui-même parlé à sa mère ! » Arrivé sur le seuil de la vieille maison, dont l'aspect désuet contrastait étrangement avec la façade ultra-moderne de l'hôtel de la plaine Monceau possédé jadis par le spéculateur, il demeura saisi devant la physionomie de la loge. Plusieurs personnes s'y pressaient autour du concierge, en train de commenter, avec force gestes, un événement évidemment sensationnel. Le visiteur n'eut que trop vite le mot de cette autre énigme quand, ayant demandé : « Madame Beurtin est chez elle ? » cet homme lui répondit :

— Je racontais justement à ces messieurs et à ces dames, monsieur, qu'elle vient de mourir de sa maladie de cœur. A peine si j'ai eu le temps de courir à Saint-Étienne du Mont chercher un prêtre, quand le docteur a dit qu'elle n'en avait pas pour une demi-heure...

— Son fils était là ? questionna Jaffeux.

— Il rentrait à peine, quand elle a eu sa crise. Il a assisté à tout. Ah ! monsieur, ce qu'il aimait sa mère, ce garçon !.. Ce qu'il fait peine à voir !...

C'était l'avocat lui-même qui avait indiqué jadis à Mme Beurtin cet appartement où elle venait d'expirer. Il l'avait choisi dans le fond de la cour, au rez-de-chaussée, afin qu'avec ses palpitations, elle n'eût pas d'escalier à monter. Il dut sonner deux fois à la porte, avant que la domestique se montrât, affairée et gémissante :

— Ah! M. Jaffeux! Quel malheur! Madame était si bien ce matin encore, quand M. Pierre-Stéphane est rentré! Et puis...

— Est-ce que je pourrais le voir? demanda Jaffeux.

— Il est auprès de madame. Il ne fait que pleurer. Ça le confortera de voir monsieur que madame aimait tant.

La brave fille avait disparu, pour revenir, visiblement très troublée, et dire d'un accent hésitant :

— M. Pierre-Stéphane s'excuse beaucoup, monsieur. Mais il ne peut voir personne, qu'il dit, personne absolument, pas même monsieur...

— Pourrai-je entrer faire une prière? avait interrogé Jaffeux.

— C'est qu'il est à côté du lit, qui tient la main de madame, et je ne sais pas...

— Eh bien! avait répondu Jaffeux, je reviendrai...

La gêne de la servante ne lui apprenait que trop comment le jeune homme avait reçu l'annonce de sa visite. Pas de doute. Il avait parlé à sa mère, avoué le vol, raconté la scène avec son protecteur, et la secousse de cette révélation avait donné à la malade cette crise mortelle. Maintenant il était insupportable au fils coupable de revoir celui dont il avait appréhendé qu'il ne le dénonçât. Il avait préféré parler le premier, pour se défendre tout en s'accusant. Jaffeux avait eu, de cette horreur à son égard, une nouvelle preuve, en recevant le lendemain matin ce tragique billet :

Monsieur,

On enterre ma pauvre maman demain matin. Je vous demande, comme une charité, de ne pas venir à la cérémonie. Vous aviez le droit de me parler comme vous m'avez parlé. Ce n'est pas votre faute, si votre attitude m'a désespéré au point que je n'ai pas pu me dominer devant ma mère. Je ne vous

en dirai pas davantage. Vous comprendrez ce que serait pour moi votre présence dans une heure aussi douloureuse. Vous aurez la charité de l'épargner à un fils qui souffre trop.

Et pas de formule protocolaire, pas de signature. Jaffeux se reprochait déjà trop vivement sa dureté dans l'entretien de la veille, pour ne pas avoir obéi à cette injonction. Il n'était donc pas allé à l'église, et, le soir même des obsèques, un paquet lui arrivait, contenant les cinq volumes dérobés. Une carte, sous enveloppe, les accompagnait, avec ce seul mot : « Merci ». Pierre-Stéphane avait eu l'énergie, tout en faisant les démarches nécessaires aux funérailles, de passer chez le libraire, pour racheter les livres, comme il l'avait annoncé. Jaffeux en avait pris prétexte pour lui écrire, de son côté, une longue lettre, où, réalisant son projet de rapprochement, il l'invitait à venir le revoir, et où il lui accordait ce pardon qu'il regrettait de ne pas lui avoir offert. Pas de réponse. Une semaine s'était passée. Nouvelle lettre. Même silence. Inquiet, il était allé rue de l'Estrapade, pour trouver l'appartement fermé.

— M. Pierre-Stéphane vient de temps en temps prendre son courrier, avait expliqué le concierge. Il est à l'hôtel. Mais il ne nous a pas dit lequel. Il a donné congé, en payant son terme d'avance, et vendu en bloc tous les meubles à un tapissier. Ah ! monsieur, ma femme et moi avons bien peur que son chagrin ne lui porte à la tête...

Quelques jours plus tard, et Jaffeux revenu, pour avoir des nouvelles :

— Je lui ai dit votre visite, lui avait répondu l'homme... Il ne vous a pas écrit?...

— Non.

— Il est parti pour l'étranger en me disant d'envoyer ses lettres à cette adresse.

Et tendant une feuille de papier :

— Il est à Londres, vous voyez.

— A Londres, avait répété Jaffeux, puis, tout seul : « Quelle situation va-t-il chercher là-bas? Il lui a fallu pourtant régler les affaires de la succession. Maître Mélivier le notaire, me renseignera. »

Il avait fait cette démarche sans rien obtenir de précis sur

les intentions de Pierre-Stéphane, qui avait laissé sa procuration, en annonçant qu'il s'installait en Angleterre, pour y apprendre la langue. Jaffeux avait su plus tard que Métivier, une fois la succession réglée, ne recevait plus de lettres de son client. Puis des semaines avaient passé, des mois, des années, sans qu'aucune nouvelle du disparu parvînt à son ancien patron. Pensant au jeune homme, il s'était demandé très souvent : « Qu'est-il devenu? S'il avait bien tourné, il aurait éprouvé le besoin de me le faire savoir... » Et toujours, devant le mystère de cette destinée, où il avait joué un tel rôle, dans une minute décisive, un obscur remords se mêlait pour lui à ce souvenir. Le contre-coup de sa sévérité n'avait-il pas hâté la fin d'une amie si chère? Oh! que n'avait-il eu pitié du coupable?... « Mais, vit-il seulement ? » se demandait-il encore.

Oui, Pierre-Stéphane Beurtin vivait, dans quel étrange milieu, de quel étrange métier, et nourrissant peut-être quel projet redoutable pour une innocente enfant et sa famille!

PAUL BOURGET.

(La deuxième partie au prochain numéro).

NOS GRANDES ÉCOLES

II[1]

SAINT-CYR

I. — LE PASSÉ

Au passé lointain de la maison de Saint-Cyr sont associés deux grands noms, celui de Mme de Maintenon et celui de Napoléon. La première fonda, en 1686, dans le village attenant au grand parc de Versailles, la maison royale de Saint-Louis. Le second y installa, en 1808, l'École impériale militaire qui, en 1817, prit le titre qu'elle a conservé, d'« École spéciale militaire ».

Mme de Maintenon, que Gréard appelle « la grande éducatrice », détestait, d'accord avec Louis XIV, l'éducation puérile qu'on donnait à l'époque dans les couvents. Tous deux, avec l'aide de Fénelon et dans l'esprit du livre fameux de *l'Éducation des filles*, élaborèrent le statut de l'établissement que construisait Mansart et ils aboutirent, ainsi que le constate Saint-Marc Girardin, « à la première sécularisation, sécularisation intelligente et hardie de l'éducation des filles. »

En même temps, Mme de Maintenon et le Roi faisaient une œuvre bonne et généreuse, puisque la nouvelle institution, placée sous le vocable de Saint-Louis, était destinée à recevoir « les filles des gentilshommes du Royaume morts dans le service et de ceux qui se trouveraient, par suite des dépenses qu'ils avaient été obligés de faire au service du Roi, hors d'état de

(1) Voyez la *Revue* du 1er février.

leur donner les secours nécessaires pour les faire bien élever ».

Ainsi, déjà à ses débuts, la maison de Saint-Cyr accueillait les filles des militaires et ces « grandes anciennes », auxquelles rêvent parfois les jeunes Saint-Cyriens actuels, étaient de la grande famille qu'a toujours constituée notre armée.

Ils rêvent, les Saint-Cyriens?... Je n'en veux pour preuve que ce poème récent :

Je vais la voir ! C'est l'heure où dans le petit bois
Reviennent chaque nuit les ombres d'autrefois.
Douze coups ont battu sur la tour de l'École ;
Tout s'est calmé soudain ; plus un oiseau ne vole.
Le silence est si grand qu'un doigt mystérieux
Semble avoir fait un signe à la terre et aux cieux.
Pour que cette rencontre ait son décor mystique,
Voici le bruit d'un pas, sur les feuilles, rythmique
A travers les fourrés piqués de vers luisants.
On sent bien que déjà des êtres sont présents.
Une robe a passé derrière les grands arbres ;
On distingue un profil de la pâleur des marbres.
Quels atours ravissants dans leurs brunes couleurs !
Autour des petits pieds, une basquine à fleurs
Balance drôlement son étoffe à ramage
Qu'un vertugadin fronce, où finit le corsage.
. . . .
Nous avons rêvé d'elle, à Saint-Cyr, bien souvent.
Nous la reconnaissons, notre grande ancienne
Qui dans ces mêmes lieux était Saint-Cyrienne
Trois siècles avant nous !. . . . .
. . . .
Vivez un court instant, cher et triste pastel !
Tentez un geste mort ! Remuez le listel
De vos lèvres, hélas ! si longtemps immobiles,
Nul ne viendra troubler nos mystiques idylles.
. . . .
Tout le bois en dira sûrement la légende
Aux Cyrards qui viendront rêver ici demain.
Ombres, parlez sans peur ! car du vacarme humain
Pour mieux vous séparer au fond de la nuit noire,
Se posent sur Saint-Cyr les ailes de la gloire ! (1)
. . . .

(1) J. des Vallières, 1919.

La gloire ! Elle entra dans l'École sur l'ordre de Napoléon en 1808.

Depuis 1792 où, en septembre, le capitaine d'artillerie Buonaparte était venu chercher dans la maison dont on fermait les portes, sa sœur Élisa, les bâtiments élevés par Mansart servirent d'hôpital, de succursale des Invalides, puis de « Prytanée militaire ».

Le 3 juillet 1808 les élèves de l'École impériale de Fontainebleau, sous le commandement du général Bellavène, prirent possession de l'École et leurs successeurs y sont demeurés depuis lors. Quel changement ! Dans ces lieux où vivaient silencieuses « les douces colombes » de Mme de Maintenon, s'est abattue une nuée de « jeunes aiglons ». Aux aimables tragédies de Racine, *Esther* et *Athalie*, qui furent jouées dans ces vieux murs succédèrent d'autres scènes comiques et militaires, en attendant que leurs acteurs pussent travailler dans la vraie tragédie guerrière.

S'il faut en croire les nombreuses descriptions que nous possédons de ce qu'était la vie à l'École au temps d'un début si agité, elle ne ressemblait guère à celle qu'y vivent aujourd'hui nos futurs officiers. L'examen d'entrée était fort simple, car le seul général Bellavène en était chargé. Si le candidat qui lui était présenté avait belle tournure et possédait une stature garantissant force et santé, il lui posait quelques questions élémentaires d'histoire et de géographie. Les mauvaises langues d'alors assurent que les connaissances exigées pour les mathématiques ne dépassaient jamais le fameux théorème connu sous le nom de « Pont aux ânes ! » Le brave général avait fait tant de choses depuis quinze ans qu'il était excusable d'avoir oublié ce qu'il avait peut-être appris dans sa jeunesse. Et puis, de quoi s'agissait-il en somme, sinon de fournir dans le plus bref délai à l'Empereur, qui en avait bien besoin, un grand nombre de jeunes officiers capables de bien servir ?

Le maître, d'ailleurs, avait donné au bataillon de Saint-Cyr, qui n'allait pas tarder à conquérir le beau titre de « premier bataillon de France » une devise parlante : « Ils s'instruisent pour vaincre ! » Et nos grands anciens se sont bien instruits, puisqu'on a pu dire, avec raison, qu'il n'est pas, depuis la fondation de l'École, une seule victoire française à laquelle les Saint-Cyriens, du plus grand chef au plus modeste et au

plus jeune sous-lieutenant, n'aient pris la plus large part.

Il faut reconnaître cependant, qu'à l'époque dont nous parlons, le dressage du futur officier était plus rude et l'instruction qu'il recevait était plus simple que ne sont aujourd'hui l'un et l'autre.

Le dressage était fait avec dureté, parfois avec férocité, par les anciens et l'ardeur épique était telle, dans ces temps héroïques, que le commandant de l'École eut fort à faire pour empêcher les duels et les batailles entre élèves. Quand il eut supprimé les sabres et les baïonnettes, les jeunes drôles se battirent au compas ! Ceux-là, certes, avaient du tempérament et l'humeur guerrière. Les brimades sévissaient dans toute leur horreur et le souvenir en est demeuré vivant, puisqu'il n'y a pas bien longtemps, un journaliste, mal informé, je l'affirme, racontait à ses lecteurs scandalisés une scène horrible qui venait de se passer à l'École... il y a plus de cent ans.

Quant à l'instruction, si je m'en rapporte aux tableaux de service de l'époque, elle était très sérieusement donnée et correspondait parfaitement aux nécessités du moment. L'Empereur, qui avait l'œil à tout, surveillait la grande École, et souvent il s'assura par lui-même des résultats obtenus. J'ai sous les yeux une gravure représentant la scène, célèbre dans nos annales, où l'on voit un jeune cyrard, un blanc-bec, commandant, devant l'Empereur, un peloton des grenadiers de la vieille garde, sur la place du Carrousel. Il paraît que, ce jour-là, Napoléon et ses maréchaux rirent de bon cœur en voyant les Saint-Cyriens manœuvrer les grognards, ne laissant passer aucune faute sans la relever, et ne craignant pas de houspiller, comme ils faisaient pour leurs « melons » (1), les vieux guerriers devant qui l'Europe tremblait.

La matière était bonne. La tradition se fondait. Elle fut continuée. A part une période, vers 1867, qui semble avoir marqué une défaillance sérieuse, à laquelle dut remédier le général Trochu, notre École spéciale militaire fournit à l'armée, jusqu'en 1914, des cadres excellents. Ce sont eux qui, avec leurs camarades sortis des autres Écoles, ont conquis, à la française, notre immense empire colonial, pansé les plaies dont souffraient la France et son armée, organisé, instruit et

(1) « Melon », en langage saint-cyrien, signifie recrue.

commandé la plus belle armée qu'ait jamais vue le monde, notre armée nationale de la Grande Guerre, celle de la Victoire.

Je ne cite pas de noms (chacun les connaît d'ailleurs), parce qu'il y en a trop d'abord et qu'il faut bien avouer ensuite que ce ne sont pas toujours les chefs les plus connus du public qui ont le plus de mérite, et que si, d'aventure, on pénétrait le secret des batailles, « les mânes de bien des braves seraient consolés, dont la gloire a été ravie et dont le nom a péri comme eux » (1).

L'École spéciale militaire a donné à la France de grands serviteurs dans tous les domaines de l'activité humaine : ministres (dont récemment un jeune président du Conseil), magistrats, industriels, professeurs, explorateurs et colonisateurs... voire même (j'hésite à l'écrire, car on pourrait m'accuser de dénoncer l'alliance du sabre et du goupillon)... un nonce du Pape ; voire même encore un saint, car il le sera quelque jour ! j'ai nommé le père de Foucauld.

On voit que le Livre d'or de l'École possède bien des pages de gloire et que les Saint-Cyriens d'aujourd'hui peuvent être fiers de leurs anciens.

De 1808 à 1914, Saint-Cyr a donné à l'armée plus de 2000 généraux, et 1 700 Saint-Cyriens sont morts pour la France.

Je n'ai pas fait le compte des généraux sortis de nos rangs pendant la Grande Guerre, mais ce que je sais bien, c'est que, de 1914 à 1918, près de 5000 des nôtres sont morts pour la France (un Saint-Cyrien sur deux !) et que d'autres, très nombreux, sont morts et meurent chaque jour des suites de leurs blessures.

Voilà le sacrifice, rançon de la gloire.

II. — LE PRÉSENT

Notre grand historien Albert Sorel, parlant aux Saint-Cyriens quelques années avant la guerre, définissait ainsi le devoir des futurs officiers :

« Servir la patrie, défendre son indépendance, protéger ses frontières, garder ses colonies; à l'intérieur, protéger les institutions, assurer la paix sociale, garantie et condition de tout travail, de toute prospérité, de tout développement intellectuel;

« Faire respecter la République, la justice et les lois;

(1) Morand, *l'Armée selon la Charte*.

« La France pour objet, l'honneur pour devise, la science et le courage pour moyens ;

« Nul devoir plus grand dans sa simplicité. »

Je ne pense pas qu'on puisse dire mieux en moins de mots.

Tout, cependant, se résume en un seul terme : *Servir*.

Pour bien servir, il faut en avoir la volonté et en posséder les moyens.

La volonté de servir implique forcément l'*abnégation*. Cette idée, qui doit dominer l'esprit de quiconque veut devenir un chef, « donne, dit Alfred de Vigny, à tous ceux qui aspirent à commander, un grand caractère de majesté », et il ajoute : « Ce qu'il y a de plus beau après l'inspiration, c'est le dévouement; après le poète, c'est le soldat ! » Ne faut-il pas, en effet, pour devenir soldat, surtout dans ce siècle avide de jouissances matérielles, être quelque peu poète?

Donc le futur Saint-Cyrien, appelé à subir dès son adolescence de rudes épreuves physiques et morales, doit d'abord posséder la santé physique et morale : *Mens sana in corpore sano*. Le programme actuel d'entrée à Saint-Cyr comprend, en conséquence, des épreuves intellectuelles et des épreuves physiques.

Si l'on est trop peu exigeant sur ces dernières, on l'est beaucoup trop sur les premières qui ne correspondent aucunement aux nécessités. Tous ceux qui ont eu à pétrir et à former des Saint-Cyriens depuis plus de cinquante ans sont de cet avis, sans aucune exception. Je n'insiste pas, pour le moment.

Mais, en fait, le programme imposé à l'entrée de l'École spéciale militaire est d'une amplitude telle que le résultat obtenu dans les épreuves du concours est fatalement faible ou médiocre, car il n'est pas possible à un jeune homme, en pleine formation physique, d'assimiler l'immense quantité des connaissances qu'on paraît exiger de lui.

On en déduit que les candidats à Saint-Cyr se recrutent parmi les moins bons éléments de notre jeunesse studieuse. C'est absolument faux. Nos Saint-Cyriens valent, j'en ai maintes preuves convaincantes, les élèves d'une quelconque de nos grandes Écoles. La vérité, c'est qu'il leur manque, comme aux autres, cette culture générale dont tous les bons esprits en France regrettent de voir l'abaissement. Depuis que les programmes des grandes Écoles se sont amplifiés dans des proportions inadmissibles, on a cru gagner en surface ce

qu'on perdait en profondeur. On s'est lourdement trompé. On a beaucoup perdu dans un sens, on n'a rien gagné dans l'autre. Le bilan de la préparation à Saint-Cyr est essentiellement comparable à celui des autres Écoles.

La vérité encore, c'est que le Saint-Cyrien est fait d'une étoffe spéciale. Forcément un peu poète, je l'ai dit, il doit être, — ce n'est pas une antinomie, — homme d'action avant tout. Celui qui prend les armes doit être apte à s'en servir et ne doit redouter ni plaies ni bosses. Il préférera l'action à la parole, c'est certain, et même à l'étude, peut-être, si on n'y prend garde et si on n'attire pas son attention sur la nécessité de cette dernière.

Pour quelques-uns, même, la contrainte sera nécessaire. Nous n'avons jamais manqué de l'employer quand il a fallu.

Cela dit, je suis heureux de proclamer que nos jeunes Saint-Cyriens d'après guerre sont, pour la plupart, de sérieux travailleurs et qu'on obtient, grâce à leur bonne volonté, des résultats excellents qui garantissent la valeur et la solidité des cadres de notre jeune armée.

Il y eut, je l'avoue, dans les années qui suivirent immédiatement la guerre, une période inquiétante pour ne pas dire davantage. En 1919 on vit venir ou revenir à Saint-Cyr les survivants de cinq promotions de la guerre. Tous ces jeunes officiers avaient acquis, dès le début de leur carrière, une expérience qui manquait aux plus anciens en 1914. Ils avaient vu le feu, et quel feu ! Ils avaient commandé au combat. Sur leurs poitrines les croix et les médailles témoignaient de hauts faits accomplis par eux. Et nous vîmes alors le spectacle émouvant d'un bataillon sacré par le sacrifice et par la victoire.

Le drapeau de l'École était porté par un jeune capitaine, officier de la Légion d'honneur et titulaire de quinze citations. Il était escorté par cent soixante officiers décorés de la Légion d'honneur. Nul emblème n'eut jamais une garde semblable.

Et le 7 juillet 1919, quand il vint à Saint-Cyr, le Président de la République s'écria : « Parmi les anciens Saint-Cyriens, sept généraux de division, trente généraux de brigade et près de cinq mille officiers de tous grades; parmi les élèves des dernières années, plus de neuf cents qui manquent à l'appel. Chiffres dont la douloureuse éloquence montre assez que, dans cette guerre sanglante, les chefs ont été dignes

des soldats, comme les soldats ont été dignes des chefs ! »

Certes, tous ces braves officiers qu'on avait fait rentrer à l'École avaient accompli leur devoir. Mais s'ils les obligeaient à revenir pour quelques mois au bercail, nos grands chefs savaient bien ce qui leur manquait et ce qu'il fallait leur donner, je veux dire la culture générale et la culture spéciale, sans quoi l'expérience même la plus complète ne porte pas de fruits. Les officiers de la guerre avaient pratiqué le métier avant d'avoir appris la théorie. Ils connaissaient les résultats en ignorant les causes. Ils avaient des vues complètes sur des points de détail, mais aucune vue d'ensemble. Enfin, s'ils savaient commander, ils ne savaient pas instruire le soldat. Et c'est précisément cela qui constitue le rôle de l'officier de l'armée active qui doit préparer pendant la paix les cadres et les soldats qu'il aura à commander lui-même ou à confier à ses camarades de la réserve en temps de guerre.

Pour une telle mise au point, la besogne était ardue, on le comprend aisément. Elle fut menée à bien, grâce à l'ardeur et à la bonne volonté des instructeurs et des élèves. Il n'y eut à signaler, Dieu merci ! aucun de ces déplorables incidents qui marquèrent, en d'autres temps analogues, le séjour à Saint-Cyr d'officiers élèves venant de faire campagne, et les élèves montrèrent un remarquable sentiment de la discipline en reprenant leurs études si peu de temps après qu'ils avaient déposé le harnois de guerre.

Une fois franchie cette période délicate, le reste devenait facile, et aujourd'hui, nous retrouvons à Saint-Cyr le bon élève normal d'autrefois ayant les qualités et les défauts qui furent jadis les nôtres, mais possédant une ardeur qui ne le cède en rien à celle qui animait ses anciens.

Le « potache » ou « cornichon » ayant triomphé des rudes épreuves de l'examen entre à Saint-Cyr. Il est promu au rang de « melon ».

A peine a-t-il franchi la porte d'entrée de l'École qu'il est pourvu d'un trousseau imposant et, chargé de tout ce bagage, il gravit, sous l'œil bienveillant et narquois de son ancien, les rudes degrés de l'escalier *Condé* qui aboutit à la chambre du second étage où désormais il a son gîte. Ayant rangé son bagage et plié ses effets avec une maladresse, — à Saint-Cyr on

dit une « cosaquerie », — qui fait sourire de pitié l'ancien qui lui sert d'ange gardien, le melon va se montrer à sa famille dans la Cour d'honneur. La maman et les sœurs se pâment d'admiration devant ce sémillant militaire, tandis que le père, — s'il est militaire surtout ! — trouve à son fils une tournure parfaitement gauche et grotesque. Les adieux terminés, le jeune cyrard fait connaissance avec la maison. Il visite d'abord la salle d'honneur où, sur des plaques de marbre, se détachent en lettres d'or les noms des anciens élèves devenus maréchaux ou généraux. La vaste salle en est garnie. C'est la Gloire !

De là il se rend dans l'antique chapelle transformée en Musée du souvenir et, dans un décor impressionnant, il voit les anciens drapeaux de l'École gardés par la multitude des Saints-Cyriens tués à l'ennemi dont les portraits, entourés des croix et des médailles qu'ils ont gagnés par leur héroïsme, couvrent les murs. Des héros et des trophées : c'est encore la Gloire, mais payée du sacrifice.

Puis quittant le Musée, il traverse le long corridor Baraguay d'Hiliers et là, de nouveau, il voit une multitude de noms inscrits en lettres de sang sur des plaques de marbre blanc, noms des anciens tombés à l'ennemi avant 1914 et depuis 1918. C'est ici le tableau du Sacrifice. Et c'est encore le Sacrifice qu'il voit honoré et glorifié par le superbe monument élevé dans la cour Wagram en 1922 et qui contient, dans son tabernacle, gravés sur des feuilles de bronze, les cinq mille noms des Saint-Cyriens morts au cours des quatre années sanglantes.

Le jeune melon est pris dans les murs de l'école austère. Partout il trouve les traces de ses aînés et ces traces lui indiquent le chemin du Devoir toujours, du Sacrifice souvent, de la Gloire quelquefois.

Peut-on croire que notre petit cyrard va devenir triste et morose dans ce sombre couvent militaire? Point... Tout ici se fait en vitesse et gaiement. Messieurs les anciens se chargent du programme. Les méchantes brimades d'autrefois ont disparu et si nous exceptons quelques exagérations stupides commises par des imbéciles ou des excités comme il s'en trouve dans toutes les collectivités, exagérations qui sont réprimées d'une impitoyable façon, on peut affirmer que le dressage du « melon » par les anciens se fait aujourd'hui tout à fait en douceur et en gaieté.

Évidemment, il arrive au melon de courir affolé pendant

quelques minutes après l'ombre d'un ancien; il se peut qu'il ait à mesurer avec une allumette un des côtés de la cour ou qu'au dortoir il fasse en tenue légère un « steeple » sur les lits bien alignés où reposent ses camarades; qu'enfin, peut-être, il doive bercer le sommeil de son ancien d'une douce chanson hurlée à pleine voix! Il n'y a pas grand mal à tout cela et la jeunesse a besoin de gestes drôles, de cris et de chansons. C'est la détente nécessaire après les rudes travaux.

Le travail en effet ne manque pas à Saint-Cyr et du réveil matinal au coucher, le temps est bien employé. L'instruction que doit recevoir le futur sous-lieutenant a pour but, c'est évident, de faire de lui le très modeste chef de section qu'il sera durant de longues années et non pas de le préparer à un Généralat fort éloigné encore, heureusement pour lui! Mais tout de même, il est nécessaire de ne pas se borner aux petits côtés du métier et en ramenant sans cesse le jeune élève aux obligations si mesquines en apparence et si indispensables en réalité de ses premières fonctions, il convient cependant de hausser son esprit en élevant le niveau de sa culture générale et de sa culture spéciale. Ce faisant, nous travaillons en vue de l'avenir et sans prétendre, je le répète, à donner à des jeunes gens de vingt ans une instruction militaire complète, nous avons l'obligation de créer pour eux les bases essentielles sur lesquelles ceux qui voudront travailler pourront construire le vaste édifice des connaissances que doit posséder l'homme qui endossera quelque jour les grandes et sanglantes responsabilités du commandement.

L'instruction comprend deux parties distinctes en apparence, mais qui se pénètrent sans cesse, et le rythme en est réglé de telle sorte que les connaissances théoriques précèdent toujours la mise en pratique sur le terrain.

La partie la plus importante, — contrairement à ce que nous voyons dans la plupart des écoles similaires de l'étranger, — c'est, à coup sûr, l'instruction professionnelle pratique, ce que le Saint-Cyrien appelle « la Mili », par opposition à « la Pompe », c'est-à-dire à l'instruction générale professionnelle, qui comporte surtout des études théoriques sur les sciences militaires : Histoire, Géographie, Topographie, Dessin, Sciences appliquées, Législation, Administration, etc., et sur les autres

armes : Artillerie, Cavalerie, Génie, Chars, Aéronautique, etc. Ajoutons à tout cela l'étude d'une langue étrangère : allemand, anglais ou arabe.

Si on songe que la partie proprement militaire, théorique et pratique, comprend aujourd'hui non seulement la manœuvre de la troupe, mais encore l'emploi des mitrailleuses, engins de toute nature, moyens de transmission, télégraphe, téléphone avec ou sans fil, etc., on conçoit que le programme qu'il faut parcourir en deux années d'études est, lui aussi, bien vaste.

Et ce n'est pas tout. Il ne suffit pas, en effet, que l'officier possède la science abstraite et la science pratique. Il faut, c'est plus important que tout le reste, que l'officier connaisse le soldat, notre excellent soldat français, si difficile à pénétrer et à conduire par ceux qui l'ignorent ou qui ne l'aiment pas et dont on obtient tout, quand on le comprend, quand on l'aime, quand on a trouvé le chemin de son cœur. Albert Sorel disait encore : « Il faut aimer les soldats pour les comprendre et les comprendre pour les bien conduire. »

Voilà la vérité vraie. Qu'on baptise cela du mot de « rôle social de l'officier », ou de toute autre dénomination, je prétends que l'officier, qui n'a pas compris la partie la plus élevée de son métier, et qui est incapable d'y parvenir, n'est pas digne de commander à des Français. C'est un brave, peut-être, mais c'est tout de même un simple porte-galons et non pas un officier de France.

Il ne suffit pas, au combat, de se faire tuer héroïquement. Il vaut mieux et il faut battre l'ennemi en mesurant au plus juste prix le sang des soldats : l'officier n'y parviendra que s'il a la science qui impose la confiance et s'il a su inspirer en même temps à ses hommes l'affection qu'il mérite parce que lui-même les aime, s'il est pour eux un exemple!... L'abnégation, le sentiment de l'honneur, l'accomplissement du devoir jusqu'au sacrifice, le caractère enfin, voilà ce dont avant toute chose il importe que les instructeurs montrent sans cesse l'exemple à leurs élèves et qu'ils leur apprennent du premier jour jusqu'au dernier.

Ai-je besoin d'affirmer que tout à l'École tend vers ce but essentiel? La tradition cultivée et maintenue dans tout ce qu'elle a de bon, les leçons, les discours et surtout les actes, la tenue extérieure et la tenue morale, tout est réglé pour que

les élèves aient constamment sous les yeux de bons exemples et pour que leur conduite comme leur travail les prépare à devenir eux-mêmes des modèles, en paix comme en guerre, pour leurs subordonnés.

Les fêtes qui sont célébrées à l'École ont, tantôt, un caractère grave, tantôt, une allure étourdissante de gaieté juvénile.

Le 10 novembre, par exemple, dans la nuit de l'Armistice, devant le monument aux Morts de la Guerre, illuminé de mille feux, le bataillon est rassemblé. Les élèves, dont les pères ou les frères ont été tués à l'ennemi, sortent du rang et, dans une minute d'un impressionnant silence, rendent, avec leurs camarades, un hommage ému à ceux auxquels ils succèdent maintenant.

Puis, c'est la remise du plumet rouge et blanc, du « caso » aux recrues; puis, la fête éblouissante d'Austerlitz; la présentation du Drapeau; les revues théâtrales, au cours desquelles les faits et gestes des officiers du cadre sont passés au crible d'une critique savoureuse; enfin, la fête bien connue du « Triomphe », qui se termine par la cérémonie du baptême de la Promotion.

Dans toutes ces fêtes, que de sérieux et que d'entrain, suivant le cas! et comme on aime voir cette belle jeunesse française se donner de tout son cœur aux choses les plus graves comme aux plus gaies!

C'est que le vrai Saint-Cyrien vit sans souci du lendemain. Il sait qu'une fois entré dans l'armée, il ne s'appartient plus. Demain, il tiendra garnison à Paris, et quelques mois plus tard il sera seul dans le bled ou dans la brousse lointaine; il cantonnera au petit bonheur dans un château luxueux ou dans la hutte d'un charbonnier et, souvent, il dormira à la belle étoile! Cela n'a pour lui aucune importance. Il sait que sa vie sera rude et que, jamais, il ne parviendra à la fortune par son métier. Il sait même qu'il ne jouira guère auprès de ses concitoyens de la considération à laquelle lui donne droit son dévouement à la chose publique et que, bien souvent, ses mérites ne seront ni connus ni reconnus. Tant pis!... Il a fait abnégation.

Que, du moins, on lui laisse l'illusion de la grandeur et qu'on ne lui enlève pas le droit d'aimer ce jouet, qui coûte si peu et pour lequel tant de belles actions furent accomplies, ce

jouet qu'adorait Cyrano, ce jouet bien français qu'on nomme le panache !

Vous pouvez sourire et plaindre ces enfants. Soit. Admirez-les !

Évidemment, ils ont un idéal singulier ! Par exemple :

Mourir jeune à trente ans, très beau, très fier, très brave,
D'un coup d'épée au cœur ou d'une balle au front,

. . . .

Mourir jeune en ayant quelque beau rêve à l'âme
Qu'on vivra dans le ciel durant l'éternité !

Voilà qui paraît bien ridicule aujourd'hui. Avouez que c'est bien beau.

C'est parce qu'ils rêvent de ces choses éthérées que nos jeunes gens tiennent tant à ce panache rouge et blanc qu'ils portent à leur schako, à ce « casoar », parure du Saint-Cyrien dont on se dit la légende, le soir, à l'École :

« Un soir de victoire, la Gloire au ciel planait. Sur le champ de bataille elle voit un Saint-Cyrien, un enfant, dont le sang coulait d'une blessure béante. La Gloire est femme. Elle s'émeut. La voici près du mourant qui la regarde de ses yeux fiévreux comme s'il voyait sa fiancée.

« Alors, détachant de son aile immaculée la plus blanche de ses plumes, la Gloire la trempe dans le sang du Saint-Cyrien. Et ce fut le cadeau de la gloire à l'École, notre « caso » rouge et blanc. »

C'est pourquoi, en lui remettant l'insigne de l'École, l'ancien dit au melon :

Tu n'oublieras pas que le beau panache
Dont la Gloire un jour nous fit le présent
Ne porta jamais qu'une seule tache
Et que cette tache est celle du sang !

Tant que la jeunesse militaire aura de ses devoirs la juste conception qui est nécessaire pour leur accomplissement dans l'armée de la nation, et tant qu'elle voudra bien *servir* avec abnégation, notre armée aura les chefs qu'elle mérite.

Mais les officiers du cadre actif ne sont pas seuls à compter dans l'armée mobilisée ; les officiers des réserves y sont le grand nombre. Aujourd'hui, — c'est un immense progrès, — les futurs officiers de réserve viennent dans nos écoles mili-

taires apprendre le métier au contact des futurs officiers de l'active. Si différents qu'ils soient les uns des autres comme âge, comme culture, comme destinée, on peut affirmer que tous ces jeunes Français se pénètrent maintenant et que chacun d'eux gagne au contact de l'autre.

L'union se fait doucement. Il lui manquait le baptême du sang. Elle l'a reçu, puisqu'en ce moment même au Maroc bien des nouveaux officiers de réserve ont voulu combattre avec leurs camarades de l'active et que, hélas ! le sang des uns et des autres s'est mélangé sur les champs de bataille.

III. — L'AVENIR

J'ai dit déjà que le chef militaire, quel que soit son grade, ne peut imposer effectivement son autorité que s'il inspire confiance à ses subordonnés. Notre excellent soldat veut bien se donner tout entier, mais à la condition expresse que son chef mérite sa confiance, et celle-ci s'obtient seulement quand le chef a montré au subordonné qu'il en est digne parce qu'il possède d'abord la science du métier, sans parler des qualités non moins indispensables à qui prétend à l'honneur de commander.

La science s'acquiert par le travail, et l'officier, comme tout autre, a besoin de posséder les bases nécessaires pour perfectionner, — *sans cesse*, — son instruction générale et professionnelle. Ces bases, l'officier, comme tout autre encore, peut les acquérir seulement à l'École. Donc, si jadis l'École spéciale militaire fut nécessaire, on comprend aisément qu'elle l'est aujourd'hui plus qu'autrefois et le demeurera dans l'avenir et tant qu'il y aura une armée, puisque la guerre deviendra de plus en plus complexe dans ses procédés, sinon plus scientifique au vrai sens du mot.

Certes je n'ignore pas que d'aucuns ont voulu démontrer récemment que les choses de la guerre n'étaient plus l'apanage d'une « caste », — pour employer leur vilaine expression, — et que non seulement tout soldat mais encore tout citoyen français devait porter dans sa « giberne » le bâton de maréchal. Soit ! Mais d'abord il ne suffit pas d'avoir un tel bâton dans une telle giberne, il faut principalement être capable de l'en faire sortir et par conséquent, à notre époque où le seul cou-

rage ne suffit plus pour cela, il est peut-être nécessaire que le futur maréchal ait reçu, au préalable, quelques lumières spéciales et qu'il ait été, je n'ose pas dire « militairement » instruit, pour ne pas déchaîner la colère ou le rire, mais tout de même « spécialement instruit ».

Et puis encore, je connais peu de civils qui aient coutume de porter une « giberne ». Cet appareil sans élégance appartient en propre au militaire. On pourrait même affirmer qu'il lui a appartenu, car il ne figure plus dans la nomenclature de l'équipement. Giberne ! Vieille giberne ! Comme ces termes vous ont un air sarcastique et vieillot ! Laissons cela. Il n'y a plus de vieilles gibernes, il n'y a plus du tout de gibernes, car le progrès les a mises au rancart et la cartouchière qui les remplaça cède le pas à la bande d'alimentation des mitrailleuses.

L'armée, quoi qu'en pensent certains cerveaux attardés ou cristallisés, suit la voie de la Nation qui est celle du progrès.

Pour qu'elle puisse se maintenir sans cesse à la hauteur nécessaire afin que la force constituée par la Nation tout entière soit en état d'agir quand vient le moment tragique, il importe qu'elle possède des cadres permanents et instruits, des cadres spécialisés, car on ne peut pourtant pas demander aux officiers des réserves de consacrer un temps considérable, qui serait indispensable pour cela, à maintenir et à perfectionner sans cesse l'instruction forcément sommaire qu'ils ont reçue. Il faut, avec un système économisant les forces nationales, des cadres spécialisés dans le métier des armes, comme il en faut dans tous les corps de métier. Et même, puisqu'il devient nécessaire de diminuer ces cadres en quantité, il faut augmenter d'autant leur qualité.

Comment y parviendra-t-on, je le demande, sinon dans les écoles spéciales? Saint-Cyr est une de ces écoles. Elle a un passé brillant, elle a des traditions nobles, elle a fait ses preuves.

Ce qu'a donné l'École à la France de 1808 à 1914, je l'ai dit déjà : de grands serviteurs de la Patrie. Voilà pour la qualité. Et pour la quantité, elle a fourni le plus grand nombre de ces modestes officiers, infatigables pionniers de la science et du progrès qui, devançant ou accompagnant partout nos savants ou nos ingénieurs, ont donné à la France le splendide domaine colonial qu'elle possède aujourd'hui. Qui donc oserait soutenir que ceux-ci et ceux-là ont obtenu de tels résultats

sans s'y être préparés par un labeur acharné ? Car le courage, l'ardeur et la résolution ne suffisent pas à de tels hommes, et le savoir leur est peut-être plus indispensable qu'à d'autres.

Et si, en étendant la puissance et le rayonnement de la France sur le monde, ils ont, après nos revers de 1870, rendu au peuple français la confiance dans ses grandes destinées, n'est-ce pas aussi parce qu'ils avaient acquis à l'École la foi qui doit animer l'homme d'action, en même temps que la trempe physique et morale qui, d'un enfant, fait un homme et un homme de *caractère*.

Saint-Cyr est donc une école de formation, c'est une école indispensable, puisqu'elle doit fournir à l'armée la plus grande partie de ses cadres, au commandement supérieur le plus grand nombre de ses éléments, et à la patrie des serviteurs dévoués, désintéressés et de qualité.

S'il me fallait résumer en quelques mots le programme de l'École, je dirais : *Discipline, Science, Abnégation*, ou même tout simplement : *Caractère*.

Notre grande École peut-elle remplir ce programme si ambitieux ? J'ose l'affirmer, parce que je suis certain que le prochain avenir ne me démentira pas ; parce que j'ai appris, à fréquenter notre ardente jeunesse saint-cyrienne, quel était son enthousiasme et quelle était sa valeur, et parce que j'ai confiance en elle, la sentant capable de grandes choses, en un mot parce que je l'aime.

C'est qu'en effet l'École a su, dès après la guerre, se transformer comme il convenait, adopter un régime dans lequel, tout en conservant de la tradition ce qui est respectable, on a fait leur place aux nouveautés et que chacun a su mettre « sa montre à l'heure ».

Ceux-là se trompent, en effet, qui croient qn'à Saint-Cyr le futur officier apprend seulement le maniement des armes et l'art subtil de présenter une troupe à son chef, qu'il se cantonne dans l'étude des campagnes du passé lointain ou récent, qu'il ne voit rien ou n'apprend rien qui ne soit purement militaire. Nous n'en sommes plus là et nos jeunes élèves sont entraînés non seulement, comme il convient, au point de vue spécial du métier qu'ils vont exercer, mais encore au point de vue de la culture générale que doit posséder l'officier du temps présent et même, si j'ose dire, au point de vue national et humain.

Rien, en effet, de ce qui intéresse la nation et l'homme ne doit être étranger à l'officier de la nation armée.

Les bases de son instruction, car il ne peut s'agir que de cela à son âge et dans le temps très court qu'il passe à l'École, sont telles qu'il possède à sa sortie le nécessaire pour pouvoir construire par la suite. On lui donne en outre une méthode de travail et une documentation abondante. Ainsi pourvu, il doit, s'il le veut, devenir l'officier savant et digne qui saura s'imposer à sa troupe; il est capable de suivre les progrès de la science, et de les adapter aux besoins de l'armée.

Physiquement, intellectuellement et moralement préparé, notre jeune Saint-Cyrien est un véritable officier de France. On peut lui faire confiance.

Ainsi donc, tout est pour le mieux dans la meilleure des Écoles?

Franchement, je ne le pense pas et voici pourquoi.

Si à l'École même, depuis la guerre, on a beaucoup progressé, parce qu'on a adopté un programme et des méthodes assez souples pour qu'on puisse aisément les adapter aux nécessités du moment et à celles que révélera l'avenir plus ou moins proche, c'est-à-dire aux nouveaux problèmes que poseront une constitution et une organisation de l'armée différentes de celles d'aujourd'hui quant à la formation de l'officier, à son éducation, à son entraînement, il n'en demeure pas moins qu'il y a de gros points noirs pour l'instruction même et pour le bon fonctionnement de l'École.

Je ne puis traiter à fond, dans le cadre de cet article, la question qui nous préoccupe à juste titre. Je me bornerai à noter les points essentiels.

J'ai dit que le vieil adage : *Mens sana in corpore sano*, s'appliquait au futur officier plus qu'à tout autre citoyen. Il faut avouer, hélas! que notre jeunesse n'a plus la vigueur physique des générations d'autrefois. Cela tient peut-être aux privations des années de guerre. Je l'ai cru. Je ne le crois plus. Peut-être cet état déficient doit-il être attribué au surmenage intellectuel qui coïncide avec la période d'un intense développement physique? J'en suis entièrement persuadé. Peut-être encore faut-il l'attribuer à l'excès de l'ardeur sportive, à une mauvaise direction imprimée à l'éducation physique, ou

même à l'absence de toute éducation physique? C'est possible. En tout cas, cela est.

Donc, il faut prêter attention à cette crise et l'enrayer au plus vite. Il ne servirait de rien à l'officier d'être un homme savant, s'il était incapable de supporter les fatigues d'une campagne et s'il ne pouvait donner à ses soldats l'exemple de l'endurance.

Il y a ensuite, à l'intérieur de l'École, une surcharge du programme. En demandant au Saint-Cyrien un grand effort intellectuel en même temps qu'un effort intense dans le domaine physique, on atteint très vite les limites de la résistance. Attention encore!

Ici, le remède est assez simple, parce que, d'une part, la souplesse du programme et des méthodes permet de ménager les forces des élèves et aussi parce qu'on envisage la prolongation des études dans une École d'application dont le programme constituerait non pas un prolongement de celui de Saint-Cyr, mais bien une emprise sur le programme actuel qui serait ainsi fort allégé et bien simplifié.

Reste le dernier point et le plus important à mon sens. Je veux parler du programme d'entrée à l'École, dont j'ai signalé déjà les défauts les plus apparents.

La grave erreur commise, contre laquelle ont vainement protesté les commandants et les Conseils d'instruction de l'École, consiste en ce fait indéniable que le programme des connaissances exigées des candidats ne correspond aucunement à celui des études que, devenus élèves de l'École, ils devront entreprendre et poursuivre. Le programme en question est une encyclopédie ridicule qui oblige les candidats à effleurer toutes les questions sans en approfondir aucune. Travail en surface, travail improductif, sinon négatif.

Le programme, succédané de celui de Polytechnique, véritable « poire pour la soif » des candidats refusés à cette École, est beaucoup trop scientifique ou, plus exactement, beaucoup trop mathématique. Il en résulte que de nombreux jeunes gens qui ont une vraie vocation militaire et qui auraient fait d'excellents officiers, sont rebutés d'emblée et renoncent, ou bien qu'ils échouent, s'ils ont tenté la chance.

C'est qu'il faut bien comprendre que si Polytechnique est notre grande École scientifique, Saint-Cyr ne lui ressemble en

rien. Je répète, en insistant, que le futur officier doit être avant tout un homme d'action, surtout dans son jeune âge, et que ce dont il a besoin, intellectuellement parlant, c'est d'une culture générale développée, que nous devons exiger de lui.

Peut-on concevoir une culture sans une mise en ordre préalable? Je ne le pense pas. Alors, mettons de l'ordre dans notre programme et ne laissons pas une des matières, j'ai nommé les mathématiques, envahir le tout! En fait, on arrive aujourd'hui à éliminer complètement les candidats qui ont obtenu leur baccalauréat latin-grec et philosophie, c'est-à-dire ceux qui possèdent le certificat universitaire constatant leur culture générale et précisément ceux dont nous avons le plus besoin dans l'armée. C'est un assez joli résultat!

Que conviendrait-il de faire? Simplement de demander aux candidats beaucoup moins de choses, mais à la condition qu'ils sachent ce qui est nécessaire pour qu'ils puissent entrer de plain-pied dans les études nouvelles qu'ils vont entreprendre.

Renonçons à la quantité pour obtenir la qualité; de la mesure, de l'ordre, et supprimons tout ce qui n'est que fatras sans aucune utilité pour la formation de l'esprit comme pour la pratique du métier. Je tiens à bien préciser que je ne demande pas la suppression des études scientifiques ou mathématiques dans la préparation à Saint-Cyr. Je voudrais seulement qu'on rédigeât un programme sensé ayant un rapport direct avec l'enseignement qu'on donne à l'École et y préparant. Quand on voudra réfléchir à cela, on s'apercevra que si la Physique, la Chimie et les Mathématiques ont droit à une juste part, celle-ci sera infiniment réduite par rapport à celle qu'elles ont accaparée, et qu'au contraire on devra donner la première place à la rédaction française et à la psychologie, car ce n'est pas avec des équations qu'on rédige un rapport, et ce n'est pas avec des *x* ou des *y* qu'on pénètre l'âme des soldats et qu'on apprend à les conduire.

Je conclus. Saint-Cyr est une école de formation des jeunes officiers parmi lesquels se recrutera, plus tard, la plus grande partie du personnel du haut commandement.

Donnons à cette grande École, par un programme sagement aménagé, le moyen de choisir ses élèves parmi les jeunes Français qui ont la vocation, la volonté d'action, la culture

nécessaire pour acquérir la science de leur métier, la force physique sans quoi ils ne pourront ni durer, ni réaliser. Et puis laissons faire au temps!

Le Saint-Cyrien est un modeste apprenti aux mains duquel on met l'outil. Il a devant lui toute une vie de labeur honnête et probe. Ce n'est que par le travail qu'il pourra acquérir la science sans laquelle il ne saurait inspirer confiance à ses subordonnés; par la volonté, fruit de la réflexion, de la méditation et d'une haute philosophie, qu'il prendra confiance en lui-même; par la vigueur physique, intellectuelle et morale qu'il manifestera le pouvoir de passer de la réflexion à l'action; par le caractère, véritable marque du grand chef, qu'il saura oser.

Alors il pourra prétendre aux grands rôles.

Au début, il y a Saint-Cyr, c'est-à-dire l'École avec le soleil resplendissant des illusions qui illumine une carrière de sacrifice et de gloire; à la fin, il y a peut-être quelques étoiles à décrocher pour les fixer sur une manche au prix d'un dévouement inlassable, d'un travail acharné, de sacrifices nombreux, parce que les chefs de notre armée nationale ne peuvent et ne doivent être que ceux qui ont bien servi et qui peuvent encore servir la nation.

Au début de son existence militaire, le jeune officier apprend toute la valeur de ce grand mot : *Servir*. A la fin, quel que soit le grade qu'il aura obtenu, le vrai soldat doit pouvoir dire et cela lui suffit : J'ai bien *servi*.

Général A. Tanant.

LE MYSTICISME RÉVOLUTIONNAIRE

ROBESPIERRE ET LA « MÈRE DE DIEU »

IV [1]

Ses collègues de la Convention refusant d'être ses thuriféraires, Robespierre cependant n'était pas privé d'encens. Son courrier quotidien lui en apportait des bouffées de tous les points de France : encens de qualité inférieure, mais dont il se grisait pourtant, car il conservait ces fadaises, émanées de naïfs, sinon de mystificateurs dont les coups d'encensoir étaient assénés sans délicatesse : « Admirable Robespierre, flambeau, colonne, pierre angulaire de l'édifice de la République française, salut!... La couronne, le triomphe, vous sont dus et ils vous seront déférés, en attendant que l'encens civique fume devant l'autel que nous vous élèverons un jour... » Un correspondant le compare « à un aigle qui plane dans les cieux »; un autre adopte dévotieusement la forme des litanies : — « Montagnard éclairé, génie incomparable, protecteur des patriotes, qui voit tout, prévoit tout, déjoue tout... » Des parents que la nature a gratifiés d'un fils avisent l'*Incorruptible* qu'ils ont osé charger le nouveau-né « du poids de son illustre nom »; une veuve, plus pratique, lui offre sa fortune et sa main : — « Depuis le commencement de la Révolution, je suis amoureuse de toi ; mais j'étais enchaînée et j'ai su vaincre ma passion... Tu es ma divinité suprême, je te regarde comme mon ange tutélaire... » A la nouvelle de l'attentat dont l'homme sans égal a failli être victime, répond un concert de lamentations et de cris de rage :

Copyright by G. Lenôtre, 1926.

(1) Voyez la *Revue* des 15 décembre 1925, 1er et 15 janvier 1926.

un miracle de l'Être suprême l'a sauvé du poignard de cette nouvelle Corday; — « l'Histoire ne peindra jamais tant de vertu, de talent et de courage; j'en rends grâce à l'Être suprême, il a veillé sur tes jours. » Même la commune de Marion « se jette à ses pieds et lui annonce qu'elle a chanté un *Te Deum* en son honneur ». Jamais Louis XIV dans toute sa gloire n'a reçu de ses peuples des témoignages de plus folle adulation.

L'apparent succès de la Fête de l'Être suprême multiplia encore les manifestations de ce culte qui prit les formes les plus singulières : le peuple des campagnes ne comprenait rien au dieu perfectionné instauré par le décret du 18 floréal. Il croyait simplement à un retour vers l'ancienne religion : et l'on avait vu des « personnes assister à la cérémonie avec leur eucologe et leur chapelet ». A Charonne, les organisateurs n'avaient su mieux faire que d'installer, sur l'autel élevé à la nouvelle divinité, un bénitier, et, à Paris même, certains imaginèrent que la Révolution était terminée; les poissardes se transportèrent à Châtillon avec des bouquets qu'elles présentaient aux ex-nobles, suivant l'antique usage de la Halle, en leur disant : « Mon cœur, mon roi, il faut que je t'embrasse », et en les félicitant de la protection accordée par l'Être suprême à Robespierre. Celui-ci n'avait-il pas eu l'idée, pour le moins saugrenue, de tirer l'évêque constitutionnel Le Coz des prisons du mont Saint-Michel et de le convoquer à Paris pour lui donner un rôle dans la cérémonie païenne du Champ de Mars? Ces symptômes, et bien d'autres inquiétaient la majeure partie de la Convention, lasse de porter le joug de ce collègue, qui, avec une accaparante sournoiserie, avait su prendre insensiblement une importance injustifiée, que consacrait, aux yeux de la France et de l'Europe, l'éclat de la Fête récente.

Sa réputation est, en effet, universelle : à Londres, au delà du Rhin, on dit : « les armées de Robespierre, la politique de Robespierre ». Il est, pour l'étranger, la personnification de la Révolution française; ses collègues du gouvernement sont à peine regardés comme de simples ministres. Qu'a-t-il donc fait pour acquérir ce prestige illusoire? S'étant toujours dispensé des missions périlleuses, il n'a jamais conduit nos soldats à la victoire; dans ses discours, on chercherait vainement « une lumière, une solution, une idée féconde, une indication utile »; jamais il n'a pris l'initiative d'une loi d'instruction publique, de

finances ou de défense nationale; il n'a ni l'éloquence de Mirabeau ou de Vergniaud, ni l'esprit de Camille, ni la tumultueuse audace de Danton; autour de la table du Comité souverain, son opinion ne pèse guère : « dans les délibérations d'affaires, il n'apporte que de vagues généralités »; beaucoup vont même, comme le fait Daunou, jusqu'à le taxer d'impuissance d'esprit et de nullité dans les conceptions législatives. S'il parle, c'est toujours de lui-même, des dangers auxquels l'expose son amour du peuple, des tyrans coalisés contre lui, de son intégrité, qui est réelle, et de sa vertu, qui est hargneuse. Il est de ces hommes que peint Bossuet : « aveugles admirateurs de leurs ouvrages, ils ne peuveut souffrir ceux des autres; si quelque critique vient à leurs oreilles, ils se font justice à eux-mêmes avec un dédain apparent... » Tout ce qui dépasse son niveau est voué au mépris et à la haine; il n'a qu'un génie, celui du soupçon; sa perpétuelle défiance voit partout des traîtres et des conspirations; il s'absorbe dans une besogne de police où il est très expert, et que ses collègues lui abandonnent, « la jugeant plus répugnante que difficile ».

Et pourtant, le voilà le maître : il a peuplé d'hommes à lui la Commune de Paris, l'état-major de l'armée révolutionnaire, les commissions administratives, le tribunal révolutionnaire, et « transporté la souveraineté nationale aux Jacobins, coterie criarde qui domine en influence la Convention asservie ». Il est retranché dans ce club « comme dans une forteresse d'où il ne cesse de tirer sur les Comités de Gouvernement ». Comment le réduire? Par où l'attaquer? Il n'est plus temps; qui oserait porter le premier coup est un homme mort; et les Conventionnels impuissants voient se dresser à l'horizon prochain le spectre horrifiant de la dictature, aboutissement néfaste de tant de luttes, d'efforts, de sacrifices et de deuils.

Cette opposition se réduit à des conciliabules secrets; on vit dans une ombre de guet-apens; Robespierre a partout des yeux et des oreilles; il est renseigné au point qu'il semble lire les plus secrètes pensées de ses détracteurs muets. Dans trois jours échoit la date du renouvellement du Comité de Salut public : il prévoit qu'un vote de surprise peut l'en exclure; il lui importe donc d'agir vite. D'ailleurs, on attend de lui quelque chose; beaucoup présument qu'il va clore l'ère des emprisonnements et de l'échafaud, inaugurer celle de la clémence : certains

journaux insinuent respectueusement que « le peuple n'attend qu'un signe de lui pour se livrer aux doux mouvements de la fraternité ». D'autres lui conseillent « de proclamer une amnistie générale »; lui seul peut le faire; toute la France l'acclamera.

Et voilà que, le surlendemain de la Fête, comme il occupait le fauteuil de la présidence, après que Barère eut annoncé, avec sa faconde accoutumée, d'heureux succès de nos armes, après la lecture applaudie du bulletin de santé du brave Geffroy, on vit le podagre Couthon prendre place à la tribune. Au dehors, il circulait, soit en voiture, soit dans un fauteuil roulant qu'il manœuvrait lui-même; mais, dans l'intérieur des Tuileries, il lui fallait un porteur : on a dit déjà qu'un gendarme remplissait cet office. Infirme, affable, « aimé d'une épouse vertueuse, père de deux enfants beaux comme l'amour », Couthon passait pour un homme placide et modéré; il parlait forcément assis, et cette posture communiquait à ses discours une apparence de calme qui rassurait. Il commença dans le bruit; les gradins s'étaient à peu près remplis, mais on n'écoutait guère; l'orateur louangeait les bons sentiments de ses concitoyens d'Auvergne, énumérait des prises importantes faites par les marins de la République, — le tran-tran ordinaire des débuts de séances. Tout à coup on distingua qu'il exposait un plan de réforme de l'ordre judiciaire : les mots de morale, d'humanité, d'intérêt public, de justice, de liberté, de vertu revenaient souvent dans son discours; comme on n'ignorait pas qu'il était le porte-parole de Robespierre dans certaines circonstances où celui-ci préférait ne point paraître, on s'étonna; les parlotes cessèrent; le silence s'établit. Couthon, de sa voix douce, formulait des axiomes tels que ceux-ci : « Quelques vérités simples, disait-il; — l'indulgence envers les satellites de la tyrannie est atroce; la clémence est parricide...; — le délai pour punir les ennemis de la Patrie ne doit être que le temps de les reconnaître; il s'agit moins de les châtier que de les anéantir »; et, du ton conciliant d'un homme qui réclame seulement de légères modifications à un état de choses défectueux dont l'expérience a constaté les abus, il donna tranquillement lecture d'un projet de décret dont les vingt-deux articles tombaient, comme autant de coups de couperet, sur l'Assemblée muette, glacée d'effroi, terrifiée de ce qu'elle entendait : le tribunal révolutionnaire

renforcé; quatre sections au lieu de deux; suppression des « formalités » telles que l'enquête préalable, l'interrogatoire à l'audience, l'audition des témoins, la défense; une seule peine : la mort; la mort sur la simple constatation de l'identité; obligation à tout citoyen de dénoncer les suspects. — Qui sont les suspects ? « Ceux qui auront cherché à dissoudre ou avilir la Convention nationale; ceux qui auront abusé des principes de la Révolution; ceux qui auront répandu de fausses nouvelles, égaré l'opinion, empêché l'instruction du peuple, dépravé les mœurs, corrompu la conscience publique; enfin ceux qui, par quelque moyen que ce soit, attenteront à la liberté, à l'unité, à la sûreté de la République ou auront retardé son affermissement... » Tout le monde! Et Couthon proclamait la liste des hommes chargés de la sommaire et sanglante besogne : cinq substituts, douze juges et cinquante jurés, parmi lesquels figurait toute la séquelle de Robespierre, Dumas, Vilate, Coffinhal, Duplay, son cousin Laviron, les Gravier, les Garnier-Launay, l'imprimeur Nicolas, le serrurier Didiée, l'épicier Lohier, Villers, recommandé par Saint-Just, le sabotier Desboisseaux, le cafetier Chrétien, le perruquier Gamey... combien et combien d'autres qu'il a sournoisement casés dans cette usine de mort devenue par eux son domaine et sa chose... La lecture terminée, dans l'écrasant silence qui pèse sur l'Assemblée consternée, une voix, une seule, s'élève : celle de Ruamps qui, résumant l'impression unanime, crie : « Si le décret passe, je me brûle la cervelle ! » Ceci donne quelque courage à d'autres : Lecointre réclame l'ajournement; mais Robespierre déjà a quitté son fauteuil et se trouve à la tribune, exigeant la discussion « séance tenante ». Il donne des ordres : « Que la Convention siège jusqu'à neuf heures du soir, s'il le faut... » Les lâches applaudissent et Couthon commence des vingt-deux articles une seconde lecture que Robespierre coupe de quelques mots comminatoires, tranchants comme la hache du bourreau. L'horrible loi est votée, et, tout aussitôt, on met aux voix le renouvellement du Comité de salut public dont les pouvoirs sont prorogés sans opposition : la Convention s'offre en holocauste au tyran qu'elle voulait abattre.

Le tableau des jours qui suivirent a été tracé bien souvent : les chuchotements angoissés des couloirs, la révélation consternante que la loi de sang n'était pas l'œuvre des Comités, mais

celle de Robespierre seul, impatient de châtier ses insolents collègues de leurs railleries et de leurs injurieuses apostrophes au jour de l'Être suprême ; la conviction de tous qu'ils étaient sous le couteau, car la nouvelle loi abrogeait tacitement le décret préalable sans lequel les membres de l'Assemblée ne pouvaient jusqu'alors être traduits au tribunal révolutionnaire. C'est cela surtout qui les alarmait; ils auraient, sans mot dire, livré le pays à l'homme devant lequel ils tremblaient; mais se livrer soi-même, quel sacrifice ! Et nul moyen de fuir, Robespierre n'admettant ni les absences ni les congés : « Pas d'affaires particulières », décrétait-il. Si encore on avait su les têtes qu'il lui fallait : on supputait; on énumérait les noms de ses ennemis avérés : chacun était prêt à lui abandonner le voisin; mais comme le Moloch s'obstinait à ne désigner personne, tous se sentaient menacés. Barère, « dans un accablement affreux », disait à Vilate : « Ce Robespierre est insatiable : s'il nous parlait de Thuriot, Guffroy, Panis, Rovère, Cambon..., nous nous entendrions; qu'il demande encore Tallien, Bourdon de l'Oise, Legendre, Fréron, à la bonne heure... Mais Audouin, mais Léonard Bourdon, Vadier, Voulland, il est impossible d'y consentir. »

Le 23, comme Robespierre est absent de la séance, Bourdon de l'Oise, qui a des raisons de se croire visé, se fait l'écho des transes unanimes : — « Décrétons, dit-il, que les représentants du peuple arrêtés ne pourront être traduits au tribunal que quand la Convention aura porté elle-même le décret d'accusation. » Merlin, de Douai, présente un considérant dans ce sens, affirmant le droit inaliénable de l'Assemblée de mettre seule ses membres en jugement. Sa proposition est aussitôt adoptée. Cela rassure un peu : mais, le lendemain, le terrible maître est là, ainsi que son compère Couthon : celui-ci, doucereux, attristé, proteste courtoisement contre « les calomnies » de la veille : menacer la Convention ! tenter de l'asservir ! Quelle indignité ! Seul un mauvais citoyen a pu lancer une accusation si injurieuse et si impolitique. Des applaudissements prolongés saluent ses paroles : Bourdon, le coupable, fait amende honorable : — « J'estime Couthon ; j'estime le Comité ; j'estime l'inébranlable Montagne qui a sauvé la liberté ! » Nul n'oserait, sous l'œil du despote, ne pas aduler et ne pas s'aplatir. Car Robespierre, cette fois, préside ; du haut de son fauteuil, ses

grosses lunettes aux yeux, il scrute les gradins où chacun peut se croire le but de ses regards auscultants. Il couche en joue Bourdon de l'Oise, l'un de ses insulteurs de la Fête; sans prononcer son nom, il le pique, l'éperonne, sachant bien que, sous l'aiguillon, l'autre va crier; il peint « ces intrigants, plus misérables que les autres parce qu'ils sont plus hypocrites », qui égarent la Convention et vilipendent le Comité. Bourdon crie, en effet : « Je demande qu'on prouve ce qu'on avance... on vient de dire assez clairement que je suis un scélérat... » Alors, de cette voix, rauque de colère, qui donne le frisson, Robespierre réplique : « Je n'ai nommé personne; malheur à qui se nomme lui-même... » Des voix s'élèvent : « Nommez-les! — Je les nommerai quand il faudra », riposte l'impénétrable tribun, et cet anathème, d'autant plus effrayant qu'il est impersonnel, subjugue une fois de plus la Convention : l'injurieux considérant de Merlin est rapporté et la séance se termine « au milieu des plus vifs applaudissements ».

De ce mot-là date la grande épouvante : il n'était pas douteux que l'Assemblée, désormais prostrée, livrerait à son dompteur ceux qu'il réclamerait. Que ne les désignait-il? Il les aurait eus tout de suite. On ne vivait plus; la hantise d'être réveillé la nuit par les porteurs d'ordres des Comités, conduit à la Conciergerie, jugé à midi, exécuté à quatre heures, sans avoir pu prononcer un mot, ni faire appel à un ami, atterrait les plus insouciants. C'était l'époque où, dans les familles, on imposait silence aux enfants pour guetter le pas des patrouilles dans la rue; on restait immobile, jusqu'au moment où l'on entendait tomber le marteau d'une porte voisine; chacun faisait sa conjecture, et quand s'éloignait la troupe, on disait : « C'est tout pour ce soir! » Le jour, on allait, on s'agitait, pour tromper sa fièvre et échapper au cauchemar harcelant; le nombre des spectacles s'était accru; la vogue de certains théâtres, celle du Vaudeville entre autres, a commencé pendant ces temps affreux. Pour les députés, c'était pis encore : beaucoup ne couchaient plus dans leur lit; ils venaient aux séances pour surveiller la tournure des événements; mais, afin de ne pas attirer l'attention, changeaient souvent de place, croyant ainsi dépister les espions et ne se mettre mal avec personne. Les plus méfiants ne s'asseyaient jamais, restaient debout au pied de la tribune, prêts à se glisser furtivement, en cas de péril, hors

de la salle. On vit un membre de la Convention qui, le front appuyé sur sa main, et croyant que « le dictateur » le regardait, changea vite de position, balbutiant, tout tremblant : « Il va se figurer que je pense à quelque chose ! » Malgré l'épouvante qui les étreint tous, « il faut montrer une espèce de joie, si l'on ne veut s'exposer à périr ; il faut du moins prendre un air de contentement, un air ouvert... à peu près comme du temps de Néron ». Certains, comme Mailhe, préfèrent ne point paraître et passent la journée en arpentant l'avenue de Neuilly ou les fourrés du Bois de Boulogne. « Je parlais à quelques collègues de mes amis, écrit l'un d'eux, d'un projet personnel qui embrassait l'avenir d'un mois ; ils se moquèrent beaucoup de ma présomption de compter sur un mois de vie... »

Les miniaturistes ne suffisaient plus aux commandes ; sachant qu'on allait mourir, on voulait au moins laisser aux siens son portrait, et l'on se faisait peindre, par prudence, en sans-culotte.

Omer Granet, riche de 100 000 francs de rentes et futur maire de Marseille sous Napoléon, ne sortait qu'armé « d'un bâton noueux, gros comme le bras, et vêtu, à l'avenant, dans la forme la plus sans-culottide qu'on puisse imaginer » ; il s'intitulait « le factieux Granet » ; et le futur comte Thibaudeau, couvert d'une carmagnole en toile de matelas, « avait l'habitude, lorsqu'il parlait, d'appuyer ses deux mains sur les épaules du dit Granet, pour faire voir qu'il était encore plus « factieux » que son collègue ». Le cordonnier Chalandon, membre du Comité révolutionnaire de la section de l'Homme armé, fournissait chaque jour une carafe d'orgeat au représentant Tallien, « pour le rassurer contre le poison dont celui-ci était menacé », et il arriva même que, n'en pouvant plus d'angoisse, une douzaine de Conventionnels se conjurèrent dans le but de poignarder au pied de la tribune le tyran Robespierre, dont le seul aspect les glaçait d'effroi. Aussi, malgré le désir de se raccrocher au moindre fétu d'espoir, haussait-on les épaules quand Vadier, toujours gouailleur, essayait de remonter ses collègues en leur glissant à l'oreille des réflexions goguenardes touchant le grand miracle qu'il s'apprêtait à opérer, grâce au concours de la Mère de Dieu. Ses clins d'yeux malicieux, ses airs entendus, ses moues satisfaites et rassurantes, ses allusions aux sept sceaux du Saint-Esprit et aux sept dons de la Nouvelle Ève n'intriguaient plus personne et ses demi-confidences

n'étaient pas mieux prises au sérieux que les « soixante années de vertu » dont il faisait parade.

***

Depuis le jour où Héron et Sénar s'étaient introduits chez Catherine Théot pour mettre en arrestation la visionnaire et ses fidèles, Vadier n'avait cessé de donner tous ses soins à l'étrange affaire. Les limiers du Comité de Sûreté générale étaient en quête d'éléments qui permissent de la présenter comme une grande conspiration politique et, en même temps, comme une caricature du culte instauré par Robespierre. Héron et Sénar dirigeaient les recherches : d'abord ils se transportèrent, en vue de perquisition, 6, rue des Postes, chez l'ex-chartreux dom Gerle qui, tiré de sa prison pour la circonstance, les attendait sous la garde de plusieurs sans-culottes. Tous ses papiers furent soigneusement visités; sur ceux qui paraissaient suspects Héron l'invitait à fournir des éclaircissements : humiliante conjoncture pour un prêtre dévoyé qui ne peut avoir oublié le temps de foi lumineuse où il régnait sur une abbaye célèbre et que deux policiers ironiques et brutaux confrontent maintenant avec les témoignages écrits de ses dégradantes aberrations; on l'invite à s'expliquer, entre autres, sur « un papier divisé en trois colonnes concernant l'établissement d'une divinité à Paris », divinité qui assure à ses croyants l'immortalité de l'âme et du corps. L'ex-moine, fort penaud, se borne à répondre « qu'il était bien loin de ces idées lorsqu'il fit ce recueil ». On lui met ensuite sous les yeux un billet à lui adressé, et ainsi libellé : « O Gerle, cher fils Gerle, chéri de Dieu, digne amour du Seigneur; le ciel, en vous formant, fit la douceur même... C'est sur votre tête, sur ce front paisible que doit être posé le diadème... Vive à jamais le cher frère dans les cœurs de vos deux petites sœurs... Venez, cher frère bien-aimé, passer l'après-midi du mercredi sur les quatre heures et demie; vos deux petites sœurs et amies vous attendent. » Puis un autre, de la même écriture : « O Gerle, Gerle, cher fils Gerle, vos deux petites sœurs vous engagent à venir demain, jour de décade, déjeuner avec elles sur les neuf heures et demie, pas plus tôt, ni plus tard. » Et un troisième où « ses deux colombes lui donnent rendez-vous au Luxembourg ». A la question du sarcastique Héron lui demandant quelles étaient ces deux

colombes, Gerle, très gêné, expliqua que « ces tournures affectueuses n'expriment que la tendresse et l'estime » : ces deux jeunes femmes sont sœurs et habitent ensemble, rue Saint-Dominique d'Enfer, n° 7. L'une d'elles s'appelle Rose; c'est la jolie fille que les agents du Comité ont entendu chanter chez Catherine Théot, et qu'on appelle *la Colombe*. Il insiste sur ce que ces trois lettres « n'ont de rapports qu'avec des idées spirituelles », et le policier prend note des billets doux et des commentaires du moine qui pourront fournir à Vadier des effets comiques. Puis il en vient aux pièces plus importantes; quel est cet écrit sur lequel on lit : « Il paraît un homme châtain, en chapeau rond à haute forme, en habit gris-souris, gilet rayé, bas et culottes noirs, visage moyen?... » L'inculpé proteste qu'il l'ignore : la citoyenne Godefroy, chez qui loge Catherine Théot, lui aura remis ce papier « pour le lire ou le communiquer » et Gerle l'a gardé dans sa poche, le jugeant sans importance. Et cet autre qui, en termes énigmatiques, fait allusion à la secousse qui terrifiera Paris le jour où, « à l'instant d'un coup d'éclair, la terre changera, où tous les dévots de la Mère Catherine, préservés de la mort, ressusciteront pour ne plus mourir »? A quoi Gerle répondit que, n'ayant point de foi à des visions de cette nature, il n'attachait aucun intérêt à ces rêveries.

Héron arrive enfin au « gros morceau », à la pièce capitale, si grave et si inespérée qu'il n'en fera pas mention dans son rapport : il vient de découvrir un écrit de Robespierre parmi les papiers de dom Gerle ! C'est une attestation de civisme, une sorte de laissez-passer, tel que bien peu de gens peuvent se flatter d'en posséder un pareil : « Je certifie que Gerle, mon collègue à l'Assemblée constituante, a marché dans les vrais principes de la Révolution et m'a toujours paru, quoique prêtre, bon patriote... » Voilà qui permettra d'impliquer *l'Incorruptible* dans la ridicule affaire de Catherine Théot et de le présenter comme un adepte de la Nouvelle Ève. Au vrai, la chose était très simple : comme sa section lui refusait une carte de sûreté sans laquelle on ne pouvait circuler dans Paris, Gerle était allé trouver Robespierre, perdu de vue depuis les jours lointains de la Constituante ; il lui exposa son embarras et, sans hésiter, *l'Incorruptible* lui remit le talisman précieux qui, depuis lors, assurait la sécurité du ci-devant moine, et qui, entre les mains

de Vadier, allait le perdre. Gerle avait essayé de revoir Robespierre, espérant obtenir de lui une place de commis dans quelque bureau ; il se rendit souvent « à son audience de midi, » mais ne put l'aborder que deux fois, et toujours « en présence de son perruquier et d'autres personnes ». A l'ordinaire, Maximilien « n'était pas visible, quoique ses affidés montassent à sa chambre sans se faire annoncer ». Sans doute Gerle fournit-il ces explications, très plausibles, à Héron, mais celui-ci n'en tint nul compte et les garda pour lui et pour son patron, Vadier, ainsi que le compromettant autographe, se contentant seulement d'obtenir de dom Gerle les noms de tous ceux qui avaient figuré dans le taudis de la prophétesse ou le salon de la duchesse de Bourbon, à Petit-Bourg, dont l'ex-chartreux, en sa qualité de demi-fou, était l'hôte bien accueilli. Il dit tout ce qu'il savait : certain de n'avoir jamais conspiré contre la République, il ne pouvait se douter de l'usage qui serait fait de ses révélations, et, dans les jours suivants, les espions du Comité mirent en arrestation une vingtaine d'illuminés, dont quelques personnages de marque. Il n'y avait pas à s'inquiéter de la duchesse de Bourbon, incarcérée depuis plus d'un an au Fort Saint-Jean, à Marseille, mais on coffra un vieux médecin de la maison d'Orléans, Quévremont de Lamotte, qui s'occupait de somnambulisme; une soi-disant marquise de Chastenay chez qui l'on saisit « une médaille où l'on voyait d'un côté la Vierge et, de l'autre, un saint Michel, archange, terrassant Lucifer » ; Miroudot, évêque de Babylone, qui, pourtant, ayant, depuis longtemps, jeté la crosse et la mitre aux orties, avait, conjointement avec Talleyrand, donné l'investiture à l'évêque intrus Gobel ; un ancien moine franciscain, nommé Voisin ; Gombault, trésorier de la première division de la gendarmerie, parce qu'il était logé dans l'hôtel de la duchesse de Bourbon au faubourg Saint-Honoré, et un sourd-muet, Boutelou, pour avoir gravé une petite estampe « dont la vue seule devait assurer la vie sauve à ceux qui la porteraient dans la journée du 10 août ». On arrêta aussi *le prophète Élie*, celui-là même qui courait les faubourgs porteur « d'un manuscrit contenant le secret de se rendre invisible en massacrant un de ses semblables, et particulièrement les députés à la Convention ».

Quel était ce prophète Élie ? Il est difficile de le démêler

parmi la foule d'illuminés de toutes classes et de tous rangs englobés dans l'état-major de Catherine Théot, suivant le caprice des policiers. Peut-être doit-on identifier ce personnage avec un certain Pierre Guillaume Ducy, âgé de vingt-sept ans, étudiant en médecine, qui avait fondé chez lui, rue de la Tour, dans la section du Temple, une petite église assez semblable à celle de la rue Contrescarpe. A la fin de prairial, un habitant de Nanterre, nommé Aumont, se promenant au Mont-Valérien, remarqua trois individus dont l'allure lui parut suspecte : l'un d'eux tenait à la main un livre et, tout en marchant, faisait aux autres la lecture à haute voix ; deux femmes, dont l'une était fort jolie, s'étaient mêlées aux auditeurs. Aumont s'approcha du groupe de ces promeneurs et leur demanda pourquoi ils étaient là : « Nous aurons bientôt fini », répondit l'un d'eux. Il ne faut pas oublier que la loi du 22 prairial mettait au nombre des vertus civiques l'espionnage et la dénonciation. Aumont patienta quelque temps, puis, voyant que la lecture ne se terminait point, il arracha le volume des mains du lecteur et intima l'ordre à toute la bande de venir s'expliquer devant le Comité de surveillance de Nanterre. Les femmes s'esquivèrent ; mais les trois hommes suivirent docilement : soumission singulière qui donnerait à supposer qu'ils appartenaient à la secte placide des quakers. A Nanterre, ils déclinèrent leurs noms et qualités : l'un était Ducy et paraissait « très exalté » ; on tira de ses poches un cahier de notes incompréhensibles, un scapulaire, un livre de messe et deux crucifix. Ses compagnons se nommaient Molard et Pauthiez ; celui-ci, domestique chez un ci-devant noble réfugié à Suresnes, était porteur « d'un chapelet de forme extraordinaire » ; Molard se déclara mercier forain ; tous deux étaient sortis avec un de leurs amis, vieux frotteur, qu'une attaque du haut-mal avait terrassé en route ; ils avaient rencontré Ducy « allant à la découverte » et celui-ci, pour les égayer pendant la marche, leur lisait des passages de la Bible. Tout ceci parut louche et les trois promeneurs furent expédiés au Comité de Sûreté générale qui ordonna une perquisition au domicile de Ducy. On y découvrit « une succursale de la rue Contrescarpe » : dans l'une des pièces de l'appartement, dont les vitres étaient « brouillées avec du blanc pour qu'on ne pût rien voir du dehors », étaient rangés un certain nombre de chaises et de tabourets entourant un siège plus élevé où devait

prendre place l'officiant : beaucoup d'objets de dévotion et d'images pieuses, entre autres, dans une armoire, un Christ de cuivre enveloppé d'un mouchoir blanc et garni de fleurs. Une « souricière, » tendue par les agents, leur permit de capturer nombre d'habitués des conciliabules nocturnes qui se tenaient chez Ducy ; celui-ci fut envoyé à Bicêtre ; les autres, — une quinzaine, dont le frotteur épileptique, un ingénieur à la fabrication des armes, un commissionnaire, un domestique de Vestris, danseur à l'Opéra, et même un menuisier qui travaillait dans la maison, — furent répartis dans les diverses prisons de Paris. Chez tous on confisqua des objets « propices au fanatisme », Saint-Esprit en ivoire, châsses, bocaux contenant « des ci-devant Christ » et « divers sujets relatifs à la Passion » ; beaucoup de livres de prières ou de magie, tels que l'*Enchiridion* « au moyen duquel on voit le diable suivant les procédés envoyés d'Italie à Charlemagne » et les *Clavicules de Salomon, ouvrage traduit de l'hébreu par le rabbin Aboguazar*, dont Héron avait trouvé un exemplaire chez Catherine Théot et qui révélait, parmi bien d'autres folies, le moyen de préparer une épée invincible : « Prendre une épée toute neuve ; l'ayant lavée avec du vin dans lequel tu mettras un peu de sang de colombe tuée un lundi, à six heures du matin ; tu attendras jusqu'au mardi, même heure, que tu la prendras en ta main et diras ces mots avec beaucoup d'attention : « *O Théos, agios, agios, agios, agios, agios, athanatos, alpha et oméga, les anges Cassiel, Sachiel, Samuël, Anaël, qu'ils me soient fidèles et obéissants... Tétragrammaton...* » La superstition, a dit un philosophe, est la dernière foi des siècles incrédules.

Une autre arrestation livrera, le 29 prairial, au Comité, un personnage d'un genre très différent, l'abbé Théot, neveu de la prophétesse et vicaire constitutionnel à Saint-Roch. C'est le type, — rare et peu séduisant, — de l'ecclésiastique révolutionnaire et qui, à ce titre, en prend à l'aise des obligations du sacerdoce. Mauvais prêtre dès avant 89, se voyant menacé d'une lettre de cachet, il a quitté la France et s'est engagé dans l'armée prussienne où il a servi pendant trois ans. « Déserteur des drapeaux d'un tyran », il est arrivé à Paris, en 1790, « pour se joindre à ses frères et renverser le despotisme ». L'un des premiers, il prête le serment, et l'évêque constitutionnel Gobel accueille cette brebis galeuse parmi son clergé : l'abbé Théot est

nommé vicaire « à Nicolas du Chardonnet », puis « à Roch » ; ainsi désigne-t-il lui-même les paroisses auxquelles il est successivement attaché. Comme l'abstention des fidèles lui procure des loisirs, il est envoyé en mission dans le département des Hautes-Alpes et chargé d'évaluer les pertes causées par la guerre aux habitants de Briançon. Six mois d'absence ; il rentre à Paris le lendemain de la Fête de l'Être suprême, muni d'éloquents certificats de civisme, diplômes de Jacobin et autres attestations dont il se fait gloire, quand, plein d'espoir en l'avenir, il est cueilli au débotté par les commissaires de la section de la Montagne, qui l'arrêtent « au presbytère de Roch » même, où il a sa chambre « dans le colidor du cinquième étage, donnant sur la rue ». On ne trouve chez lui ni Christ, ni autres objets « propices au fanatisme », mais seulement une règle du jeu de Boston que les commissaires confisquent comme grimoire suspect. A peine en prison, l'abbé adresse de longs factums au Comité de Sûreté, exaltant les services par lui rendus à la cause du peuple et piétinant sa vieille folle de tante. C'est à « cette fille » qu'il doit tous ses malheurs ; alors qu'il « végétait dans les ténèbres de la superstition », les démêlés de cette démente avec l'archevêque de Paris ont arrêté sa carrière ecclésiastique, et voilà que, régénéré, il souffre encore des extravagances de cette femme bornée « qui a reçu de la nature toutes les dispositions nécessaires pour croire à toutes les sottises dont les vies des Catherine de Sienne et des Thérèse sont remplies ». Et l'abbé, le cœur gros d'amertume, signe laïquement *citoyen Théot.* On l'expédia à Bicêtre où il put méditer à loisir sur les inconvénients des parentés compromettantes.

Tels étaient les matériaux divers que Vadier s'apprêtait à mettre en œuvre, se gaudissant d'avance du coup de massue qu'il allait asséner à Robespierre et, par ricochet, à toutes les superstitions. Le thème, en effet, prêtait aux commentaires risibles ; un homme de talent et d'esprit l'eût développé en pittoresques tableaux ; mais Vadier n'était pas Voltaire, encore que, dans sa fatuité gasconne, il se flattât manifestement d'égaler en finesse et en légèreté de touche l'auteur de *l'Essai sur les mœurs.* D'ailleurs, il fallait être prudent et se garder une échappatoire dans le cas où le grand-prêtre de l'Être suprême prendrait mal la plaisanterie. Résolu à lancer sa bombe le 27 prairial, Vadier,

pour se ménager un bon public, avertit discrètement les camarades que ce serait gai. L'assemblée, ce jour-là, se préparait donc à rire, d'autant plus que Robespierre n'était pas là : comme il traversait, la veille, toujours sombre et l'oreille aux aguets, l'antichambre du Comité de Salut public, il avait entendu Vilate disant dans un groupe : « Le tribunal révolutionnaire s'égaiera demain à l'affaire de la Mère de Dieu. » Robespierre se tourna vers lui, l'air furieux : « Comment ? Êtes-vous sûr? » Et, frémissant de colère, le visage en feu : « Des conspirations chimériques pour en cacher de réelles ! » ajouta-t-il; et il passa. Ainsi prévenu, il décida de ne point paraître à la Convention, le 27, et céda le fauteuil à Bréard.

Cette séance fameuse débuta, comme toutes les autres, par une série de communications que bredouillèrent les secrétaires et que personne n'écoutait : « La société populaire de Rivesalte fait part qu'elle a célébré, dans le temple de la Raison, une fête en l'honneur du général Dagobert... » Le « Temple de la Raison ! » On retardait à Rivesalte. « La société populaire de Stenay, Meuse, envoie à la Convention nationale les détails de la fête célébrée dans cette commune à l'occasion de l'inauguration d'un temple à la Raison... » L'Être suprême, décidément, n'avait pas dans les provinces beaucoup d'adorateurs. « Le citoyen Dange Menonval, artiste du théâtre de Rouen, fait hommage d'un drame intitulé : *le Crime et la vertu*, ou *Admiral et Geffroi* ». « L'agent national du district de Neuville, Loiret, fait hommage à la Convention d'un hymne qu'il a composé il y a dix ans... » Telles étaient les broutilles quotidiennes de la correspondance, qui se perdaient dans le bruit des conversations. Enfin, Vadier parut à la tribune, et le silence s'établit aussitôt.

Rien qu'à voir la longue et sinistre figure du *Vieil inquisiteur*, — les sobriquets étaient de mode à la Convention, — dont on n'ignore ni les délassements galants en société de joyeux compagnons, ni la tendre cohabitation avec sa servante Jeanneton, on prévoit déjà qu'on ne sera pas déçu. Rien de plus désopilant qu'un amuseur à visage grave et, dès les premiers mots, le contraste entre le sérieux de l'orateur et son terrible accent gascon, ses jeux de physionomies, ses intentions parfois égrillardes, mettent en joie tous ses collègues. L'occasion de rire ne se rencontre pas souvent, et ils la saisissent avec un entrain quasi puéril. Car le rapport de Vadier ne mérite

pas les bravos et les éclats de joie prolongés dont le souligne le *Moniteur;* c'est un salmigondis sans plan, décousu, où tout s'entremêle comme en un kaléidoscope détraqué : le roi de Prusse, les tyrans de l'Angleterre, la Vendée, les prêtres, le génie de la révolution, l'enfer, Danton, Necker, l'Anglais spéculant dans son comptoir sur les folies religieuses, la faction d'Orléans et la scélératesse de Pitt.

La seule drôlerie un peu marquante consiste à transformer le nom de Catherine Théot en celui de *Théos,* — *Théos,* en grec, signifie *Dieu,* — et à tirer de ce maquillage des développements symboliques. Qui lit aujourd'hui ce pathos dans son texte officiel n'y découvre rien d'applicable à Robespierre; pas même une allusion au très authentique laissez-passer octroyé par lui à Dom Gerle ; mais il faudrait savoir si ce texte n'a pas été expurgé avant d'être livré aux protes du *Moniteur* et l'on doit croire, d'ailleurs, que le discours de Vadier prenait toute son importance de certains enjolivements fantaisistes sournoisement mis en circulation avant la séance : ainsi parlait-on beaucoup, mais bien bas, d'une lettre trouvée par Héron dans la paillasse de la prophétesse et adressée par elle à Maximilien; elle l'y qualifiait de « mon cher fils », « d'homme divin » et le traitait de sauveur du monde. Or cette lettre que nul n'a jamais vue, paraît bien n'avoir existé que dans l'imagination de Vadier; mais cette drôlatique insinuation permettait d'appliquer à Robespierre tous les traits mordants dirigés contre les dévots de la rue Contrescarpe : on laissait entendre qu'il comptait au nombre des initiés; que le fauteuil laissé vacant, lorsque trônaient Gerle et la mère Catherine au milieu de leurs ouailles, lui était destiné; on l'imaginait recevant les sept baisers fatidiques et, comme les autres, s'attardant « à sucer voluptueusement le menton de la vieille folle ». Ainsi transposé, le rapport prend un double sens et devient véritablement cinglant. Allusion à Robespierre, qui n'a ni femme ni maîtresse, le couplet sur « l'abnégation des plaisirs temporels imposée aux élus de la mère de Dieu »; allusion à Robespierre encore, rêvant la destruction de tout ce qui ne l'adule pas, cette prophétie du grand coup d'éclair « qui doit réduire en poudre tous les mécréants de la terre et n'épargner que les adeptes de la Mère Catherine, immortels comme elle ; chantant ses louanges, ils jouiront sans fin, au paradis terrestre qu'elle va rétablir, de

l'éclat radieux de son antique virginité ». Vadier concluait en proposant l'envoi au tribunal révolutionnaire de la fille *Théos*, du médecin Quévremont-Lamotte, de dom Gerle et autres, avec ordre à l'accusateur public de rechercher et de poursuivre les complices de cette grande conspiration, ce qui fut décrété sans discussion. La Convention témoigna sa satisfaction en ordonnant l'impression du rapport, l'envoi aux armées, à toutes les communes de la République et la distribution de six exemplaires à chacun de ses membres. On n'avait pas fait plus pour le discours de Robespierre sur l'Être suprême et l'immortalité de l'âme. Vadier exultait ; sa bouffonnerie allait coûter la tête à un nombre illimité d'innocents ; mais il venait de porter un coup au tyran et Robespierre était atteint.



Il semblerait en effet que cette sournoise attaque l'eût désarçonné : il n'avait pas assisté, on l'a dit, à la séance ; mais il alla le soir au Comité du Salut public ; l'accusateur Fouquier-Tinville, à qui Vadier s'était hâté d'envoyer le décret rendu, pour que l'exécution ne traînât pas, y arriva, lui aussi, vers neuf heures, ainsi qu'il faisait chaque soir, sa fournée quotidienne expédiée. Il apportait les pièces de l'affaire Théot et venait prendre les ordres pour le lendemain. Dans l'antichambre, il rencontra Dumas, président de son tribunal ; le Comité tenait séance, et nul, d'après le règlement formel, ne devait le déranger dans ses travaux ; mais on faisait exception pour Dumas et pour Fouquier, acolytes indispensables. Il pénétrèrent donc dans la salle des délibérations et l'accusateur public déposa les pièces sur le bureau. Robespierre s'en empara et se mit à les lire, ce que voyant, tous ses collègues, peu désireux de recevoir les premiers éclats de sa colère, s'esquivèrent l'un après l'autre, le laissant seul avec Dumas et Fouquier. Ayant feuilleté la liasse, Maximilien déclara l'affaire inepte et ordonna de n'y pas donner suite. Fouquier observa respectueusement que le décret lui imposait l'obligation de mettre en jugement les accusés ; Robespierre le fit taire et garda les papiers. Fouquier courut au Comité de Sûreté générale qui siégeait à l'autre extrémité du château des Tuileries ; on l'y attendait pour régler la mise en scène de l'exécution de la vieille Théot et de ses adeptes : ce fut une grande déception, quand on apprit qu'elle était contre-

mandée. « Pourquoi? — Il, Il, Il s'y oppose », fit-il du ton exaspéré d'un homme frustré d'une aubaine. Ce soir-là on déblatéra fort, au Comité de Sûreté, contre *l'Incorruptible* : il soustrayait au bourreau les illuminés; donc il était des leurs. Ceci sembla d'autant plus évident, que, le lendemain, sa clémence trouvait une occasion bien autrement plausible de s'affirmer; ce jour-là, on jugeait « ses assassins », c'est-à-dire la petite Cécile Renault, qui, au début du mois, s'était présentée à la maison Duplay, dans l'espoir déçu d'être reçue par lui. Pour ce crime allaient mourir cinquante-quatre personnes, dont aucune, — si l'on excepte le père Renault, son fils et sa sœur, parfaitement innocents, du reste, — n'avaient jamais eu la moindre relation avec Cécile. On leur avait adjoint Admiral, qui, à défaut de Robespierre, s'était rejeté sur Collot d'Herbois; les autres, pris au hasard, faisaient nombre, servant à rendre plus imposant le châtiment de la « meurtrière ».

Ce procès fameux fut, en quelque sorte, l'inauguration des procédés de justice sommaire promulgués par la nouvelle loi : appel nominal des accusés; puis cette question répétée cinquante-quatre fois : « Avez-vous connaissance de la conspiration? » — Cinquante-quatre réponses négatives; si l'un des inculpés essayait de discuter : « Citoyen président, je vous observe... — Tu n'as pas la parole! A un autre! » Nul interrogatoire, nulle audition de témoins, nulle plaidoirie. L'abattoir. Seul Admiral ne nia pas son projet d'assassinat; mais il n'était là qu'en comparse et disparaissait parmi « les assassins de Robespierre » au nombre desquels figuraient un Montmorency, les deux Sombreuil, un Rohan-Rochefort, un savant, un prêtre, une actrice, un musicien, Mme de Sainte-Amaranthe, sa fille, son gendre et son fils, sans compter le comte de Fleury que l'acte d'accusation ne nommait même pas. Tous furent condamnés à mort comme atteints et convaincus d'avoir pris part à la *Conspiration de l'étranger* : tel était le titre dont on décorait pompeusement cet amalgame; mais pour que le public ne s'y trompât point et afin de bien marquer que ces misérables périssaient pour avoir trempé dans l'assassinat du grand homme, l'ordre vint du Comité de Salut public de revêtir tous les condamnés du voile rouge des parricides. Qui joua ce mauvais tour à Robespierre? L'exaspération de sa vanité lui aurait-elle inspiré la maladresse de requérir ou simplement d'approuver

une mesure assimilant ses victimes aux régicides d'autrefois, et que certains ont considérée comme une machination de ses ennemis? Il lui était cependant bien facile de la déjouer : puisqu'il s'arrogeait le droit de grâce pour Catherine Théot et ses affiliés, que ne protestait-il contre l'hécatombe de ses prétendus assassins? Quoi qu'il en soit, l'effet fut pour lui désastreux. Il fallut suspendre le départ des condamnés pour confectionner en hâte, au moyen de sacs, leur livrée de mort et quand le long cortège de charrettes, escorté de gendarmes et de canonniers, se mit en route par les rues vers la barrière de Vincennes où était dressé l'échafaud, les gens le regardaient passer dans un silence consterné. Tant de victimes pour un seul homme! Et quelles victimes : un vieillard de soixante-quinze ans, un adolescent de dix-sept ans, une jeune femme de dix-neuf ans; une petite ouvrière de dix-huit ans, et l'héroïne de l'affreux drame, Cécile Renault, qui n'avait pas vingt ans... « Le lambeau d'étoffe rouge qui drapait leurs épaules faisait ressortir l'éclat de leur teint » et la jeunesse de leurs traits; la foule immense qui se pressait sur leur passage les contemplait avec stupeur. Elles parurent si belles que, peu après, toutes les élégantes portaient des châles rouges.

***

Le bon sens du peuple parisien discerne pour la première fois une disproportion répugnante entre l'insignifiance du délit et l'effroyable magnificence du châtiment; loin d'en être grandi, Robespierre paraît diminué. Aux yeux de ses collègues qui le voient journellement et de près, son prestige factice s'émiette depuis longtemps déjà. Lui-même est trop bilieux, trop attentif, pour ne pas s'en rendre compte : il peut supputer le nombre d'ennemis qu'il a dans la Convention par le succès de l'insolent rapport de Vadier sur la Mère de Dieu : ils se sont là démasqués en masse. Au Comité de Salut public, c'est pis encore : si l'on excepte Saint-Just, la plupart du temps éloigné de Paris, et l'infirme Couthon, qui ne vient jamais aux séances du soir, Robespierre n'a pour lui personne : il est méprisé de Carnot qui le juge « ridicule » et le tient à distance; Billaud-Varenne, « orateur puissant », Collot d'Herbois, cabotin plein d'emphase, flairent en lui un dictateur et sa prudence de chat redoute leurs brutalités. Il jalouse Barère, trop sédui-

sant, trop fin, trop madré, trop « bon enfant », qui le flatte et le trompe. Le laborieux Prieur, l'honnête Lindet le dédaignent et les délibérations sont venimeuses entre ces six hommes qui se surveillent, se guettent, s'invectivent et, pour un rien, se menacent de l'échafaud. Un jour, la discussion a été si vive que Robespierre, épuisé, s'est évanoui ; et, le 23 prairial, sur une virulente sortie de Billaud qui reproche à Robespierre d'avoir pris l'initiative de la terrible loi du 22 sans la soumettre, suivant l'usage, au Comité, les cris échangés sont tels que les promeneurs commencent à s'attrouper sur la terrasse des Tuileries. Il fallut fermer les fenêtres et baisser le ton.

Dans la masse de documents, de mémoires, de récits, de pamphlets et de justifications que nous ont léguée les survivants de cette époque tragique, pas une page ne renseigne nettement sur la topographie du Comité de Salut public; pas un contemporain ne s'est attardé à décrire cet appartement où, durant près de trois ans, a bouillonné la révolution. Ceux qui venaient là, en habitués ou en passants, étaient trop absorbés, trop fiévreux, trop émus, pour prêter attention au décor de cet endroit redoutable dont nulle pierre ne subsiste aujourd'hui. Le Comité de Salut public s'était installé, dès le printemps de 1793, aux Tuileries, dans les pièces jadis habitées par la reine Marie-Antoinette. On y parvenait par un grand escalier de pierre, prenant naissance sous un large porche accessible aux voitures et qui s'ouvrait, du côté du Carrousel, par deux arcades, à l'angle formé par le corps principal du Château et la galerie du bord de l'eau. Cet escalier, montant jusqu'aux combles, desservait les grands appartements du rez-de-chaussée et du premier étage.

Le Comité de Salut public s'établit au rez-de-chaussée, jadis habité par Louis XIV, dont la magnificence y avait laissé des traces. Du premier palier de l'escalier, élevé d'une quinzaine de marches au-dessus du sol, on entrait d'abord dans une vaste antichambre à deux fenêtres, dont le plafond, peint par Nicolas Mignard, représentait Apollon faisant accueil à Minerve, suivie des quatre parties du monde. On trouvait ensuite un second salon qui, au temps de Marie-Antoinette, avait été le billard; puis venaient le salon de compagnie et la chambre de la Reine : quatre colonnes encadraient l'emplacement du lit, formant alcôve ; on a dit que ces colonnes étaient creuses et « propres à

cacher chacune une personne ». Au plafond planait la Nuit dans un manteau parsemé d'étoiles et portant en ses bras deux enfants figurant les songes. A la suite était le cabinet de toilette de la Reine. Ces cinq salles prenaient vue sur le jardin par de hautes fenêtres cintrées; des fenêtres rectangulaires éclairaient les trois pièces suivantes : le cabinet « où l'on serrait le linge du Roi », la serrurerie de Louis XVI et son cabinet de repos. Un long couloir sans jour séparait l'appartement de la Reine de celui du Dauphin, donnant sur la cour du Château, et, de ce couloir montaient d'étroits escaliers communiquant naguère avec les pièces occupées par Louis XVI au premier étage.

Le Comité de Salut public, en prenant possession du rez-de-chaussée de la Reine, le 7 avril 1793 au matin, s'y campa tant bien que mal. Les ouvriers travaillaient encore à l'installation de la Convention, qui ne put siéger aux Tuileries qu'un mois plus tard. La pièce « à colonnes », c'est-à-dire l'ancienne chambre à coucher de Marie-Antoinette, fut choisie comme salle de délibérations. On se procura une table et des chaises; mais quand, en juillet, Robespierre entra au Comité, tout de suite il disciplina ses collègues et rédigea un règlement autoritaire, dont la minute autographe est restée aux archives : « Il faut que chaque membre ait une table particulière, et qu'il soit entouré de secrétaires et d'agents dignes de sa confiance; il faut que chaque membre ait un emplacement séparé où il puisse travailler, et toutes les conditions physiques pour agir... ; il faut que le Comité soit fermé et inaccessible, sauf les cas très extraordinaires, et qu'il ait des agents pour maintenir cette partie de sa police ; que le Comité ne délibère jamais en présence d'aucun étranger », etc. Grand branle-bas ! Sous l'impulsion de ce maître, le Comité prit une extension inattendue : bientôt il débordera sur les anciens appartements du Dauphin, d'où sera expulsé le Comité colonial, puis sur les entresols, puis sur les appartements du Roi, puis sur le pavillon de Flore, et même sur les hôtels du Carrousel. Le nombre de ses secrétaires, de ses employés, de ses agents, de ses courriers, augmentait journellement; il fallait chauffer, éclairer et meubler tout cela : les injonctions comminatoires pleuvaient sur l'administration du garde-meuble qui, pour satisfaire aux ordres de toute urgence, puisait dans ses magasins, dans les palais de la ci-devant liste civile, dans les maisons des riches émigrés. Une note des objets fournis donnera

l'idée de ce qu'était, dès le début, cette formidable usine de révolution : 12 lits de veille garnis, 24 couchettes garnies, 50 paires de draps, 24 douzaines de serviettes communes, 600 paires de flambeaux, 1000 chaises, tant garnies qu'en paille ; 300 tables et bureaux divers, 50 flambeaux à garde-vue, 100 petites tables à écrire, 50 secrétaires en noyer, etc., etc. Et si l'on ne peut imaginer qu'à l'aide d'inventaires l'aspect de cette fournaise jour et nuit attisée, du moins ces froids documents permettent-ils de reconstituer, à peu près, la disposition de ce lieu fameux, et de glaner quelques détails qui ne sont pas sans valeur.

Il est bien gardé : un poste au perron qui donne sur la cour, un autre sous la galerie du côté du jardin, des canonniers dans les antichambres. Très sobrement meublées ces salles où pénètrent les solliciteurs, et où le va-et-vient est incessant : rideaux en toile de coton, banquettes couvertes de moquette gaufrée, jaune ou à rayures safran et cramoisi. L'ancien billard de la Reine est devenu le premier secrétariat, le salon de compagnie est le deuxième secrétariat ; il sert à recevoir les citoyens venus pour parler aux membres du Comité ; ici encore, rideaux de toile et banquettes : l'austérité républicaine. La salle à colonnes, où siège le Comité, est déjà plus élégante. Outre qu'elle a conservé ses boiseries délicates, on l'a meublée de vingt-quatre chaises à dossier cintré, pieds cannelés, peintes en blanc, garnies de velours d'Utrecht bleu et blanc, et de douze chaises de paille « à la capucine ». Du beau plafond de Nicolas Mignard pend un lustre en cuivre doré et cristal de Bohême à six lumières; et, au-dessous est placée une grande table en acajou, dont les sabots et les chapiteaux sont de bronze doré; agrandie « de toutes ses allonges », c'est sans doute celle autour de laquelle prennent place les membres du Comité, quand ils se réunissent à leurs collègues de la Sûreté générale. On trouve encore, pour les pièces suivantes, un coffre-fort réclamé par Carnot et Prieur, pour y serrer probablement les états de l'armée et des mouvements de troupes; des chaises en acajou, dossier en lyre, assise de maroquin jaune; d'autres à dossier en gerbe, couvertes de velours de soie cramoisie. Mais c'est pour leurs appartements particuliers que les membres du Comité se sont montrés le plus exigeants. On rencontre, dans les cartons du garde-meuble, un inventaire détaillé et descriptif des meubles

de luxe fournis au Comité de Salut public, et la liste s'allonge des beaux lustres, des bureaux somptueux en marqueterie, des bronzes, des glaces, des tapis précieux, des rideaux de gros de Tours ou de taffetas, non destinés, c'est certain, aux employés, et encore moins aux salles dont le public a l'accès. Du cabinet de Robespierre on ne sait rien, sinon « qu'il était établi dans un local séparé, et que nul n'y mettait les pieds »; il pouvait s'y rendre « sans rencontrer personne », et, les jours fréquents où son humeur n'était pas liante, « il affectait de traverser la salle du Comité après la levée de la séance ». Sur l'intérieur de Billaud-Varenne on est mieux renseigné : le farouche démocrate dispose d'un « grand bureau en bois de rose, façon Boule, de six pieds de long, figures et encadrements de bronze, sabots, etc., le tout d'or moulu;... d'un autre bureau d'acajou garni de bronzes dorés, d'un tapis de moquette bleue et blanche et d'un lit ».

Ah! ces lits! Leur description est éloquente : sept au moins des membres du Comité se sont installés à demeure dans le palais des rois, car c'est le nombre que fournit le garde-meuble de lits complets, « à quatre colonnes, garnis de leurs étoffes en damas cramoisi, bordées d'un galon de soie », ou « en fleuret rayé vert et blanc », avec « un sommier toile et crin, deux matelas de laine et futaine, traversin, lit de plume, deux couvertures de laine blanche », etc. Le lit de Saint-Just, — qui, dans son projet d'*Institutions civiles et morales* pour l'éducation des jeunes citoyens, décrétait : « Ils couchent sur des nattes et dorment huit heures », — le lit de Saint-Just devait être particulièrement élégant et douillet : est-ce pour celui-là qu'on réclamait, en nivôse, des draps fins, dits « draps de seigneurs »? Il ne couchait pas sur des nattes, lui, car on voit Barère s'adressant au ministre de l'Intérieur pour avoir « un lit pareil à celui du citoyen Saint-Just », et le conservateur du garde-meuble reçoit l'ordre de mettre tout en œuvre pour le satisfaire.

Du reste, si les autres Comités sont un peu négligés, au point que celui des Pétitions et de la Correspondance s'offusque du papier de tenture qui tapisse son local, et dont les fleurs de lys et le mot *roi* indéfiniment répété « offensent ses regards », celui de Salut public ne se refuse rien. Ses remises et ses écuries sont bien pourvues : une voiture à quatre places, « pour les différentes courses qu'il est dans le cas de faire, et dont il se sert journellement »; une berline avec un attelage suffisant,

sept chevaux de selle de bonne qualité, plus « deux chevaux attribués au paralytique Couthon ». La présence de cette cavalerie rend vraisemblable le bruit qui courut alors de leçons d'équitation prises en grand mystère par Robespierre, au parc Monceau, et dont le résultat ne fut pas encourageant. Saint-Just, on le sait par un rapport de police, était devenu cavalier et chevauchait quotidiennement au bois de Boulogne.

Cette brève incursion dans l'intimité du Comité de Salut public aidera peut-être à comprendre certains épisodes mal connus ou volontairement tenus dans l'ombre par les contemporains. Les membres des Comités de gouvernement prenaient grand soin de tenir secrètes leurs dissensions : chaque fois que l'un d'eux parlait à la Convention, il vantait le touchant accord des délibérations et la parfaite union entre le Comité de Salut public et celui de Sûreté générale. Ils gagnaient à cette comédie la prorogation mensuelle et, par suite, la pérennité de leur importance. Il n'y avait plus pourtant à s'illusionner ; la rupture était imminente, et les rares qui n'avaient pas perdu tout sang-froid en diagnostiquaient déjà les symptômes.

Au nombre de ceux-ci fut Payan, l'un des plus chauds robespierristes : ancien officier d'artillerie, démissionnaire en 1790, nommé, en 1793, administrateur du département de la Drôme et envoyé, à ce titre, en mission à Paris, il plut à Robespierre qui lui donna la succession de Chaumette et le fit agent national de la Commune. De famille honorable et aisée, de belle tenue, intelligent et actif, Payan, aveuglé par son culte pour Maximilien, s'efforçait de surpasser celui-ci en jacobinisme. Il avait, en germinal, interdit la représentation du *Timoléon* de Chénier, cette tragédie mettant en scène « des rois honnêtes et et des républicains modérés ». « Belle leçon à présenter au peuple ! écrivait-il, indigné, beaux exemples à lui donner ! » Or, dans les premiers jours de messidor, Payan adressait à Robespierre une lettre très confidentielle, le conjurant de ne point traiter à la légère l'affaire de la Mère de Dieu. Il lui signale l'hostilité évidente de Vadier et de tout le Comité de Sûreté générale, qui, « soit jalousie, soit petitesse des hommes qui le composent, a voulu dévoiler une conspiration, mais n'a fait qu'une comédie ridicule et funeste à la patrie. Quelque jour peut-être, ajoutait-il, découvrirons-nous que ce rapport est le fait d'une intrigue contre-révolutionnaire. » Mais encore

« doit-on sonder le précipice qu'il faut combler, et non s'en éloigner avec un respect craintif qui deviendrait fatal à la patrie ». Et il exhorte *l'Incorruptible* de riposter à la facétie de Vadier, par un rapport intéressant, un rapport décisif où tous les conspirateurs seront démasqués et qui apprendra à la France « qu'une mort infâme attend ceux qui ne se rallieront pas au gouvernement révolutionnaire ». Se débarrasser au plus vite de toute opposition avérée ou latente, voilà le remède : « Vous ne pouvez choisir de circonstances plus favorables pour frapper : *Travaillez en grand!* »

Le conseil était plus opportun qu'anodin, et Robespierre le jugeait si efficace, qu'il l'avait devancé déjà en demandant au Comité de Salut public les têtes d'un certain nombre de conventionnels, celles de Tallien, de Bourdon de l'Oise, de Fouché, de Dubois-Crancé et « quelques autres ». Sa requête fut éludée; le lendemain il insista; mais Billaud-Varenne, au nom des autres, refusa net. Ulcéré, Robespierre sort; il boude. Il boude ses collègues, comme jadis, au temps de Louis-le-Grand, il boudait ses condisciples, comme il a boudé l'Académie d'Arras et ses confrères du Conseil d'Artois : « Sauvez la patrie sans moi », crie-t-il.

Il quitte le Comité, sans pourtant démissionner, car la crânerie n'est pas son genre; sa ténacité demeure évasive et oblique; il se confinera désormais au second étage des Tuileries, à ce bureau de police créé, en principe, pour surveiller les fonctionnaires, mais dont il a étendu les attributions, empiétant ainsi sur celles du Comité de Sûreté générale. Saint-Just dirige ce bureau; mais Saint-Just est en mission, et Robespierre ne dédaigne pas de le suppléer. D'abord, le travail lui plaît : aidé par les commissions populaires qui lui dressent des listes de suspects, il compulse, annote, confère avec l'agent national Payan et avec le maire de Paris, Lescot-Fleuriot, deux hommes tout à lui. Il reçoit Dumas, le président du Tribunal révolutionnaire, et l'accusateur public, Fouquier-Tinville ; tous sont empressés à lui plaire et ne le contredisent jamais. Un gendarme veille en permanence à la porte de son cabinet. Les membres du Comité, qui ne le voient plus, savent « qu'il vit là-haut avec les membres du Tribunal », et Carnot, auquel cette besogne répugne, déclare « qu'il ne signera plus aucune pièce émanée de ce Sanhédrin », où personne ne se hasarde.

A cinq heures, quand ses collègues ont levé leur séance, Robespierre descend, traverse la salle du Comité, où il donne quelques signatures, affectant de ne s'absenter réellement que des délibérations communes. Il se ménage ainsi une échappatoire dans le cas où les autres mettraient à profit son absence pour se débarrasser de lui, car tout membre d'un Comité qui, sans excuse valable, se dispense de paraître durant trois jours, peut être remplacé d'office. Robespierre se montra, cependant, deux fois au moins, à des séances plénières, c'est-à-dire à celles qui réunissaient le Comité de Salut public au Comité de Sûreté générale.

Quel regret qu'aucun des témoins survivants n'ait pensé ou consenti à tracer pour la postérité un récit sans partialité de ces assemblées pour toujours fermées à l'histoire ! On a seulement, pour les évoquer, les pamphlets ou les mémoires de gens qui n'y assistaient pas, ou les justifications et les plaidoiries de ceux qui en faisaient partie, des relations de seconde main souvent inspirées par la rancune ou l'apologie. Robert Lindet, Carnot, Billaud-Varenne, Collot d'Herbois, Barère, Prieur, David, Vadier, Amar et d'autres devaient pourtant savoir que, eux disparus, nul ne pourrait nous léguer le procès-verbal vécu de ces scènes mémorables, dont notre imagination curieuse se fait un tableau si terrible et si grand. N'avaient-elles donc point à leurs yeux la même grandeur? N'en gardaient-ils qu'un souvenir banal et mesquin? Éprouvaient-ils une honte à nous dire le « j'étais là, telle chose m'advint », devant lequel pâlissent toutes les méthodes historiques et s'effacent les compilations les plus savantes? A défaut de ces témoignages irrécusables, il faut se satisfaire de versions moins autorisées; celle du conventionnel Baudot, par exemple, qui nous montre Robespierre et Saint-Just se présentant un soir au Comité : ils ont attendu l'heure tardive, « l'heure sépulcrale », parce qu'ils savent que « les grands coups doivent se porter dans les ténèbres ». Tout de suite Robespierre attaque audacieusement Carnot, lui reprochant la maladresse de ses plans de campagne, et osant dire que l'organisateur de la victoire est d'accord avec les ennemis de la République. Le grand Carnot, contenant sa révolte, couvre des mains son visage, et l'on voit des larmes de rage qui coulent entre ses doigts. — Empruntant ensuite à Barras, on voit maintenant Robespierre, revenant aux têtes qu'il

exige : sa liste s'est augmentée; il la donne; la lecture est écoutée froidement; le Comité se refuse à « entamer » l'Assemblée. Robespierre se lève et va pour sortir : en ouvrant la porte, il voit, dans l'antichambre, un grand nombre de citoyens, parmi lesquels plusieurs députés, de ceux, peut-être, dont il veut la mort. Saisi, il recule, se retourne vers ses collègues, encore assis autour de la grande table, et crie, pour qu'on l'entende : « Vous voulez décimer la Convention, je n'y donnerai pas mon adhésion ! » Collot d'Herbois bondit de sa chaise, indigné d'une telle hypocrisie; il court à Robespierre, l'empoigne brutalement par son habit, le tire à lui pour le faire rentrer, gueulant à toute voix aux gens de l'antichambre : « Robespierre est un infâme, un tartufe ! Il nous impute ce dont il est coupable. Nous aimons tous nos collègues; c'est cet homme-là qui veut les égorger tous. » Il tient son ennemi au collet, le secoue : on les sépare et, parmi la foule épouvantée, Robespierre s'esquive. « Il tremblait en marchant, ajoute Barras, qui l'accompagna un bout de chemin; il me regardait avec des yeux incertains qui paraissaient à la fois me remercier de l'avoir sauvé, et, en même temps, me reprochaient l'état d'humiliation où je l'avais vu... »

Dans les *Mémoires* de Barère, — un témoin, celui-là, mais partial, et pour cause, — c'est, un autre jour, les deux Comités étant réunis, Maximilien qui réclame, obstiné, « l'établissement de quatre tribunaux révolutionnaires ». On le laisse parler, puis quelqu'un demande si personne n'a d'autre proposition à présenter. Saint-Just prend la parole : il trace de la situation un tableau sinistre : le mal est à son comble ; le seul moyen de salut est la concentration des pouvoirs, l'unité des mesures de gouvernement... On l'invite à préciser le but de ces récriminations. Alors, avec ce flegme arrogant qui est sa manière, il propose de nommer un dictateur, un homme qui bénéficie de la confiance du peuple, un citoyen vertueux et *incorruptible*. « Cet homme, conclut-il, c'est Robespierre; lui seul peut sauver l'État. Je demande qu'il soit investi du pouvoir suprême et que les deux Comités en fassent dès demain la proposition à la Convention. » On proteste, on ricane... Ici intervient la relation d'un autre témoin, anonyme celui-ci, mais qui paraît avoir bien vu. « Pendant l'allocution de Saint-Just, dit-il, Robespierre s'était promené autour de la table, gonflant ses joues, soufflant avec saccades :

tout annonçait l'agitation de son âme. Il feignait une grande surprise : « Qui t'a inspiré cette proposition, Saint-Just? Une dictature est nécessaire à la France; je le pense comme toi; mais il y a, dans la Convention, beaucoup de membres qui méritent plus que moi d'attirer les suffrages... » Couthon, de son ton doucereux, appuya la motion de Saint-Just. Le Comité n'accorda qu'une attention dédaigneuse à cette singulière ouverture. Saint-Just prenait des notes sur les paroles de chacun des opinants. » Les *dictateurs*, honteux et dépités, se virent éconduits, et la liste que Robespierre promenait depuis près d'un mois et sur laquelle il consignait les têtes à couper, s'allongea probablement ce jour-là de quelques noms.

Dictateur! Qu'il rêve le pouvoir, c'est possible, c'est probable, même : sa haute opinion de lui-même le persuade que l'état lamentable du pays n'est dû qu'à l'incurie, qu'à l'incapacité, à la corruption des gens qui le gênent et le paralysent : s'il était le seul maître, la France serait un paradis. Rousseau, dont il est le disciple, n'a-il pas écrit, d'ailleurs, dans le *Contrat social :* « Si le péril est tel que l'appareil des lois soit un obstacle à s'en garantir, alors on nomme un chef suprême qui fasse taire les lois et suspende un moment leur autorité souveraine »? Robespierre a médité cette maxime, car, dans les papiers que, plus tard, on trouvera chez lui, se rencontrera une *note essentielle* de son écriture et qui débute ainsi : « *Il faut une volonté une.* » Telle était, après trois ans d'expérience, l'opinion du plus fameux démocrate qui fut jamais! Et Saint-Just, avec lequel il est en parfaite communauté d'idées et de projets, inscrit, dans ses apocalyptiques *Institutions*, ce précepte : « Il faut, dans toute révolution, un dictateur pour sauver l'État par la force, ou des censeurs pour le sauver par la vertu. » Mais si Robespierre ambitionne la dictature, qu'il propose à ses ennemis de la lui décerner et de se mettre entre ses mains, voilà qui dénoterait une naïveté déconcertante. Quel espoir de rallier à ce projet fou Carnot qu'il vient d'insulter, Collot qui l'a pris à la gorge, Vadier qui ne lui pardonne pas de l'avoir frustré de « sa fournée, » — la belle fournée où il comptait offrir aux badauds parisiens le spectacle de la Mère de Dieu, mourant sur l'échafaud, avec un ancien moine, protégé de Robespierre, et toutes les ouailles auxquelles elle a promis l'immortalité corporelle? Et si Robespierre se pose en candidat à la dictature,

comment n'est-il pas immédiatement arrêté? Tous les jours on emprisonne des gens pour un crime moindre : les états des Commissions populaires mentionnent les motifs de suspicion : on en rirait, si la guillotine n'était pas au bout : « *Égoïste.* » — « *A gardé chez lui des tasses à l'effigie de Necker et du tyran.* » — « *Ne croit pas aux bienfaits de la Révolution.* » — « *Ne fréquente que des gens comme il faut.* » Et pour avoir voulu la dictature, reniement de tout l'effort accompli depuis trois ans, Robespierre ne serait pas inquiété! Est-ce vraisemblable? Il serait donc au-dessus des lois? Pourtant ces hommes devant lesquels il se démasque imprudemment, ils l'ont toisé, depuis tant de mois qu'ils vivent avec lui; ils savent ses petitesses, sa jalousie, son insociabilité, son esprit brouillon et soupçonneux; et ils le déclarent inattaquable! A force de l'exalter pour s'épauler de sa grandeur factice, ils l'ont juché si haut qu'il leur échappe; mais, sur le piédestal qu'ils lui ont inconsidérément élevé, il n'est plus, comme disent les dessinateurs, « à l'échelle »; il y fait figure mesquine et leur réapparaît dans sa gaucherie première. Un penseur a dit : « Il ne faut pas toucher aux idoles; la dorure en reste aux mains. » Or l'idole de la Révolution, complètement dédorée, maintenant hors d'atteinte, dirige sur ses renégats la foudre dont ils l'ont armée.

Au club des Jacobins, rempli de ses fidèles, il sonne le tocsin d'alarme. Là, il est chez lui : la famille Duplay y a une tribune réservée, comme jadis la famille royale avait sa loge aux spectacles. Il se pose en victime; il menace, sûr de vaincre : « Le crime conjure dans l'ombre la ruine de la liberté!... Une multitude de fripons et d'agents de l'étranger ourdit dans le silence une conspiration de calomnies et de persécutions contre les gens de bien... On s'efforce de jeter sur les défenseurs de la République un vernis d'injustice et de cruauté... Tels patriotes qui veulent venger la liberté et l'affermir sont sans cesse arrêtés dans leurs opérations par les calomnies qui les présentent aux yeux du peuple comme des hommes redoutables et dangereux. » — Le crime, les fripons, les agents de l'étranger, les calomniateurs, ce sont les Comités et la Convention... Les gens de bien, les défenseurs de la liberté, les patriotes, — c'est lui. Car il n'a qu'une note et ne parle, — toujours par insinuations, — que pour entreprendre son propre éloge et maudire ceux qui ne l'admirent pas. Il ne les nomme jamais :

ses anathèmes aspergent plus d'ennemis en restant impersonnels. « A Londres, on me dénonce comme un dictateur; ces calomnies sont répétées à Paris; vous frémiriez, si je vous disais en quel lieu ! » Ceci vise le Comité de Salut public dont les dissensions, soupçonnées à la Convention, demeurent ignorées du gros public. Mais Robespierre ne ménage plus rien : « Que direz-vous, si je vous apprends que ces atrocités n'ont pas semblé révoltantes à des hommes revêtus d'un caractère sacré; que, parmi nos collègues eux-mêmes, il s'en est trouvé qui les ont colportées ! » Par bonheur, l'Être suprême veille sur lui : « La Providence a bien voulu m'arracher des mains des assassins, — la pauvre petite Cécile Renault, — pour m'engager à employer utilement les moments qui me restent encore... » Et, pour mieux jeter l'alarme, il insinue que les méchants méditent de l'exclure du Comité : « Si l'on me forçait à renoncer à une partie des fonctions dont je suis chargé, il me resterait encore ma qualité de représentant du peuple, et je ferais une guerre à mort aux tyrans et aux conspirateurs. »

Que de telles paroles pussent être prononcées; qu'un membre du gouvernement osât ainsi prêcher la révolte et le fît impunément, voilà qui permet de discerner de quel côté soufflait la Terreur. Robespierre, d'après un paradoxe actuellement en cours, succomba pour avoir tenté d'abattre l'échafaud. C'est sa clémence qui l'aurait perdu. Or, jusqu'à son dernier jour, qui est proche, il ne cessera de préconiser et de perfectionner la bienfaisante institution du Tribunal révolutionnaire, peuplé de ses créatures; il le surveille et le dirige. Depuis qu'il s'est éloigné du Comité et qu'il donne tous ses soins au bureau de police, les hécatombes ont décuplé; en ce mois de messidor, aidé par son compatriote Hermann, qu'il a fait commissaire des administrations civiles, police et tribunaux, il s'occupe de *vider* les prisons, et Fouquier se voit obligé de refuser l'ouvrage. Pourtant, Robespierre n'est pas féroce à la façon des Carrier et des Lebon : il a horreur du sang; son impressionnabilité nerveuse l'éloigne de tout spectacle tragique : on ne l'a vu ni au 10 août, ni en septembre ; il est douteux que, comme tant d'autres, il soit allé, même une fois, jusqu'à la place voisine de sa demeure pour y voir une exécution. On raconte que, le jour où devait tomber la tête de Louis XVI, il recommanda

à Duplay de fermer la porte de la maison : Éléonore Duplay s'informant du motif de cette précaution : « Ah ! dit-il, c'est qu'il passe aujourd'hui devant la maison de votre père quelque chose que vous ne devez point voir. » Ces contradictions étonnent, et on en profite pour décharger de certains crimes sa mémoire qui sera toujours controversée. Il est manifeste que, s'il l'avait voulu, il pouvait mettre fin à la Terreur : dans les *Souvenirs* d'un contemporain bien placé pour savoir, se trouve un mot impressionnant : « Si Robespierre demande du sang, le sang sera versé ; s'il n'en demande pas, personne n'osera en demander. » Or il en demandait, il en demandait à flots : non point par goût, mais par politique : la guillotine était son arme, son argument ; et il pourrait bien se faire que, par sa loi du 22 prairial, par ses commissions populaires, par son action au bureau de police, par ses conspirations des prisons, qui stimulèrent si épouvantablement l'activité du Tribunal, Robespierre cherchât à discréditer ses ennemis des Comités auxquels, ignorant des rouages, le public écœuré attribuerait cette recrudescence d'assassinats.

Le 11 messidor, le Comité marque un point : la victoire de Fleurus est annoncée ce jour-là ; le sol français est délivré et nos soldats touchent aux portes de Gand. La Convention trépigne d'enthousiasme : le peuple de Paris est ivre d'allégresse. C'est un échec pour Robespierre. Il n'aime pas les militaires ; ceux-là aussi, il les jalouse ; il envie leur prestige dont il a méfiance parce qu'il nuit au sien. Il a essayé de les égaler ; sans succès. Cambon, entrant un jour dans la salle où travaillait Carnot, n'y trouva que Maximilien, « environné de cartes et de mémoires militaires » ; le front dans les mains, il cherchait à s'initier aux mystères de la tactique : « Je n'y comprendrai jamais rien », gémit-il d'un accent dépité. Une autre fois, il dit à Carnot, d'un ton plus voisin de l'aigreur que de l'humilité : « Tu es bien heureux ! Que ne donnerais-je pour être militaire ! » L'emphase de Barère, chargé de commenter à la tribune les rapports des armées, l'exaspérait : il aurait souhaité moins d'éclat ; les bonnes nouvelles le réjouissaient peu : il lui échappa de dire à Carnot : « Je vous attends à la première défaite. » La grande victoire de Fleurus lui portait, d'ailleurs, un coup direct : à quoi bon maintenant tant d'échafauds, puisque les ennemis sont battus ? L'invasion étrangère, prétexte du gou-

vernement révolutionnaire, est repoussée : c'est donc la fin des tueries, des emprisonnements et des proscriptions. 11 messidor, une de ces dates heureuses où tous les Français fraternisent : le soir, illumination des Tuileries ; sur l'amphithéâtre conservé depuis la cérémonie de l'Être suprême, grand concert comprenant la première audition du *Chant du Départ*. La foule immense, répandue dans le jardin, acclame l'hymne magnifique et prolonge jusqu'au jour ses chants et ses danses. Ceci encore déplait à Robespierre, offusqué par l'obsédante intuition de la vanité des mesquineries tortueuses de sa politique, comparées à l'éclatante victoire de nos soldats, dont l'écho met Paris en liesse. Cette joie dont il n'est pas l'objet, ce chant de gloire célébrant d'autres exploits que les siens l'atteignent comme une injure : « On juge de la prospérité d'un État, dit-il, moins par les succès de l'extérieur que par l'heureuse situation de l'intérieur... »

Il donne libre cours à sa bile le 21 messidor, aux Jacobins, déclarant que : « la véritable victoire est celle que les amis de la liberté remportent sur les factions », s'efforçant ainsi de rabaisser les valeureuses armées de la République et l'admirable Carnot qui les a créées. En quoi sa jalousie maladive l'inspire mal, car le moindre faux pas peut maintenant le précipiter. Payan l'a pressenti : l'hilarante révélation des mystères de la Mère de Dieu a porté un coup funeste au culte comme au pontife de l'Être suprême. En opposant au proclamateur du dogme de l'immortalité de l'âme une vieille sorcière aux trois quarts folle, mais bien plus forte encore, puisqu'elle décerne à ses élus l'immortalité du corps, Vadier a fait œuvre de maître : depuis qu'on a ri de lui, coïncidence bien saisissante, Maximilien est comme un homme qui ne veut pas s'avouer touché, mais qu'une pourchasse inquiétante déroute.

Il semble qu'il se dérobe, troublé, n'ayant plus foi dans son prestige délabré, mais seulement dans les forces qu'il tient en réserve : et ceci amène à examiner du plus près possible ceux qui formeront son état-major à l'heure du combat, et composeront son gouvernement après la victoire.

G. LENOTRE.

(A suivre.)

LE DÉSARMEMENT DU DANEMARK

Le ministère socialiste Stauning va, très prochainement, déposer sur le bureau de la Chambre, à Copenhague, son nouveau projet sur le désarmement du Danemark et sur l'organisation de la force de police qui doit remplacer l'armée et la marine actuelles du royaume.

Un premier projet avait déjà vu le jour l'an dernier. L'accueil qu'il reçut fit comprendre au parti dirigeant qu'il fallait patienter un peu avant de donner satisfaction aux influences qui le poussaient dans une voie où la majorité des Danois répugnait à s'engager.

Un incident récent a d'ailleurs marqué la reprise de l'inévitable conflit. Des arrêtés ministériels ont interdit aux officiers de terre et de mer l'accès des loges maçonniques. Ces groupements, on le sait, n'ont, dans les pays du Nord, ni la tournure d'esprit, ni les visées plus ou moins secrètes de ceux des nations celto-latines. En Danemark, particulièrement, les loges eussent sans doute donné leur appui aux représentants de ce qu'on appelle, chez les purs socialistes, la caste militaire. En tout cas, la presse de Copenhague a fait observer que la mesure en question aurait des conséquences qui semblent avoir échappé à l'attention du cabinet. Le roi Christian est, en effet, à la fois amiral de la flotte et franc-maçon.

Quoi qu'il en soit des suites de cet engagement d'avant-garde, étudions brièvement les origines et le développement des idées qui sont à la base des propositions que le gouvernement danois va s'efforcer de faire adopter par les Chambres. Au moment où vont commencer, à Genève, les discussions

« préliminaires » au sujet d'un utopique désarmement général, il n'est pas sans intérêt de voir où l'on peut en venir, en fait d'imprudences et d'erreurs, quand on s'abandonne aux rêveries, au lieu de scruter attentivement la « mentalité » de ses voisins et d'observer leurs agissements.

D'où vient d'abord cet abandon systématique des élémentaires principes de sauvegarde, qui devraient interdire à des hommes instruits et avertis de se dépouiller eux-mêmes de tous leurs moyens de défense, alors qu'ils veulent certainement que les peuples du Danemark continuent à vivre en corps de nation libre et indépendante?

Prétendront-ils qu'ils ne voient pas contre qui ils auraient à se défendre, rapprochés qu'ils sont de l'Allemagne républicaine par l'arrivée au pouvoir du parti qu'ils représentent, en Danemark?

Non; ils ne sauraient aller jusque-là dans l'aveuglement; et, à part les incorrigibles utopistes qui, après ce qu'ils ont vu en août 1914, croient encore à la fraternité des démocraties, y a-t-il donc beaucoup de Danois capables de ne pas sentir que l'éternelle ennemie est toujours là, aux aguets, et *tout entière, socialistes compris;* que cette Allemagne est toujours l'Allemagne de 1864, de 1849, de 1813, 14, 15 (1), qui a, certes, éprouvé de graves revers mais à qui les faiblesses des Alliés de la grande guerre ont assuré, en six années, une complète restauration économique et militaire.

N'y a-t-il donc aucun de leurs historiens pour leur rappeler que Maurice Arndt, le Tyrtée allemand de 1813, réclamait déjà le Slesvig et le Holstein en même temps que l'Alsace et proclamait « que le Danemark tout entier deviendrait Allemand un jour prochain »?

Sera-ce seulement un Français qui leur dira que la perspective de faire bénéficier les ouvriers allemands des denrées

(1) La guerre de 1864, qui enleva le Slesvig et le Holstein au Danemark, n'avait pas été la première « guerre des duchés ». Celle de 1848-50, conduite par la seule Confédération allemande, sans la Prusse et l'Autriche, avait été favorable aux Danois, vainqueurs à Ystedt, le 25 juillet 1850. Mais le Danemark avait perdu, en 1815, la Norvège, en punition de sa fidélité à l'allié des mauvais jours, Napoléon, qui avait soutenu et réconforté le vaillant petit peuple après la sauvage agression des Anglais en 1807 (bombardement impitoyable de Copenhague et enlèvement de la flotte danoise).

fournies par l'admirable agriculture danoise suffit à justifier aux yeux des chefs socialistes de Berlin *l'annexion pure et simple* au Reich de ce gras pays qui, à lui seul, produit plus de blé, de sucre, de fourrage, de bestiaux, de lait, de beurre, de fromages et d'œufs que le tiers de l'Allemagne?

N'est-ce pas un des traits connus du tempérament moral de l'Allemagne d'aujourd'hui, de considérer sans ombre de scrupule la mainmise sur la terre d'autrui comme tout à fait légitime puisqu'il n'est pas douteux que, d'ordre divin, le peuple germain ne l'emporte sur tous les autres en force, en courage, en science, en vertu, ce qu'exprime parfaitement la formule superbe, l'acte de foi éclatant : « *Deutschland über alles!* »

Comment donc ce peuple élu hésiterait-il à prendre, quand c'est là, sous sa main, tout ce qui est nécessaire à son bien-être et à l'accomplissement de sa mission providentielle?

M. von Batocki, le *Dictateur aux vivres* de l'Allemagne pendant la guerre, n'écrivait-il pas, à la fin de 1916 :... « *Dans la prochaine guerre* (*sic*), il faut que nous puissions disposer immédiatement de toutes les ressources des pays producteurs de céréales et autres denrées qui nous entourent, du moins à l'Est (Pologne) et au Nord (Danemark)... (1) »

Au demeurant, cette nécessité « fatale, inéluctable » de l'annexion à l'Empire des pays fertiles et aussi des populations laborieuses qui ont su tirer de leur sol leur propre subsistance en même temps que de fructueux moyens d'échange, est le *leit motiv* des publications politico-économiques qui pullulent au delà du Rhin; car nul peuple n'est moins secret dans ses desseins que l'Allemand. Seulement cette littérature spéciale passe rarement nos frontières. Ce n'est qu'après l'événement, en 1914, que nous avons découvert les livres qui, sans le moindre embarras, nous annonçaient le sort que nous réservaient nos dangereux voisins.

Les Danois ne sont certainement pas dans la même ignorance. Ils lisent beaucoup. Les hommes réfléchis et clairvoyants sont, là-bas, fort nombreux et plus d'un de ces propriétaires de grosses fermes, de « gaards » opulents, s'est déjà demandé avec angoisse quelle forme d'asservissement lui promettent les

(1) Lettre lue par le vicomte de Guichen à la Société d'Économie politique, en 1822, et renseignements confirmés dans une nouvelle communication, le 5 novembre 1925.

convoitises de l'Allemagne, qui réclame dès aujourd'hui — comme conséquence logique des accords verbaux de Locarno — la restitution du Slesvig du Nord, ces terres fertiles qui s'étendent de la Lecker à la Könge-Au.

Mais alors, répétons-le, comment expliquer chez un peuple dont on peut dire qu'il est, dans son ensemble, une élite, cet aveuglement de laisser une politique néfaste compromettre si dangereusement l'indépendance de la nation?

La question est délicate. Essayons cependant de la traiter dans un esprit de sincère affection pour le Danemark.

Que quelques Danois se soient « abandonnés », avant la grande guerre, c'est, de l'aveu de leurs compatriotes, malheureusement indubitable. Déjà l'état d'esprit qui régnait, en 1863, dans le petit royaume pouvait être considéré comme médiocrement favorable à une résistance énergique à l'agression austro-prussienne, que l'on sentait prochaine : « C'était le souhait ardent de notre peuple, dit un publiciste danois bien connu, M. H.-P. Hansen (1), de conserver la frontière vieille de plus de mille ans ; mais sa volonté n'était ni assez puissante, ni assez profonde pour faire de ce désir une réalité... La défense n'était ni forte, ni organisée. On n'avait pas fait les sacrifices nécessaires... » Et, un peu plus loin, cette constatation d'une amère mélancolie : « Il est souvent arrivé, au cours de notre histoire, que le désir de rendre le combat moins âpre, inspiré par l'absence de vastes horizons, nous ait conduits dans des voies fatales. »

Malheureusement la douloureuse épreuve de la seconde guerre des duchés, celle de 1864, où, en effet, le combat avait été fort âpre, au grand honneur de la petite armée danoise, n'allait pas produire dans la masse de la nation la vigoureuse réaction qu'attendait son élite de patriotes : « Pour nous, dit à son tour en 1918, M. J.-C. Möller, 1864 signifia plus que la perte d'une partie de notre territoire; *ce fut pour une longue suite d'années la perte de la foi en la force et la vie de notre peuple*... Nous voyons alors deux courants se faire jour et se heurter, l'un que caractérisent les mots :

(1) En 1918, M. Jacques de Coussange a traduit et réuni dans un petit volume, *la Guerre du Slesvig*, deux opuscules d'un haut intérêt, *le Passé* de M. Hansen et *les Liens indestructibles*, de M. Möller.

« A quoi bon ? » l'autre qui s'inspire de la devise de Dalgas : « Il faut regagner au dedans ce qui a été perdu au dehors. » Nous tournâmes nos regards à l'intérieur. Les progrès matériels nous occupèrent. D'âpres luttes politiques nous divisèrent et, même moralement, nous n'apportâmes qu'un faible soutien aux Danois du Slesvig. Ils menèrent seuls leur dur combat. Pour les hommes qui dirigèrent notre politique étrangère, c'était une question gênante, désagréable, qu'on éludait le plus possible; pour nos hommes politiques, c'était une affaire dont, bien entendu, on ne pouvait nier l'existence, purement et simplement, mais à laquelle on évitait de toucher ; pour beaucoup de cœurs fidèles, c'était une douleur amère et profonde. Alors vint 1914 : l'Allemagne récolte les fruits de sa politique ; l'Angleterre, la France et la Russie, les fruits de la leur. Nous sommes neutres; toutes les considérations possibles (1) nous forcent à l'être, et, depuis longtemps, nous avons appris à nous taire et à attendre. Mais aucune puissance au monde ne peut empêcher le meilleur de nos pensées d'aller vers le Slesvig... »

Ce vœu si discrètement exprimé n'allait pas tarder à être exaucé. Le président Wilson avait mis dans son programme la consultation par la voie du plébiscite des Slesvigois du nord, en conformité de cet article V du traité de Prague que, sur les vives instances de Napoléon III, la Prusse, non sans répugnance, et l'Autriche, avec bonne volonté, avaient enfin admis (2).

Le plébiscite eut lieu en effet, après 55 ans de retard. Cette opération, malheureusement, avait été préparée à loisir par le gouvernement de Berlin, qui excelle dans le « truquage » des consultations de ce genre et y emploie, en même temps que ses procédés fondamentaux, — une propagande habile et soutenue, l'intimidation, la falsification du scrutin, etc..., — des agissements de circonstance bien choisis : par exemple, dans la Mazurie et la Haute-Silésie, l'exploitation de la défaveur économique qui pesait alors sur le mark polonais. Dans le cas du Slesvig, ce fut en faisant « foisonner » les immigrés

(1) On eût souhaité que le patriote danois s'étendît un peu sur ces considérations. Peut-être y en avait-il d'autres qui auraient conseillé une attitude différente. Mais il aurait fallu, pour cela, que les Alliés donnassent au petit royaume des gages solides de leur intérêt pour sa cause.

(2) Cette clause assurait « aux Slesvigois septentrionaux le droit d'être de nouveau réunis au Danemark, s'ils en exprimaient le désir par un vœu librement émis. » Oui, mais comment pouvaient-ils exprimer *spontanément* ce vœu?

prussiens, ouvriers et fonctionnaires des chantiers de construction, que la Prusse réussit à garder le port de Flensborg.

Le Danemark se trouvait donc, sans avoir combattu, remis en possession de presque toute la terre danoise du Jutland méridional (1). Après un demi-siècle de séparation *cruelle*, car les Slesvigois avaient subi tous les sévices, les courageux lutteurs de « la ligue électorale », de « la ligue scolaire, » des « maisons d'assemblée, » les écrivains et les poètes folkloristes, autant que les économistes avertis qui avaient fondé la société pour la défense de la terre et « l'Union de crédit du Slesvig du nord, » l'emportaient décidément sur les agents brutaux de la « colonisation prussienne ».

Mais si, d'un événement qui faisait couler tant de douces larmes à Abenraa (Apenrade), le jour de l'entrée du roi Christian X, on pouvait féliciter hautement les Slesvigois et les gens du Jutland, peut-être fallait-il faire quelque réserve sur les sentiments avec lesquels certains groupes politiques, à Copenhague, accueillaient le mouvement profond qui se produisait à la fin de la guerre en faveur de la réparation de la grande iniquité de 1864. En effet, jusqu'au moment de la catastrophe allemande, les socialistes danois se montrèrent peu favorables à la revendication de leurs frères du Slesvig... « Trop souvent, écrivait M. Möller à cette époque, on entend des mots comme ceux-ci : « Il vaut mieux qu'ils abandonnent la lutte... Ils pourraient vivre tranquilles... Ça ne nous rapportera que des difficultés, de penser au Slesvig... Le pays sera économiquement ruiné si nos espérances se réalisent, etc., etc.. » (2) C'est que ces « collectivistes » n'avaient, pas plus que les nôtres, su éviter l'écueil du marxisme et qu'ils subissaient l'ascendant des socialistes allemands, pour qui l'internationalisme n'est que la menteuse couverture de l'esprit de domination. Malheureusement les partis danois qui nous occupent étaient déjà au pouvoir pendant la guerre et ils y sont encore aujourd'hui.

(1) Expression souvent employée pour désigner la partie nord et incontestablement danoise du Slesvig. Notons, à propos de ce duché, que, pendant la grande guerre, ses habitants furent très maltraités pour leur tiédeur à l'égard de l'Allemagne. Leurs enfants furent envoyés sur le front est, et exposés tout spécialement au feu. 25 000 d'entre eux succombèrent.

(2) Ce langage nous est connu. Nous l'avons entendu, en France, avant la guerre quand on parlait de l'Alsace-Lorraine ; après la guerre, quand on parlait de l'intérêt qu'auraient pour nous les revendications des Rhénans.

Passons rapidement sur les événements de 1914 à 1918. Lorsque le conflit apparut inévitable, on reçut à Copenhague, du gouvernement allemand, *l'invitation* de poser des mines dans le Grand Belt, le seul des trois détroits danois qui puisse être utilisé par les grandes unités de combat.

Cette « invitation » était présentée par l'Allemagne comme un rappel aux devoirs de la neutralité. C'était, au contraire, prendre parti pour nos adversaires que de fermer, à son seul et évident avantage, la porte de la Baltique, mer sur laquelle le Reich a 800 kilomètres de côtes et qui fournit les seules routes pratiques pour les puissances occidentales, si elles veulent atteindre la Russie ou la Pologne, suivant le cas.

Quoi qu'il en soit, disons tout de suite que *l'ordre déguisé* de la toute-puissante voisine du royaume scandinave fut communiqué sans tarder au cabinet Asquith. Évidemment il ne s'agissait de rien moins pour l'Angleterre que de prendre l'engagement moral de porter secours au Danemark, si la Wilhelmstrasse prenait une attitude hostile, à la suite du refus de miner le Grand Belt. La flotte britannique se trouvant, par une heureuse fortune, mobilisée pour la grande revue navale, rien n'était plus facile à l'Amirauté que de faire couvrir, — de concert avec la marine danoise, — le débouché sud du Grand Belt et d'occuper le lac marin sur lequel s'ouvre le fjord de Kiel. En s'y établissant, on se procurait le double bénéfice de garder l'entrée de la Baltique et d'en interdire l'accès à la flotte allemande. Le sort de la guerre pouvait dépendre de la décision que les Danois attendaient du gouvernement de Londres. En fait, c'est *la durée du conflit* qui en a dépendu et, malheureusement aussi, le formidable événement de la révolution russe, commencée à Cronstadt. La réponse de sir Edward Grey fut en effet conforme à la pure doctrine du *Wait and see* (attendre et voir venir) : « Vous pouvez miner le Grand Belt. »

Trois ans après, lorsqu'on vit Kerensky renversé en un tournemain et que les conséquences désastreuses apparurent de l'effondrement du front russe, des voix anxieuses s'élevèrent à Westminster. On demandait pourquoi la flotte anglaise n'était pas entrée dans la Baltique en temps utile. Et le premier lord de l'Amirauté, sir Eric Geddes, répondait avec embarras « qu'il y avait des mines dans le Grand Belt... » Sans doute. Mais à

qui la faute? Le prétexte, d'ailleurs, était insuffisant. On avait de nombreux et bons dragueurs.

Cet incident de 1914, bien connu de tous les milieux à Copenhague, pouvait fournir des arguments aux pacifistes danois dont M. Möller nous rapporte les propos décourageants. On était, en effet, conduit à rapprocher de l'abandon systématique pratiqué par l'Angleterre à l'égard du Danemark, en 1864, l'indifférence détachée dont témoignait, cinquante ans plus tard, la réponse de Lord Grey. On ne peut guère douter que les socialistes danois n'aient usé de cet avantage. La question est de savoir s'ils n'en ont pas abusé.

A la vérité, le bienfait de la paix est tel que l'on est autorisé à compter sur quelque indulgence si l'on veut opiniâtrément le retenir quand on en jouit déjà. Mais à un effort si légitime il y a pourtant une limite. Comme les individus, les peuples ont des devoirs, aussi bien envers les autres qu'envers eux-mêmes. On n'a peut-être pas assez « réalisé » chez les neutres du nord, qui ne voyaient que par les yeux de l'Allemagne les *Franzosen* dégénérés, que dans ces mémorables journées de juillet et du début d'août 1914, les Français ont dû peser dans leur conscience le pour et le contre de l'angoissante question : « Faut-il marcher? Faut-il être fidèle à l'alliance et accepter de subir des maux épouvantables pour tenir une parole donnée il y a plus de vingt ans?... »

La réponse a été prompte et unanime. La nation a vu où était son devoir. Elle y est allée simplement, avec une sérénité que remarquèrent les étrangers qui étaient alors en France.

De distinguer d'ailleurs où il est, le devoir, ce n'est pas toujours aisé. Peut-être est-ce le cas du Danemark. Ce royaume avait été autrefois constitué « gardien des détroits » qui donnent accès dans la Baltique. Il en était si bien le gardien qu'il exerçait le droit de péage, ne contestant pas, de son côté, que les navires de guerre eussent celui de traverser l'archipel pour se rendre de la mer du Nord dans la Baltique, et inversement.

Les Alliés de 1854 usèrent de cette faculté pour aller bombarder Bomarsund et Sveaborg. En 1905, l'escadre russe de Rodjestvensky eut même licence.

Il semble donc bien qu'en minant le Grand Belt, — avec ou sans l'assentiment de la Grande-Bretagne *et alors qu'il se décla-*

rait neutre, — le gouvernement de Copenhague transgressait des obligations morales, tout au moins, et probablement très positives, en droit.

Et, à ce point particulier du droit public européen rien n'étant venu faire échec depuis 1914, nous aurions licence, à notre tour, de conclure à l'obligation pour le Danemark de conserver l'état militaire et naval indispensable pour assurer la liberté du passage. Mais il nous plaît de renoncer à une argumentation dont la base pourrait donner, si peu que ce fût, prise à la controverse. Restons dans le domaine des faits actuels en examinant de quoi il s'agit, expressément, dans les projets du gouvernement de M. Stauning. Et consultons, pour ne pas nous égarer, M. Stauning lui-même, qui a soumis, en octobre dernier, « le projet de loi concernant le désarmement » au Parlement, appelé à se prononcer *en premier ressort*, après quoi, si ce pas est franchi, le peuple décidera de l'affaire, dans un referendum populaire.

Le chef du Cabinet socialiste avait déjà donné, au commencement de 1925, d'intéressants détails sur son projet. Il avait surtout déclaré que son but essentiel était de demander « aux Puissances » — à la Société des nations, sans doute? — la reconnaissance de la neutralité permanente du Danemark ; et il avait, un peu imprudemment, ajouté : « comme celle de la Suisse », comparaison mal venue, puisque la Suisse a une fort bonne et solide armée, dont elle se servirait avec vigueur au grand dam de qui voudrait l'envahir. Le Danemark, au contraire, sera dûment et complètement *désarmé*, dans toute la force du terme, si M. Stauning l'emporte. Sa neutralité différerait donc sensiblement de celle de la Confédération helvétique. Et comme il est difficile d'admettre que l'homme d'État danois ne s'en soit pas aperçu, il est permis de penser qu'il compte, sans oser le dire, — de peur qu'on lui oppose l'adage : aide-toi, le ciel t'aidera, — sur « les Puissances » pour faire respecter, le cas échéant, cette précieuse neutralité.

Ne nous arrêtons pas à discuter les modalités de la garantie que pourraient lui offrir d'autres États, dont la « mentalité » serait moins égoïste que celle de l'Angleterre du vertueux Gladstone. En fait de Puissances, il n'y en a qu'une seule qui ait une frontière commune avec le Danemark, et c'est l'Allemagne, l'Allemagne qui, après comme avant Locarno, réclame

la restitution du Slesvig du Nord (1), l'Allemagne dont tous les publicistes proclament que la péninsule cimbrique étant le prolongement naturel du Deutschland, le Jutland lui-même doit être réuni au Reich, pour le plus grand bien du peuple allemand.

Dira-t-on que le danger s'éloigne, aujourd'hui que ce Reich va désarmer lui-même et entrer dans le pacifique concert de nations dont le conseil directeur siège à Genève ?

L'inamovible ministre de la Reichswehr, M. Gessler, et le général von Seekt souriraient à la pensée que l'on pût confondre leur « désarmement » avec celui de M. Stauning. Au moment où nous écrivons ceci, on apprend que le rapport de la commission interalliée de contrôle en Allemagne constate avec regret l'insuffisance des mesures prises par Berlin dans l'exécution des obligations sur lesquelles Allemands et Alliés s'étaient mis d'accord au début de novembre 1925. Or ces obligations étaient fort bénignes et l'accord dont il s'agit se ressentait à la fois de la lassitude de la Conférence des ambassadeurs en présence de l'obstination berlinoise et de la vivacité du désir qu'avaient les gouvernements de Londres et de Paris d'arriver à la « détente » si souvent promise aux peuples fatigués.

Il y a, d'ailleurs, dans les projets danois, un point qui met bien en lumière l'influence des pires préjugés socialistes. Le bon soldat prussien qu'est le général von Seekt repousserait avec indignation ce parti pris de tout « démilitariser », jusqu'aux dénominations consacrées par un usage immémorial, qui est un des traits saillants de la réforme qui nous occupe.

Le résidu d'armée qui va s'appeler « Corps de garde », — corps chargé de la garde du pays, — aura pour chef, non plus un général, non plus un colonel, pas même un commandant, expression dangereuse par sa généralité même, mais, tout simplement, tout « civilement », *un directeur*.

Directeur aussi, et non amiral, le chef de ce que l'on appelait autrefois « la flotte de guerre ». Et comme ce vocable, « de guerre », évoque une idée pénible, le directeur en question dirigera une « Marine d'État ». Encore ne faut-il

(1) Sans se préoccuper aucunement de la question des races et de la langue. Elle persécute d'ailleurs, au sujet de la langue, la minorité danoise restée dans le Slesvig du Sud. M. Mussolini vient de le rappeler.

pas se faire d'illusion sur la valeur de ce dernier mot. On en appréciera mieux la signification, si l'on sait que « toute personne exerçant un commandement sera désormais considérée comme *fonctionnaire d'État* ».

Le ministère de la Guerre est aboli, ce qui est logique, somme toute, puisque la guerre est supprimée. Corps de garde et Marine d'État dépendront du seul premier ministre qui sera le directeur de l'ensemble de ces services.

Passons sur ces fantaisies puériles, qui eussent égayé les Français d'autrefois (mais il doit bien y avoir encore au Danemark quelques railleurs ?) et arrivons au solide.

Corps de garde et Marine d'État auront un effectif global d'un peu moins de 30000 hommes. L'armée, seule, en comptait 100000 jusqu'ici. La chute est sensible, on le voit. Cependant, il semble que le réformateur l'eût voulue plus marquée. En janvier 1925, il était question, pour le Corps de garde, de 13000 hommes. Il en aura 25000 environ.

M. Stauning aurait-il été pris de quelque scrupule ? Ce n'est pas impossible. Au demeurant, 13000 ou 25000, c'est tout un, pour qui considère le recrutement, l'organisation, la distribution des éléments de cette milice. Portée du simple au double, elle ne serait pas plus en état de s'opposer à l'invasion du « réduit » danois, l'île de Seeland et Copenhague. La Reichswehr de l'Allemagne n'en ferait qu'une bouchée. Mais peut-être le cabinet a-t-il cru convenable de donner quelque apparente satisfaction à la Chambre haute que l'on dit assez peu favorable au projet gouvernemental.

C'est ainsi qu'en février 1925, les 13000 « gardes », prévus par le projet primitif, n'étaient armés que de sabres et de revolvers. On n'annonce rien de tel, au sujet des 25000 hommes de 1926. Peut-être, pour leur armement, poussera-t-on jusqu'au mousqueton de gendarmerie. Quant à leur instruction militaire, on peut juger de ce qu'elle sera par le soin que met M. Stauning à empêcher la jeunesse danoise d'acquérir la plus vague teinture de « l'art odieux de tuer les hommes », — odieux en effet, nul n'y contredit, quand il ne s'agit pas de défendre son sol natal et son foyer.

Qu'on juge de la signification des précautions prises par le président du Conseil : *toutes les associations ayant pour objet la préparation militaire seront dissoutes*. Les sociétés de tir ne

seront épargnées, qu'à la condition qu'elles n'aient pas une organisation militaire et que *leurs adhérents ne se servent pas de cartouches de guerre*. Le seul tir permis aux Danois, sera le tir aux pigeons. C'est cependant un sport bien cruel...

Quant au contingent annuel, qui sera de 1600 hommes, il ne semble pas qu'il doive recevoir une instruction complète. Y aura-t-il, du reste, une autre arme que l'infanterie ? Peut-être quelque cavalerie ou *infanterie montée*, mais c'est douteux. De l'artillerie, du génie, des tanks, des autocanons, de l'aviation enfin, point de nouvelles. Il est pourtant difficile que le Corps de garde se puisse passer de ces branches techniques dont l'importance augmente tous les jours.

Mais, enfin, et justement, qu'est-ce que va donc garder ce Corps de garde ?

Il est question de l'organisation de cinq groupes, deux de *districts* et trois *centraux*. Les premiers stationneront, l'un à l'est du Grand Belt, dans l'île de Seeland, l'autre à l'ouest du détroit, dans l'île de Fünen (ou Fionie). Ce dernier aura-t-il la charge de la défense du point de passage classique du Petit Belt, entre le Jutland continental et l'archipel, Frédéricia-Middelfahrt; ou bien couvrira-t-il seulement Nyborg de Fionie, sur la rive occidentale du Grand Belt et qui correspond à Korsör de Seeland, le Douvres danois ? On ne sait pas. En tout cas, il semble bien que les trois « groupes centraux » seront préposés à la garde de cette Seeland, l'île principale, et de la capitale, Copenhague. Et, en définitive, cette conception, — effectifs à part (il est vrai que c'est essentiel), — ne s'éloignerait pas très sensiblement de celle sur laquelle repose le système actuel de défense du royaume; système dans lequel on renonce à garder le Jutland, et même la Fionie, pour réserver toutes les forces disponibles à la défense de la Seeland et de Copenhague.

On comptait avec quelque raison que cette force de 100000 hommes, assez considérable, en somme, — compte tenu de la difficulté, pour l'adversaire, d'amener par mer une masse équivalente, — résisterait à l'envahisseur assez longtemps pour qu'une puissance amie pût intervenir avec succès. Seulement, on avait bien soin de donner à l'armée le solide appui du camp retranché de Copenhague, qui devait jouer, pour le Danemark, le même rôle que celui d'Anvers pour la Belgique. Copenhague avait, au demeurant, sur la place belge,

l'avantage de donner sur la mer, par où le secours pouvait venir, tandis que les communications maritimes d'Anvers sont à la merci de la Hollande.

Or, l'appui de Copenhague sera désormais enlevé à la nouvelle « force » danoise. Derrière le Corps de garde, il n'y aura plus, ni les forts détachés, ni l'enceinte de la capitale (déjà entamée, semble-t-il). *Toutes les fortifications du royaume seront rasées*, annoncent les auteurs du projet. Que de belles spéculations on va faire sur les terrains et les bâtisses !

Faut-il ajouter que les ateliers de l'armée et l'arsenal de la flotte de guerre seront transformés en « établissements d'État purement civils », utilisables pour tous les services publics? Cette affectation générale favorisera la multiplication des services en question. On sait quels sont, aux yeux des purs socialistes, les bienfaits de « l'étatisation ». Ce qui s'est passé en Russie à cet égard ne les émeut aucunement, Le propre des convictions sincères est d'être réfractaires à l'expérience.

Mais puisque nous avons parlé de cet arsenal de Copenhague auquel tenaient tant les Danois de 1801 et de 1807, et qu'ils défendirent avec tant d'héroïsme contre les Anglais, terminons l'étude que nous avons entreprise par quelques mots sur la « marine d'État » de demain.

Rappelons, au préalable, que la flotte de guerre condamnée en principe, se compose de cinq cuirassés garde-côtes (3000 à 5000 tonnes), de trois petits croiseurs, de vingt-trois « destroyers » ou grands torpilleurs, et de seize sous-marins de 200 à 400 tonneaux environ. Il y a, de plus, des mouilleurs de mines, vedettes de patrouille et navires auxiliaires.

La Marine d'État se contentera de six bâtiments dits « de garde et d'inspection », pour la police des eaux danoises. Le tonnage global ne devant pas dépasser 18 000 tonnes, chacune de ces unités n'aura droit, en moyenne, qu'à 3 000 tonnes, à peine le déplacement des grands destroyers d'aujourd'hui. Ces bâtiments n'auront, d'ailleurs, ni la vitesse, ni l'armement des destroyers, encore moins les facultés des « petits croiseurs ». Il n'est point question pour eux de se battre. Sans doute ces bateaux socialistes seraient-ils « trop fiers » pour cela.

Vingt-quatre petites unités les y aideront, qui ne déplaceront chacune que 150 tonnes en moyenne. Y aura-t-il, dans le

nombre, des sous-marins ? Ce n'est pas probable. Les socialistes allemands feraient grise mine à ces engins que le traité de Versailles interdit à leur gouvernement. Ils savent pourtant bien que le bureau naval de M. Gessler a pris ses mesures pour que le Reich retrouve chez ses voisins, au moment du besoin, les précieux instruments de guerre que sont les navires de plongée aussi bien que les appareils aériens. Notons qu'à Copenhague on tolérera dans la nouvelle organisation l'existence d'un seul mouilleur de mines : il faut pouvoir obéir, le cas échéant, à une nouvelle suggestion de l'Allemagne. Mais un seul mouilleur ne saurait prétendre à miner que l'étranglement du Grand Belt, de Nyborg à Korsör, *opération qui fermerait le détroit à des navires venant du Nord, c'est-à-dire de l'Europe occidentale, mais pas à des navires venant du Sud, c'est-à-dire de la baie de Kiel.* Il y a là un fait significatif.

On aura enfin *douze hydravions*, dont on ne précise pas le rôle, — reconnaissance au large, bombardement ?... — et qui, ne se liant à aucune force susceptible d'entreprendre une action de guerre, fût-elle seulement défensive, ne figurent sans doute dans le programme socialiste que pour donner le change ou, comme nous le disions tout à l'heure, à titre de concession, d'ailleurs plus apparente que réelle, à l'opposition.

Tel est donc ce « projet de désarmement » que caractérisent à la fois les manifestations d'un antimilitarisme de secte, l'abolition quasi complète de toute force organisée et une secrète complaisance pour les intérêts de l'Allemagne qui, dans le prochain épanouissement de sa puissance militaire pleinement restaurée, débordera partout hors des frontières que les traités ont prétendu lui imposer.

Ce qui subsistera de la force militaire danoise, à peine suffisante déjà pour la défense du royaume, coûtera d'ailleurs fort cher : 17 626 000 couronnes, soit 23 500 000 francs or et 117 millions environ de francs-papier. Pour une simple police douanière, c'est beaucoup trop. Pour protéger Copenhague et, par là, l'indépendance de la nation, ce n'est pas assez.

Qu'adviendra-t-il du projet gouvernemental ? Faut-il craindre que le « Danois moyen », soit par apathie, soit par une sorte de fatalisme (c'est l'opinion des deux auteurs que nous avons cités), ne réagisse pas assez vigoureusement contre des menées

destructives, dont le développement suit l'inflexible méthode de toutes les entreprises de Berlin, — nous le voyons bien chez nous! On gémit à Copenhague, nous le savons. Se prépare-t-on à agir? Les vrais amis de ce vaillant et sympathique petit peuple, qui fut jusqu'au bout, de 1807 à 1814, le fidèle allié de la France, seraient heureux d'être assurés qu'un certain dilettantisme qui s'ombre de pessimisme ne pousse pas l'élite danoise à s'appliquer le mélancolique aveu de la Médée d'Ovide : *video meliora, proboque ; deteriora sequor...*

Elle ne raffinait pas ainsi, l'hôtesse de Sonderborg d'Alsen, dont l'auberge, en août 1891, était remplie d'officiers prussiens en manœuvre. Un Français arrivait, qu'elle reconnut pour tel aussitôt, et qu'elle ne voulut pas laisser s'asseoir « au milieu de ces gens-là », disait-elle. Le prenant par la main, elle le conduisit dans sa chambre et lui montra, les larmes aux yeux, le portrait de son frère, un sergent major de l'armée danoise, tué là, presque devant elle, à Düppel, le 18 avril 1864.

Elle savait bien que la France avait souffert, elle aussi, et que les mêmes gens lui avaient, comme au Danemark, enlevé un morceau de sa chair, mais « il ne fallait pas désespérer, disait-elle, *il ne fallait pas se résigner...* » Elle avait raison, la bonne hôtesse danoise; et que de fois il a pensé à cette émouvante constance, le Français de 1891 !

Faut-il croire, après que s'est levée l'aurore de la délivrance sur le triomphe de la justice, que ce n'était qu'une trompeuse éclaircie, et que la nuit dont s'enveloppait, jusqu'en 1919, la douleur des faibles opprimés, va peut-être retomber, plus épaisse et plus lourde, non pas seulement sur le Slesvig, mais sur le Jutland et sur les îles?

C'est aux Danois, à eux seuls, de répondre.

AMIRAL DEGOUY.

MŒURS DU JOUR

LE REPOS SUR LA RIVIERA

IX [1]

Un jour, raconte Saint-Simon, la gentille princesse de Monaco rêvait aux anges, assise qu'elle était sur le parquet d'une chambre, à Saint-Cloud. Autour d'elle allaient et venaient les autres dames d'honneur de Madame. Survient cet insolent Lauzun. Comme la main de Mme de Monaco se trouvait posée, toute ouverte, sur le sol, il s'arrangea pour y placer comme par mégarde le talon de sa botte, et pirouetta galamment. Ce blond sauvage avait à se plaindre de la petite princesse, qui l'adorait, mais le trompait.

Lors d'un bal, en 1737, toute la famille princière de Monaco, travestie en personnages de la Comédie italienne, obtint un merveilleux succès : certain chevalier de Monaco surtout, sous son habit d'Arlequin, jouait à ravir de la batte et du masque, et faisait tourner les têtes.

A la Monaco,
L'on danse et l'on dédanse,
A la Monaco,
L'on danse comme il faut.

Ce refrain vient on ne sait d'où. Le plus étrange des princes

(1) Voyez la *Revue*, 1er mai 1925 — 15 janvier 1926.

monégasques le fredonnait peut-être quand, affamé par la Révolution, il jouait la comédie, — à ce qu'on dit, — pour gagner sa vie.

L'empereur Napoléon, qui pourtant ne riait pas tous les jours, se costuma une fois en Espagnol, et se mit à danser « une ancienne contredanse, la *Monaco.* » C'est Mme de Staël qui nous raconte cette bizarrerie.

Dans la nuit du 1er mars 1815, un parti de grenadiers campait au clair de lune sur la route de Cannes. Napoléon débarquait de l'île d'Elbe. Une voiture tintinnabulante vint tout à l'étourdie se jeter parmi ces guerriers : et qu'y avait-il dans cette calèche à grelots? Un prince de Monaco. L'Empereur se le fit amener : « Où allez-vous, Monaco ? — Mais, Sire, je vais chez moi. » Et l'Empereur de répliquer en riant : « Tiens ! c'est comme moi... Venez-vous avec nous ? » Le prince préférait toutefois sa royauté d'Yvetot : il s'enfuit à grand bruit de sonnailles, *per amica silentia lunæ.*

Ainsi passent les Monaco dans l'histoire. Une danse, un chant les évoquent. Ils sont souriants, gambadants, un peu fols et charmants. Leur pays est aussi séduisant qu'eux. Un rocher, les vagues bleues, et puis des oliviers et les cigales.

Aujourd'hui, cet État n'est plus qu'un entassement de maisons, de gratte-ciels, de balustrades et de palmiers, une cascade de palaces et d'hôtels, un ras-de-marée d'automobiles, un grouillement de jardins bloqués entre des grilles, des façades, des bureaux, des magasins, et la Méditerranée.

Or, tout ceci est pourtant du passé, tout ceci est mort. Un peuple vit entassé dans la principauté de Monaco, et l'univers entier va tenter la fortune en son casino : mais l'ancienne grâce du pays est morte, et la mode à présent s'en est détournée. De tous les points de la côte, depuis le règne de l'automobile, on se rend à la roulette, ainsi qu'à Paris l'on gagne la Bourse ou son cercle. Il ne s'agit pas de rire ou de flâner à Monte-Carlo, et le jeu n'y passe point pour une élégance. C'est la normale, au contraire, c'est le travail ; on s'étonne que quelques habitués n'enfilent pas leurs manches de lustrine avant de s'asseoir devant la roulette ou les cartes.

Nice est une cité grouillante, où l'on tient des congrès politiques, où l'on fait des affaires... Il n'y a plus qu'une seule

ville qui compte désormais : c'est Cannes. Mais, pour le coup, voici vraiment la capitale de cette contrée idéale et ensoleillée, de ce vaste lieu de délices, sans limites précises, auquel tous les Parisiens pensent avec nostalgie, sitôt passées les fêtes de la Noël ; de cette espèce d'Eldorado, d' « île bienheureuse », qu'ils appellent confusément le Midi, ou plutôt la Riviera : car il y a deux Midis, le Midi méditerranéen, capitale Cannes, et le Midi océanien, capitale Biarritz. Encore ce dernier paraît-il un peu spécial, et comme dissident, par rapport à la classique Riviera : il fait figure de Dominion. Nul doute possible, la vraie métropole, c'est bien Cannes.

Quelques cardiaques, quelques tuberculeux, quelques énervés seulement habitaient Cannes, voilà cinquante années, et n'y faisaient aucun bruit. Les vagues y jouaient dans le silence. A cette heure, on ne trouverait pas un milliardaire des deux Amériques, pas un lord un peu à son aise, pas un Samuel Bernard de la plaine Monceau (s'il en reste !) qui ne possède sa villa, ou n'aille passer à Cannes au moins trois semaines, entre janvier et mai. Et quelle villa ! Les maisons, les châteaux de cette côte surpeuplée sont des forêts de fleurs, des dédales de terrasses et de pergolas. De ceux-ci à celles-là, et du golf au champ de courses voisin bondissent moelleusement et sans trêve des autos immenses avec lesquelles, par certaines nuits, on ne ferait pas trois sauts, comme dit l'autre, de la terre aux étoiles.

Quant aux robes surprenantes ou parfaites, sinon surprenantes et parfaites, quant aux zibelines et chinchillas, quant aux souliers de vitrine et aux étoffes de musée, quant aux bijoux, quant aux perles, quant aux pierreries de toute sorte que transportent autour de Cannes ces voitures monstrueuses, quiconque y pense a le vertige. Une fée pêcherait d'un coup de filet cette ville entière et sa banlieue, puis vendrait le tout, maisons, parcs, voitures, chevaux de courses et de polo, nippes et bijoux, jusqu'à renvoyer tous les habitants en simples pyjamas dans leurs pays, que le produit de cette opération magnifique paierait un joli morceau de notre dette nationale, et que l'on pourrait enfin s'offrir bientôt une livre sterling au prix qu'elle vaut devant la juste Providence, et non sur les marchés du Diable. Mais il faudrait une fée. Or, il n'y en a plus chez nous depuis 1918, on les a toutes tuées.

Pourquoi cette furie de Cannes et du Midi, où cependant on compte par dollars, si bien que nos pauvres compatriotes nous y font assister chaque jour à l'émouvant miracle de la perpétuelle et inexplicable multiplication des francs? Qu'y va-t-on faire ?

Se soigner, comme le morose Mérimée ?... Possible en son temps. Mais le Midi, maintenant, c'est l'avenue des Champs-Élysées au bord de la mer, le XVIe arrondissement parmi les cactus. Non, ceux qui vont là-bas afin de se soigner forment une mélancolique minorité. Mieux vaut constater tout simplement que pour beaucoup de personnes, un séjour d'hiver dans le royaume de Cannes fait partie d'une vie normale et bien ordonnée. Elles défèrent à la tradition chaque fois qu'elles partent pour la Côte d'Azur. Estimons ces âmes constantes et tranquilles : la force profonde d'un pays réside en ses conservateurs.

Dans les projets du plus grand nombre, cependant, le déplacement de la Côte d'Azur répond surtout à cette phrase : « Et puis, j'irai me reposer dans le Midi... » Et nourrissant ainsi le dessein de se reposer en effet, des Parisiens épuisés s'apprêtent à faire parfois le long voyage en auto, d'abord ; puis, à peine arrivés là-bas, ils remontent bien vite dans leurs autos pour se ruer au tennis, se précipiter vers les maisons amies, voler vers le polo, s'élancer au golf, partir en trombe pour les courses et les stations voisines, filer vers quelque jazz-band, se jeter affolés au volant quand sonne l'heure du dîner, s'y rejeter fébrilement pour aller danser ailleurs, bondir encore sur la route pour rentrer chez eux, car il est tard, téléphoner dans leurs bains, téléphoner en s'habillant, téléphoner en mangeant, sauter de nouveau dans l'auto, afin de se rendre en la rue voisine, démarrer éperdument dans la direction d'une villa toute proche, rouler comme l'avalanche parce qu'on est en retard pour goûter, etc... Sur quoi, au bout de trois ou six semaines, on déclare en souriant à ses amis du cercle ou des thés : « Je reviens du Midi. On a besoin d'un peu de repos après tout ce surmenage ici... »

Du repos !... Notre cher et regretté René Boylesve a fait avant nous cette remarque, touchant les oisifs de la Côte d'Azur : en nul autre lieu du monde, on ne se dépêche autant. De toutes parts, d'innombrables autos ronflent et passent ainsi que l'ou-

ragan. Et que vont-ils donc faire en leurs voitures vertigineuses, ces êtres frénétiques?... Prendre à dix lieues de là un verre de porto en échangeant quelques propos endormis.

Mais quoi! il faut bien s'amuser...

Au fait, qu'appelle-t-on s'amuser, sur la Riviera? On nous a naguère conté bien des histoires à ce sujet. Jean Lorrain, d'autres encore, nous ont dépeint une Riviera terrible et ardente, une espèce de terre à scandales, où rôdaient toute sorte d'êtres douteux, dangereux, à l'âme en délire. Ces écrivains pleins d'imagination n'ont pas laissé d'exagérer. Les maniaques et les déchaînés sont partout, et ne pullulent pas en plus grand nombre sur la côte méditerranéenne que dans Paris ou au fin fond de la province. En outre, maniaques et déchaînés ne vont pas dans le monde, ou du moins n'y vont pas longtemps : ils ne savent point s'y amuser comme il faut, ni surtout d'une façon comme il faut. A Cannes, la bonne société, plus paisible, est parfaitement heureuse, et se divertit à ravir : elle a son golf, son tennis, son polo, ses personnes à saluer et à ne pas saluer, ses voitures immenses et ses belles villas rêvant parmi les fleurs, — et puis encore, et puis surtout son atmosphère anglaise.

Ah! surtout son atmosphère anglaise, ou américaine, et plus exactement américano-milliardaire, — son atmosphère de langue anglaise, enfin. On écrit simplement « anglaise » pour abréger. Voilà bien la plus étrange aventure qui soit arrivée à notre bonne société française, vers la fin du XVIIIe siècle. Alors que celle-ci se trouvait en pleine gloire, en pleine grâce, enviée partout, imitée de toute l'Europe, la plus curieuse maladie vint s'abattre sur elle : on la vit peu à peu devenir anglomane, et anglomane au dernier degré, anglomane incurable, anglomane perdue.

Comment est-ce arrivé? Par les philosophes? Par les tailleurs ou les jardiniers? Par la politique libérale, ou que l'on jugeait libérale? Par le sport?... Un peu pour toutes ces raisons, pour d'autres encore. Quoi qu'il en fût, il y eut, dès l'âge mûr de Louis XV, une période assez longue d'incubation, ensuite une crise très vive sous Louis XVI, une profonde rechute sous la Restauration, une épidémie croissante jusqu'à la fin du Second Empire, et depuis lors un état grave et chronique, à peine atténué depuis trois ou quatre ans que M. Mus-

solini a mis l'Italie tout à fait à la mode. Nous ne saurions nous passer, chez nous, d'une passion pour un pays voisin : elle n'est pas toujours partagée.

Bref, la névrose dure depuis tantôt un siècle et demi dans la meilleure compagnie. Oseriez-vous seulement demander à une personne bien élevée, si elle aime la « tenue » anglaise, si elle parle anglais, si même elle ne va pas quelquefois jusqu'à penser en anglais, ce qui paraît à ces dames et à ces messieurs le dernier mot du raffinement? Certaines jeunes filles, de bonne race française pourtant, conservent toujours un rien d'accent, ou plutôt d'intonation britannique. Et c'est au point que l'on voit des créatures charmantes, suprêmement distinguées, et tout à fait de chez nous s'il vous plaît, s'adresser la parole en anglais pour se confier des choses sans doute singulièrement élégantes et remarquables : aussi bien font-elles beaucoup mieux de ne point se les confier en français, tant alors ces choses perdent à se trouver exprimées en langage commun, c'est le cas de le dire, car ces femmes exquises traitent cruellement notre syntaxe. Écoutez-les : « Vous irez où, tantôt?... Vous m'en causerez par téléphone : l'heure que vous aurez envie me plaira bien sûr... » Eh! qu'elles reprennent plutôt leur gazouillement d'outre-mer, ou, plus précisément, leur langue de luxe. Elles y réussissent mieux. Du reste, une idée : que ne vont-elles suivre des cours de grammaire française au delà du canal? Une jolie mode à lancer. On s'est naguère fait habiller et blanchir à Londres : ne fût la livre, on s'y ferait bientôt instruire.

Quant aux incomparables délices des façons et coutumes anglaises, selon le jugement de nos compatriotes, — nous entendons ceux et celles que l'on salue complaisamment en public, — il faudrait, pour en douter, n'avoir jamais vu passer délicatement la tendresse dans le regard d'une jeune personne, par exemple, au moment qu'elle vous dit : « A Londres, mon cher... » Allons, calmons notre jalousie : elle n'y est peut-être jamais allée, à Londres, cette petite. Mais depuis l'enfance, ses parents lui ont parlé de l'Angleterre sur un ton de religieuse admiration : elle a fini par s'en faire une sorte de conte de Perrault, et s'amuse à y croire encore un peu. On a soif de merveilleux à tout âge. Aux gamins étrangers aussi, l'on a répété sans cesse, en ouvrant des yeux ronds : « A Paris!... » Seule-

ment, c'était sur un tout autre ton : et à ce mot de Paris, dans les familles très sévères, on envoyait aussitôt les demoiselles chercher des bûches ou cueillir des pâquerettes. Chaque peuple a ses idées préconçues. Peut-être, seulement, n'a-t-il que celles qu'il mérite.

Or, il est trop certain qu'en aucun autre lieu de notre pays, l'on ne se trouve pénétré, parfumé, pour ainsi dire, de luxe américain ou argentin et de pairie anglaise autant qu'à Cannes. On connut au moyen âge deux dialectes qui se partageaient la France : au Nord, la langue d'oui ; au Sud, la langue d'oc, d'où naquit cette province que l'on sait, le Languedoc. Voici que nous avons à présent un troisième idiome, qui règne sur la rive méditerranéenne, la langue d'*yes*, ce qui, par analogie, donnerait peut-être le Languediès. Et si nous poursuivions effrontément cette induction géographique, nous définirions ainsi ce nouveau territoire : *Languediès*, contrée de protectorat, à change élevé, sous la domination des Anglo-Saxons, unis à d'assez nombreux Latins d'Amérique, quoique soumise nominalement à un sous-préfet français, entouré d'une garde indigène. La langue nationale y fut jadis celle de Mistral : mais il paraît qu'aujourd'hui les cigales elles-mêmes y chantent en anglais.

Oui, les cigales : car, enfin, c'est sous les oliviers que sourit la Riviera, en dépit de toutes les automobiles des deux mondes. Il suffit de s'y rendre au printemps ou en été, — cela se fait aussi, c'est maintenant un déplacement des quatre saisons, — et de quitter un peu les routes et les palaces, pour entendre aux beaux jours la chanson de midi criée par les cigales, celle de minuit modulée par les rossignols, et celle de toujours évoquée dans nos mémoires par le mélodieux souvenir de Tityre et de Mélibée. Sans doute, cette dernière évocation ne s'éveille-t-elle plus en l'âme de tout le monde : les humanistes deviennent, en effet, de plus en plus rares, et que sera-ce dans vingt ans, puisque nos récents ministres de l'Instruction publique ont décidé que l'État n'avait plus besoin de lettrés ni d'artistes, mais désirait seulement des contribuables moyens, ce qui s'appelle moyens, moyens à faire peur, tout ahuris par un tas de petits bouts de sciences accumulés n'importe comment dans leurs cervelles. Ce qui finalement, — si l'on n'y prend garde, — fera de nous un des peuples les plus incultes de l'Europe. Mais il n'y a pas encore si longtemps que plus d'un voyageur, dès

qu'il s'adossait au tronc tordu d'un olivier, se récitait volontiers un vers de Virgile, ou s'imaginait qu'il allait s'en réciter un. Nous ne disons pas que ces latinistes étaient innombrables.

Aussi bien n'allait-on pas dans le Midi, en ce temps-là, non plus qu'on ne s'y rend à cette heure pour rêver aux poètes, mais surtout afin de tenter la fortune à Monaco. Voilà quelque trente ou quarante années, répétons-le, il n'y avait que Monaco : tout finissait là, ou plutôt au casino de Monte-Carlo ; point de séjour heureux, si l'on n'avait au moins traversé ce lieu fertile en émotions tour à tour délirantes et redoutables. La roulette et le trente-et-quarante faisaient des héros. Disait-on d'un monsieur qu'il passait chaque année, coûte que coûte, un mois à Monte-Carlo, que son compte était bon : on le tenait pour un mauvais sujet. Réputation flatteuse, du reste, on ne sait pourquoi.

Présentement, on joue à Cannes. Non pas que l'on n'aille encore, au besoin, semer quelques liasses de billets (pour ce qu'ils valent, à quoi bon les garder?) en ce fameux Monte-Carlo : mais c'est sans y prêter d'importance et par manière d'acquit, au cours d'une randonnée en auto, ou pour occuper sa soirée, après quelque dîner, quelque pique-nique. Rien, cependant, ne semblerait aujourd'hui moins élégant que de se ruiner à la roulette : on laisse cela aux petits bourgeois en vacances de Pâques ou de jour de l'an, sinon à ces sorcières qui vivent à Monte-Carlo même, et achèvent d'user dans les salles de jeux leurs toilettes défraîchies et leurs vieux cœurs plus fatigués encore. Imagine-t-on le ridicule d'un monsieur qui, aujourd'hui, viendrait à se tirer quelque romanesque coup de revolver dans les jardins du Casino, comme on faisait en 1880, si l'on en croit les vieilles chroniques boulevardières? Qu'il ne se rate pas, en ce cas ! Car s'il survivait jamais, après cet incident grotesque, personne ne le recevrait. « M. Un Tel? On ne peut vraiment plus l'avoir à dîner... Il a voulu se tuer à Monte-Carlo : quel genre ! »

Un homme de bonnes manières joue donc à Cannes, seulement à Cannes, où la partie est très belle. C'est là, non ailleurs, qu'il offre ce magnifique spectacle du grand joueur, tel qu'on le voit dans les cercles, — et non aux bridges de salons, miséricorde ! ni autour des pokers de famille, — c'est-à-dire insolemment paisible, quoique en secret dévoré de pas-

sion, en proie à la plus inexorable et grave démence, simple, en outre, et noble en ses gestes, enfin parfait. Certes, il ne messied point à ce gentilhomme de cartes, — ne dit-on pas gentilhomme d'épée, et même gentilhomme de lettres? — de raconter longuement ses combats nocturnes, comme d'exprimer son opinion détaillée sur l'enchaînement et les vicissitudes de la veine ou de l'infortune, sur les malignités des portées et la susceptibilité des fétiches. Il lui est encore permis, s'il y tient absolument, d'exhaler sa mauvaise humeur, hors des salles de jeu s'entend, et voire avec un dépit plus ou moins violent. Toutefois, il ne doit s'emporter sous aucun prétexte, surtout s'il ne parle pas exclusivement devant des amis intimes. Il ne s'abandonnera davantage à aucun excès de gesticulation ni de voix, cela n'est pas du bel air en matière de jeu. Une vraie chance, d'ailleurs : en anglais, les jurons sont, paraît-il, rares et peu variés.

Il faut au surplus convenir que le jeu n'est pas ce qu'il y a de plus important au regard de quiconque se rend, comme il le fait chaque année, sur la Riviera. On n'y verra, la plupart du temps, qu'une sorte de coutume protocolaire et de rite sacré. Sans doute, la possibilité de risquer sa fortune sur une banque ne nuit-elle point à l'attrait qu'exercent la mer des Sirènes et les palmiers mollement balancés : cependant, telle n'est pas la séduction principale.

En réalité, on fait régulièrement le voyage vers la côte charmante, parfois sur l'ordre du médecin, ou pour retrouver quelque âme sœur dont on ne saurait se passer, mais bien plus souvent afin de montrer ses toilettes, sa voiture neuve, et parce qu'en aucun autre endroit de l'univers, peut-être, on ne lit la chronique mondaine des journaux avec plus d'intérêt, voire de fébrilité, que dans la province de Cannes ; ou encore parce que l'on s'y adresse la parole en anglais dès onze heures du matin.

Et presque toujours, en tout cas, l'une des meilleures raisons que l'on ait d'aller dans le Midi, c'est d'en revenir ensuite, et en somme, d'y être allé.

MARCEL BOULENGER.

UN GRAND RÉALISTE

CAVOUR

VI [1]

SOLFÉRINO ET VILLAFRANCA

I

Tandis que le roi Victor-Emmanuel part pour l'armée, dont il exercera le commandement suprême jusqu'à l'arrivée des Français, Cavour, demeuré seul dans la capitale, ajoute à ses fonctions de président du Conseil et de ministre des Affaires étrangères les portefeuilles de l'Intérieur, de la Guerre et de la Marine. Il tiendra ainsi dans ses mains les organismes essentiels de la défense nationale.

Pour suffire à ce labeur formidable, il reste continuellement sur la brèche, ne sortant plus de son cabinet, s'accordant à peine cinq heures de sommeil dans la nuit. Tout l'approvisionnement des armées, tout le service des subsistances, des réquisitions, des magasins, des arsenaux, des étapes, des transports, relèvent de son autorité personnelle et directe. Il y déploie ce génie administratif, ces belles facultés d'impulsion, d'agencement et d'improvisation qui valurent jadis à Louvois les titres de « grand munitionnaire » et de « grand vivrier ».

A côté de cette besogne écrasante, il en dirige une autre, non moins lourde, mais beaucoup plus délicate : le soulèvement des petits États italiens contre leurs princes détestés.

Copyright by Maurice Paléologue, 1926.

(1) Voyez la *Revue* des 15 octobre, 1er novembre, 1er et 15 décembre 1925, et 1er février 1926.

Il a si bien combiné son programme de mobilisation, il a trouvé dans Pallavicino et La Farina des collaborateurs si intelligents et si actifs, que, dès le 27 avril, Florence a détrôné son grand-duc. Puis, c'est Massa, Carrare, Parme, Plaisance, Modène qui chassent leurs gouvernements. Bientôt même, voici que l'insurrection gagne les États de l'Église : Bologne, Ravenne, Forli, Fano, Sinigaglia, Ancône, Pérouse brisent les écussons du Saint-Siège et arborent les couleurs nationales. Dans toutes ces provinces libérées, les habitants se tournent vers le Piémont et sollicitent la dictature de Victor-Emmanuel.

Cavour, dont le principal souci est de contenir la révolution, après l'avoir déchaînée, envoie partout des représentants proconsulaires, qu'il a choisis pour leur sagesse et leur fermeté. A tous, il donne la même instruction : « Maintenez l'ordre sévèrement; faites des efforts surhumains pour la guerre: quant aux problèmes de la politique, après la victoire!... » On sent chez lui une grande hâte d'introniser en quelque sorte la maison de Savoie dans la majeure partie de la péninsule, avant que Napoléon III, devenu d'autant plus redoutable qu'il sera victorieux, n'ait le moyen de résister aux ambitions piémontaises et de faire prévaloir ses combinaisons personnelles. On dirait que le prudent ministre se récite chaque matin la fable de La Fontaine sur « la chèvre et la brebis en société avec le lion ».

II

Pourtant, depuis le rejet de l'ultimatum autrichien, il ne peut que se louer de son auguste allié.

D'abord, par un étrange phénomène, par un brusque revirement de l'esprit public, la guerre d'Italie a soulevé l'enthousiasme du peuple français. Mérimée s'empresse d'envoyer cette heureuse nouvelle à son ami Panizzi : « Nous sommes une drôle de nation ! Je vous écrivais, il y a quinze jours, qu'il n'y avait en France qu'un homme qui voulût la guerre, et je crois avoir dit la vérité. Aujourd'hui, tenez le contraire pour vrai. L'instinct gaulois s'est réveillé. C'est maintenant un enthousiasme qui a son côté magnifique et aussi son côté effrayant. Le peuple accepte la guerre avec joie ; il est plein de confiance et d'entrain. Quant aux soldats, ils partent comme pour le bal. Lorsqu'ils traversent les rues pour aller aux gares, on les couvre

de fleurs, on leur porte du vin, on les embrasse; on les adjure de tuer le plus d'Autrichiens qu'ils pourront. Chaque homme porte un bouquet à son fusil. Il y a, dans cette gaîté française, un élément de succès considérable : nos gens se croient sûrs de vaincre. Les banquiers et les beaux messieurs déplorent toujours le funeste entraînement; mais la masse est pour la guerre et l'Empereur est plus populaire que jamais. »

Subitement ranimé par ce réveil imprévu de sa popularité, oubliant déjà le cauchemar qu'il vient de traverser, ne doutant plus de lui-même, revoyant luire son étoile, il adresse au peuple français une proclamation solennelle, où il explique pourquoi la France va prendre les armes : « Nous allons délivrer un peuple qui gémit sous l'oppression étrangère. L'Autriche a mené les choses à cette extrémité qu'il faut qu'elle domine jusqu'aux Alpes ou que l'Italie soit libre jusqu'à l'Adriatique ! »

Le 12 mai, il débarque de la *Reine Hortense*, dans le port de Gênes. Le soleil brille d'un éclat violent, comme aux jours les plus chauds de l'été. Dans la réverbération aveuglante de la mer et du ciel, la ville aux palais de marbre, étagée sur son amphithéâtre de collines, semble un décor de féerie. Quand la chaloupe, qui porte César et la fortune de l'Italie, se détache de l'aviso impérial, des centaines de barques lui font escorte en la couvrant de roses ; on dirait la galère de Cléopâtre sur les eaux du Cydnus. Tout le long des quais, une foule innombrable, un grouillement pittoresque et bariolé. Soudain, une clameur immense remplit les airs, dominant le vacarme des cloches et le tonnerre des canonnades. Même aux temps héroïques du grand Doria, l'ancienne cité ducale n'a pas vibré d'une âme plus chaleureuse.

Le prince de Carignan et le président du Conseil attendent sur le débarcadère pour saluer l'Empereur, au nom du Roi. Puis le cortège se met en marche vers le *Palazzo reale*, au milieu des ovations délirantes, sous les arcs de triomphe, les banderoles et les fleurs.

Ébloui, enivré, les yeux scintillants, le visage blême, Napoléon III sent remuer en son cœur tous les souvenirs et les rêves du passé. Un instant, il se penche sur Cavour, qui est assis devant lui, et, d'une voix grave : « Il y a un quart de siècle que mon frère est mort entre mes bras pour la cause de l'Italie et que ma mère m'a arraché des griffes autrichiennes ! »

Jusqu'au soir, la fantasmagorie se continue par des réceptions, un festin somptueux, une représentation d'opéra. Pour clore cette journée d'apothéose et de vertige, l'Empereur notifie à ses troupes sa prise de commandement :

« Soldats!

« Je viens me mettre à votre tête pour vous conduire au combat. Nous allons seconder la lutte d'un peuple revendiquant son indépendance et le soustraire à l'oppression étrangère... Je n'ai pas besoin de stimuler votre ardeur : chaque étape vous rappellera une victoire. Dans la Voie sacrée de l'ancienne Rome, les inscriptions se pressaient sur le marbre, pour rappeler au peuple ses hauts faits. De même, aujourd'hui, en passant par Mondovi, Marengo, Lodi, Castiglione, Arcole, Rivoli, vous marcherez dans une autre Voie sacrée, au milieu de ces glorieux souvenirs! La patrie attend beaucoup de vous. Déjà, d'un bout de la France à l'autre, retentissent ces paroles d'un heureux augure : La nouvelle armée d'Italie sera digne de sa sœur aînée! »

Le surlendemain, Napoléon III se rend à son quartier général d'Alexandrie. Les grandes opérations stratégiques vont commencer, car les adversaires ont déjà pris le contact. D'une part, cent vingt mille Français et cinquante-six mille Piémontais; de l'autre, cent trente-deux mille Autrichiens.

Jusqu'alors, l'Empereur n'a jamais fait la guerre; il a cinquante et un ans, soit cinq ans de plus que son oncle à Waterloo. Et ces cinq années de surplus correspondent à une époque de sa vie, où l'abus des fredaines amoureuses l'a visiblement fatigué. Par bonheur, il a, devant lui, le plus hésitant, le plus timoré des généralissimes, un digne successeur de Mélas et d'Alvinczy, — le *feldzeugmeister* comte Giulay.

Après beaucoup de tâtonnements et de mécomptes, d'ordres et de contre-ordres, de marches et de contre-marches, les Alliés entreprennent une offensive de large envergure dans la région du haut Tessin, entre Novare et Turbigo.

Vainqueurs à Magenta, le 4 juin, ils entrent à Milan, trois jours plus tard.

Cavour n'a jamais pu espérer que la guerre débutât sous des auspices plus favorables. Mais ce n'est qu'un début. L'armée autrichienne, qui se replie en bon ordre sur le Mincio, n'attend

qu'une occasion pour reprendre l'offensive; elle reçoit continuellement des renforts par le Semmering; d'ailleurs, elle atteindra bientôt le fameux quadrilatère de Vérone, où elle pourra se reconstituer à loisir; enfin, le moral des troupes est excellent, surtout depuis que l'incapable Giulay a résigné ses fonctions et que le jeune empereur François-Joseph exerce en personne le commandement suprême. Tout fait donc présumer que la guerre sera encore très longue et très dure. Au surplus, Cavour n'a pas oublié ce que l'Empereur lui disait, à Plombières, sur l'énorme effort que les Alliés auraient à soutenir pour expulser les Habsbourg de la péninsule : « Ne nous le dissimulons pas! L'Autriche a d'immenses ressources militaires; les guerres du premier Empire ne l'ont que trop prouvé... Pour qu'elle renonce à l'Italie, deux ou trois batailles gagnées dans les vallées du Pô et du Tagliamento ne suffiront pas. Il nous faudra nécessairement bloquer les forteresses du quadrilatère, barrer les passages du Tyrol et marcher sur Vienne par la Carinthie. Nous devrons y mettre au moins trois cent mille hommes! »

L'ordre du jour, que l'Empereur a lancé de Gênes à son armée, prouve qu'il persiste dans cette opinion; car la Voie sacrée, telle que Bonaparte l'a gravée en traits indélébiles sur les cartes de l'Histoire, ne s'arrête pas aux plaines cisalpines : elle franchit le col de Tarvis, et c'est par Leoben qu'elle aboutit à Campo-Formio.

Ne perdant jamais de vue cette phase ultérieure des hostilités, Cavour travaille sans répit à l'insurrection des Magyars. Il a fait venir à Turin Kossuth et Klapka; il expédie secrètement, par Galatz et le Danube, vingt mille fusils aux comités nationaux de Budapest; il organise une légion de volontaires hongrois dans l'armée piémontaise.

Le 24 juin, les Alliés sont vainqueurs à Solférino. Le soir même, Napoléon III peut télégraphier à l'Impératrice : *Grande bataille et grande victoire!* Mais bataille décousue, incohérente, dispersée, — « bataille de soldats », comme on l'a nommée pour signifier qu'on n'y reconnaît aucune volonté supérieure, aucune pensée conductrice, — bref, une de ces hécatombes tumultueuses, absurdes et confuses qui, aux yeux de Tolstoï, résumaient tout l'art des grands capitaines. Victoire stérile également; car, dans l'ivresse de son triomphe, Napoléon III

n'ordonne aucune poursuite, bien que sa cavalerie ait été à peine engagée. Les Autrichiens se replient donc, sans être inquiétés, jusque derrière l'Adige, sous le canon de Vérone.

Durant cette paisible retraite, l'armée franco-piémontaise ne bouge pas. Le 6 juillet, treize jours après la bataille, elle stationne encore sur les rives du Mincio, à dix kilomètres de Solférino.

Cette inaction bizarre ne laisse pas de surprendre Cavour et, bientôt, de l'inquiéter. Dès le 1er juillet, il flaire « quelque intrigue de la diplomatie pour arrêter la marche victorieuse des Alliés sur l'Adige, sinon sur le Mincio ». Il a, du reste, grand peine à se renseigner. Pour mille raisons techniques, ses relations personnelles avec le haut-commandement sont fort tendues ; c'est l'inévitable querelle des civils et des stratèges en temps de guerre. Les dirigeants de l'état-major, La Marmora et Della Rocca, prétendent le confiner dans sa besogne administrative ; s'il se risque à les faire interroger sur le programme des opérations, ils ne se gênent pas de répondre : « Qu'il se mêle donc de ce qui le regarde !... » Il ne trouve pas meilleur accueil auprès du Roi. Heureux de mener enfin la seule vie qui lui plaise, la vie guerrière, — vie de fatigues, de périls et de gloire, « vraie pâture d'une âme vraiment royale », disait Henri IV, — Victor-Emmanuel a secoué la tutelle pesante de son ministre et il goûte un malin plaisir à le voir se disputer avec ses officiers, auxquels il donne toujours raison.

Cependant, le 8 juillet, Cavour apprend, par une voie détournée, que le général Fleury, premier écuyer de l'Empereur, s'est rendu à Vérone pour y proposer un armistice à François-Joseph. Le lendemain soir, un télégramme lui annonce que l'armistice est conclu.

Quand la nouvelle lui parvient, il a près de lui son fidèle secrétaire, Nigra : « Que pensez-vous de cela ? » Le jeune diplomate est trop initié aux préoccupations de son chef pour hésiter une minute : « C'est la paix ! — Alors, partons vite ! Nous arriverons peut-être encore à temps. »

Le 10 juillet, à l'aube, le chemin de fer les dépose à Desenzano, sur le lac de Garde, où commence la zone des opérations. De là, une carriole de paysan les mène, en deux heures, au quartier général piémontais, à Monzambano, sur le Mincio.

Cavour se précipite aussitôt chez le Roi, qui est logé dans une maisonnette des environs, la villa Melchiorri.

A peine le monarque et le ministre sont-ils enfermés seul à seul, que les éclats de leurs voix retentissent au dehors. Ce qui se passe, en effet, dans le petit salon de cette villa provinciale est dramatique : on dirait une scène de Shakspeare.

Dès les premiers mots, Victor-Emmanuel est obligé d'avouer que, la veille de Solférino, — donc, il *y a dix-huit jours*, — Napoléon III lui a confié sa résolution de traiter bientôt avec l'Autriche, à cause de l'attitude menaçante que prennent les États germaniques; et le Roi s'est incliné, se disant que, somme toute, cette guerre écourtée lui vaudrait pour le moins la Lombardie. Raisonnablement, n'était-ce pas le seul parti possible? Si la France abandonnait la lutte, le Piémont serait-il de force à la continuer seul?... Enfin, pas plus tard qu'avant-hier, l'Empereur lui avait solennellement affirmé que l'armistice était une simple trêve militaire, qui ne préjugeait en rien les conditions de la paix; il avait même ajouté : « Soyez certain que j'imposerai des conditions très dures, très dures! » A chacune de ces phrases, Cavour bondit, sous les impulsions de sa colère croissante. D'abord, la pensée de tout ce qu'il aurait pu faire, de toutes les combinaisons qu'il aurait pu inventer, de tous les ressorts qu'il aurait pu manœuvrer durant ces *dix-huit jours*, s'il avait connu immédiatement la confidence de Napoléon III, cette pensée lui infuse la rage au cœur. Quant au fond même des choses, la timide argumentation du Roi ne l'irrite pas moins, et il la met en pièces. Traiter avec l'Autriche avant qu'elle soit complètement chassée de la péninsule, c'est la fin du *Risorgimento*; c'est la ruine de toutes les espérances nationales; c'est le sacrifice inutile des milliers d'Italiens qui viennent de tomber sur les champs de bataille; c'est la répudiation du rôle directeur que le Piémont avait assumé en Italie; c'est la honte, une irrémissible honte, jetée sur la maison de Savoie! Puisque Napoléon est assez lâche pour trahir son allié en pleine guerre, il n'y a qu'à ne plus s'occuper de ce félon et à continuer de se battre sans lui. « Si nous devons périr, du moins périrons-nous la tête haute! » Victor-Emmanuel essaie vainement de le réfuter, de lui faire entendre raison. Ne vaut-il pas mieux arrêter la guerre en y gagnant la Lombardie que de se brouiller

avec la France, au risque de rentrer à Turin les mains vides, sous la pression des baïonnettes autrichiennes et la risée de l'Europe? Mais Cavour, qui ne se contient plus, finit par s'écrier : « Alors, Sire, abdiquez! — Taisez-vous! Rappelez-vous que je suis le Roi! — Non, le vrai Roi en ce moment, c'est moi! — Vous le Roi?... Vous n'êtes qu'un insolent! » Et, terrible, secoué dans toute sa musculature puissante, Victor-Emmanuel quitte la pièce, en claquant la porte.

Sans s'accorder un instant de répit, Cavour se fait conduire au quartier général français, qui est installé, à cinq kilomètres de Monzambano, dans le bourg de Valeggio. Qui sait si, par une pression énergique sur Napoléon III, la catastrophe ne peut pas être encore évitée? Mais le Sphinx, qui rumine précisément un grand coup de théâtre pour le lendemain, se rend invisible.

Furieux, Cavour se transporte chez le prince Napoléon. Là du moins, il ne doute pas d'être accueilli à bras ouverts. Quelle erreur, quelle désillusion! Après avoir tant poussé à la guerre, le gendre de Victor-Emmanuel dépense aujourd'hui la même ardeur, la même violence, la même verbosité acrimonieuse et cassante, à prêcher la conclusion immédiate de la paix. Et pourquoi cette brusque désertion de la cause italienne, pourquoi cette bruyante apostasie? Parce qu'une mission qu'il vient de remplir à Florence et, d'autre part, tout ce qu'il a très justement observé depuis deux mois, lui ont démontré que son beau royaume de Toscane n'était qu'une chimère, car toute l'Italie centrale est déjà dans la main du Piémont. Et il en est ulcéré comme d'une injure personnelle, comme s'il avait été dupé, mystifié. Aussi, loin de compatir aux angoisses de Cavour, il le rabroue de la belle façon : « Oui, certes, nous devons faire la paix, et promptement. Sinon, nous serons attaqués sur le Rhin, et ce n'est pas vous qui viendrez nous défendre... » Cavour objecte les solennelles promesses de Napoléon III, *l'Italie libre jusqu'à l'Adriatique* : « Toute paix qui n'affranchirait pas la Vénétie serait une trahison. Lorsqu'on prend de pareils engagements à la face du monde, il faut les tenir! » Mais le prince n'est pas de ceux qu'on interloque : « Pensez-vous, par hasard, que nous allons perdre la France et notre dynastie pour vous? — Alors, riposte l'autre, nous continuerons seuls la guerre; nous déchaînerons la

révolution dans toute la péninsule; nous lèverons des armées de volontaires. — Ah! je les connais, vos volontaires; je les ai vus à Florence. On m'en avait annoncé trente mille. Savez-vous combien il en est venu? Quatre mille!... Et quelle troupe! Une race dégénérée, abâtardie, méprisable, indigne de la liberté, indigne de tous les sacrifices qu'on a faits pour elle!. » Emporté par sa fougue virulente, il ne tarit plus en sarcasmes sur la déchéance du peuple italien. Cavour, bouillonnant, suffoqué, arrête enfin ce torrent d'invectives : « Je sais, je sais... Lorsqu'on veut tuer son chien, on l'accuse d'être enragé! »

Après cette algarade mortifiante, il rentre à Monzambano, sentant la catastrophe désormais inévitable et prochaine.

III

Fasciné par les images de la légende sublime, Napoléon III a voulu inscrire, lui aussi, dans les annales de son règne, une entrevue de Tilsitt; il a donc organisé pour le lendemain, 11 juillet, une rencontre avec François-Joseph, à Villafranca.

Mais le décor de Tilsitt avait pour but de manifester, aux yeux de l'univers, le commencement d'une grande chose et, comme eût dit Bossuet, « l'ouverture d'une époque nouvelle dans la suite des temps ». Le décor de Villafranca n'est qu'un trompe-l'œil ; il ne vise qu'à masquer une retraite, la fin d'une illusion, l'avortement d'une entreprise mal conçue.

Depuis son arrivée triomphale à Gênes, depuis le jour radieux où il avait engagé ses troupes sur « la Voie sacrée », le *Cæsar Imperator* avait, pour ainsi dire, laissé à chaque étape un lambeau de son rêve.

Sur ce drame intime, on possède un irrécusable témoignage : les lettres et les notes de son premier écuyer, le général Fleury.

Et d'abord, les déconvenues militaires. L'Empereur s'est vite aperçu qu'on ne s'improvise pas généralissime à cinquante et un ans. « La guerre, a dit le captif de Sainte-Hélène, est *un art simple et tout d'exécution.* » Or, Napoléon III ne possède aucune des aptitudes natives qui sont la condition essentielle de cet art. Dénué du sens topographique, il s'embrouille dans la lecture des cartes. La forme abstraite et vaporeuse de ses repré-

sentations mentales ne le rend pas moins inhabile à conduire une armée. La répartition des forces, le programme des marches et des ravitaillements, les manœuvres sur le terrain, le choix des positions, les formations de combat, le jeu des réserves, les mouvements de l'ennemi, etc., ne projettent devant son regard que des images floues et dispersées. Jamais en lui une vision nette, rapide, aiguë, de la réalité ; jamais une de ces intuitions lumineuses et concises qui font apparaître soudain, comme dans un éclair, tout un groupe de faits, avec leurs liaisons, leur mécanisme, leurs conséquences immédiates ou prochaines. De là, dans ses ordres de service, une incohérence et une confusion telles que, après la campagne, il fera brûler soigneusement les registres de son état-major, pour échapper aux sévérités de l'histoire. Aussi, le général Fleury constate bientôt que « les difficultés matérielles de la guerre fatiguent l'Empereur et l'ont fait revenir de très loin sur la pensée de commander à une grande armée ».

Puis, le jour de Magenta, il a connu des transes mortelles. Durant près de trois heures, il est resté immobile sur le pont de San-Martino, ayant épuisé toutes ses réserves, assistant avec horreur à d'épouvantables hécatombes, ne sachant plus où se trouvent ses lieutenants, ne comprenant plus rien à la bataille, ne donnant plus aucun ordre, effrayant son entourage par ses yeux hagards et son air hébété, demeurant ainsi dans une sorte de collapsus moral jusqu'à l'instant, où, vers Buffalora, on entend gronder enfin le canon sauveur de Mac-Mahon. Pendant ces heures tragiques, il a vu le désastre de son armée, l'écroulement de sa fortune, le fond de l'abîme. Le lendemain, Fleury écrit à sa femme : « C'est donc une victoire. Mais que de larmes, que de sang ! Si c'était à recommencer, je crois que l'Empereur ne le ferait pas. » Et, quelques jours plus tard : « Si nous avions perdu le pont du canal, nous étions refoulés dans le Tessin. Dieu sait alors ce qui serait arrivé à l'Empereur et à la France ! »

Après Solférino, le cœur humain de Napoléon III ne peut résister au spectacle de tous ces morts, de tous ces agonisants, de tous ces blessés qui encombrent le champ de bataille. Plus de trente mille ! « La guerre est belle de loin, écrit Fleury. Elle profite aux généraux en chef, elle glorifie le pays ; mais elle coûte bien des larmes. » Devant les cadavres de ses

soldats, l'Empereur se désole de penser « que tant de braves se sont fait tuer pour un peuple qui ne nous aime pas et pour une cause, dont l'avenir est si plein de doutes. » Et Fleury continue d'écrire : « Ces boucheries ne sont plus de notre temps. On a d'ailleurs de la peine à regarder comme ennemis les Autrichiens et encore plus de peine à considérer comme ami le peuple dégénéré que nous venons délivrer de l'esclavage. Le bonheur de l'Italie, qui ne veut pas être heureuse, ne vaut pas le sanglant sacrifice imposé à notre armée. »

Enfin, la victoire incomplète de Solférino pose devant Napoléon III un problème redoutable. Le voici maintenant devant les grandes forteresses du quadrilatère. Pour les attaquer ou les investir, il aurait besoin de trois cent mille hommes : il en a tout au plus cent mille.

Mais les désenchantements et les perplexités, qu'il éprouve comme généralissime, ne sont rien auprès des inquiétudes que lui cause la situation diplomatique de l'Europe.

Avant même qu'il n'eût quitté Paris, Walewski lui avait prédit que la guerre ne pourrait être localisée longtemps et que l'Allemagne viendrait le provoquer sur le Rhin, pendant qu'il serait arrêté sur l'Adige. Cette prédiction semble à la veille de s'accomplir.

Depuis Magenta, le monde germanique est en effervescence et les passions belliqueuses éclatent de toute part. Bientôt, la Prusse prend la direction du mouvement. A sa requête, la Diète fédérale ordonne la mobilisation de trois cent cinquante mille hommes. Quand cette armée sera concentrée dans les provinces rhénanes, on sommera Napoléon III d'évacuer la Lombardie et, s'il refuse, on envahira le territoire français. Or l'invasion n'eût pas rencontré devant elle plus de soixante mille hommes, presque tous des conscrits ; autant dire que la route de Paris lui était ouverte.

Au reçu de ces nouvelles effrayantes, l'Empereur s'est tourné vers la Russie en invoquant les fameux pactes de Stuttgart et de Varsovie. Mais, cette fois encore, Walewski n'a eu que trop raison : ces prétendus pactes ne sont que des mots, *verba et voces, prætereaque nihil.* Du reste, en ces derniers temps, les dispositions du Tsar ont bien changé. S'il a souhaité que l'Autriche fût un peu battue et humiliée, il a maintenant toute satisfaction. En revanche, il n'a pas vu sans appréhension

l'essor des idées révolutionnaires en Italie et surtout le triomphe insolent de ce principe nouveau, qui lui serait si funeste en Pologne, le principe des nationalités. Enfin, par tradition de famille et par raison d'État, il est foncièrement attaché à la dynastie des Hohenzollern. Aussi n'intervient-il que très mollement à Berlin pour calmer les fureurs germaniques, tandis qu'il adresse au vainqueur de Solférino ce conseil pressant : « Hâtez-vous de faire la paix ; sinon, vous allez être attaqué sur le Rhin. »

En cette extrémité cruelle, Napoléon III a essayé d'amener le gouvernement britannique à s'interposer entre les belligérants; mais le cabinet de Londres a trouvé ingénieux de le laisser se débrouiller comme il pourra dans les conséquences de sa folle aventure.

C'est alors que l'idée lui est venue d'expédier à Vérone son habile aide de camp, le général Fleury, pour demander un entretien à François-Joseph.

La rencontre a été organisée pour le 11 juillet, à neuf heures du matin, dans le bourg de Villafranca, situé à mi-chemin sur la route de Vérone à Valeggio.

D'âme chevaleresque, Napoléon III arrive le premier au rendez-vous et se porte, d'un quart de lieue, au-devant de son jeune rival, comme pour faire oublier à ce descendant de Marie-Thérèse et de Charles-Quint les défaites qu'il vient de lui infliger.

Ils entrent dans une modeste maison, la Casa Morelli. Leur conférence dure un peu moins d'une heure. Nul papier, nulle carte sur la table. Ce ne sont pas des diplomates qui se réunissent pour un marchandage : ce sont des souverains qui veulent régler, de haut, une querelle de leurs peuples.

L'Empereur des Français amorce galamment le dialogue : « Sire, nous pouvons traiter avec honneur, vos troupes et les miennes ayant combattu avec une égale bravoure. » Le monarque autrichien répond : « Autant que vous, Sire, je souhaite la paix. Le sort des armes s'est prononcé contre moi ; je m'incline. Pour témoigner à Votre Majesté la confiance qu'Elle m'inspire, je Lui indiquerai tout de suite et franchement la limite des concessions que je peux admettre. J'ai perdu la Lombardie : je suis prêt à y renoncer. Mais des sentiments

que vous devez comprendre m'empêchent de la céder au Piémont : je la cède à la France, qui en disposera comme elle voudra. Je désire cependant garder les forteresses de Peschiera et de Mantoue, puisqu'elles n'ont pas cessé de m'appartenir. » Il accepte, en outre, que le duché de Parme soit transféré à la maison de Savoie ; il insiste, au contraire, pour que les souverains de Modène et de Toscane soient rétablis sur leurs trônes ; il promet enfin une amnistie générale pour ceux de ses sujets, vénitiens ou hongrois, qui se sont rendus coupables de forfaiture, dans les derniers événements. Napoléon III consent à traiter sur ces bases. En retour, il demande que la Vénétie s'agrège à une confédération des peuples italiens, sous la présidence honoraire du Pape : « Votre Majesté se trouverait ainsi, par rapport à cette province, dans une situation analogue à celle du roi de Hollande, qui, en tant que souverain du Luxembourg, est membre de la Confédération germanique. » François-Joseph acquiesce, d'un air indifférent, à cette demande bizarre, inattendue, qui va reconnaître à l'Autriche ce que, même en 1815, elle n'avait pu obtenir explicitement, le droit de s'immiscer dans les affaires intérieures de toute la péninsule. Se trouvant ainsi d'accord, les deux monarques prennent congé l'un de l'autre, après s'être serré la main.

Napoléon III rentre à Valeggio, l'âme libérée d'un poids énorme. Philippe de Commynes disait du connétable de Saint-Pol, qui s'était laissé acculer à une triste fin : « J'ai vu, en ma vie, peu de gens qui aient su bien fuir à temps. » Le malicieux conseiller de Louis XI aurait grandement approuvé la « fuite » de Villafranca... Mais il n'était que temps !

Dans le cours de la journée, le prince Napoléon se rend à Vérone pour soumettre à François-Joseph la rédaction définitive des préliminaires adoptés le matin. Après une courte discussion, l'Empereur les signe, en ajoutant avec un soupir : « C'est un grand sacrifice que je fais de céder ma plus belle province. »

Aux yeux de Victor-Emmanuel, le « sacrifice » est par trop minime. Quand il apprend de Napoléon III les conditions de la paix, — ces conditions sur lesquelles son allié ne l'a même pas consulté, — il s'exclame : « Pauvre Italie !... Eh quoi ! non seulement nous n'aurons pas la Vénétie ; on nous refuse encore Peschiera, Mantoue, Modène ! Et l'Autriche va continuer de

régenter la péninsule! Quel désastre, quelle ruine!. » Mais, ressaisi par le haut sentiment de sa dignité royale, il ne veut pas se laisser rappeler tout ce qu'il doit néanmoins à la France : « Malgré ma tristesse, j'assure Votre Majesté que je n'oublierai jamais ce qu'Elle a fait pour la cause italienne et je La prie de croire que je resterai toujours Son fidèle ami. »

Le cœur gonflé d'amertume, il reprend, vers onze heures du soir, la route de Monzambano. La nuit est orageuse, la chaleur étouffante. Arrivé dans son cabinet de travail, il commence par se débarrasser de son sabre, de sa cravate, de son col, de sa tunique; il déboutonne sa chemise; il met amplement à l'air sa large poitrine velue; puis, dans ce débraillement qui lui est coutumier, il fait appeler Cavour et La Marmora.

« Lisez! » dit-il au ministre en lui tendant une copie de la convention fatale. D'un regard prompt comme l'éclair, Cavour a tout lu, tout compris : « Majesté, vous ne signerez pas cela; c'est trop ignominieux!... On nous donne la Lombardie. A quoi bon, si le reste de la péninsule est maintenu sous l'oppression des Habsbourg?... Vous n'avez pas le droit de mettre la signature du Piémont au bas d'un traité qui non seulement n'affranchit pas la Vénétie, mais qui légalise et confirme l'hégémonie de l'Autriche à Modène, à Bologne, à Florence, à Rome, à Naples, dans l'Italie entière. Non, non, vous ne signerez pas cela!... Votre devoir n'est pas douteux : même sans l'appui de la France, vous devez continuer la lutte. Si vous êtes vaincu, eh bien! vous abdiquerez. » Le Roi, brusquement, lui coupe la parole : « Assez! Je ne vous laisserai pas répéter vos insolences d'hier. — Alors, je prie Votre Majesté d'accepter ma démission. — Je l'accepte. Vous pouvez vous retirer. »

Resté seul avec La Marmora, Victor-Emmanuel décharge sa colère : « Puisqu'il veut s'en aller, qu'il s'en aille!... Au moins, je serai délivré de son arrogance et de sa tyrannie... D'ailleurs, il perd la tête, il a besoin de repos. »

Le 13 juillet, Cavour rentre à Turin pour y expédier les affaires courantes jusqu'à la désignation de son successeur. Les amis empressés, qui sont venus l'attendre à la gare, tressaillent à son aspect : en trois jours, il a vieilli de plusieurs années.

La capitale piémontaise, où le traité de Villafranca est connu depuis le matin, semble frappée de stupeur, comme elle était

au soir de Novare. Tous les visages mornes, sinistres, effarés. Çà et là, des groupes qui pérorent, avec des gestes menaçants : « Napoléon nous a encore trahi!... Fourbe et parjure en 1849, fourbe et parjure en 1859, fourbe et parjure éternellement!... L'assassin de la République romaine a bien couronné son œuvre scélérate; il n'a feint de vouloir libérer l'Italie que pour la mieux poignarder... Ah! quand se lèvera donc le jour de notre vengeance? » Et soudain, comme par l'effet d'un mot d'ordre ou d'une baguette magique, on voit paraître, aux devantures de tous les magasins, le portrait d'Orsini.

Ce même jour, Napoléon III, impatient de retourner en France, ou plutôt de quitter le sol italien, abandonne le commandement de son armée. Il évite de passer par Gênes; car, dans cette ville ardente, son apothéose du 12 mai prendrait aujourd'hui un autre caractère. Il se rend directement à Turin : il en repartira le lendemain, dès la première heure, pour le Mont-Cenis.

Victor-Emmanuel s'est fait un devoir de l'accompagner, moins par courtoisie que pour le couvrir au besoin de son autorité. La précaution n'est pas superflue : les Turinois, si calmes d'habitude, sont tellement courroucés que la police a jugé nécessaire d'adjoindre à l'escorte royale un régiment de cavalerie française.

Après avoir salué les deux monarques à leur descente du train, Cavour s'est retiré chez lui, refusant de paraître au banquet d'adieux que le Roi n'a pu se dispenser d'offrir à son hôte.

Mais, dans la soirée, il est mandé au palais. L'Empereur a voulu s'entretenir quelques instants avec lui : « Je ne vous ai pas reçu à Valeggio, lui dit-il, parce que j'étais décidé, irrévocablement décidé à faire la paix. Que voulez-vous? Pour continuer la guerre, il m'aurait fallu trois cent mille hommes; je ne les avais pas. » Cavour ne discute pas; il se permet seulement quelques réflexions sur le triste sort des provinces italiennes qui vont retomber sous le joug de leurs anciens maîtres. « N'ayez crainte, lui affirme Napoléon III, je plaiderai leur cause devant le futur congrès... Je tiens d'ailleurs à vous répéter ce que j'ai dit au Roi : puisque le Piémont n'obtient pas tout ce que lui promettait notre alliance, je renonce à l'annexion de Nice et de la Savoie. » C'est la dernière fois que

les conjurés de Plombières se trouvent en présence. Les chaînes, dont ils se sont liés eux-mêmes il y a juste un an, les forceront à travailler encore l'un avec l'autre ou l'un contre l'autre; mais ils ne se reverront plus.

Le 17 juillet, l'Empereur arrive à Saint-Cloud.

Les journaux et les rapports, qu'il a reçus en cours de route, lui ont appris que les préliminaires de Villafranca ont suscité dans l'opinion française un vif mécontentement. Après la proclamation retentissante du 3 mai : *Il faut que l'Italie soit libre jusqu'à l'Adriatique*; après les dithyrambes officiels sur les victoires de Magenta et de Solférino, on ne s'attendait pas à voir nos troupes brusquement arrêtées au bord du Mincio, la Vénétie maintenue sous le sceptre des Habsbourg, la prépotence autrichienne raffermie et légitimée dans la péninsule. Aussi, ne voulant pas s'exposer à quelque manifestation désagréable des Parisiens, Napoléon III a ordonné que l'on aiguillât directement son train de Bercy à Saint-Cloud, par le chemin de fer de ceinture.

Puis, à peine reposé, il a réuni les grands corps de l'État pour se justifier d'avoir conclu si prématurément la paix : « Lorsque, après une glorieuse campagne de deux mois, les armées alliées arrivèrent sous les murs de Vérone, la lutte allait inévitablement changer de nature, tant sous le rapport militaire que sous le rapport politique. J'étais fatalement obligé d'attaquer de front un ennemi retranché derrière de grandes forteresses. En commençant la longue et stérile guerre des sièges, je me trouvais en face de l'Europe en armes, prête soit à disputer nos succès, soit à aggraver nos revers. Il fallait accepter alors la lutte sur le Rhin comme sur l'Adige; il fallait répandre encore un sang précieux qui n'avait déjà que trop coulé... Pour l'indépendance de l'Italie, j'ai fait la guerre contre le gré de l'Europe; dès que les destinées de la France ont pu être en péril, j'ai fait la paix. »

La confession est franche; l'apologie ne manque ni de courage ni de fierté. Mais le général Fleury n'a pas tort d'ajouter, dans ses notes, ce commentaire : « Maintenant, se dira-t-on, pourquoi avoir fait la guerre, si l'on courait la chance de soulever contre soi l'Europe et si l'on s'exposait à l'obligation de s'arrêter dans la victoire, devant le danger imminent d'une

invasion? C'était beau sans doute, de la part de l'Empereur, de se faire le régénérateur de l'Italie. Mais, ce qu'il a compris au lendemain de Solférino, il aurait dû le comprendre avant de s'engager dans cette croisade. »

IV

Cependant, Victor-Emmanuel a trouvé enfin et non sans peine un autre président du conseil, le général de La Marmora, esprit judicieux, cœur loyal et ferme.

Affranchi désormais de tout devoir officiel, Cavour part pour la Suisse, pour la résidence de ses chers cousins de La Rive, à Pressinge, non loin de Genève.

Deux motifs l'y déterminent : un impérieux besoin de repos après ces trois années d'un travail herculéen, puis le désir de faciliter la tâche des nouveaux ministres en leur épargnant la gêne de sa présence, en s'effaçant loyalement devant eux.

La disgrâce est la grande épreuve morale des hommes d'État. L'histoire en cite des exemples fort variés, depuis le calme et noble exil d'un Choiseul à Chanteloup jusqu'à la retraite hargneuse, vindicative, abaissante d'un Bismarck à Varzin. L'exemple de Cavour ne mérite pas moins d'être conservé; car il lui fait honneur et il rehausse d'un trait vif son originale figure.

Quand il arrive à Pressinge, il a encore les nerfs trépidants, l'âme en fièvre, le cerveau en ébullition. Ses premiers jours de relâche et d'oisiveté lui sont cruels. L'intelligente affection de ses cousins, la sollicitude ingénieuse et discrète dont ils l'entourent, lui permettent de s'abandonner à lui-même sans nulle contrainte. Si évidente que soit sa fatigue physique, il n'est aucunement abattu; mais on le voit tour à tour sombre, agité, distrait, concentré, loquace, taciturne, rêveur, sarcastique, enflammé; on voit qu'il rumine indéfiniment ses projets rompus, ses combinaisons écroulées, ses espérances détruites. Il parle souvent de Napoléon III, toujours ironiquement : « Ce pauvre Empereur a fait ce qu'il a pu, à Villafranca. On lui reproche d'avoir renoncé à la Vénétie, aux Romagnes, à la Toscane, à Modène, à Mantoue, à Peschiera... Il aurait cédé bien davantage, pour peu que François-Joseph eût insisté; il aurait cédé Milan, Turin... Que voulez-vous? il était fatigué, il s'ennuyait, il avait chaud... »

Mais, très vite, moins d'une semaine après son arrivée, il se transforme soudain. Fini, les récriminations stériles et les regrets superflus. A respirer le grand air des Alpes, son vaillant organisme s'est déjà réparé; son élastique nature a déjà rebondi. « Ce n'est pas en arrière qu'il faut regarder, s'écrie-t-il un jour; c'est en avant... Je suivais une voie; on me l'a coupée. Eh bien! j'en suivrai une autre. Nous mettrons vingt années à faire ce qui aurait pu être accompli en quelques mois. Qu'y pouvons-nous? D'ailleurs, l'Angleterre n'a encore rien fait pour l'Italie. A son tour, maintenant!... Puis, je m'occuperai de Naples. On m'accusera d'être un révolutionnaire, tant pis! Avant tout, il faut marcher et nous marcherons! »

C'est dans ces dispositions alertes et résolues que, vers la fin d'août, il retourne en Piémont pour aller s'enfermer à Léri.

Là, tout en s'adonnant avec le même entrain que jadis à l'exploitation de son domaine rural, il ne cesse de réfléchir aux conséquences de la paix calamiteuse qu'il n'a pu empêcher. Des amis nombreux viennent le voir, le consulter. A tous, il affirme : « Le traité de Villafranca n'est pas seulement criminel; il est absurde, inexécutable, il ne s'exécutera pas... La question italienne ne peut plus être résolue que par l'indépendance et l'unité de la péninsule entière. »

Les événements chaotiques, où l'Italie centrale se débat durant les derniers mois de cette année 1859, ratifient chaque jour sa prévision. Mais il ne s'en tient pas aux prophéties abstraites. Chez lui, une idée ne demeure jamais spéculative; son esprit réaliste la concrétise immédiatement. Aussi, avec une étonnante prestesse, il conçoit, dans le détail le plus minutieux, tout un programme nouveau, toute une politique nouvelle, qui peuvent réparer encore le désastre de Villafranca. Mais ce programme et cette politique sont d'une telle audace qu'il est seul capable de les exécuter. Le grand virtuose du drame italien n'attend plus qu'une occasion pour rentrer en scène.

MAURICE PALÉOLOGUE.

(*A suivre.*)

MADAGASCAR

NOTRE CONTINENT AUSTRAL

(Avril 1925)

I

AU GRÉ DE LA ROUTE

La Bibliothèque Nationale contient un manuscrit, depuis longtemps célèbre sous le nom de « Livre des Merveilles ». Des récits de voyage en Orient, aux Indes et aux Iles Malaises y furent transcrits vers la fin du XIVe siècle pour l'instruction et l'édification du duc de Bourgogne, Philippe le Hardi; et c'est en passant par plusieurs mains princières que ce prestigieux recueil entra dans la collection royale, sous François Ier. Orné d'images, dont la fantaisie égale l'abondance du texte, il est aussi bien rempli d'absurdités. On y peut voir les habitants des Iles de la Sonde costumés comme les chevaliers des cours d'Europe, avec l'épée croisée au côté, tandis que leurs féodales demeures comportent tourelles et ponts-levis, tout comme en Ile-de-France. Entre autres choses propres à exciter l'étonnement, il y est enseigné que les malades sont pendus aux arbres et donnés en pâture aux oiseaux, — qui sont anges de Dieu, — pour leur épargner d'être, une fois morts, la proie des vers de terre, et que les hommes, — aimable détail, — font aussi grand festin avec les membres de leurs vieux parents.

Ainsi les dauphins et les princes se sont longuement nourris de billevesées et il ne fallut rien moins que les hardies

explorations des siècles suivants pour détruire en partie ces fictions. De nos jours encore, combien d'erreurs, — à peine moins grossières, — courent le monde et barrent la route à la vérité !

Désireux de constater la montée économique et sociale de notre « continent austral », devais-je m'en tenir aux ouvrages les plus récemment parus sur Madagascar ? Il en est parmi eux d'excellents (1). Les récits des chercheurs et des navigateurs, les travaux des savants, les rapports des officiers et des administrateurs, nous ont éclairés sur sa flore et sa minéralogie, sur son climat et ses habitants ; les mémoires des missionnaires ont également contribué à nous renseigner. Mais, si le globe tourne toujours au même rythme, il n'en va pas de même de la marche de l'humanité. D'un lustre à l'autre, tel pays, qui était figé depuis des siècles, se transforme ; tel peuple, resté attaché aux coutumes ancestrales, use de moyens perfectionnés et monte aujourd'hui des engins rapides pour nous rattraper dans la course au progrès.

Le mieux était de m'embarquer pour Madagascar, non pour y trouver matière à un nouveau Livre des Merveilles, mais pour en rapporter tous documents, toutes impressions qu'un voyageur, instruit par de multiples randonnées africaines, n'eût pas manqué de recueillir à ma place, en procédant tantôt par séjours ou par bonds, tantôt par infiltrations patientes au cœur des tribus, souvent aussi en s'abandonnant au gré de la route comme d'un ruban dont les festons réservent des surprises...

MAJUNGA

Aux abords de l'Équateur. De lourds nuages roulent sur l'horizon, piste circulaire. Les cyclones, à l'état de menaces, s'en échappent et obliquent vers le sud. Les cieux sont moins chauds que sous les Tropiques, mais ils sont terribles et grandioses, tels qu'ils furent sans doute à la formation du monde. La mer est encerclée et plate. C'est l'époque où la mousson du nord-est se repose et où la mousson du sud-ouest n'est pas encore réveillée.

(1) Il n'entre nullement dans ma pensée de comparer ces notes de voyage aux études savantes qui ont été fournies sur chaque détail de Madagascar au cours des trente dernières années, notamment aux articles publiés ici même, en 1907, par MM. Marius et Ary Leblond.

Puis, un matin, un cap émerge, pointant vers le ciel un nom prestigieux : la Montagne d'Ambre. Trois lettres crépitent à l'antenne de la T. S. F. Le navire a fait un signe à la montagne et passe, en évitant les îlots et les bancs de corail.

La grande terre se précise, à gauche, toute verte : vert sombre des forêts, vert clair des plantations. En approchant, de grandes plaques de brique cuite se découvrent aux endroits où les falaises ont secoué la verdure. Les deux teintes se succèdent jusqu'à la baie de Majunga où mouillèrent, en 1895, les transports de troupes venus pour la conquête.

Des voiles latines, immenses, vont à fleur d'eau, suspendues aux mâts inclinés ; mais pas une pirogue ne nous croise, comme il est d'usage sur la Côte occidentale d'Afrique. Pour entrer dans la baie, le navire contourne la pointe du Caïman, derrière quoi se cache la ville.

Un bruit rauque. L'ancre est tombée. La marche en arrière de l'hélice fait éviter le navire. L'eau qui avait gardé jusque-là les couleurs de la mer se charge de volutes cuivrées, comme des nuages au soleil couchant.

Ah ! oui, l'île rouge ! Ce n'est évidemment pas sans cause qu'on la nomme ainsi. Cependant la cidatelle, les rives, les coteaux en face, sont verts. Très verts même. Au fond de la baie, le rideau de palétuviers est noir à force d'être vert...

Majunga ! En France, on imagine de deux façons un port colonial. Les uns veulent y retrouver des quais et des magasins bien alignés, ornés de grues et de ponts roulants. Pour les autres, c'est une plage de sable blanc frangée de l'incessante écume de la barre et ombragée de cocotiers, au pied de quoi abordent les pirogues chargées de ballots et de barils provenant d'un énorme vapeur mouillé à l'horizon. Ça fournit de belles affiches...

Majunga n'est ni l'un ni l'autre. Ville d'eau ou port de commerce ? Les deux à la fois, dirait-on. Mais d'où vient tout à coup cette sensation de « jamais vu » ? Est-ce la masse de verdure qui encadre très bas, sans l'écraser, la ville toute blanche ? Un peu de cela sans doute, car rien ne ressemble ici aux quais de Marseille, du Havre, voire de Dakar et de Casablanca. Mais il y a autre chose qui vous éloigne de l'Afrique et vous emporte au Levant extrême, vers l'Insulinde. Mouillés entre le vapeur et la terre, le nez presque dans l'eau, voici des

boutres (1) venus avec la mousson du nord-est. Les mâtures inclinées sur la proue, il semble qu'ils soient posés là tout exprès pour attirer le regard, car rien ou presque rien n'y décèle d'animation. L'équipage est-il à terre, en quête d'aventures comme le marin des Mille et une nuits? Ou bien, retiré dans le château arrière, à l'abri de ces boiseries découpées et sculptées dans le cèdre et dont le vernis brille au soleil, rêve-t-il aux délices de Bombay ou de Madras?

Sur la foi des récits de voyageurs, sur mes impressions personnelles, je m'attendais à retrouver ici un quartier de l'Afrique (deux cent vingt milles séparent Madagascar du continent) et me voici aux Indes, en Malaisie, je ne sais où encore. En tout cas, impatient de descendre à terre...

Mais il semble que je sois seul impatient ici. A peine un remorqueur vient-il près du bord, traînant derrière lui deux chalands en fer. Des hommes y sont assis, indifférents. Au moment d'accoster, un cri s'élève à bord du remorqueur :

— *Mouramour!*

— Doucement! me traduit-on.

... Un premier cri devient aisément une formule. Ici, — vous le verrez, — ce cri est mieux encore : un symbole.

Rien à terre ne dément la première impression. Sauf quelques hommes affairés autour de la grue à vapeur, nul ne se hâte. Pas plus les Comoriens en lévite blanche, semblables à des cierges dont la mèche aurait charbonné, que les Malgaches ceinturés de pagnes multicolores. Chacun compte sur son voisin. On dirait qu'ils modèlent leur attitude sur celle des bœufs attelés aux charrettes basses, stationnées un peu partout. Couchées à terre de chaque côté du timon, ces braves bêtes attendent qu'on les invite à transporter en ville les colis que des employés *houves* (2) au teint jaunâtre classent et dénombrent avec patience et sérénité. Un charretier accroupi gratte une oreille penchée, une mâchoire qui rumine, avec des caresses mesurées. Un enfant demi nu chasse les mouches. Celles-ci ne quittent une paire d'yeux que pour se poser sur une autre. Et le jeu continue, tout doucement, *mouramour...* jusqu'au

(1) Embarcation de l'Inde qui correspond à nos cotres de mer.

(2) Houves, race dominante de Madagascar, s'écrit aussi Hovas, suivant l'orthographe des pasteurs anglicans, mais se prononce Houves.

moment où un Blanc arrive qui trouble pour un instant le calme et dissipe l'apathie ensoleillée.

Que nous voilà loin d'Alger, de ses quais encombrés et bruyants, de Port-Saïd où le labeur du charbon se fait au rythme du tic-tac d'une montre, de Dakar où les bateaux sont assaillis par des hordes hurlantes de Noirs déguenillés, comme au temps des pirates barbaresques !

Cependant, le port de Majunga travaille. Je vous dirai plus tard le tonnage, le chiffre d'affaires des ports de Madagascar. C'est à croire que tant de nonchalances accumulées peuvent donner un résultat positif.

Fait étrange, le port et la ville semblent ne point appartenir en propre aux Malgaches qui peuplent les quais, ni aux Blancs qui secouent leur flegme. Ces boutres penchés sur le courant ou halés sur la plage ne sont pas venus ici comme une escadre en visite. En effet, à pas comptés, comme s'ils allaient à quelque cérémonie dans la campagne de Bombay, sanglés dans leur redingote de *shantung* ou engoncés dans des pardessus de soie blanche, des Hindous (ou plutôt des Indiens, comme ils préfèrent eux-mêmes être appelés) s'avancent parmi les barils, les caisses, les sacs, les billes de palissandre, les ferrailles et les matériaux. Barbes blanches, barbes noires. L'air sérieux. Ces gens-là ne font point figure d'étrangers.

— Ce sont les maîtres du commerce de la côte ouest, me confient les hôtes qui sont venus me chercher à bord.

Des douaniers blancs marqués du soleil, des agents de police créoles chargés de graisse et d'autorité, surveillent le trafic ; des négociants français assurent le négoce ; des administrateurs supportent le poids du gouvernement. Mais, dès que l'on a mis les pieds dans la ville, c'est pour voir que le commerce appartient sans conteste aux Parsis, aux Borahs, aux Ismaïlias, apportés un jour par la mousson du nord-est, de même qu'un naufrage jeta les premiers Portugais sur cette terre de Madagascar.

Dans les rues, ce sont eux que l'on rencontre, mêlés à la population. Aux carrefours, ce sont leurs enfants qui jouent : fillettes menues et gracieuses en pantalons de soie, garçons espiègles et rieurs, déjà vêtus comme des grandes personnes. Un peu partout, des adolescents bronzés, montés sur des bicyclettes ou des motos, transportent des papiers ou des échantillons. Tous sont coiffés de toques foncées, brodées de

soies lumineuses. Solennels, ils affichent leur puissance dans le pays qui les accueillit.

Par l'ouverture des portes ouvragées dans le cèdre et venues de l'Hindoustan, on peut voir les matrones constellées de bijoux ou de verroteries dorées attendre gravement les clients entre les étagères chargées de tissus et le comptoir de leur boutique, cependant que les comptables, indifférents, ornés de lunettes, accroupis sur leur écritoire, s'absorbent en des grimoires compliqués.

A eux, ces rues entières, régulièrement bordées de bâtisses à étages, édifiées sur un seul modèle, avec de larges vérandas en béton armé, et qui ont remplacé l'ancien quartier pittoresque et tassé dont quelques ruines lépreuses subsistent encore. A eux, les maisons de rapport louées à l'Administration, aux commerçants, aux avocats et aux banques. A eux aussi, ces légers pousse-pousse qui sillonnent en silence les rues et les avenues et qui se louent comme des taxis à l'heure ou à la course.

Mieux encore, le cercle européen appartient en propre à l'Aga Khan, — celui de Paris, de Deauville, de Biarritz et autres lieux opulents. Soucieux du salut de ses adorateurs, ce dieu solennel est venu cette année visiter les Ismaïlias. Il a daigné recueillir et emporter leurs offrandes. Trois millions, dit-on.

Majunga est décidément, en pays français, en pays malgache, la capitale des escales indiennes de la côte ouest, où les dieux ventrus de l'Asie acceptent de descendre. Voilà un paradoxe, certes. Et ce n'est que le premier sur cette terre paradoxale.

Comme l'après-midi va s'achever, la brise de mer s'infiltre dans les rues et les allées coupées à angle droit, agite légèrement les feuilles multiformes qui protègent la ville de la chaleur.

Six heures. Les bureaux ferment leurs portes. Les chefs de maisons, les négociants français, les membres de l'Administration, tous ceux qui s'étaient tenus à l'abri du soleil sortent, montent dans leur pousse-pousse. En un instant les véhicules gracieux jaillissent de toutes les maisons, balancés au trot des *bourjanes*. Des couples s'y prélassent que l'on n'avait pas encore aperçus. Des isolés s'accostent, se saluent. Tous se rendent au cercle ou sur le boulevard Maritime. On entend des cris : « *Malakia !* Plus vite! » Les indigènes eux-mêmes ont l'air de

se hâter vers leurs cases dans le faubourg malgache. Mais cette hâte et ce besoin de mouvement s'apaisent très vite. Éphémère, ce semblant d'agitation se résout bientôt en langueur. Le calme, au lieu d'être ensoleillé, s'enrobe de nuit, de cette nuit tropicale que je retrouve comme un visage aimé, souriant et mystérieux à la fois, dont le charme étrange vous surprend toujours pour mieux vous garder ensuite.

Des boutiques restent ouvertes dans les rues désertes pour inviter à boire le passant attardé. Dans leur quartier, — toute une rue, — les bijoutiers indiens inlassablement penchés sur leur minuscule enclume, courbés sur la filière, le chalumeau aux lèvres, travaillent l'or venu des hautes terres, cisèlent des bijoux et tressent des filigranes.

... *Mouramour!* Majunga s'endort maintenant dans la volupté puérile et placide, si naturelle à l'âme malgache qu'elle en devient une religion.

Majunga, je le répète, fait des affaires, beaucoup d'affaires. Que sera-ce, le jour où l'agitation septentrionale l'aura gagnée?

L'ILE FLEURIE

Est-ce un génie bienfaisant qui répandit dans l'île ces fleurs innombrables? Ou les vents d'Afrique et de l'Inde? Ont-elles survécu au fractionnement des terres? Furent-elles tout simplement apportées par les hommes? Quels hommes? Ceux qui débarquèrent hier encore sur ces rivages, ou bien les Arabes de Mascate qui, depuis plus de trente siècles, avaient capté le secret des moussons et rôdaient en maîtres dans l'Océan Indien? N'est-ce pas plutôt les Phéniciens ou les Juifs de cette flotte que Salomon fit partir un jour d'Asion-Gaber pour descendre la mer Rouge, à la recherche du pays d'Ophir? Ophir était en face des côtes de Madagascar, où la malignité des vents poussait parfois les navigateurs. Ils en rapportèrent, nous dit le premier *Livre des Rois*, l'or, l'ivoire et les bois précieux... A moins que ce ne fussent les Portugais qui atterrirent ici au XVI[e] siècle, épuisés et hardis, après avoir doublé le cap des Tempêtes...

Quoi qu'il en soit, il est agréable de penser que les roses rencontrées en ces lieux ont accompagné de tout temps les audacieux chercheurs de chimères : or, ivoire ou idéal.

Et les roses ne sont pas seules. Alors qu'en Afrique occidentale, sous un parallèle semblable, une fleur de France fait pâmer chacun d'admiration, émeut les sens comme un joyau, les fleurs sur cette terre poussent sans ordre et sans effort. Celles des jardins, soumises au caprice de l'homme, débordent dans la rue et rencontrent au passage leurs libres compagnes qui montent à l'assaut des murs et des palissades. Les fleurs du sol surgissent au pied des maisons, escaladent les églises et les temples, s'accrochent à la mosquée, s'implantent dans les crevasses des sanctuaires bouddhiques, rejoignent celles qui se balancent aux branches des arbres, sourient au soleil, appellent la caresse de la brise, jusqu'à l'heure d'être cueillies et répandues à profusion sur les tables.

Leur espèce? Leur famille? Je les ignore. Elles me ravissent ou me surprennent. Cela suffit. Il en est que je vois chaque été en France. Il en est d'autres que j'ai remarquées en Algérie, au Maroc, je ne sais où. D'autres enfin que je n'ai vues nulle part. Leur mélange ressemble à celui des races de la ville et du pays : Malais et Papous, Cafres et Bantous, Indous et Arabes, Blancs et Créoles, venus de tous les points cardinaux.

Il est des pays où les fleurs, belles, sont presque inodores. Ici, elles ont trouvé une terre d'élection. Des forces souterraines les nourrissent de parfums. De son côté, le soleil exaspère leurs teintes. Un vrai carnaval. Si bien que l'ambition des fleurs de Madagascar frise l'outrance, quand elle ne séduit point par sa volupté. Les rouges deviennent cramoisis. Les mauves, sans vergogne, visent à la pourpre. Les jaunes parlent tous d'or fin. L'exubérance gagne les feuilles elles-mêmes qui oublient de rester simples. Leur chlorophylle se borde de rouge, de marron, d'ocre jaune, de teintes indéfinies. Il se produit souvent des confusions comme si une pluie, par fantaisie, avait aspergé les buissons et les massifs avec les couleurs d'une palette.

Cette ardeur de la nature ne s'en tient pas là. Les plantes grasses affectent des allures tantôt de serpents coléreux, tantôt de cordes dressées en l'air par la volonté d'un fakir. Certaines fleurs prennent un tel développement que les rares oisillons de la contrée pourraient s'y abriter, tout comme feraient des abeilles si l'idée leur venait d'y butiner. D'autres enfin n'ont qu'un pétale, tant la nature s'est hâtée d'aller procréer ailleurs.

Rien cependant, à travers la campagne où je m'égare à la

tombée du jour, ne donne l'impression de fantasmagorie que j'ai reçue dans les forêts de l'Ouest africain. Tout est de proportions mesurées. Point d'herbes géantes. Pas plus d'arbres monstrueux. Seuls les manguiers apparaissent comme de sombres ballons attachés au sol, disposés entre les goyaviers, les citronniers et les orangers. Leurs mangues, offertes au passant au bout d'un fil, font l'effet de minuscules sacs de lest. Dans les champs, des arbustes fleuris sont dispersés, — silhouettes de paysannes siciliennes endimanchées. D'autres fois, ils se groupent sur le bord de la route pour nous voir passer, comme des curieux.

De retour en ville, j'aperçois des treilles de muscat qui voisinent avec des cocotiers.

— A la saison, me dit-on, le raisin n'est pas plus cher qu'à Paris.

Au moment de pénétrer chez le coiffeur créole, je soulève une guirlande de fleurs plus étranges que tout ce que j'ai vu. Suspendues à de graciles branches, les pétales retroussés et dentelés, le pistil flottant et lourd de langueur, elles ressemblent à ces lustres dont la seule veilleuse se consume devant une Madone. J'ai crainte, en les touchant, de les meurtrir, tant elles sont délicates, et je m'arrête pour les contempler.

— Je vous en donnerai des boutures quand vous rentrerez en France, me dit la femme du coiffeur installée à la caisse et qui a surpris mon admiration.

— Comment les appelez-vous?

— Vous ne les connaissez pas ? me dit la belle créole. Ce sont des « lampes merveilleuses »!...

VERS TANANARIVE

La route impériale. — Les souvenirs mènent souvent les peuples sur le chemin de leurs destinées; ils peuvent bien guider la marche du voyageur. Je pourrais remonter à bord du paquebot, contourner la pointe nord, descendre à Tamatave et pénétrer ce continent par la voie ferrée qui rejoint la côte est à Tananarive. Une secrète force me pousse à suivre les traces de nos soldats sur la route qu'ils ouvrirent en 1895.

Comme le premier kilomètre, en France, part de la Cité, le cimetière de Majunga est devenu la borne initiale de cette

route impériale. Là, dans un ossuaire sacré, ont été réunis les restes de ceux qui moururent sur cette côte. Face à la mer, une stèle s'élève que les navires aperçoivent bien avant la ville. Au pied du monument sont installés des vases que la ferveur des indigènes remplit sans cesse d'eau, comme si, dans ce pays écrasé de soleil, la soif était la seule torture mémorable.

J'ai cité la route impériale. Exécutée par nos soldats, elle fut depuis abandonnée au profit de la côte est, voisine de la Réunion. Elle devait normalement relier le premier point d'atterrissage à la capitale. Mais la politique locale a des secrets que la raison ignore. Cependant, le gouverneur général fait entreprendre des travaux qui permettront avant un an de traverser l'île entière en automobile.

En attendant, la Betsiboka, le plus navigable des cours d'eau de Madagascar, veut bien me porter dans l'intérieur. En allant prendre mes billets, je traverse la ville. Le blanc, l'ocre et le vert se disputent mes regards. A la terrasse des cafés, des Grecs sont assis, modernes Ulysses auxquels le canal de Suez a ouvert la voie de l'Océan Indien. Oublieux des exploits de leurs ancêtres, ils n'en ont hérité que cette prodigieuse faconde qui se traduit en longs discours, à peine interrompus par l'arrivée des clients de leurs hôtels sordides et que ne trouble même pas l'heure de l'apéritif.

Le chemin d'eau. — La Betsiboka s'enfonce en biais, comme une blessure de couteau, au cœur du pays sakalave, notre premier allié par haine des Houves juchés sur les Plateaux. Ceux-ci descendaient périodiquement imposer dans les plaines leur domination. Les Sakalaves perdaient des hommes et des bœufs. La Reine et le premier ministre voyaient leurs troupeaux augmenter; les guerriers houves gagnaient des captifs au teint foncé.

Trente ans! Et c'est déjà de l'histoire ancienne! Au pied de leur ancienne citadelle, les Houves sont revenus noircir d'une très belle écriture des registres administratifs et des livres de commerce.

Je pense à tout cela pendant que le petit courrier à vapeur s'apprête à partir. Bateau plat, tel que les enfants en taillent dans une planche et qu'ils chargent de constructions baroques

après avoir fixé à l'arrière une hélice avec de la colle forte. Combien plus de prestige dans ce boutre à l'arrière de frégate, amarré près de nous, et qui explique la présence à Madagascar de la race malaise. A son avant en forme de cimeterre le sculpteur indien enchaîna un dauphin stylisé. Le cèdre a pris du ton. Le vernis renvoie de chauds reflets. Notre départ déclenche à son bord un peu d'animation et fait apparaître sur le pont un équipage échappé des contes orientaux. Deux marins jeunes. Les autres âgés. Ils exécutent au cabestan une manœuvre, sans hâte, en chantant, comme des esclaves antiques attelés à une meule.

Soudain, un bruit cadencé de ferrailles. Le petit courrier s'éloigne et vise le rideau noir des palétuviers, au fond de la baie, vers le sud. Sur la passerelle, derrière le pilote indigène, des créoles qui commentent le voyage et en font un événement comme des campagnards qui reviennent de la ville voisine. En bas, la foule des matelots et des passagers de pont. Ça se confond avec les ballots et les caisses. Du tas, émerge le fez d'un Comorien prétentieux et noir. On dirait une tache de sang. Un peu partout, des Houves, indifférents et clairs. Quand ils enlèvent leur chapeau de paille, les cheveux aile de corbeau reluisent au soleil.

Heures monotones des estuaires où les rives sont lentes à se rapprocher. Le flot rouge descendu des plateaux y discute avec la marée qui s'insinue. Le palétuvier y est maître des îles et des berges. L'amertume de l'eau stimule sa croissance et la multiplication de ses racines aériennes. Stérile ailleurs, il est une richesse sur cette côte. Richesse sans éclat, ennuyeuse et sombre.

Un promontoire dans la vaste baie, en haut duquel est plantée une usine. Un mur tout blanc crie au passant le nom et l'adresse d'une Société frigorifique dont le siège social est à Paris. Après cela, de vagues constructions en tôle ; une maison sur une colline ; et, de nouveau, le palétuvier régulier et dru comme l'herbe d'une pelouse. Puis l'estuaire s'effiloche, se frange. Le bateau hésite devant toutes ces portes, à tous ces carrefours. Comme points de repère, trois éléments : l'eau, le ciel et les palétuviers...

On dit que parfois des requins se fourvoient dans cette baie

compliquée et y livrent d'énormes batailles aux crocodiles. Mais ceux-ci mêmes sont invisibles. Le ciel est dépeuplé d'oiseaux. Il est un simple champ de courses pour nuages, une proie pour les vents qui s'en disputent les quatre coins, au moment de leur colère.

La nuit. Moustiques. Chants de l'équipage. Pilonnement de la machine. Sommeil indéfini et moite.

Éveil dans la buée du matin, au milieu de collines rouges, vertes et curieuses.

Les rives enserrent maintenant le bateau. Le courant lui tape sur le nez et charrie vers la mer des arbres, des bananiers écroulés, tandis que des choses noirâtres que les Malgaches appellent *mamba* ou *voay* se maintiennent au courant le long des berges.

A mesure que le soleil monte et chauffe, les choses noirâtres deviennent, striés de jaune et de vert foncé, de grands corps allongés sur le sable comme des pirogues tirées à terre. Quand le sommeil les prend, ces grands corps immobiles ouvrent la gueule, — pour se faire éventer le gosier, dit-on.

Mais ici cesse ma surprise. La rivière est, à peu de chose près, devenue un cours d'eau africain. Les Indiens, les Grecs sont loin. La nature est sincère comme le jaillissement des bananiers hors des berges hautes.

Les heures passent. Les collines font de plus en plus le gros dos, hérissent leurs arbres. Le pays des Sakalaves change d'aspect. Les lignes se brisent, font des courbes, sautent, retombent. Toujours vertes et feuillues. Des bananiers. Quelques petits villages. D'autres bananiers. D'autres petits villages. Puis, tout à coup, une bourgade.

Je dis bien une bourgade avec des maisons, des rues, des toits de tuiles rouges, et non pas un village nègre. Rien de l'Afrique. Influence houve des Plateaux. On s'arrête. Brouhaha sur la berge. On change d'embarcation, car la rivière s'aplatit de plus en plus, tandis que le fond de sable monte vers la surface à travers les remous.

Et l'on repart pour entrer au pays de l'or.

La plaine du riz. — Est-ce un désert qui mène au pays de l'or? Ces plaines que traverse la Betsiboka et que nul ne semble habiter, produisent-elles autre chose que des

roseaux, des bananiers ou des forêts? Oui, sans doute, si l'on songe que la ville de Marovoay, la première enlevée par nos troupes sur le chemin de la capitale, est assise au milieu de rizières qui fournissent un appoint de la précieuse céréale chiffré par dizaines de milliers de tonnes... Les chalands qui descendent le courant sont chargés de *paddy* (1). D'autres remontent, tirés par des bateaux à mazout dont les explosions mitraillent les rives. Et cette vallée qui, à vrai dire, est la plus fertile de Madagascar, a des émules, au nord et au centre, à l'est comme à l'ouest.

Que serait-ce donc si ce continent, au lieu de ses trois millions d'habitants, avait une population normale? A ces terres d'une fertilité sans limite, à ces alluvions épaisses de plusieurs mètres, arrosées de pluie et baignées de soleil, il ne manque en vérité que le semeur et le moissonneur. Encore les vents se chargeraient parfois de suppléer le premier... Quant au second, une partie de son effort se perd en *kabares*, comme ceux des passagers créoles, houves, sakalaves : discours où les interlocuteurs, doucement assis à l'ombre, prennent plus de plaisir à la musique des mots qu'au sens de leurs paroles, évitent de parler directement des sujets qui les intéressent le plus et ne redoutent guère que l'action.

— Mais, me direz-vous, tout cela paraît fort décourageant. Population réduite et nonchalante...

Sachez donc qu'en 1924 Madagascar a exporté 302 000 tonnes de produits pour 3 millions d'habitants, alors que l'Afrique occidentale française, avec ses 11 millions de Noirs vigoureux et travailleurs, n'a exporté que 532 000 tonnes. Proportion par tête d'habitant toute proche du simple au double en faveur du Malgache et de son pays, — surtout de son pays. Il y a là, c'est certain, le plus bel indice de richesses du sol et du sous-sol, le paradoxe le plus consolant; et l'on peut tout espérer d'une terre qui enfante à ce point sans être violentée.

Mais voici que les collines se dénudent. Le paysage s'élève à l'horizon, prend l'ampleur sévère d'un escalier de temple antique.

Comme je m'étonne de ce changement d'aspect :

— Le pays de l'or ! me dit mon voisin.

(1) Riz encore entouré de sa balle.

La route de l'or. — Une large pluie s'est abattue sur la vallée. On m'avait pourtant affirmé que la saison en était passée. En Afrique, sous le même parallèle, la démarcation est absolue entre l'eau et la sécheresse. Ici, la transition est mal définie. Le temps est irrésolu comme l'indigène. « Doucement... peut-être... demain... je ne sais pas... » Voilà des formules bien asiatiques.

La pluie a lavé le ciel. Les clochers des églises et des temples se détachent des quelques bourgades rencontrées, — ocre rouge sur le fond vert pâle des kapokiers. Ces clochers rivaux dans leur élan sont la marque d'une religion importée bien avant la conquête.

Est-ce à dire qu'il n'y a pas d'autre culte autochtone ? Je pose la question à un de mes compagnons de route. Houve de race pure, naturalisé Français, il s'habille avec une élégance discrète et ne commet pas une faute dans notre langue.

— Monsieur, me confie-t-il, vous allez connaître d'ici une religion encore fort en honneur. Celle des génies de l'or. Les *Loulou n'tany* et les *Midjourou n'tany* ne cessent de parcourir le pays. Ils s'arrêtent aux sommets que vous apercevez et s'y installent au coucher du soleil pour les quitter dès l'aurore. Là ils fréquentent les pierres noires, blanches, plates ou rondes qui donnent leur nom aux villages voisins. Le culte de ces génies est suivi avec application par tous les chercheurs d'or, sans être toutefois l'objet de la même adoration que Dieu, l'*Andriamanitra* de nos ancêtres. Si vous passez ici à votre retour, faites-moi la faveur d'entrer chez moi. Je vous ferai assister à un sacrifice en l'honneur de ces génies...

Maevatanana : « Le beau village ». Porte fleurie du désert où se cache, comme partout dans le monde, l'or. L'Ikoupe, qui descend de Tananarive, traverse la région sans l'égayer, ni rafraîchir son climat. Le métal jaune se complaît dans un décor de pauvreté.

Stérilité qui surprend, isolement qui étreint, malgré la coquetterie de la Résidence, de la Mission, du faubourg qu'un hardi pionnier, à l'époque de la conquête, créa de toutes pièces.

Ce soir, à table, autour d'une de ces dindes copieuses qui, avec les oies et les pintades, peuplent les basses-cours, ce sont encore des histoires dorées que l'on raconte à mon inten-

tion. Celle de ce colon du nord de l'Ile, par exemple, qui recueillit en peu de temps, sur un placer, trois tonnes d'or. Il avait soigné, avec dévouement et succès, une jeune femme du pays qui avait suivi sa fortune. Reconnaissante, la *ramatou* emmena son bienfaiteur et ami dans la montagne, à la demeure de son père. Ce dernier, par gratitude, offrit au Blanc une de ces pierres étranges faites de quartzite, de pyrite et de métal jaune. Un échantillon formidable. De là à demander le permis de recherche et d'exploitation, il n'y avait qu'un pas.

Dès lors, le vieux Malgache apprit à ses dépens que si les Blancs avaient sauvé sa fille, ils avaient détruit la paix de sa montagne. *Voula mène!* « L'argent rouge ». Il entendit ce mot jusqu'au dégoût. Ce fut une ruée, avec tout le désordre qu'elle entraîne. Rien n'y manqua. On assaillit les porteurs d'or dans les sentiers. On les assassina. Tandis que sous le péristyle de la Bourse, à Paris, se déclenchaient de brutales offensives contre les réserves d'argent des petits rentiers et des concierges, cachées sous les piles de linge.

La fièvre de l'or s'étendit à l'île entière. L'Ouest et Maevatanana connurent une recrudescence. Chaque Blanc cherchait sa montagne jaune, chaque Malgache invoquait en secret le *Loulou n'tany*, le suppliant de lui indiquer une poche qui permît l'achat d'un troupeau et une ripaille démesurée...

Les Plateaux et l'Est n'échappèrent pas à la contagion. L'or que les gouvernements houves avaient interdit de ramasser, de peur d'attirer l'étranger, sortait du sol. Partout dans la batée des yeux exorbités cherchaient les « couleurs » mélangées aux sables noirs, et dans les gangues de latérites lavées, dans les quartz patiemment broyés entre deux morceaux de granit, la poussière ambrée qui fait tourner les cervelles. Autour des laveurs de terre et des écraseurs de roches les aventuriers s'installèrent : Grecs, Indiens, et autres encore, sans nationalité ni métier bien définis, contrebandiers sans vergogne qui achetaient en sous-main le produit des placers exploités pour le compte des colons.

Aujourd'hui, au fond des ravins où ils profitent des ruisseaux et des filets d'eau pour le lavage, les orpailleurs malgaches penchent encore sur le secret de la terre, à l'affût de l'aubaine fabuleuse. Les femmes agitent la batée avec patience et continuité, tandis qu'avec l'*angade*, — bêche ancestrale, —

les hommes raclent le *bed rock* (1), dès qu'une pluie a « dépilé » la surface et rassemblé dans les creux le sable et la terre des sommets.

Il m'a plu, avant d'escalader les hauts plateaux, d'errer longuement à travers ces solitudes; de suivre le travail de ces hommes nonchalants et chétifs, tantôt labeur de fourmis, tantôt entreprises de géants pourfendeurs de collines. J'ai partagé un instant leur fièvre, toujours leur curiosité. J'aurais voulu ouvrir toutes les pierres, sonder la décomposition des gneiss, patauger dans le lit des rivières à demi desséchées pour profiter du travail des crues...

Mais les hauteurs de l'île m'ont attiré. Des pics surgis à l'horizon m'ont fait signe, me promettant de la fraîcheur.

— Nous sommes en plein Tropique, préviennent les gens de Maevatanana. Cependant n'oubliez pas de préparer vos habits de laine; et mettez votre pardessus en arrivant sur le Tampouketse.

... Je vous disais bien que l'on entre dans le pays du paradoxe!

La route des batailles. — Un ruban rosé, latérite et quartz, de quatre mètres d'empierrement qui, hors les ponceaux jetés sur les ruisseaux et les failles, veut ignorer les travaux d'art : voilà la route que suit l'automobile postale du gouvernement qui m'emporte. Elle est jalonnée de voitures Lefebvre et ses bornes sont marquées de noms de victoires. Maevatanana, cinq mille ennemis; deux blessés de notre côté. Tsarasaotra, bataille d'un jour : quelques morts Français. Andriba, où les Houves s'enfuient, entraînant leur colonel anglais.

Les villages se font rares. En revanche, la solitude se peuple de pics et de ballons, d'imprudentes falaises qui se penchent sur nous. Gris, rouge et vert mélangés.

La troisième et la deuxième vitesse alternent leur chant sous nos pieds. Comme le soir arrive, chacun déboucle sa valise et sort un pardessus. Cela semblait une chose absurde, impossible, quelques heures auparavant.

Le chauffeur malgache qui jusqu'ici n'a pas desserré les dents et qui avait l'air de dormir en conduisant la voiture le

(1) Fond de roche dure sur laquelle reposent les coulées de minerai.

long des ravins, étend le bras vers une bourgade installée sur une croupe.

— Nous arrivons à l'étape, dit quelqu'un. Neuf cents mètres. Une bonne nuit fraîche en perspective!

Les fossés, à l'approche des maisons, débordent de giroflées...

Le village dans la montagne. — L'automobile s'arrête au beau milieu d'une petite place entourée de maisons blanches couvertes de chaume. Première sensation d'échapper au Tropique. Des roses grimpent aux vérandas. Des cheminées fument. Cent détails me frappent indistinctement qui me disent que rien de semblable encore ne s'est offert à mon regrad sous un quinzième parallèle. Jusqu'ici, malgré les tuiles rouges et d'autres perfectionnements par lesquels s'affirme l'influence européenne, l'aspect pittoresque ou la misère des cases m'a rappelé l'Afrique avec son caractère de provisoire, d'instabilité.

Ce village dans la montagne, on dirait qu'il m'attend depuis des siècles. Il n'a pas dû, d'ailleurs, s'ennuyer dans la position qu'il occupe au-dessus du paysage qui l'entoure. Le ruisselet d'eau claire qui longe la place lui chante une chanson du Septentrion. Les oies et les dindons, mêlés aux enfants, nous regardent, curieux. Les pintades saluent le soir, à coups de gosier. En vérité, je suis dépaysé. Majunga et la plaine de l'Ouest sont déjà loin dans mon esprit. Maevatanana et ses champs d'or que je viens de quitter s'estompent rapidement...

Un sentier de bergers conduit à un mamelon qui surplombe la vallée et m'invite à profiter en paix des dernières heures du jour.

Tout ce que le bruit et le déplacement de l'automobile m'ont empêché de distinguer jusqu'ici, monte alors vers moi en une paisible symphonie, d'un charme plus précieux encore après les heures ardentes de la plaine.

Au sommet du mamelon, une tombe. Celle d'un commis des travaux publics. Autre jalon des routes exotiques. Plus modeste que les batailles, plus fréquent aussi. Comme à dessein, l'inscription porte « DURANT », mais avec un T. Il est mort à la peine, à quarante-trois ans. Plus tard, il sera un ancêtre, pareil à ceux qui peuplent les sommets et que les Malgaches

invoquent en même temps que les *Loutou n'tany*, les *Midjourou n'tany* et autres génies élevés, abrités sous les pierres noires, rouges ou blanches.

Altitude : 1000 mètres, dit la carte.

Les monts ne sont pas coiffés d'améthyste comme ceux du Maroc ou de l'Italie méridionale. Ils sont nets, comme en Auvergne, trempés dans un air limpide, cristallin. Sur leur vêtement sombre, les cascades dessinent de grands traits immobiles et blanchâtres.

Entre les sommets et moi passent quelques corbeaux. Sont-ils en nombre pair ou impair? Qu'importe? Le malheur lui-même doit être léger sur la terre malgache. Leurs plastrons blancs se balancent sur l'abîme, comme secoués au bout d'un fil. Des bœufs sont remontés près de moi, bossus et pleins. Ils regardent les corbeaux, demeurent interdits et m'interrogent. Comme je ne leur réponds pas, ils reprennent leur mastication rythmée et vont au village retrouver les poules, les porcs et la marmaille. Ils savent bien qu'on ne les tuera pas aujourd'hui : personne n'est mort parmi leurs maîtres avares et doux.

Tranquille et sans provocation, le soleil quitte les montagnes qui s'imprègnent de mystère et va retrouver la plaine dont la dépression aspire le regard. L'air devient pénétrant, à la façon d'une caresse. Dans le bas, déjà noyé d'ombre, chante une rivière qu'on ne voit pas. La lune apparaît dans une échancrure. Le relief des vallées s'accuse. Une vraie leçon d'orographie. Les pics font de la dentelle, ton sur ton. Quelques taches rougeâtres résistent encore à la nuit. Au couchant, l'or des terres est monté daus le ciel. A l'est, lui répondent d'inexplicables irradiations.

Une voix dans le lointain... Qui appelle-t-elle? Sans doute les génies offusqués du grand jour, que l'on a coutume d'évoquer le soir et le matin. Serait-ce encore, sorti des ruines de ce poste installé tout en haut d'un pic, un des soldats de la colonne volante que la fièvre fit trébucher sur la route? Proclame-t-il que le courage et le sacrifice des humbles sert à faire de la gloire? Est-ce simplement un adolescent qui rallie son troupeau?

L'air est si doux que je ne cherche pas à deviner. La lune monte, toute rouge, souveraine sans pouvoir... Le saphir du ciel s'empare des monts, se mélange à l'émeraude des pentes,

au jade des petites rizières qui s'endorment au creux des vallons.

Invisible, la rivière chante toujours...

... Comme je rentre à la petite hôtellerie, je trouve l'hôtelier installé près de sa femme (une Houve, cousine, — naturellement, — de Ranavalona III) au milieu d'un petit cercle d'indigènes. A coup sûr, il a retrouvé ici ses montagnes du Rouergue. Il les a même oubliées. Gravement il écoute des histoires de sorciers et de loups-garous, arrivées dans le village durant les nuits précédentes.

Un désert dans le ciel. — Le Tampouketse est un solitaire qui ne discute qu'avec le ciel. On m'avait dit, en bas, dans les plaines : « Quand il n'y pleut pas, il vente. Quand il n'y vente pas, il pleut. Il y fait souvent les deux en même temps. »

Sévères conflits, âpres discussions, qui doivent facilement tourner à la colère, si l'on en juge par le résultat. Tout est balayé. Pas un arbre. Pas un rat. Pas une abeille. Le vide. Et ce vide est émouvant. Seuls les nuages se rapprochent de la terre, sondent les creux de vallons, remontent, roulent sur eux-mêmes, s'écorchent aux pitons et vite s'enfuient, effilochés.

Le Tampouketse est un plateau tout en savane. Dix-sept cents mètres. Il me semblait bien depuis une heure que la prise directe se reposait et que la troisième vitesse faisait seule la besogne. Patiemment, la voiture a suivi la route dans son escalade. Croupes audacieuses, « épingles à cheveux », virages au bord des ravins : rien n'y a manqué. Au fond des vallées, à droite, à gauche, des rivières écumaient, se tordaient et glissaient, si lointaines qu'elles semblaient muettes.

Dans les plaines, le soleil régnait en maître. Sur le Tampouketse le vent met en fuite la chaleur. Une partie de l'année, il couche l'herbe d'un côté; le reste du temps, de l'autre côté. C'est la seule végétation, au point que cela finit par évoquer l'idée de pureté et de fantastique en même temps. On voudrait découvrir, on s'attend même à voir surgir quelque château du moyen âge qui anime et commande à cette solitude. Rien. De rares bœufs égarés, dégoûtés de l'herbe, se prélassent parfois sur la route. Ils vous en veulent de les déranger, se rangent à regret au bord du fossé, et la course continue.

Au loin, de toutes parts, des sommets atteignent notre

niveau comme une vaste houle de mer. Près de nous, parfois, une falaise se dresse, penche comme une vague qui déferle. A d'autres endroits, le gneiss à tête grise troue la carapace de terre rouge et de verdure, et proclame :

— Je suis l'ancêtre !

Et nulle voix ne s'élève pour le contredire... Un cri d'admiration même serait emporté par le vent !

Tampouketse ! Cela tonne comme l'orage, avec des grondements et des éclats !... Tampouketse ! Spectacle d'une morne magnificence qui évoque les duels de la terre et du ciel... sans témoins.

LA CAMPAGNE HOUVE

— Des déserts comme celui-ci ne font pas un pays prospère...

A cette réflexion faite à haute voix, mon voisin répond :

— Tout à fait de votre avis. Aussi les Malgaches, peu nombreux, au lieu de rester disséminés, se sont groupés. Le Tampoukelse et la ligne des plateaux qui lui ressemblent ne sont qu'une barrière, une frontière physique entre deux pays différents : la côte Ouest et l'Imèrina(1). Peuples, types, habitat, tout est distinct, comme le climat des plaines et celui des Hauts-Plateaux.

Il arrive en Afrique de traverser, à longueur de journée, des espaces d'une continuité uniforme. D'où fatigue de l'esprit, satiété des sens. Ici tout est surprise. On s'est habitué à la monotonie exaltée du Tampouketse où la voiture fait du quatre-vingts à l'heure, et voilà que tout à coup la terre se dérobe sous les pieds. On a la sensation de planer tout le long d'une pente abrupte en travers de quoi l'automobile se laisse glisser.

A gauche, des terrassements ont entamé les contreforts. Falaises rouges que le conducteur malgache semble craindre beaucoup plus que les pentes éboulées sur la droite. Il freine à peine, et comme il n'entend pas le moteur débrayé, il ne voit pas sa vitesse. La cigarette aux lèvres, il va, il va, sans un tressaillement, préférant l'arc à la corde dans les virages.

— Peu d'accidents avec ces gens-là, me dit-on.

(1) Prononcez : Imèrna.

Et nous voici à cinq cents mètres plus bas qu'il y a une demi-heure.

En face de nous, une campagne qui me paraît familière. Il me semble bien reconnaître, pour les avoir vus quelque part dans le Vivarais, dans le Bourbonnais, je ne sais plus où, ces roseaux, ces marais, ces collines rougeâtres, ces petites églises qui dominent de minuscules villages comme des poules au milieu de leurs poussins. Pour compléter l'illusion, des charrettes à bœufs, dont le nombre augmente à mesure que nous approchons d'Ankazobé : « la Grande Forêt ». Mais l'antique futaie qui donna le nom à cette localité a sans doute péri, vétuste ou emportée par quelque tourmente, ou brûlée par les Malgaches insouciants. Il ne reste plus que les eucalyptus plantés par Lyautey, — que l'on trouve là déjà, aux côtés de Gallieni, empressé à organiser une France nouvelle.

Des vieillards, drapés dans leur *lamba*, nous saluent gravement au passage, comme ils ont dû saluer le colonel Lyautey quand il restaura leur village, en fit une cité ornée de monuments et de bâtisses, percée de belles avenues, agrémentée de jardins et de parcs, ainsi qu'une ville d'eau de la métropole. Il dut se plaire parmi eux, si l'on en juge par ces coquets pavillons qui formaient sa demeure et ses bureaux, par les arbres prestigieux qui les abritent, les bougainvilliers qui les écrasent de pourpre et de verdure, les flamboyants qui illuminent la cour et les allées. A coup sûr il s'y retrouverait encore chez lui, tant les constructions paraissent bien conservées dans ce monde nouveau où je viens d'entrer.

Tout ce qui rattachait l'Ouest à l'Afrique a disparu. L'organisation même a changé. C'est celle de nos campagnes que je revois ici, avec sa mairie, sa justice de paix, sa maison du peuple, ses demeures de notables, ses halles et ses fontaines sur les places. Ce sont aussi les épiceries basses et étroites, les fruitiers, les marchands d'indiennes et de cotonnades, enfermés dans de minuscules échoppes, avec leur air de petits commerçants qui savent la valeur d'un sou...

La campagne houve, retrouvée à la sortie d'Ankazobé, est pour moi tout imprévue. Pierre Mille m'avait averti de ma surprise et il y a eu surprise quand même. C'est une gravure champêtre, naïve, un peu passée, dans un cadre fortement ouvragé. Comme nous sommes à la fin de la saison des pluies,

l'eau descend de tous les vallons, circule dans les rizières, stagne dans les marais, repart pour courir en tous sens, cherchant à travers les rochers gris un chemin vers la mer. Et là, en traversant ces petits villages de paysans, accrochés à flanc de côte ou installés sur une croupe, entre deux creux de rizières, ma première impression se transforme en certitude : Madagascar, malgré les Sakalaves et les hommes de l'Ouest mélangés de sang cafre, Madagascar ne fut jamais un pays de nègres.

Cela paraît tout simple à dire, n'est-ce pas? Et cependant, chacun en France, même parmi les fervents du voyage, imagine une île nègre, continuation logique de l'Afrique.

Quel agréable étonnement de voir ces femmes au teint clair, peignées avec soin, habillées avec grâce; ces hommes de Fiouna, de Mahitse, d'Ambohidratrime, paysans au teint hâlé qui portent avec simplicité le chapeau de paille à calotte carrée, qui se drapent dans le *lamba* comme les Romains dans leur toge! Ils saluent sans cesse, retour du marché, en route vers un village voisin. Ils saluent, non comme des tirailleurs rigides, des esclaves ou des serviteurs, mais avec la timidité de bon ton qui est le propre des hommes libres et de bonne éducation. Leurs propos sont calmes. A chaque bourgade, le commis des postes nous remet le courrier, avec un sourire précédé d'un salut compassé et suivi de souhaits obséquieux. Les Houves sont très polis, d'une politesse raffinée.

A mesure que nous avançons, la route se découvre encombrée de charrettes. Les bœufs des attelages lentement se déplacent à droite avec de grands yeux étonnés. Les maisons en bordure nous regardent, toutes rouges de la base à la tuile. Rouges comme les talus, rouges comme les collines. Les unes sont modestes et basses; les autres étalent sur la rue, perchée sur quatre piliers de briques, une véranda où jouent des enfants sous le regard maternel. Presque à chaque village un charron exhibe ses travaux, un forgeron nous montre ses soufflets tubulaires accouplés, dont un garçon agite alternativement les pistons.

Ajoutez à cela les porcs et la volaille qui concourent à l'animation de ce spectacle paysan et vous vous demanderez si je vous parle des routes ocrées de l'Imèrina ou de quelque pays basque, périgourdin ou provençal, et du moyen âge... ou d'hier...

Et cela continue, alterne, change, pour reparaître semblable.

Au milieu des bœufs, des charrettes couvertes comme celles des Mérovingiens, des animaux en travers de la route, des chiens qui nous poursuivent en aboyant, notre automobile est un engin anachronique et vrombissant. Je ne suis pas à douze mille kilomètres de la France actuelle, mais à dix siècles!

TANANARIVE

Comme le ciel s'est vidé de soleil et que, capote abaissée, nous courons à l'air libre, au détour d'une colline brutalement échancrée par la route, d'un seul coup et sans avertissement, un tableau monte à l'horizon comme une toile murale. Dressé tout en sanguine sur la mosaïque des rizières, sur le marbre sombre des eaux stagnantes, appuyé contre le bleu encore illuminé du ciel, ce décor représente Tananarive.

J'ai vu Naples au soleil levant, Palerme dans la gloire du jour, Marrakech encadré par les sommets bleutés de l'Atlas; j'ai aimé des villes sous la neige, ou d'autres éclatantes de soleil; j'ai subi l'étonnement de New-York, dont la brume coupe les *buildings* pour en faire une deuxième ville aérienne. Je n'ai rien vu de semblable à Tananarive au soleil couchant...

Tout à cette vision, je n'aperçois plus les charrettes, les bœufs, les pousse-pousse, les piétons. Je n'entends pas le brouhaha de cette cohue qui sort de la ville et rentre à la campagne. Les instants roulent trop vite...

La Cité des Mille. — Il faut laisser aux historiens le soin de nous dire quel roi houve fonda Tananarive. Est-ce Andrianjaka, en 1607? Est-ce Andriantsimitoviaminandriandehibe, ou simplement leur descendant fameux, Andrianampoinimèrina? En face de la ville qui va s'endormir, la question ne se pose pas. Le fait est là : ces princes, — qui aimaient les noms d'une importante complication, — ne pouvaient mieux choisir la position de leur repaire, en vrais seigneurs féodaux qu'ils étaient. Tananarive en effet domine la plaine, à la façon d'une île émergée d'un lac de verdure.

Mais que de chemin parcouru depuis l'établissement de ces roitelets rustiques et ambitieux, entourés de leurs compagnons d'armes! Les cases en bois recouvertes de chaume qui composaient le *tanane arivo*, la Cité des Mille, ont disparu. Dans la

masse de verdure qui tapisse la montagne, il n'est plus que maisons de briques couvertes de tuiles, accrochées un peu partout aux pentes abruptes, suspendues on ne sait comment au-dessus du vide. Ne cherchez pas la fantaisie de l'Orient, les étages avancés qui ont l'air d'en venir aux mains au-dessus des passants, l'empiètement des murs et des terrasses sur la rue et sur le ciel. Écartelée sur les trois branches d'un Y, Tananarive, vue de près, donne une impression de petite ville de province. Ne me demandez pas de quelle province : je serais obligé de passer en revue le Midi entier, et même d'aller en Espagne méridionale.

... Des points lumineux naissent en haut, en bas, au milieu, en tous sens, s'installent sur les pentes. Comme nous sommes en semaine sainte, les cloches tintent, appellent les fidèles à un nocturne. Les clochers sont accrochés dans le ciel qui tourne au noir. Le palais de la Reine lui-même semble une cathédrale de mauvais goût qui domine la ville.

Cet appel des cloches est à peu près le seul bruit de la cité. Aucun tramway ne crisse, ne ferraille. Quelques automobiles passent, escaladent les pentes, vivement disparues. Les pousse-pousse les remplacent, caoutchoutés, silencieux au point que l'on entend le souffle des *bourjanes* dans les montées.

Tananarive ressemble à une ville calme où la fraîcheur du soir est propice au sommeil...

LES HEURES DE TANANARIVE

Le matin joyeux. — Pâques ! Avec les fêtes nationales de France, les fêtes chrétiennes sont les seules qui subsistent encore à la ville. Les anciennes solennités ne sont plus qu'un souvenir qui revit à peine dans les chants et les danses, dans les annuelles cérémonies funèbres.

— Il y aura beaucoup de monde dehors aujourd'hui, me dit le Malgache poli et prévenant qui me sert le café dans ma chambre d'hôtel.

De ma fenêtre, j'aperçois encore le palais de la Reine. Toujours lui. Dans la brume de l'aurore, il paraît cependant moins stupide... Qu'importe sa laideur, due à l'imagination d'un aventurier anglais, si de sa terrasse je découvre toute l'Imèrina ?

Voici que « l'Œil du jour » se montre, d'abord timide dans l'aube froide, puis brusque et envahisseur. Une plaine immense, aux teintes de jade, s'éclaire à mes pieds, tandis que les collines et les villages lacustres disséminés dans les rizières prennent des tons de tourmaline. Leur nombre est incroyable. Je commence à comprendre la deuxième interprétation de « *Tanane arivo* » : les mille villages. Ces mille villages affectent mille formes, allongés contre les digues, incurvés le long d'une route, inscrits dans un cercle isolé ou plantés tout en haut d'un tas ocré qui émerge du marais.

A mesure que le soleil monte, la brume qui flottait, opaline, sur cette vaste cuvette se dissipe. La forme des maisons apparaît. Presque toutes semblables, comme des jouets fabriqués en série et qu'une main d'enfant aurait avec caprice distribués dans un parc artificiel tapissé de mousse. Des fumées qui s'échappent des cheminées avertissent que ces maisons-jouets sont habitées, qu'on s'y éveille en même temps que « l'Œil du Jour » et qu'on se prépare à la fête.

Une ligne d'argent traverse les villages et le damier des rizières. C'est l'Ikoupe. Il vient à peine de quitter sa source et déjà il travaille, démolit, fertilise, inonde et court se jeter à la mer au pied de Majunga.

Tout autour de ce lac de verdure, des sommets isolés qui avaient autrefois rang princier défient celui qui supporte la capitale. Leur tête bleutée ou rougeâtre surveille la plaine. Fatigués de monter la côte, les gens les ont abandonnés pour s'installer plus près de l'eau, des champs et des routes. Ils doivent maintenant connaître l'ennui. J'en aperçois en ce moment qui se renvoient des nuages, ainsi que des joueurs une balle de rugby ; d'autres les étirent, et s'en amusent comme des danseuses avec une écharpe...

Ce matin est matin de fête. Les cloches annoncent la bonne nouvelle, invitent à la joie. Sympathie du métal : vendredi, leur chant paraissait triste ; ce matin, elles clament à toute volée que le Christ est ressuscité. Les cloches de toutes les confessions s'unissent pour avertir de ce renouveau. Il y a compétition entre l'airain des anglicans et celui des catholiques, entre les sonneurs de la cathédrale perchée à Andoala et ceux du temple dont la tour ressemble à un château d'eau. Peu de dispersion dans les croyances. La croix domine partout, —

à côté des girouettes. Encore un symbole en pays malgache!

Dans les rues le va-et-vient s'exprime plutôt en processions qu'en agitation. Rien du pays noir, pas plus la joie que l'allure. Les gestes sont mesurés. La démarche un peu compassée. Aller à l'office doit être encore chose sacrée.

Et tout de suite, en se mêlant aux théories d'hommes jaunes, — habillés et coiffés à la mode européenne, — et de femmes plus claires encore qui vont avec une grâce élégante, on s'étonne de la légèreté, de la douceur de la langue. Les salutations, les compliments sont échangés, sans que l'air soit froissé d'éclats de voix. Point de gutturales comme dans l'arabe; point de ces syllabes heurtées, familières aux Chinois. La langue malgache est une musique.

Une seule outrance : le profil des rues. On monte et on descend sans cesse. Peu de paliers. Le premier étage sur la rue est un rez-de-chaussée dans le jardin. Cela devient une forme spéciale de la ville. On ne va plus d'un point à un autre sans gravir des marches de pierre grise. La nature, d'humeur plaisante, aide à la fantaisie des habitants. Les arbres d'une terrasse se penchent sur la maison inférieure. Les chèvrefeuilles exagèrent leur emprise sur les colonnes. Les bougainvilliers donnent l'assaut aux toitures, aux murs des jardins. Les jardins, par-dessus les grilles et les balustres, leur opposent à flots les fleurs les plus éclatantes. Les daturas débordent, étalent leurs corolles démesurées et blanches, — comme du linge au soleil. Les « langues de femmes », vastes fleurs aux pétales rouges et pointus, prennent des airs de triomphe...

... Les pas sont plus hâtifs, les salutations plus brèves. Les taches claires des ombrelles et des toilettes s'agitent. Les pousse-pousse qui transportent les dames de la ville s'essoufflent à grimper la pente, vers la cathédrale. Il est dix heures. L'office est commencé.

L'heure sainte. — Une nef gothique. Des lumières pâles au sommet des cierges. A gauche de l'autel, une stalle avec baldaquin. Un prélat mitré à barbe grise. C'est la messe épiscopale.

Les femmes houves occupent derrière les femmes de France toutes les places de la grande travée. Leurs chevelures de jais sont délicatement tressées selon la mode unique, leurs épaules

uniformément couvertes d'un lamba de soie blanche. Ébène et ivoire d'un clavier.

Dans les nefs latérales, dans les bas-côtés et sous le porche, les hommes sont debout avec les retardataires. A Madagascar, la femme occupe toujours la place d'honneur, la place confortable. Le premier et le dernier souverain houve furent la reine Rafoy et la reine Ranavolona III ; il ne faut pas l'oublier.

A un signal, les touches du clavier humain se lèvent ou s'abaissent à la fois. Sur les chevelures noires, l'orgue déroule une mélodie aux motifs ingénus, pour attaquer le plain-chant qui entraîne tout le monde. Le chœur des femmes domine. L'ensemble est parfait. Pas de fausses notes. Le latin est prononcé à l'italienne...

En vérité, il est malaisé de se croire en Océan indien, dans un pays que chacun en France prend pour un royaume nègre !... Plus malaisé encore, quand on assiste à la sortie de la messe et que les mères houves emmènent leurs enfants, tenus par la main, avec les mêmes attentions que les dames françaises de la ville. Et quand on suit du regard ces enfants de France, comment croire, à voir leur mine saine et réjouie, que l'on se trouve dans une colonie, sous le vingtième parallèle sud ?...

Midi. — On ne mange point l'agneau pascal à Tananarive. Et pour cause. Le mouton ne vit pas mieux que le cheval dans ces campagnes où le bœuf prospère. Mais chaque famille doit sans doute manger une oie grasse : ces blanches volailles, en effet, — je l'entends dire à grand renfort de lamentations sur le « temps qui court », — ont été, ces jours derniers, l'objet d'une importante hausse. Il a été question de neuf francs la pièce !

Cependant, aujourd'hui, peu de gens dans cette ville de soixante mille âmes s'attardent au repas. C'est qu'on donne à l'hippodrome de Mahamasina les premières courses de l'année. Ces réunions sportives sont rares, le nombre de chevaux que l'on réussit à acclimater et à conserver étant restreint. Et comme les Houves sont aussi joueurs que le jeu même, les rues s'emplissent d'une foule vêtue de noir et blanc, égayée de ci de là par les couleurs plus gaies, — rose, citron ou jade, — d'une robe de fillette ou de femme facile. Artisans, propriétaires, employés, en veston ou jaquette ; *bourjanes* et ouvriers habillés de défroques venues de la rue du Temple ; tous à l'envi dis-

cutent les chances des concurrents, supputées depuis des semaines ou des mois.

Les femmes, sous l'ombrelle, sourient en entendant citer « Ambatosoa » et « Cernée », « Adonis » et « Volafotsy ». Ignorant les chevaux pour la plupart, — il en est, cependant, comme Mme Razafindrasa et Mme Razanatoa, qui possèdent une écurie, — elles discutent à voix basse du mérite des jockeys. D'un côté, c'est Ratsimba qui a la faveur. Plus loin, c'est Ranaïvo qui entraîne la cote. Ailleurs, on n'entend que le nom de Razafindramanana...

Ainsi, par des descentes rapides, par des escaliers de granit ou des rampes aux contours arrondis, on arrive au champ de courses.

Situation prestigieuse du terrain, qu'entoure une clôture d'arbres et de bambous, doublée d'une clôture vivante de *lambas* éclatants ! A l'entrée : le lac sacré d'Anosy. Pour amphithéâtre, la ville elle-même, avec ses trois quartiers de l'ouest : Andoala, Mahamasina et Isoraka. Tout en haut, le palais de la Reine, que les obus auraient bien dû détruire ; celui du premier ministre, plus vulgaire encore. Ils ont l'air de se pencher, curieux, sur la fête. Cependant que les pentes sont constellées de points blancs dont la jumelle précise les formes d'hommes, de femmes et d'enfants, venus au spectacle gratuit.

Le pesage est animé. Une grande partie de la population européenne s'y trouve réunie. Colons de toute catégorie, industriels, planteurs et négociants, membres de l'administration et des services publics, officiers de la garnison, tous s'y mêlent, s'y reconnaissent. Les dames font assaut de toilette et se groupent dans les tribunes. Du côté malgache, les femmes houves les imitent, tout en gardant la coiffure indigène, si gracieuse, et le lamba que ne remplacera jamais aucun corsage. Poudre de riz. Mouches. Rouge aux lèvres. Si je ne m'abuse, elles se fardent comme des Parisiennes...

La Marseillaise éclate. Le Gouverneur général arrive.

Première course. Départ difficile. Les jockeys indigènes ne se résolvent point à jouer le beau jeu vis-à-vis de leurs camarades européens. Cette égalité dans le sport n'est prisée que d'un côté. L'autre camp apprécie mal et il a pour lui cinquante mille volontés.

... Aux premiers jours de la conquête, pas un Houve n'eût

osé entrer en compétition avec un *andriamanitra*, un dieu blanc!

Les courses se suivent à une demi-heure d'intervalle, comme à Longchamp. Un gagnant fait trois cents francs. La dernière course achevée, le soleil incendie l'amphithéâtre. Chacun se dirige vers la ville haute, vers les petits villages qui flottent sur les rizières. Les files d'amateurs s'allongent de nouveau sur les routes, dans les rues, sont un instant rompues par le passage d'une automobile, se reforment, tandis que chacun commente les résultats avec la même ardeur qu'il mettait à établir ses pronostics.

Soirée. — Le gouverneur général a prié les enfants de la colonie européenne de Tananarive d'assister au bal travesti que donnaient son garçon et sa fillette à l'hôtel du Gouvernement. Deux cents familles parmi les plus notables de la ville s'y sont rendues. Ce fut une admirable corbeille, — toute fraîcheur et toute gaîté. Sommes-nous dans une colonie?

La nuit. — Le soleil s'est absenté pour la nuit. Son départ a eu lieu dans un tumulte de couleurs. Timides, les lampes l'ont remplacé. Avec elles le silence est venu. Malgré trente ans de paix française, l'habitude n'est point encore perdue chez les Houves de dérober leur vie intime aux puissants du jour, — premier ministre ambitieux ou reine sanguinaire, — de compter leurs richesses hors de la vue d'autrui, d'éviter les confidences de rue.

Cependant, il n'est pas de fête propice aux réjouissances dont Tananarive ne profite pour s'amuser. Les deux populations y rivalisent. Des trois mille Européens ou assimilés, les uns vont au *dancing* du Grand-Hôtel où des musiciens malgaches s'essaient à imiter les Noirs d'Amérique, ces virtuoses du bruit. Ils y atteignent presque, mais avec moins de frénésie. Les autres se réunissent en des fêtes de famille où l'on peut voir des tables entourées de jeunes filles et d'enfants, parées de roses et d'orchidées.

Parmi les Houves, ceux qui sortent vont au cinéma ou au spectacle. Ce soir, justement, une troupe indigène donne une comédie au Théâtre malgache. La direction Justin Rajoro affiche à l'entrée et sur les murs de la ville :

An iza ny tsiny?
A qui la faute?
Pièce comi-dramatique en 3 actes
de Ravelomoria.
Poésies de J. Rajoro. Musique de J. Rajoro,
Andrianory, Ratsimbandravoalavo et Rafidimanantsoa...

Heureuse capitale ! Elle possède en Justin Rajoro un homme qu'envieraient nos marchands de spectacles du boulevard : il est en effet poète, compositeur, acteur et directeur !

Les troupes des théâtres malgaches, tout à fait grand siècle, en sont restées à la tradition de la comédie du Roi et n'affichent point le nom de leurs acteurs, qui se montrèrent, ce soir-là, en tout point remarquables. Confiants dans le talent de Jeanne Razanamalala, les directeurs font crédit au public et ne se croient pas obligés d'en étaler la renommée sur les murs. Ils me rappellent assez bien ces hôtes bordelais de vieille souche qui servent un vin choisi dans des carafes en cristal, faisant ainsi à leurs invités l'honneur de croire qu'ils ont le palais assez fin pour reconnaître aisément sans étiquette l'année et le cru.

« A qui la faute ? » Il me serait malaisé de vous le dire, si mon compagnon, avec l'affabilité précieuse qui décidément caractérise les Houves habitants des villes, ne m'avait exposé l'intrigue et traduit les principales scènes de la pièce. Voici.

Un homme riche désirait vivement avoir des enfants. A sa femme, fidèle, il reprochait sans cesse la stérilité. Il la menaçait même de divorce. Larmes de l'épouse qui jusqu'ici avait eu recours à tous les moyens loyaux susceptibles de favoriser la conception. Ses accents déchirants, proférés sur le mode aigu, ne cesseraient encore, si la servante, plus facétieuse que vaillante, n'eût conseillé à sa maîtresse, à qui elle portait de l'affection, d'accepter enfin les propositions d'un galant homme qui, cinq ans auparavant, n'avait pu réussir à la séduire.

Une enfant naquit. Elle fut nommée « Fille désirée ».

Le père du mari, d'esprit fort avisé, s'aperçut bien vite de la véritable origine du bébé. Homme de l'ancien temps, n'attribuant à la faute qu'une légère importance, il fut discret et se contenta d'admonester sa belle-fille. Cela ne troubla pas plus le bonheur de la jeune mère que la présence du vrai père qu'elle délaissa et qui finit par disparaître.

Et nous voilà au troisième acte. Quinze ans après. « Fille désirée » est à la veille de se marier, quand on apprend qu'elle vient d'hériter une grosse fortune d'un planteur de Nossi-Bé. Héritage singulier : il vient précisément de l'ancien ami de la famille, c'est-à-dire du véritable père.

Tout irait pour le mieux si le père putatif ne commençait à comprendre qu'il fut trahi. Comme il est de la génération nouvelle, il a adopté les sentiments de jalousie importés d'Europe. Il ne se suicide pas, — un Houve ne quitte pas si délibérément la vie, — mais il veut obliger sa femme à avouer ce qu'il nomme un crime, et lui en faire supporter les conséquences.

Celle-ci, sentant que le moment est critique, se défend, veut nier l'évidence. Elle finit par avouer la vérité à la vue du désespoir de sa fille qu'une langue maligne vient d'avertir.

Le beau-père, dont la barbe a blanchi, mais qui a gardé son flegme intégral, arrange l'affaire et calme la colère de son propre fils. Le brave garçon finit même par reconnaître qu'il a provoqué la conduite de sa femme.

« A qui la faute » ? — « Au mari », dit la morale houve.

Les actes débutent par des chœurs, selon le mode antique. Les scènes sont tantôt parlées, tantôt chantées. Musique hétéroclite, inspirée de chants populaires malgaches, de cantiques catholiques ou protestants, d'harmonies profanes de chez nous. Tout ce mélange, lié par la fantaisie personnelle des compositeurs, accompagne tantôt un jeu sincère et prenant, tantôt des facéties et des boutades qui soulèvent le rire des spectateurs.

Après le dernier chœur, la salle se vide, toujours sans hâte, avec mesure.

...Dans les rues, je croise des couples qui s'en vont discrètement. Les femmes sont encapuchonnées. Les hommes ont mis des pardessus. Avril ! C'est l'automne dans l'hémisphère austral. On croirait, à la lueur des lampes électriques disséminées dans les ruelles rougeâtres, une rentrée de messe de minuit dans quelque ville de province montagneuse.

...Une patrouille de tirailleurs sénégalais martèle le pavé dans la nuit paisible.

André Demaison.

(A suivre.)

LETTRES INTIMES

1855-1868

II [1]

A SES AMIS [2]

A Monseigneur Dupanloup

Azy, 13 juillet 1866.

... La dernière phrase de votre lettre me poursuit et me trouble; vous me dites que vous êtes *profondément fatigué, que vous aurez peine à vous remettre.*

Je vous en prie, rassurez-moi : c'est si dur de porter la maladie de Montalembert; comment supporter aussi de vous savoir accablé et très souffrant? Mais ne me rassurez qu'en priant M. du Boys de m'écrire un mot (3). Je ne veux pas vous coûter une ligne, et je voudrais être sûr que vous ne faites rien, vraiment rien, absolument rien.

Je suis persuadé que dans vos souffrances il y a surtout des *tristesses*. L'état du monde vous afflige; et le sang versé, l'injustice triomphante, l'insolence exaucée, le bien humilié, tout cela vous arrache des larmes. Ces tristes choses sont des déceptions, parce que nous nous flattions d'habiter un siècle où elles ne seraient plus possibles; mais elles ne sont pas des nouveautés. Bien loin de pleurer le passé, il faudrait pleurer parce

(1) Voyez la *Revue* du 15 février.

(2) On a pris, par choix, des lettres adressées aux amis, dans des années qui suivent les lettres intimes, d'où sont détachés les fragments précédemment publiés.

(3) L'Évêque d'Orléans est en Savoie au château de La Combe où il se retirait presque tous les ans chez son ami M. du Boys.

que le présent lui ressemble, et que l'histoire des hommes est toujours honteuse et sanglante. Mais, de grâce, de grâce, conservez, augmentez, allumez votre lumière intérieure, votre foi, votre espoir. Gardez, comme les maîtres de la peinture et du langage, les couleurs les plus vives pour vos derniers ouvrages. Comme je voudrais me promener avec vous quelques jours, moi, bien meurtri cependant..., pour vous montrer tout ce que je vois de beau dans ce monde et dans ce siècle, pour vous entraîner vers des horizons nouveaux, pour vous décider à quelques grands actes inattendus, au moins pour vous faire un instant sourire, et vous rafraîchir des espérances que rien n'épuise en moi! Consolateur submergé par les larmes que vous avez à essuyer, combattant épuisé par l'utilité renaissante des victoires, changez d'air intellectuel; pensez à d'autres choses, visitez d'autres sommets...

Mais que fais-je? Mon tendre respect transforme mes vœux en conseils, et je me laisse aller à vous prêcher, ou peu s'en faut, de changer de vie! Pardonnez-moi. Je désire tant que votre fardeau s'allège, et que votre âme se repose et se retrempe! Dites-moi que vous me pardonnez et que vous allez mieux. J'ai amené ma famille à Azy, et pourquoi n'y viendriez-vous pas en revenant de La Combe?

Au comte de Falloux (1)

Paris, 31 juillet 1866.

... Je ne vous console pas; vous avez agi par devoir, sans illusion; vous vous êtes lancé pendant l'orage suivi de gens qui ont abandonné à la première apparence d'éclaircie. Vous n'avez pas trouvé vos amis ingrats; vous rentrez dans votre repos, ayant fait de vos forces physiques un usage qui en prouve la solidité; je ne vous console pas. Mais comment nous consoler, amis de la France, de la foi, de la liberté, quand nous voyons qu'il n'y a plus de vrais libéraux, que la religion est devenue un épouvantail, que l'on rend à l'Église ses anathèmes, et que la France est étendue sans vie sous le bras étouffant du pouvoir, allongé de la main tachée d'encre et de boue du journalisme payé. Un homme illustre, honnête et

(1) Falloux venait d'échouer dans une élection partielle sous la pression effrénée du gouvernement impérial. Il est en Touraine chez la marquise de Castellane.

bienfaisant, supérieur par l'esprit, rarissime par le dévouement, homme de la nation et homme du pays, peut être sacrifié à un jeune homme inconnu, hier dépendant et dépendant demain : et il suffit pour cela d'invoquer l'Inquisition (à l'aide de moyens qu'elle n'avait pas imaginés pour torturer les hommes), et l'*ancien régime*, au nom d'une docilité cupide qu'il n'avait jamais entretenue. Votre défaite marque le point maximum de la puissance du système césaro-populaire et le point maximum de l'abaissement de la religion dans l'opinion publique. Mon optimisme n'a jamais reçu soufflet plus dur sur ma joue. Il ne se désespère pas, il reprendra le dessus, il y a encore du bien à faire, et il faut le faire dans l'étroit petit sentier où nous devons marcher sous les projectiles et l'insulte. Mais, pour le moment, je suis sous l'eau, je bois, je trouve le breuvage amer, et je ne vois plus clair...

Adieu, cher ami. Offrez à Mme de Castellane tous mes respects les plus sincèrement dévoués, et recevez-moi dans vos bras plus fidèlement que jamais, puisqu'on vous abandonne et qu'on vous calomnie.

Au comte de Falloux

Dimanche 24 octobre.

Je commence par la fin de votre lettre, pour vous dire que je suis très heureux de l'annonce d'un article de vous, puisqu'il viendra très à propos, et qu'il atteste vos forces. Je suis bien sûr que vous n'y tomberez pas dans les lamentations expressives que notre illustre ami a laissé éclater (1). Le mal n'est pas dans quinze étudiants, vingt ouvriers ou trente francs-maçons. Il est dans la direction politique et administrative de la France, et il ne convient pas d'attaquer les souffrants qui gémissent ou rugissent, les insensés qui déraisonnent, mais les puissants qui pervertissent. Puis, parce que le fusil à aiguille tue plus vite que le fusil à mèche, il ne faut pas oublier que les porteurs du fusil à mèche pillaient, volaient, violaient, brûlaient, rançonnaient, décimaient.

Nous avons bien assez à gémir devant l'empire d'Allemagne qui sera fait avant un an, et l'empire de la mauvaise presse et de la mauvaise administration servies par la mauvaise magistra-

(1) Il s'agit de Montalembert.

ture dans notre pays. Je m'en rapporte à vous pour viser juste et ne pas déclamer la même antienne que NN. SS. les Évêques de Poitiers, Tulle et Nîmes! — Ce qui nous reste et nous reviendra, c'est le fond de la société, l'opinion non représentée de la masse des honnêtes gens, qu'il convient de rallier et non de consterner.

Mon cœur dégonflé pour vous seul, je vous dois des nouvelles de ce grand et précieux ami (1) que je brûle de défendre contre ses ennemis, et ses amis, et lui-même. Il a vraiment retrouvé beaucoup de forces et plus de confiance dans sa santé! Il est en train de les épuiser au lieu de les ménager pour les grands moments.

Quant à notre cher Montalembert, il avance bien peu! Je n'ai pas trouvé de progrès depuis un mois. Il mange et dort, a peut-être un peu démaigri, ne rend plus de sang. La vie n'est pas menacée présentement, — ni complètement sauvée. Prions de toutes nos forces pour lui. Ses filles l'entourent *toutes* (2) admirablement...

J'attends mardi Albert de Broglie, qui vient s'installer comme moi à Paris.

Son frère Paul est tout à fait déterminé à se faire prêtre et il va entrer, je crois, à Saint-Sulpice. Je l'ai vu à Coppet chez sa tante de Staël; rien de plus touchant; elle jette sur lui des regards tristes et respectueux; il la comble de tendresses, comme s'il voulait se faire pardonner sa vertu, et il semble lui montrer Dieu qu'elle n'ose pas combattre. Ce muet dialogue est émouvant et admirable; et il a lieu sous ces lambris tout peuplés des froides ombres de M. Necker et de Mme de Staël, de M. Benjamin Constant et de M. de La Fayette. Entre ces souvenirs, au pied de tous ces portraits, on n'avait pas prévu Notre-Seigneur traversant les murailles et disant : « C'est moi! suivez-moi, quittez tout. » Paul a certainement entendu cette voix vivante et maîtresse.

Le fléau des inondations ne nous a pas trop atteints en Nivernais. Mais le choléra a tué plus de soixante personnes à Azy. Mon beau-père, épargné, a été admirable de charité...

P.-S. — Savez-vous que je m'attends à vous voir à Paris, puisqu'on y joue l'*Alceste* de Glück!

(1) Mgr Dupanloup.
(2) Y compris la religieuse, venue alors auprès de lui.

Au Père Gratry

Aix-en-Savoie, 6 septembre 1866.

Quand vous m'avez écrit, je quittais Paris, venant prendre mes enfants et leur mère en Nivernais, où le choléra les environnait, et les amener au fond de la Savoie, dont l'air pur et les eaux thermales commencent à remettre toutes les santés. J'avais passé dix jours à Paris, c'est-à-dire que j'avais vu dix fois notre cher et illustre malade. Je l'ai laissé mieux, vraiment mieux, et pour la première fois j'ai emporté l'espoir qu'il reprendrait le dessus, avec l'aide de Dieu.

Les nouvelles, que j'ai reçues depuis, confirment cette espérance, que nous ne pouvons pas assez ardemment recommander à Dieu.

Je puis vous donner en même temps des nouvelles très fraîches de notre autre illustre ami souffrant, l'évêque d'Orléans, car je l'ai quitté hier. Je le trouve aussi plus fort, bien qu'un peu abattu, distrait, et préoccupé de la diminution de ses forces. Il est plutôt vieilli que malade, et il faut bien vieillir! Il est résolu à prolonger son repos jusqu'à la Toussaint. Lundi, je suis allé déjeuner avec lui à Chambéry, chez le vénérable cardinal-archevêque (1), qui porte très bien ses quatre-vingt-sept ans. Nous sommes revenus ici, où j'habite une petite maison simple et écartée, cachée sous les jasmins et les vignes, avec un grand jardin qui domine la vallée. Puis il est parti, le soir, pour Annecy, et mardi, nous le retrouvions à Menthon, dans cet incomparable château de Saint-Bernard, dont l'histoire remonte au xe siècle, et dont la situation à mi-côte, entre un lac tranquille, grave et souriant tour à tour, et un diadème de rochers sauvages, est ce que j'ai vu, je crois, de plus saisissant en ce genre. Enfin hier, nous avons quitté notre ami en route pour Genève et Einsiedeln après avoir rendu visite, avec lui, aux sanctuaires de saint François de Sales à Annecy.

(1) Le cardinal Billet.

A Monseigneur Dupanloup

Saint-Marcel, Marseille (Bouches-du-Rhône).
16 janvier 1867.

Arrivés ici lundi soir (1), nous y avons trouvé, au lieu du soleil, la neige, et au lieu de la joie, la peine. La nouvelle de la mort subite de M. Cousin nous a atterrés hier soir, et j'ai tout de suite pensé à votre douleur, d'avoir été si près, et pourtant si loin, des derniers moments de cet illustre ami. J'ai pensé aussi que vous alliez venir à Cannes célébrer la messe pour son âme, avant le départ de ses restes mortels. Si je ne me trompe pas, envoyez-moi un télégramme, afin que je m'y rende.

Je compte m'installer à Cannes dans deux ou trois jours, et pas à Nice, où je connaîtrais trop de monde. Mais j'irai tout de suite à Nice pour avoir le bonheur de vous voir. Dites-moi si vous n'en bougez pas pendant toute la semaine prochaine, et espérons que le soleil et la joie reviendront colorer les moments que nous passerons ensemble.

Comme cette mort subite, après de si longs retards, me frappe et me consterne! Mais ne jugeons pas, nous n'avons ni la beauté, ni les lumières du juge, et en pensant à la vie de M. Cousin, et à ceux qui attaquent aujourd'hui l'Église, regrettons et honorons de tels adversaires.

Au comte de Falloux

Nice, 7 février 1867.

Très cher ami, vous êtes bien renseigné sur mes actes extérieurs et sur mes pensées intérieures; je suis, en effet, beaucoup mieux portant, et je songe à rendre hommage, avec les réserves convenables, à M. Cousin. Je vous aurais renseigné moi-même si je n'obéissais ponctuellement à la consigne de paresse presque absolue qui m'a été imposée par le médecin et surtout par l'évidente nécessité. Je reprends mes forces et la fièvre qui me poursuivait (et m'a fort abattu encore dans le court séjour que j'ai fait chez M. de Forbin) a complètement disparu. Après quinze jours passés à Cannes, je suis venu à Nice depuis deux jours. J'y ai trouvé Mgr Dupanloup, plein de

(1) Chez la marquise de Forbin. — Augustin Cochin, toujours souffrant à la suite du choléra de l'automne, vient passer quelque temps dans le Midi.

vie, plus préoccupé que gêné de sa santé; sans doute l'âge et la fatigue le rendent moins capable d'un long et continuel effort, mais, grâce à Dieu, il est encore vigoureux, animé, et je ne vois en lui, sauf la coloration accoutumée et croissante, aucun symptôme alarmant. Il a le tort de consulter autant de médecins que Juan de Bourbon a consulté de théologiens; mais tous s'accordent à répéter avec plus ou moins de gravité : « Le mal est la fatigue, le remède est le repos. » Il est vrai, et vous savez avec moi, que la *virtus dormitiva* dont parle Molière est une vertu difficile à aimer et à pratiquer.

Sous la première impression de la mort soudaine de M. Cousin, qui, depuis si longtemps aux pieds de la religion, n'a pas su mourir dans ses bras (1), j'avais, chez Mme de Forbin, écrit une courte notice qui n'a pu être finie à temps pour le 25 janvier. Je l'ai envoyée à Montalembert, en forme de lettre adressée à lui, comme au plus illustre et ancien antagoniste de M. Cousin, lui disant que je compléterais cette lettre, s'il la jugeait bonne. Il ne m'a pas encore répondu, et un mot de M. Lavedan me fait croire que *le Correspondant* se contentera d'un article ultérieur sur les travaux philosophiques de M. Cousin. Je suppose que nos amis ont préféré cette forme (2). Cependant M. Cousin était au moins autant une physionomie qu'une philosophie, et c'est là ce que j'aurais aimé à retracer, et l'évêque d'Orléans me presse de le faire.

Envoyez-moi donc à tout hasard copie des pièces dont vous me parlez, et vous pouvez être bien sûr que, si je m'en sers, ce sera avec le respect qui est dû à ce grand silence des dernières intentions, scellé par la mort, et que Dieu seul pénètre et juge. J'ai horreur de ces procédés de greffiers du jugement universel qui tirent à eux les morts, pour les canoniser ou les rôtir en effigie, au gré de leur étroit caprice.

Pauvre M. Cousin ! Quelles facultés rares, quels dons, quelle éloquence, le tout gâté par l'habitude d'exagérer sans cesse. On a coutume de dire des morts célèbres : *il a joué un grand rôle* ; — comme c'est vrai, au pied de la lettre, pour cet esprit

(1) Sur les tendances chrétiennes de Cousin, il faut voir une lettre, plus ancienne de dix ans (1865), de Henri Perreyve au P. Lacordaire. Elle rapporte de longues conversations du jeune prêtre avec le vieux philosophe, qui, dès cette époque, ne « manquait jamais la messe », — et disait dans un moment d'abandon : « Savez-vous ce qui m'empêche de dormir? C'est le catéchisme. »

(2) La lettre en fait avait paru.

enflammé, mobile et puissant, toujours en scène et en public, et malgré tout plus savant et plus profond que les quatre ou cinq garçons philosophes qu'il laisse pour le continuer en petit! Il avait de vous une grande idée; c'est une de ses idées justes. Je ne puis oublier qu'il a été gratuitement et constamment bon pour moi.

Je voulais vous écrire deux lignes et je ne sais pas m'arrêter quand je cause avec vous.

A Monseigneur Dupanloup (1)

Paris, 14 mai 1867.

Votre bonne lettre de Lans-le-Bourg m'a rempli de joie; mais déjà je voudrais en avoir une de Rome pour être sûr que votre long voyage s'est bien fait, et surtout que vos premières impressions sont bonnes, et que, partant de ce Paris où tout s'envenime, pour arriver à Rome où tout s'endort, vous avez déjà reçu les premières atteintes de ce bienfaisant sommeil.

Nous sommes ici à la paix, complète, mais cependant mélancolique, et qui coûte à l'honneur. Les souverains, comme des bourgeois de province, veulent voir l'Exposition, et ces visites vont panser un peu les blessures d'amour-propre de notre souverain. L'année se passera ainsi : nul ne peut jurer que la suivante sera paisible. L'attention, distraite de la guerre, va se porter sur Rome tout entière, et la cérémonie de juin sera l'événement du monde entier, par une sorte de soif des facultés morales, peu satisfaites par la guerre ou le grand bazar, et qui vont se jeter sur toutes les paroles qui tomberont de Rome. Tout ce que vous pourrez faire dire à l'honneur de la paix, et du travail, et de la fraternité des peuples, sera au diapason général, et redit par cent millions d'échos. S'il plaît à Dieu, tout ira bien et mon instinct est confiant.

Avec quelle joie nous prenons acte, Mme Cochin et moi, de votre promesse de venir passer quelques jours à la campagne à votre retour! Le chemin de Corbeil à Malesherbes et Montargis est ouvert et vous pourrez aller de La Roche chez M. Berryer.

Vos *Femmes studieuses* font du chemin et du bien.

(1) Qui vient de partir pour Rome.

Au comte de Montalembert (1)

3 juillet 1867.

Votre lettre ne me satisfait pas entièrement : j'espérais mieux pour votre santé du changement d'air, et pourtant je me méfiais du séjour de Rixensart. C'est bien différent de venir dans un lieu calme en sortant du tourbillon, ou d'y arriver après quatorze mois de réclusion : au lieu de passer du bruit dans le silence, on ne fait que changer de prison monotone, et celle de Paris avait plus de monde à la grille.

Je vous félicite cependant de n'entendre que de loin cette série de fêtes bruyantes, qui transforment tant de choses sérieuses, la vie, la politique, la royauté, les alliances, la parole humaine, en pièces de comédie à grand spectacle, jouées gratis devant les badauds du monde entier (2). Quand un escamoteur arrive dans un village, déballe ses babioles, et se coiffe de plumes, l'artisan laisse son rabot, la fille jette l'aiguille ; on court, on se bouscule ; le gamin monte sur la borne, et les trompettes et les grosses caisses remplissent l'air de leurs étourdissantes harmonies. Paris est devenu ainsi un champ de foire, où l'Empereur montre un Czar, un Sultan, un Bismarck, un aquarium, un temple égyptien, des chameaux, un sauvage, etc., et le vieux Rossini a imaginé, pour accompagner ces exhibitions sans pareilles, une cantate exécutée par mille musiciens, un orgue, douze pièces de canon et douze cloches.

O Mozart ! O *Flûte enchantée*, devenue canon d'airain ! O *Domine salvum* carillonné, blindé, crevé. O rochers musicaux, et bancs de houille harmonieux, enlevés à la mine et au pétard ! Non, Rome a bien raison : « Ce n'est pas le jour, ce n'est pas l'alouette ! » Les oreilles m'en bourdonnent encore, et les trois mille deux cent quarante-sept fibres ténues que l'Allemand Helmolz a découvertes au fond du tympan, en grinceront longtemps, des deux côtés de ma cervelle ébranlée. Il fallait bien cela pour tellement surexciter mon sens auditif, qu'il est devenu capable d'entendre, sans broncher, que la France « est un pays libre, où les jouissances matérielles ne nuisent pas à la culture de l'âme » !

A part ces sensations désagréables, la fête a été admirable

(1) Qui vient de se transporter au château de Rixensart en Belgique.
(2) Clôture de l'Exposition universelle.

pour les yeux, organisée avec l'ordre de Le Play (1), et le goût des architectes décorateurs, et des fleuristes contemporains. Puis, c'était beau de voir cette revue de l'armée de la paix. Louis XIV, entouré d'autant de souverains et inspiré de plus haut, n'avait pas devant lui un peuple si nombreux d'hommes élevés à un certain degré d'instruction et d'aisance. Souverain et nation mis face à face, le souverain a honteusement baissé, mais, je vous le dis toujours : la nation a grandi. Trève à mes réflexions sur ce point.

Le Sultan est de tous points ignoble et ne le cède en laideur qu'au petit *Taïcoun*. Où est l'argument de Rousseau sur ces peuples primitifs, ces races de l'Extrême-Orient, ces sauvages naïfs? On les connaît; ils y perdent. Les plus beaux ressemblent à des singes malades. Rien de plus beau au contraire que vos Hongrois. Le comte Zichy était superbe avec son manteau, et ses éperons d'or. Savez-vous qui a été le plus applaudi? le P. Secchi, un jésuite venant chercher la croix d'honneur.

J'ai dîné ce soir avec de grands savants : Wheatston, l'inventeur du stéréoscope, Staas, votre chimiste belge, un Portugais, des Américains. J'ai causé avec l'historien Bancroft. Voilà le côté intéressant de l'Exposition : pas un de ces vrais savants, en lunettes et en cheveux blancs, ne se doute du rôle que des barbouilleurs de papier assignent à la science, nouvelle religion, nouvelle divinité, nouvelle philosophie, à la science reine de l'avenir, à la science émancipatrice des hommes, etc., etc. Les vrais savants sont humbles, et ils tirent leur chapeau devant ce grand Dieu dont ils touchent et retrouvent les traces à tous les coins du globe.

Mais cette journée étourdissante a été close par un coup de canon, tiré vraiment celui-là du concert de Dieu : l'annonce de la mort de Maximilien dont on ne peut plus guère douter (2). Si ce crime est certain, la fête d'hier est comme un festin de Balthazar, avec une main qui écrit sur la muraille des caractères sanglants. Rentrez chez vous, gens de la noce, il pleut du sang sur vos beaux habits! L'année 1867 sera l'année des fêtes, mais troublée par des signes, qui annoncent l'année des combats.

Pendant ce temps, Rome semble rajeunir, et concevoir à tout

(1) Commissaire général de l'Exposition universelle.

(2) Maximilien avait été fusillé le 19 juin 1867.

âge, comme Élisabeth, la mère de saint Jean. Si ce concile n'avorte pas, ce sera une bien magnifique assemblée, que nous devons saluer avec confiance. Notre ami (1) paraît dans ses lettres bien satisfait, au moins du succès présent. Je suppose qu'il quittera Rome lundi et que je pourrai bientôt vous écrire ses impressions. Je ne puis prolonger cette lettre.

Au comte de Montalembert

17 juillet 1867.

C'est dans le courant d'août que je pourrai vous voir, ou bien à la fin, si je me décide à aller à Malines comme on me le demande. Dites-moi votre avis, sur cette démarche dont je n'ai guère envie. Je vous remercie mille fois d'avoir pensé à me présenter à M. le duc d'Aumale. Son caractère et son talent sont dignes d'admiration, et j'aurais été charmé de le voir et de l'entendre. Comme il arrive si souvent dans la vie, de petits obstacles privent de grands plaisirs.

Ne lui communiquez pas, je vous en supplie, votre mépris pessimiste de la nation française. Je conviens que depuis dix ans elle descend tous les jours, mais elle n'est pas morte, et sa maladie n'est pas désespérée. 1760 et 1860 lui ont légué l'irréligion : elle doit à 1814 et à 1830 la division; à 1804 le militarisme, à 1793 et à 1848 la peur; et tous ces régimes réunis ont tressé le filet aux mailles serrées que la bureaucratie universelle étend sur la démocratie universelle, sorte de gros dogue qui aboie sans mordre, et semble formidable tandis qu'il est docile. Ajoutez que 1789 a mis les hommes en possession de telles jouissances de l'ordre civil, de tels instruments de l'ordre matériel, que les hommes se laissent aller dans ce lit, sur cette pente, comme les ondes d'un fleuve grossies de mille rivières, élargies, riantes, et peu attentives aux petites barques politiques, théologiques, ou utopistes qu'on leur fait momentanément porter.

Pour continuer mes métaphores, dont le désordre d'une lettre excuse la négligence, les rats qui doivent ronger le filet sont à l'œuvre; les écueils où les vagues doivent échouer sont proches, et, avec une agriculture en progrès, un commerce

(1) Mgr Dupanloup.

intelligent, un clergé pur, une jeunesse travailleuse, plus nombreuse que la jeunesse pourrie, une armée solide, et la grande expérience d'un despotisme, doux et pourtant avorté (parce qu'il était le despotisme), d'un christianisme actif et pourtant détesté, parce qu'il était théocratique, nous verrons, ou la fin de notre siècle verra se lever une belle nation française, qui existe, qui est au monde, mais que le nombre de ses maladies, et les fautes de ses médecins tiennent sur le flanc. Je la vois, cette nation, je la touche, je vis au milieu d'elle, et en constatant avec douleur les taches qu'elle reçoit, les degrés qu'elle descend, j'accuse ceux qui l'empoisonnent. Je ne puis pas la condamner avec vous, ni désespérer d'elle...

Au comte de Falloux (1)

23 juillet 1867.

... Je voudrais l'éloge des *petites vertus*. Moquez-vous tant que vous voudrez des vieilles dévotes qui égrènent le chapelet et écument le pot-au-feu; les trois quarts des hommes sont élevés sur les genoux des grand mères, et la fumée de la marmite qui monte au-dessus du toit de la pauvre chaumière, atteste la présence d'une femme patiente et humble, qui veille sur sa petite famille. Le récit des batailles est bien beau; que feraient les maréchaux sans le petit soldat, les amiraux sans le petit matelot? L'Exposition de l'industrie est bien belle; que feraient tous les fabricants, sans les petites vertus de patience et de sobriété de leurs meilleurs ouvriers? Toute l'administration française vit par les petites vertus de l'employé modeste, pilier de chaque bureau. Et que deviendraient les familles, les ménages, les enfants, sans les petites vertus intérieures, le petit effort désintéressé, le petit sacrifice obscur, la petite bonne volonté continue?

Eh bien! ce sont ces petites vertus-là que l'Académie récompense. Et il ne faut pas croire qu'elles n'aient pas la première place au fond des cœurs comme au fond des sociétés; elles nous touchent, nous attachent, nous attendrissent. Un roi meurt (2), héros martyr; sa femme est loin, martyre elle-même, devenue folle, peut-être pour que son âme aille au-devant de l'âme de

(1) Chargé cette année-là du discours des *Prix de Vertu* à l'Académie française.
(2) On reconnaît le malheureux Maximilien.

son mari. De ce noir mélodrame aux scènes sanglantes, sort un cri touchant. Nulle phrase à effet, nulle pose à l'antique, ce simple cri : « Pauvre Charlotte ! » Le roi disparaît, l'homme se montre, et dans l'homme le cœur aimant. Ce n'est pas à la reine, fille des rois, qu'il songe, mais à l'épouse, au bonheur intime, et tout le monde a compris. Elle n'est pas si pâle, la part de l'Académie dans cette distribution des récompenses : à elle la vertu, c'est-à-dire le *cœur*, deviné, signalé, dans les plus humbles conditions. Ne croyez-vous pas qu'il y a quelque chose à tirer de là?

Puis, et en troisième lieu, il n'y a plus à justifier M. de Montyon, car le bonhomme n'a vraiment pas su ce qu'il faisait; mais n'est-il pas curieux de montrer ce qu'un siècle après, devient une idée inspirée dans un autre siècle?

C'était un financier voltairien qui a voulu couronner des rosières athées, et la vertu pour lui était la grande fille bien sage de la maman ou plutôt de la déesse Raison.

Il se trouve que dans cette école fondée par les Encyclopédistes, c'est toujours ce bon élève qui s'appelle l'enfant Jésus, qui a le prix. Oui, Voltaire a bien fondé le prix, mais c'est Jésus qui a fondé la vertu; et bon gré, mal gré, on tire au sort dans la masse de la nation française depuis cinquante ans, et c'est toujours la vertu chrétienne qui gagne : Voltaire est obligé de couronner Vincent de Paul.

Si vous ne voulez ou n'osez pas mener le sermon jusqu'à ce troisième point, vous pouvez au moins dire à l'adresse de MM. les gens de lettres que le sort est assez spirituel, quand il force l'imagination à honorer la réalité. C'est la littérature qui engendre les admirables, mais périlleux personnages que chacun sait. M. de Chateaubriand engendre René et la famille des langoureux, Schiller chante les brigands, Byron embellit le corsaire, Gœthe exalte Prométhée, Lamartine nous séduit par Jocelyn ou par les Girondins, Hugo réhabilite le bagne, Musset, Augier, etc., chacun a son fils et ce fils charmant est un révolté. Soit! libre carrière à l'imagination; laissons supposer à M. Sainte-Beuve : *qu'il se crée lentement une morale à base nouvelle*. Mais il n'est pas mauvais que les chantres de Manfred, de Jean Valjean et même les admirateurs de Robespierre, aient une fois par an à honorer des bonnes femmes, et à médailler les Auvergnats qui sautent à l'eau pour rattraper les noyés.

Cela dit, cher ami, je vous embrasse, ayant fait preuve de bon vouloir et de petite, bien petite vertu, bien grande tendresse.

Au comte de Montalembert (1)

Saint-Benin d'Azy (Nièvre)
20 septembre 1867.

Je ne vous ai pas écrit pendant les réunions de Malines, parce que vous aviez autour de vous beaucoup d'amis, et que le temps de lire vous manquait. Si vous saviez combien il m'en a coûté de ne pas vous voir! Je me consolais bien du Congrès, quoique les occasions de parler soient rares : ils me font rire, tous ces orateurs officiels qui commencent leur discours par cette bêtise consacrée : « J'aurais voulu qu'une voix plus *autorisée* que la mienne »... Ils ont raison, la France n'entend plus que des voix *autorisées*, et je serai l'une des voix les moins autorisées de la France, tant que l'autorisation viendra de M. Duruy! Mais j'aurais aimé surtout à présenter les armes à l'Église, à l'âme, à l'honneur, à toutes ces beautés dont on n'encense plus les autels. Plus que cela encore, j'aurais voulu applaudir avec ceux qui ont acclamé votre nom, et puis aller vous serrer les deux mains dans votre ermitage, voir si vous êtes mieux, comme tous nos amis me l'écrivent, et si les forces vous sont rendues, comme elles semblent l'être, à l'évêque et à Falloux. Oh! comme je me sens encore privé de n'avoir pas eu ce bonheur! Dans mon exil nivernais, j'ai repris un peu plus de vigueur, et j'en ai trouvé tout de suite l'emploi.

Car notre infatigable ami (2) ne dort plus depuis que Garibaldi s'est si complètement ridiculisé à Genève, et il craint que ce vieux gendarme qui prêche la paix, ne retombe en Italie pour faire la guerre au Pape.

Donc, vite, vite, une brochure, et comme la forme seule peut changer, j'ai conseillé et ébauché une lettre à M. Rattazzi sur l'anniversaire de la convention du 15 septembre. — Cela va paraître, si Garibaldi a la politesse d'attendre le numéro du *Correspondant* (3).

(1) Après le Congrès de Malines, d'où tous les amis de Montalembert avaient été le voir à Rixensart.
(2) Mgr Dupanloup.
(3) La lettre à Rattazzi a paru en effet en octobre.

Cette lettre à M. Rattazzi, si elle paraît, ne fera pas changer le cours des événements et je crains que notre illustre ami ne fatigue le public; mais il croit plaire au Pape, et au moins il contribue à montrer combien est infâme et énorme le jeu qui se prépare. Toujours optimiste, je me dis, bien bas, que de toutes les manières de mourir, détresse financière, bataille régulière, congrès diplomatique, soulèvement romain, la plus réparable, est un coup de garibaldisme, qui met aussitôt de notre côté tous les intérêts conservateurs, tous les esprits honnêtes, tous les procédés libéraux, et laisse sur les bras des ennemis de l'Église, la piraterie et le brigandage d'un pareil acte.

Je juge du même bon côté le congrès de Malines et l'ensemble de notre situation catholique. Quant au congrès, vous dites qu'il n'est que de la fumée d'encens, qu'il n'a pas de résultats pratiques. Que je reconnais bien un de ces heureux, que j'envie, qui ont parlé à des tribunes nationales, scellé de leur cachet des lois obligatoires, pris part enfin à la vie officielle d'un grand peuple! Tout le reste n'est à leurs yeux que stérile bavardage. Mais pour les infortunés qui, comme moi, ne sont jamais parvenus à s'asseoir nulle part, qui ont toujours répété derrière la toile des pièces qui n'ont pas vu le jour, un petit congrès de statistique, de littérature, de religion, d'archéologie, semble encore une table assez appétissante! Un congrès, c'est un concert : cela ne régénère pas la musique, mais cela en répand le goût. Or, ce concert de Malines a été beau; la note dominante est la nôtre, il ne s'est joué que de notre musique et les solos étaient applaudis et aimés. Certainement il y aura eu un lendemain : il aura été écrit à Rome, par les bureaux connus, des dénonciations ténébreuses. L'évêque aura été accusé de faire le pape, et les orateurs de se faire oracles. Néanmoins, on aime à Rome ce qui réussit, ce qui paraît fort, et il n'en résultera aucun changement contre nous; on continuera à détester nos idées et à apprécier nos services.

Envisageant notre situation générale, je vous prie de me laisser ne pas m'exprimer sur la France; je continue à ne pas accuser la Nation; mais je conviens que mon optimisme reçoit de terribles soufflets; l'humiliation est lourde; l'issue pleine de ténèbres. Ne parlons que de notre situation catholique, cher ami, et permettez-moi de prendre pour juger cette situation mes points de comparaison dans votre carrière.

Il vous est arrivé, ce qui est arrivé à Lamoricière; après avoir été le général de l'armée française victorieuse, vous avez été, vous semblez encore être, le général de l'armée romaine vaincue. Je vous ai connu dans les dernières années de cette invasion hardie, à la tête des catholiques français, sur le terrain libéral, réclamant des droits au nom du droit commun, parlant la langue nouvelle, affranchissant les consciences du pouvoir civil : bon terrain, bonne guerre, bonnes armes, marche en avant! Depuis dix ans, c'est une retraite que nous menons... pauvres soldats, qui reculent avec bonne contenance, ayant perdu la moitié de leurs armes et vu l'ennemi prendre leur drapeau. Il y a bien loin de ce Constantine à ce Castelfidardo.

Mais dans les luttes de l'Église sur la terre, Dieu qui inflige aux hommes de rudes journées ne cesse pas d'agir directement et d'allumer les astres dans d'autres cieux, quand il semble les éteindre pour un hémisphère. Sans vos succès de 1840 à 1850, auriez-vous pu, à Malines, convoquer quatre mille hommes à volonté, tous animés de la flamme catholique? Auriez-vous pu à Genève afficher sur les murs une protestation en faveur du Pape et balancer les voix dans toutes les élections? Auriez-vous pu à New-York bâtir une cathédrale immense par souscription et couvrir les États-Unis de libres monastères enseignants? Aviez-vous à Paris, l'honneur et la force de tenir tête au nom de nos dogmes à toutes les erreurs matérialistes et socialistes dont l'Église est aujourd'hui la *seule* adversaire puissante? l'honneur et la force de sauver les grandes vérités spiritualistes, dont l'Église est aujourd'hui la seule dépositaire redoutée?

Vous n'aviez pas prévu tant de rage, tant d'épreuves? Auriez-vous prévu tant de développement et de puissance? Et pour ne parler que de Rome, vous n'aviez pas prévu tant de misère et d'aveuglement; aviez-vous prévu tant de force de résistance et d'inspirations soudaines? — Ah! la mer est orageuse, mais le ciel est clément, la barque est solide et le métier de matelot est noble. Je me sens bien humilié comme Français, bien remonté au contraire comme chrétien, dans un moment, où nul autre monarque, nulle autre cause et nulle autre doctrine, même ou point de vue humain, ne méritent assurément qu'on leur accorde en partage la moindre parcelle

du dévouement que nous devons à Jésus-Christ et à sa foi.

Je crains de vous fatiguer en me laissant aller au courant de mon âme, un peu naïve peut-être, quoique je ne m'abuse pas sur les rudes conditions de la lutte extérieure où passera ma vie et bien d'autres; mais la lutte, la tentation intérieure, sont la bataille vraiment pénible, et je me sens soulagé de ce côté depuis que le concile se présente à mes yeux. Il me semble que j'éteins ma lampe et que le jour se lève, le cauchemar s'évanouit et le travail commence avec la force qui revient.

Je compte retourner à Paris, pour la rentrée au collège de mes enfants, vous voir alors à mon aise rue du Bac, et me dédommager un peu.

Les événements d'Italie à l'automne de 1867 sont confus et malaisés à suivre, par l'incertitude des décisions de Napoléon III et l'attitude variable du gouvernement italien, les manifestations révolutionnaires de Garibaldi.

Au comte de Falloux

6 octobre 1867.

... Il est probable qu'on va se regarder sans rire, et au fond s'arranger pour enlever « une feuille de plus à l'artichaut », — — selon l'expression consacrée. Mais la difficulté sera accrue. Le Pape, réduit à Rome et sans ressources, pèsera sur les seuls bras de la France, pour 60 à 70 millions de budget annuel. L'occasion est si belle pour défaire et refaire l'Italie, reprendre la situation de l'Empire conservateur, puis libéral, dissiper les cauchemars qui pèsent sur toutes les âmes, et se sauver en nous sauvant! Mais non, dit le vers banal,

... l'honneur est une île escarpée et sans bords,
On n'y peut plus rentrer quand on en est dehors!

On n'y rentrera pas. Tous les bruits des Tuileries attestent une volonté défaillante, et des colères qui succèdent à des frayeurs sans suite. Nous allons donc avaler des déceptions nouvelles, humiliés comme Français, fiers comme chrétiens, et toujours confiants en Dieu, seul bien visible. On dirait une journée de mistral, un vent qui vous glace et un soleil qui vous inonde, des impressions splendides et affreuses au même moment! J'en reste sur cette comparaison de fiévreux.

Au comte de Falloux

Paris, 24 avril 1868.

J'espère bien vous voir la semaine prochaine, car l'élection Autran est de jeudi en huit. Hier, je vous ai regretté à la séance de réception de M. Jules Favre, très animée et vraiment mémorable. Vous n'aurez pas de peine à trouver avec moi le discours de M. de Rémusat très supérieur au premier. Mais pourtant il faut savoir gré à M. Favre de la grande leçon de spiritualisme nettement déiste qu'il a donnée à son parti. Il nous l'a fait payer, et on aurait dit que de temps en temps il jetait un quartier de viande catholique aux chiens qui le suivent, pour apaiser leurs grognements. En outre, les lieux communs abondent dans ce discours, à un degré qui m'a stupéfait; les périodes en sont bourrées ; cela m'a rappelé nos torrents, bruyants et rapides, du Nivernais, où l'on fait flotter des bûches ! Bref, comme amateur d'éloquence et de raisonnements bien conduits, je n'ai pas beaucoup joui.

Mais l'acte, le fait capital, c'est la profession de foi, je le répète, très nettement religieuse, et fort applaudie par une jeunesse aussi bouillante que barbue, laquelle, à la sortie, a fait une ovation à MM. Thiers et Berryer. Il y avait sans doute convention tacite entre les orateurs de ne pas parler de la période de 1830 à 1848, sans doute pour éviter cette dernière date; vous remarquerez cette lacune, qui a pour résultat de nous montrer deux morceaux de Cousin, le Cousin flambant et insurgé contre la Restauration en 1815, et le Cousin soumis et ratatiné de 1855 : rien du milieu ! C'est un portrait à achever. M. de Rémusat devrait se donner ce plaisir, pour terminer son très spirituel, très habile et très vivant discours...

P.-S. — L'Empereur va à Orléans pour les fêtes de Jeanne d'Arc. Le savez-vous?

Au comte de Montalembert

Azy, 22 août 1868.

Quel long silence j'ai gardé depuis votre dernière lettre : je me le reproche chaque jour, sans le rompre, parce que ce silence a été rempli par beaucoup de courses et pas mal de

travail comme vous allez le voir. J'ai commencé les vacances de mes enfants par une visite à M. Berryer, que nous avons trouvé toujours jeune, entouré de dames qui ne le sont plus, dans cette grande demeure d'Angerville, dont il n'a que la jouissance, mais au moins la pleine jouissance, car il s'y plait plus que partout ailleurs. Mais aussi quel entourage, et quelle compagnie de souvenirs !

Mon seul regret dans la vie, est de ne pas être demeuré avocat. Être avocat dans un siècle où il y aura eu tant de causes, tant de drames, tant de vaincus, quel beau rôle ! Ici, les lettres du prince Louis-Napoléon écrivant à M. Berryer : « Je ne pourrai vous remercier que quand je serai puissant, mais vous ne voudrez pas alors de mes remerciements ! » Là, à la place d'honneur, le vieux Charles X et son petit-fils, rois vaincus, toujours rois pour l'avocat fidèle. Plus loin, l'édition unique de Bossuet offerte par les imprimeurs, et le petit chef-d'œuvre qu'ont exécuté pour lui les charpentiers, et le Démosthène, qu'il doit au chef des catholiques (1). Près du cabinet de travail, l'oratoire où le vieillard incline son front blanchi, avec ces mots : *Credidi, propter quod locutus sum !* — et autour d'une demeure ainsi peuplée, un beau parc semé de rochers, de grands chênes, de fleurs, et traversé par une eau courante, rochers, chênes, fleurs et ondes, langage éloquent et emblème parlant de la nature, autour de l'orateur. Lui-même enfin, vigoureux, sonore, avec ces larmes qui passent de son cœur à sa voix et à ses yeux, lui-même débitant à la nuit tombante, devant mon fils, ce sublime passage de Bossuet : « Parle, parle, conscience captive !... »

Voilà des souvenirs auxquels j'aime à mêler une promenade faite avec lui à Malesherbes au château des Lamoignon, au milieu des portraits de cette illustre famille et des débris vivants de ses derniers descendants.

Que cette journée eût été bonne avec vous ! Votre nom du moins s'y est promené sur toutes les lèvres, et il n'était pas oublié lorsque nous arrivions le surlendemain tous à la Chapelle, chez l'évêque d'Orléans, escorté de mes enfants, de mon neveu et de leur chien, qui n'était pas trop agréable à M. Gaduel (2) ! Je tenais à voir notre ami avant ce mande-

(1) Statue d'argent offerte à Berryer par Montalembert.

(2) Vicaire général, ainsi que M. Hetsch, dont il s'agit plus loin,

ment, que je regarde comme très essentiel, parce qu'il sera pour l'histoire la préface du Concile, et que le premier jet était plus que faible et dangereux. Vous avez été plus content du second, et vous serez tout à fait content du troisième, sauf des longueurs dont je n'obtiens pas le sacrifice.

Je vais envoyer ce soir cette même édition à Orléans. Vous serez bien aise de savoir que notre ami est en pleine préparation et (ceci entre nous) envoie M. Hetsch aux évêques d'Allemagne, verra dans deux mois les évêques belges, s'arrange pour voir avant le Concile des évêques espagnols, qu'en un mot il se prépare sérieusement, utilement, exclusivement. Je l'ai quitté pour aller à Tours, où j'avais à réunir les mécaniciens du chemin de fer dont j'aime à serrer les mains noires, et pour aller ensuite à Rochecotte, autre lieu plein de souvenirs et contraste saisissant.

Rochecotte et Ussé sont en face l'un de l'autre. Dans ce vieux château d'Ussé, du XIVe siècle, où Mme de la Rochejaquelein nourrit des sentiments pour le moins du XIe, la bibliothèque est toute du XVIIIe, et prouve ce qu'étaient les grand mères de nos dévotes ! Diderot est là, surpris de voir entrer, sur les vieux rayons où il moisit, les visions de Marie Alacoque, et à Rochecotte le prince de Talleyrand, peint ou sculpté à tous les étages, pince les lèvres et cligne les yeux devant sa sainte famille; et il regarde d'un air narquois le vieux maréchal de Castellane qui semble tout occupé d'autre chose que les *Oremus*. Décidément, les châteaux sont tous mieux occupés en 1868 qu'en 1768, et aussi les presbytères, et les contrastes sont des plus saisissants. Par malheur, si les vieux étaient moins pieux que les jeunes, comme les jeunes sont plus oisifs !

Deux jours à Rochecotte dans la compagnie de l'aimable et ardente Mme de Castellane, de sa charmante fille, ont été bien vite écoulés. Nous revenions le 14 coucher à Orléans, mon travail refait dans l'intervalle, et le 15 j'ai pu le revoir avec l'auteur, puis être ici le soir; puis nouvelle édition, et ainsi finit la quinzaine, entremêlée de mandements et de courses, de visites et d'impressions, que je me suis laissé aller à vous raconter pour expliquer mon long silence.

J'ai hâte de savoir comment vous vous trouvez à Maiche. Assez bien, à ce que m'écrit Mme de Galliera, qui devait venir avec nous à Rochecotte et qui ne l'a pas fait... Elle va en Suisse.

Ne passera-t-elle pas par Maiche? En me disant comment vous vous portez, dites-moi aussi combien de temps vous y restez, car nous irions aussi bien vous y voir qu'à la Roche, si vous y prolongiez votre séjour. Je ne crois pas que vous y soyez installé pour y recevoir toute une famille; mais, ou bien vous me logeriez seul, ou bien vous nous logeriez dans quelque auberge, et nous viendrions de là chercher votre dîner, votre bon feu et des heures de causeries, mêlées, comme le feu, qui fume et qui brille, de tristesse et de bonne humeur.

Si, par hasard, le changement d'air vous était assez indiqué pour que vous préfériez cette année ne pas revenir à votre Roche, je vous offre de bien bon cœur la mienne, ornée d'un calorifère et plus voisine du sénateur Nélaton. Je serais ravi de vous y voir installé pour vous rapprocher de Paris, sans y rentrer encore à l'arrière-saison.

Et maintenant, à Dieu, cher ami; je ne mérite pas une prompte réponse, mais je la désire ardemment.

Au comte de Montalembert (1)

Plessis-Chenet, 19 octobre 1868.

Votre dernière lettre m'a laissé dans l'inquiétude sur l'état de l'un de vos yeux; je regrette que vous n'ayez pas consulté M. L.... L'oculiste X... est un bourreau vieilli; je l'ai vu, il y a trois ans, persuader au comte Jaubert qu'il allait devenir aveugle, et le pauvre malade d'imagination de s'affubler d'un bonnet noir sur les oreilles, châssis bleus à doubles verres sur les yeux, col relevé, cravate sur la bouche, dos courbé, air tragique, comme s'il portait déjà le deuil du soleil. Puis, il a vu qu'il voyait, et il voit. Cependant, ces menaces avaient eu le bon effet d'obliger le patient à laisser reposer l'organe et à prendre quelques précautions. Je crains que vous ne soyez assez courageux pour braver la prophétie, et pas assez patient pour laisser reposer l'organe. Si vous vous étiez foulé le poignet, vous laisseriez à votre main le temps de reprendre ses mouvements; vous vous êtes foulé l'œil, donnez-lui du repos, et, dans les conseils de X..., mélangés de définitions pédantes et de précautions pratiques, méprisez la science, mais acceptez

(1) Sur cette lettre, Montalembert a écrit de sa main : « Très belle, touchante et utile; conseille de faire un livre pour résumer ma vie. »

l'expérience. Qu'il me tarde de savoir que vous n'êtes plus incommodé de ce côté, car le corps est une prison qui ne vaut que par les fenêtres. Vos lettres me prouvent, cher ami, que dans cette prison habite votre âme tout entière, sans une ombre d'affaiblissement, et j'espère toujours qu'acceptant votre longue épreuve avec cette humble soumission à la volonté de Dieu, qui est la vraie grandeur morale du savant, du monarque ou du pâtre, vous la faites secrètement servir à votre gloire et à la leçon de la postérité, en dictant vos *mémoires*, vos souvenirs et vos prophéties. Vous avez pu croire que les grandes causes auxquelles vous vous êtes voué étaient tuées; des signes commencent à montrer que ce que vous avez pris pour un crépuscule prématuré n'était qu'une éclipse, et vous pouvez, en pleines ténèbres, affirmer le retour de la lumière, ou mourir au moins (comme le chevalier des beaux vers de Procter), les yeux fixés sur celle que vous avez toujours aimée, la Vérité !

A votre place, je me recueillerais et je me résumerais dans un livre suprême; si Dieu vous rend vos forces, ce livre sera le témoignage que votre rude expérience rendra à vos premières ardeurs; sinon, ce sera votre testament et le legs aux siècles futurs de la conviction la plus noble, la plus neuve, la plus forte, que ce siècle ait vue, la conviction de l'alliance nécessaire entre la religion, malgré Voltaire, et la liberté, malgré Marat, entre la religion à la façon de Vincent de Paul, et la liberté à la manière de Washington. Qui fera cette œuvre, si ce n'est vous ? et dans quelles meilleures dispositions pouvez-vous être ? Prisonnier de votre corps, maître de votre âme, recevant encore tous les échos du monde, et pourtant si élevé au-dessus du monde, si rapproché de la face de Dieu, par les rigueurs de la maladie ?

Est-ce que c'est là un rêve ? J'ai voulu vous le dire parce qu'il me poursuit et me revient sans cesse, en voyant par vos lettres qu'il plaît à Dieu de vous charger le corps de chaînes, en illuminant de plus en plus votre âme, qui gagne en hauteur sans perdre en vigueur.

Et moi aussi, vous le savez, j'ai un livre en train (1), je voudrais vous le montrer : il n'aura pas de succès, et pourtant

(1) *Les Espérances chrétiennes*, publié (inachevé) en 1883, et dont la dernière édition est de 1922.

je l'aime, il me fait du bien dans un temps où il est bon de regarder en dedans et en haut plus qu'au dehors. La vie que je mène peut rendre ce livre original, mais le condamne à demeurer imparfait, car il se compose entre l'industrie, la maladie, les soins de famille, les bonnes œuvres, entre le chemin de fer, l'inventeur de nouvelles machines, le marchand de soupe, l'ouvrier des secours mutuels, la vieille mendiante de la rue, le bon jeune homme du *Français* (1), l'auteur éconduit du *Correspondant*, la lecture à l'Académie, la version latine de mes collégiens, et les fioles de l'apothicaire, puis, depuis un mois, les visites électorales et les prémices de l'horrible et humiliant métier de candidat.

Je ne suis pas un chêne, je suis un pommier en plein vent, que tout le monde secoue. Revenu à Paris, je m'aperçois bien que telle est à peu près d'ailleurs la vie de tous ceux que la paresse ou la bêtise n'ont pas engourdis. J'ai trouvé Albert de Broglie, entre son nouvel appartement à meubler, son dernier fils à soigner, le second à conduire à Saint-Cyr, une élection à préparer, ayant cependant trouvé le temps de débiter à ses Normands un discours que vous lirez avec joie dans *le Correspondant*, et, ce qui est plus important, d'écrire une note très serrée, très concluante, que je l'ai pressé de préparer *in petto* sur les questions du prochain concile, parce qu'il est le plus sage de nous sur ces questions; vous la recevrez bientôt en communication.

J'ai trouvé M. Daru ayant eu à promener sa goutte aux bords du Rhin, l'anémie de sa femme au bord de la mer, les restes, hélas! de sa fille en Nivernais, la jeunesse de son fils en Orient, puis ses enquêtes électorales en Normandie, composant de toutes ces épreuves un fond assez noir à ses pensées, pour affirmer que nous aurons la guerre au printemps, pendant et pour dominer les élections. J'ai trouvé Léopold de Gaillard, courant de la rue de Tournon à Avignon, quittant les petits ennuis du *Correspondant* et la haine de la Duchesse de Z... (dont elle aura moins de peine à se défaire que de son manuscrit), pour constater à Avignon que ses efforts pour l'*Union libérale* sont bien compromis par les terreurs des blancs et les fureurs des rouges, en sorte qu'on fait bien venir au pied de

(1) *Le Français*, journal récemment créé.

l'autel électoral le marié et la mariée à savoir les candidats, mais impossible d'amener les deux familles, à savoir les électeurs. J'ai trouvé enfin François Beslay, enchanté de vous, content de son journal, mais toujours obstiné par scrupule et tâtonnement, non par nature, à ne tirer que des coups de fusil à poudre, sans plomb ni balle, comme si un fusil était fait pour saluer et non pour viser; bien accablé d'ailleurs et bien méritant, se jetant seul au milieu des ours et des couleuvres du journalisme, livrant son nom, son temps, son intelligence, son avenir, sans savoir si l'œuvre durera et grandira!

Que d'autres amis j'ai trouvés encore accablés, celui-ci par la pauvreté, celui-là par la maladie, cet autre par l'ennui, cet autre par les inutiles soucis de l'ameublement et de la parade; la vie de chacun est donc aussi compliquée que la mienne, et je n'ai pas à gémir, mais à ramer en chantant. Je ferai cet hiver tous mes efforts pour ramer de votre côté, pour aller vous voir, et Mme Cochin est de tout cœur dans ce projet ; mais ma santé ne sera-t-elle pas « très dépourvue, quand la bise sera venue ? » Mon corps met bon ordre aux désirs de mon esprit; au moins je vous visiterai souvent par mes bavardages; et mes prières, mon amitié fidèle, feront mieux que vous visiter: elles ne se sépareront pas un instant de vous.

AUGUSTIN COCHIN.

LA FRANCE ET L'ITALIE
DES ARMISTICES A LOCARNO

II[1]
(1920-1925)

LE MINISTÈRE BONOMI-TORRETTA. CONFÉRENCES DE WASHINGTON ET DE CANNES

La politique resta, de part et d'autre, tracée dans la même direction sous les gouvernements qui exercèrent ensuite le pouvoir dans les deux pays, un cabinet Briand en France, un cabinet Bonomi en Italie. A Rome, le ministre des Affaires étrangères, marquis della Torretta, était un diplomate de carrière, excellent professionnel, qui avait passé à Pétersbourg plus de vingt ans. Il avait été choisi pour sa connaissance spéciale des problèmes d'Europe orientale, notamment de Russie, vers laquelle on tournait alors les yeux, dans l'idée que, là, résidait le remède au malaise économique et politique du monde. La question des réparations allemandes désormais aiguillée dans la voie des moratoires et des rabais, le mot d'ordre devenait, en Angleterre, de faire rentrer l'union des Républiques soviétiques dans le giron des États qui échangent des missions diplomatiques, des produits manufacturés et des matières premières. Cela allait être la fantaisie, la *hobby*, de M. Lloyd George sur son déclin. Le marquis della Torretta connaissait trop bien le terrain russe pour se bercer d'illusions

(1) Voyez la *Revue* du 15 février.

sur la solidité d'une telle planche de salut européen. Il ne s'y aventura qu'avec précaution. Sur aucun point, d'ailleurs, sa ligne de conduite ne différa essentiellement de celle de son prédécesseur, sous réserve d'une nuance : il regarda plus du côté de Londres, où il alla plus tard comme ambassadeur, que du côté de Paris, où il envoya le comte Sforza.

Mais l'inconvénient du ministère Bonomi vint, pour nous, de sa faiblesse à l'intérieur. Les nationalistes, qui lui étaient hostiles, bien que le marquis della Torretta fût fort attentif à ne pas les heurter, ne laissaient pas échapper une occasion de lui causer des embarras, fût-ce sur notre dos. Le fascisme naissant, encore peu maître de ses éléments turbulents, surpassait les nationalistes dans cet exercice. Tel fut, en réalité, le secret des pénibles incidents de Venise, pendant la visite d'une mission militaire française expressément invitée par le gouvernement royal et officiellement reçue par le ministre italien de la Guerre. Quelques circonstances de ces inconvenantes manifestations nous eussent permis d'en faire une assez grosse affaire : on eut, de notre côté, la sagesse de ne le pas vouloir, sans cependant traiter le cas complètement par le mépris. Personne en Italie n'expliqua au pays pourquoi notre sagesse n'était pas sans mérite. Le gouvernement tremblait visiblement de se compromettre aux yeux des chauvins, tout prêts à l'accuser d'abaisser devant nous la dignité nationale. La presse, à l'exception du *Corriere della Sera*, fut chiche de mots pour désavouer les auteurs du scandale, mais se complut à leur chercher des circonstances atténuantes dans nos prétendus torts envers l'Italie.

L'incident toutefois était si anachronique, si contradictoire à l'état des rapports entre les deux gouvernements, que la trace s'en effaça très rapidement. Leur collaboration n'en fut pas même troublée, dans l'espèce de consortium qu'ils formaient avec le gouvernement britannique et dont l'activité était sans cesse renouvelée par l'exécution ou l'inexécution de la paix. L'Italie y tenait d'ailleurs un rôle plutôt effacé, en raison de sa situation intérieure, par suite aussi du moindre intérêt que représentaient pour elle les deux principales questions perpétuellement remises sur le métier : réparations; sécurité de la France et de la Belgique. Cependant, c'est alors que l'Italie marqua pour la première fois le désir, nouveau chez elle, de

participer à un accord des puissances occidentales garantissant leur sécurité, s'il en était conclu un. A la conférence de Cannes, quand M. Briand et M. Lloyd George eurent à peu près mené à bien la négociation d'un pacte franco-anglais destiné à remplacer celui de 1919, le marquis della Torretta manifesta son déplaisir de ce que le gouvernement italien fût tenu en dehors de l'acte en préparation et demanda qu'il y fût partie. Se proposait-il de faire étendre à la frontière du Brenner la garantie dont il était question pour celle du Rhin? Serait-il entré dans un accord qui n'eût garanti que cette dernière? Le temps manqua pour s'en assurer, puisque M. Briand tomba du pouvoir sur ces entrefaites et entraîna dans sa chute le projet de pacte esquissé à Cannes.

Le ministère Bonomi-Torretta ne lui survécut pas longtemps et fut bientôt remplacé par un cabinet Facta, où le portefeuille des Affaires étrangères fut dévolu à M. Schanzer. Le sénateur Schanzer était un israélite d'origine triestine, au demeurant parfait Italien, qui avait été fonctionnaire, député, ministre des Finances, et dont la carrière administrative et politique avait été faite par M. Giolitti. On doit ajouter : et par son propre mérite. Car sa valeur n'était pas discutée. On le disait germanophile et son nom à désinence germanique accréditait auprès de certains cette réputation. Mais ces classifications d'Italiens, voire d'autres étrangers, en germanophiles et francophiles, sont toujours plus ou moins arbitraires, surtout quand elles s'appliquent aux hommes politiques, peu accessibles aux inspirations du sentiment. Elles ne correspondent le plus souvent qu'à des manières différentes de comprendre l'intérêt italien, à des conceptions qui peuvent parfaitement être successives chez le même homme. La formation intellectuelle de M. Schanzer et une mission extérieure qu'il venait de remplir l'inclinaient vers les idées dont s'inspirait alors la politique anglo-saxonne, et au nom desquelles une patiente, continuelle pesée était exercée sur la France, pour qu'elle se départît de soucis, de précautions, d'exigences ou de droits, l'intéressant au premier chef, mais n'intéressant plus qu'elle. Ces idées s'appelaient tantôt désarmement, et ç'avait été la conférence de Washington, tantôt reconstruction européenne, et ce fut la conférence de Gênes.

A la conférence de Washington, qui, sous couleur de désar-

mement naval, codifia le partage de l'hégémonie maritime entre l'Angleterre et les États-Unis sur toutes les mers du globe, M. Schanzer avait obtenu pour l'Italie l'égalité des forces navales avec celles de la France. Ainsi s'était-il taillé un succès remporté, sinon sur nous, au moins à nos dépens. L'envie d'égalité avec nous est, en effet, à ce point congénitale chez les Italiens qu'il faut bien appeler succès un résultat qui était surtout une anomalie, puisque nous avons à pourvoir à notre défense sur deux mers et à nos communications avec un Empire colonial très vaste et très disséminé. Si évidente était la supériorité de nos besoins en marine, par rapport à ceux de l'Italie, que ni M. Schanzer, ni l'amiral Acton, son premier expert naval, ne s'étaient flattés de faire prévaloir le principe d'égalité avec nous, avant d'avoir constaté à Washington que les circonstances leur permettaient de l'obtenir. Si, avant le départ des délégations pour l'Amérique, nous avions recherché un accord avec les Italiens sur une proportion rationnelle et équitable de forces, il est infiniment probable qu'une entente se serait établie entre eux et nous. Mais ce n'est pas la seule ni même la principale occasion que nous aurons de constater combien les idées de concert ont de peine à franchir les Alpes, par-dessus lesquelles on cause cependant du matin au soir et souvent du soir au matin.

LE MINISTÈRE FACTA-SCHANZER. — LA CONFÉRENCE DE GÊNES. LE DÉSASTRE GREC D'ASIE-MINEURE

Il est vrai que l'attitude de certains Italiens à notre égard n'était pas faite pour nous encourager à rechercher des ententes avec leur pays. Pendant la conférence de Washington, sur une simple dépêche de presse attribuant à notre premier plénipotentiaire un propos très invraisemblable de sa part, de nouvelles manifestations éclatèrent contre nous dans plusieurs villes d'Italie. A Turin, notre Consulat fut envahi et saccagé. A Naples, des groupes de braillards parcoururent les rues en nous huant. A Rome, notre ambassade dut être gardée par la troupe. Ces manifestations étaient le fait d'une infime minorité. Mais ce qui n'était pas le fait d'une minorité, c'était la passivité de tout le reste. Or le gouvernement était passif, parce qu'il fut, entre la chute de M. Giolitti et l'avènement de

M. Mussolini, d'une lamentable faiblesse à l'intérieur ; la masse de la population était passive, parce que nos mésaventures ne l'émouvaient guère et parce qu'elle tenait ces explosions contre l'étranger, spécialement contre le Français, pour pardonnables à un instinct national en ébullition. Mais revenons à nos conférences.

La conférence de Gênes devait, dans la pensée de son initiateur, M. Lloyd George, traduire en acte la grande idée de la reconstruction européenne, par l'aplanissement des obstacles politiques, économiques et financiers encore dressés entre l'Allemagne et les Alliés, entre la Russie et le reste de l'Europe. En donnant l'Italie pour théâtre à cette tentative, le Premier britannique s'était proposé d'intéresser ce pays au succès de l'œuvre. Il y parvint sans peine. M. Facta et M. Schanzer amenèrent à Gênes, outre une imposante délégation, une soixantaine de parlementaires, sénateurs et députés, pour se faire un conseil permanent de compétences universelles. Le gouvernement italien et l'opinion publique de la péninsule mirent leur point d'honneur à faire réussir la conférence. Leur intérêt pour elle eut quelque chose de celui du maître de maison pour la réception qui se donne sous son toit. Mais rien ne sortit de cette tour de Babel. La montagne accoucha d'une souris. Les Italiens, qui en éprouvèrent quelque déception, l'imputèrent à la politique française, au gouvernement de M. Poincaré. Leur dépit toutefois ne fut pas trop vif, parce que la révélation, au début de la conférence, d'un accord russo-allemand avait jeté un froid et parce qu'il était apparu que cette tapageuse et chimérique entreprise avait tout de même été trop peu et trop mal préparée.

L'échec de Gênes n'empêchait pas que M. Schanzer eût servi de son mieux les desseins de la politique anglaise. Il avait en effet secondé de tous ses moyens, bien que probablement avec scepticisme, les improvisations successives par lesquelles on avait tenté, soit un compromis entre la Russie soviétique et les États « capitalistes », soit un pacte général de non-agression entre les principaux pays d'Europe. Après la clôture de ces vastes assises aux trois quarts stériles, il se rendit à Londres. La presse de son pays donna à entendre qu'il en rapporterait monts et merveilles. On chuchotait que le prix de son concours à Gênes pourrait être la levée de l'opposition

mise par l'Angleterre contre l'annexion à l'Italie du Dodécanèse et de Rhodes, une belle compensation coloniale sur les confins de la Somalie, une importante concession sur la dette italienne envers l'Angleterre. Ces espoirs s'évanouirent tous en fumée. M. Schanzer revint de Londres bredouille ; et les journaux, qui le constatèrent, firent resservir à son intention le vieux cliché : *sic vos non vobis*.

Quelques mois plus tard, le désastre militaire des Grecs en Asie-Mineure porta à l'état suraigu la crise orientale ouverte par la renaissance de la Turquie kémaliste. Une situation des plus critiques nécessita pendant plusieurs semaines des consultations presque quotidiennes entre Londres, Paris et Rome, pour préserver Constantinople et les Détroits, arrêter un conflit armé qui tournait à la boucherie, sauver ce qui pouvait encore l'être de populations désormais sans abri, en organiser l'exode, préparer les voies à une conférence diplomatique où l'Orient pût recevoir une nouvelle assiette politique. Les gouvernements français et italien se trouvèrent invariablement d'accord sur les buts à viser, et sur les moyens de les atteindre. D'accord sur la question d'Orient, ils l'avaient d'ailleurs été tacitement et virtuellement, bien avant de le constater dans cette pressante conjoncture. Il y avait près de trois ans que, chacun de son côté et sans se le confier l'un à l'autre, ils désapprouvaient la politique britannique de lancer la Grèce dans une aventure destinée à très mal finir. Si, moins fermés aux idées de concert entre eux, moins timides aussi envers l'Angleterre, ils avaient échangé leurs vues deux à deux et combiné une action amicale à Londres, ils auraient peut-être ouvert à temps les yeux de leur commune alliée, prévenu une catastrophe en Orient et épargné à la politique anglaise un retentissant échec. Les préventions françaises et italiennes contre l'imprudence consistant à découpler les Grecs sur les Turcs en Anatolie dataient d'avant la conférence de San Remo. Mais elles n'avaient été génératrices d'aucun concert, d'aucune action combinée, afin de retenir sur une pente fatale Anglais et Grecs. C'est là un second exemple d'un phénomène déjà signalé : une sorte d'inaptitude franco-italienne à dégager les points sur lesquels on peut s'accorder, pour en faire des bases de politique commune. En l'espèce, ce fut l'événement, — un événement dépassant les prévisions les plus pessimistes, — qui

dégagea à la dernière heure une identité de vues remontant à plusieurs années.

Pendant qu'allaient leur train ces complications orientales, les deux gouvernements trouvèrent le temps d'avancer beaucoup la confection d'un *modus vivendi* commercial, qui les occupait depuis l'été précédent. La France et l'Italie vivaient encore sous le régime d'un traité de commerce datant de 1898, qui avait été, vingt-cinq ans auparavant, le premier acte de leur rapprochement. Mais ce vénérable traité ressemblait un peu à la galère du Doge de Venise, le *Bucentaure*, qui était toujours la même, bien que toutes les pièces en eussent été plusieurs fois changées. Dans le cours des temps, le jeu de la clause de la nation la plus favorisée, l'introduction de pratiques ou de notions nouvelles dans les méthodes douanières, l'adjonction de coefficients au taux conventionnel des droits, la perception des taxes sur la base de l'or, ici le système du tarif unique, là celui des tarifs maximum et minimum avaient plus ou moins faussé les dispositions dont avaient convenu les négociateurs de 1898. On entreprit, en revisant les conditions sous lesquelles les deux pays échangeaient leurs principaux produits, la remise au point de leur régime douanier conventionnel. Ce travail, mené de part et d'autre avec un louable esprit de conciliation, était à peu près terminé quand la révolution fasciste renversa le cabinet Facta-Schanzer. Il eût sans nul doute été conduit à bonne fin avec lui, comme il le fut avec son successeur. La mise en harmonie des rapports économiques est toujours un facteur de rapprochement politique. Le nouveau *modus vivendi* commercial en fut un. La France était devenue, depuis peu, la meilleure cliente de l'Italie. De son côté, elle trouvait en Italie, pour ses exportations, un débouché élargi et pas du tout à dédaigner. Ce sont là des considérations qui pèsent d'un grand poids dans la balance des relations générales.

L'AVÈNEMENT DE M. MUSSOLINI

Il fut avantageux à nous-mêmes et à M. Mussolini de pouvoir inaugurer nos relations mutuelles par la conclusion d'un tel accord qui suivit de peu son avènement. Car M. Mussolini, comme tous les créateurs de régimes nouveaux, n'était pas

indifférent à montrer que l'étranger l'accueillait sans préventions. Et nous avions tout intérêt à nous réserver, en lui faisant bonne mine, l'occasion de profiter de ses dispositions, qui ne nous étaient nullement contraires.

Son gouvernement était le résultat d'une révolution de droite, c'est-à-dire d'une révolution dérogatoire à toutes les règles du jeu. Cela suffisait pour le rendre antipathique, au delà des frontières du Royaume, à tous ceux qu'empêche de dormir le spectre de la réaction et, dans une moindre mesure, aux adeptes de l'orthodoxie parlementaire et démocratique. Si le *Duce* s'était fait la moindre illusion, le langage de la presse avancée de tous les pays l'eût édifié sur l'animosité qu'il rencontrait à gauche ; et il était trop fin pour ne pas deviner que, même au centre et à droite, des convictions politiques avaient été heurtées par la manière dont il s'était emparé du pouvoir. Or il lui importait, pour s'épargner des difficultés à l'intérieur, que l'attitude des gouvernements étrangers ne reflétât pas d'inévitables préjugés contre l'origine du sien. Il tenait spécialement à ne pas être boudé par le gouvernement français, qui, pratiquant une politique forte et nationale, avait à ses yeux le mérite de résister chez nous aux courants que lui-même remontait en Italie.

A qui représentait alors la France à Rome incomba donc le soin de faire comprendre à Paris, d'abord que M. Mussolini durerait, ensuite qu'il ne nous voulait pas de mal, et qu'il n'y avait aucune raison pour que nous ne nous entendissions pas avec lui aussi bien qu'avec un autre, sinon mieux. Ce fut fait et aussitôt compris. Quelques journaux français de gauche avancée continuèrent à lancer contre le dictateur italien l'excommunication majeure. Mais le gouvernement de M. Poincaré, d'ailleurs combattu par les mêmes journaux, s'inspira envers lui de la seule règle appropriée à la circonstance : c'est qu'il n'appartient à aucun État de donner au voisin des leçons de droit constitutionnel, et qu'il n'y a pas lieu de battre froid à un gouvernement étranger, tant qu'il respecte les principes du droit international et ne cherche noise à personne.

M. Mussolini ne cherchait noise à personne, et à nous moins qu'à tous autres. Il admirait la France pour sa paix sociale, sa cohésion nationale et sa constance au milieu des déceptions de l'après-guerre. Il louait « l'admirable tenue des

Français ». Il se réclamait de la guerre, à laquelle il avait poussé son pays, de la victoire, pour laquelle il avait versé son sang. D'un récent voyage d'études en Allemagne, il avait remporté l'impression du très rapide relèvement de la nation allemande, d'une fiévreuse ardeur au travail, d'une prospérité économique renaissante, d'un désir de revanche presque unanime. Ces constatations l'avaient mis en garde contre les pleurnicheries sur le sort des Allemands. Il les jugeait en état de payer, non pas tout ce que le traité de Versailles mettait à leur charge, mais beaucoup. Leur carence à peu près totale à leurs engagements lui paraissait scandaleuse. Il avait conscience d'un danger germanique menaçant son propre pays : il en sentait la pointe dans le Haut-Adige. Pour les tendances de la politique anglaise il éprouvait peu de goût. Il ne lui plaisait pas qu'elle visât à défaire ce que la victoire avait fait. Il discernait ce qu'elle avait d'égoïste, d'aveugle et de dominateur. Il était le chef d'un parti qui ne se confondait pas avec le nationalisme, mais auquel les nationalistes se rallieraient nécessairement, et son intention était de gouverner vigoureusement à l'intérieur. Nous avions plus de chances avec lui d'être couverts contre les attaques de presse qui nous avaient fait tant de tort sous les ministères précédents.

Il prit entre autres le portefeuille des Affaires étrangères et fut un ministre très effectif. Mais comme il y joignit celui de l'Intérieur, en attendant d'y ajouter ceux de la Guerre, de la Marine et de l'Aviation, le secrétaire général des Affaires étrangères acquit naturellement plus d'importance que par le passé, et en dut encore davantage à l'influence que lui assura sa valeur. M. Contarini, — c'est le nom du haut fonctionnaire qui cumule les titres de secrétaire général, ambassadeur, conseiller d'État et ministre d'État, — se fit écouter de plus en plus, parce que M. Mussolini apprit à faire grand cas de lui. La politique étrangère du régime mussolinien fut, en réalité, celle de la raison sociale Mussolini et Contarini.

Le dénouement diplomatique de la crise orientale fournit à M. Mussolini l'occasion d'entrer en rapports directs avec ses collègues alliés, M. Poincaré et Lord Curzon. Ce rapide contact fut pris à la brève entrevue de Territet, lever de rideau de la conférence de Lausanne. Il ne tira point à conséquence. Encore novice dans la pratique de son nouveau métier, ou au moins

dans la partie extérieure de sa tâche, le Dictateur italien déconcerta quelque peu ses deux partenaires anglais et français en leur présentant un projet de déclaration, par laquelle la France et l'Angleterre eussent promis de traiter désormais l'Italie sur le pied de la plus complète égalité. Il dut se contenter de voir introduire dans le communiqué de l'entrevue une allusion au principe qui lui tenait à cœur et qui n'énonçait rien qui ne fût de droit, donc rien qu'il ne fût superflu d'exprimer. Mais, pour insolite qu'elle ait été, son initiative n'en fut pas moins symptomatique, on serait tenté de dire symbolique ; et quand on la considère rétrospectivement, avec le recul de trois années, force est de constater qu'elle correspondit exactement à une aspiration profonde de son être et à une tendance fondamentale de sa politique : placer l'Italie au rang des premières puissances dans les conseils de l'Europe.

La conférence de Lausanne ne resserra ni ne détendit les liens de la France et de l'Italie. Elle fournit cependant au gouvernement français l'occasion de prouver une fois de plus sa bonne volonté au gouvernement italien. Celui-ci demanda en effet à ses alliés des garanties d'avenir, dans le cas où la mise en valeur économique de la Turquie donnerait lieu à des concessions au bénéfice de l'industrie ou de la finance européennes. L'Angleterre l'éconduisit ; la France lui accorda les apaisements qu'il réclamait.

Mais le laborieux règlement oriental s'était élaboré simultanément à de suprêmes efforts pour mettre les Alliés d'accord sur les questions de réparations allemandes et de dettes interalliées, qui continuaient à grever leur situation financière et politique. Et sur ce terrain-là devait finalement s'opérer un certain resserrement d'entente franco-italienne.

Dans l'examen de ces questions, le tempérament et les idées de M. Mussolini faisaient entrer en jeu deux facteurs nouveaux : des vues plus libres, plus indépendantes des directions anglaises sur la solution du problème des réparations ; plus d'insistance à affirmer la connexité de ce problème avec celui des dettes interalliées, à demander qu'on les liât. A la conférence de Londres, qui réunit M. Bonar Law, Lord Curzon, M. Jaspar, M. Poincaré et M. de Stefani, ce dernier, au lieu de s'en tenir à approuver les propositions britanniques ou à suggérer de les retoucher tant soit peu pour les rapprocher des exigences franco-

belges, sortit de sa poche un plan complet, préparé d'avance et d'ailleurs moins éloigné de nos conceptions que de celles des Anglais. Étant donné ce qui s'est passé depuis, peut-être est-il regrettable que l'accord des gouvernements français, italien et belge, c'est-à-dire des trois principaux Continentaux ayant droit aux réparations allemandes et débiteurs de l'Angleterre, ne se soit pas réalisé à cette époque sur la base du plan italien, que le cabinet de Londres aurait alors eu de la peine à éluder.

Ce plan liait réparations et dettes. Car ce qui, dans les réparations allemandes, intéressait le plus l'Italie, c'était de beaucoup les dettes interalliées. C'est à dessein que nous donnons à notre pensée cette forme étrange pour la mieux faire saisir. L'importance du problème des dettes ne cessa jamais de primer, aux yeux des Italiens, celle du problème des réparations, pour la bonne raison qu'ils avaient relativement peu à attendre des réparations dues par l'Allemagne, tandis qu'ils devaient eux-mêmes énormément de milliards à l'Angleterre et aux États-Unis. Aussi, sans se désintéresser de ce qu'ils avaient à toucher de leurs débiteurs, s'intéressaient-ils infiniment plus à ce qu'ils devraient ou non verser à leurs propres créanciers. D'où la netteté avec laquelle M. Mussolini proclama le principe de l' « interdépendance » des deux problèmes, subordonnant un rabais sur les réparations à un rabais sur les dettes.

Cette thèse était aussi la nôtre et, à cela près que notre intérêt direct aux réparations l'emportait de beaucoup sur celui de l'Italie, les deux problèmes se posaient à nous dans les mêmes termes qu'à elle. Comment et pourquoi cette communauté de situation et, dans une large mesure, d'intérêts n'a-t-elle pas produit entre Rome et Paris un accord concret sur l'une et l'autre question? C'est ce qu'on ne peut expliquer, une fois de plus, que par une foncière incapacité à s'entendre et à faire cause commune. L'histoire demeurera surprise en constatant que, pendant plusieurs années, deux grands pays continentaux, limitrophes l'un de l'autre, créanciers des mêmes ex-ennemis, débiteurs des mêmes alliés, ont vécu côte à côte sans jamais arrêter de concert les modalités d'un règlement combiné des réparations et des dettes, sans fixer le minimum de ce qu'ils voulaient recevoir, le maximum de ce qu'ils pourraient payer.

Ni la France, ni l'Italie n'auront, en fin de compte, à se féliciter d'avoir méconnu l'avantage d'un accord positif, exprès,

unissant leurs causes de créanciers bernés et de débiteurs traqués. Mais celle des deux qui aura le plus à le regretter sera probablement la France. Car aujourd'hui l'Italie obtient des États-Unis et de l'Angleterre de meilleures conditions que nous, pour la consolidation de sa dette, tandis que, pendant longtemps, elle a craint que le contraire n'arrivât. Si, à ce moment-là, nous avions convenu avec elle de présenter un front uni à nos communs créanciers et à nos communs débiteurs, nul doute qu'elle s'y fût prêtée : et c'est une belle surface de résistance aux pressions anglo-saxonnes, qui se serait ainsi formée de la mer du Nord à la mer Ionienne. Mais il en advint, dans ces questions de gros sous, comme dans l'affaire du désarmement naval : l'ordre dispersé demeura, pour la France et pour l'Italie, la règle de manœuvres sans lien.

L'AFFAIRE DE LA RUHR. — LE CONFLIT ITALO-GREC

L'analogie des intérêts était pourtant trop forte pour que les deux politiques ne s'infléchissent pas l'une vers l'autre. Après la brève conférence de Paris et le naufrage du plan proposé par M. Bonar Law, il devint évident pour le gouvernement italien que la France mettrait à exécution son intention, souvent annoncée, d'entrer dans la Ruhr et que la Belgique s'associerait à l'action. Il ne fut pas très difficile d'amener l'Italie à s'y associer aussi, non pas militairement, — nous ne le lui demandâmes pas, — mais techniquement. M. Mussolini consentit à participer à l'opération de la Ruhr par l'envoi d'ingénieurs. Auparavant, la voix du délégué d'Italie à la Commission des réparations s'était jointe à celles de ses collègues français et belge pour constater la carence de l'Allemagne à ses engagements. Ultérieurement, le vote des représentants italiens dans diverses commissions rhénanes nous fut invariablement acquis pour toutes les mesures nécessitées par l'exploitation du gage saisi, comme pour briser la résistance passive. Ce concours, limité, mais suffisant pour engager la responsabilité de l'Italie à côté de la nôtre, prend toute sa valeur quand on le rapproche de l'attitude des Anglais.

Quelles raisons avaient déterminé M. Mussolini à l'accorder? D'abord, un intérêt économique. L'Italie n'a pas de charbon. Le charbon anglais et américain se paye en livres et en dollars,

c'est-à-dire à des prix ruineux. Il était donc sage, de la part du gouvernement italien, de ne pas se séparer de la France, qui à ses propres charbonnages et à ceux de la Sarre allait ajouter ceux de la Ruhr. Ensuite, un intérêt financier. L'Italie, nous l'avons dit, a les mêmes créanciers et la même débitrice que nous. Les créanciers ne s'étaient guère montrés disposés à faire spontanément une remise de dettes. La débitrice ne payait pas. Le seul moyen d'obtenir des créanciers une remise de dettes paraissait être désormais de prendre à la gorge la débitrice à laquelle, malheureusement, ils témoignaient tant de sollicitude. Enfin, un intérêt politique. L'Italie avait annexé, avec le Haut-Adige, 200 000 Allemands durs à avaler. Aussi, en était-elle venue à se persuader qu'il ne fallait pas de réunion du Tyrol à la Bavière, pas de fusion de l'Autriche avec l'Allemagne, parce qu'elle aurait tout à craindre d'une frontière commune avec le Reich. Et, par suite, elle ne se souciait pas que l'Allemagne pût préparer la revanche, à la faveur d'industries intactes et de finances allégées du fardeau des réparations.

Du commencement à la fin de l'occupation de la Ruhr, les dispositions de M. Mussolini ne se démentirent pas un instant, et son appui, dans les limites indiquées, ne nous fit jamais défaut. Une seule fois, il prit position contre nous : c'est quand il fut question d'outrepasser les bornes de la Ruhr, de porter l'action plus avant en Allemagne, peut-être même de saisir des ports allemands. Alors, il signifia qu'il ne nous suivrait plus et eut le tort de le proclamer publiquement, dans un discours au Sénat, avec sa fougue naturelle, au lieu de se servir pour cela de la voie diplomatique et de la Conférence des ambassadeurs. Mais, hormis cette circonstance, qui n'appartenait pas à l'opération en cours, il ne revint jamais sur la solidarité partielle acceptée dès le début. Il déconseilla maintes fois aux Allemands la résistance passive et leur en montra l'inutilité. Il donna à ses délégués, sur place, toutes les instructions nécessaires pour faire passer entre les mains des occupants les industries privées ou les services publics, dont Français et Belges durent prendre possession, exercer sur les exportations, les douanes, les transports, les domaines de l'État, le contrôle sous lequel il fallut les placer. Jamais personne de responsable en Italie ne nous dit que l'opération de la Ruhr nous conduisait à la guerre. Des journaux, qui avaient toujours plus ou moins pris fait et

cause pour l'Allemagne, ont bien pu faire écho à ses cris de vengeance. Mais le gouvernement ne s'en laissa pas émouvoir. Des hommes qualifiés pour traduire sa pensée estimaient qu'en entrant dans la Ruhr, nous avions retardé de longtemps la réalisation des espoirs allemands de revanche. Le gage saisi était considéré comme de haute valeur pour imposer une solution définitive des réparations et en surveiller l'application.

Nul ne prévoyait l'évolution politique qui devait bientôt se produire en France à cet égard. On pensait que nous nous en tiendrions à l'exécution du programme tracé dans une déclaration franco-belge, — évacuation au fur et à mesure des paiements, — sauf à presser le mouvement d'évacuation après quelques années d'encaissements réguliers.

Après la cessation effective de la résistance passive, saluée par la presse italienne comme une grande victoire politique pour la France, « une seconde Marne », l'opinion des personnalités romaines les plus autorisées fut que le moment était venu pour nous de tirer les conséquences pratiques de notre opération et de notre succès. Le conseil nous fut alors donné de « réaliser ». Ce mot ne signifiait pas nous en aller, mais bien battre monnaie de notre présence. Grande fut la surprise quand on s'aperçut que nous ne « réalisions » pas, qu'aucun accord financier et économique avec l'Allemagne n'était à l'horizon.

Personne pourtant ne supposa, avant que ce fût à prévoir, que nous accepterions d'évacuer la Ruhr sans une compensation sur les dettes et sans que l'application du plan Dawes eût fait ses preuves. Mais quand nous nous y prêtâmes, on prit aisément son parti d'une concession dont l'Italie ne faisait pas les frais, bien qu'elle eût, pour une petite part, couru les chances de l'opération, qui se terminait en aventure.

Pendant toute la crise de la Ruhr, l'attitude de M. Mussolini avait, en somme, été aussi serviable que possible et telle que nous n'aurions pu en attendre de pareille d'aucun autre chef de gouvernement italien. La nôtre le fut envers l'Italie dans une affaire qui l'intéressait au plus haut point.

On se souvient encore en France du conflit italo-grec qui éclata à la suite de l'assassinat, en territoire hellénique, de

cinq officiers italiens dont un général, membres d'une mission interalliée de délimitation qui procédait au tracé de la frontière entre l'Épire du Nord et l'Albanie du Sud. Le gouvernement italien exigea du gouvernement grec des excuses et des satisfactions multiples et rigoureuses et, ne les ayant pas obtenues dans le très court délai qu'il lui avait imparti pour céder, occupa Corfou. La situation était des plus critiques. Elle le devint encore plus quand un coup de canon mal dirigé eut fait couler à Corfou le sang de civils inoffensifs. La Société des nations s'évertuait à évoquer à elle le conflit et trouvait pour l'y aider de nombreux concours. M. Mussolini menaçait, si elle se saisissait de l'affaire, de retirer l'Italie de la Société : il eût mis, le cas échéant, sa menace à exécution, non sans risques pour son pays, mais non sans préjudice aussi pour le Conseil de Genève. C'est la France qui évita ces extrémités et résolut la crise en aiguillant le conflit vers la Conférence des ambassadeurs, où elle le fit régler de manière à procurer à l'Italie toutes les satisfactions exigées et à libérer l'île grecque occupée. Son action efficace fut extrêmement utile au gouvernement italien, qui n'avait pas laissé d'être un moment en posture aventurée.

Ultérieurement, la politique extérieure de M. Mussolini s'appliqua à améliorer les relations de l'Italie avec des pays qui vivaient en étroite ou bonne intelligence avec la France. Après avoir considéré les États de la Petite-Entente et la Pologne avec défiance, comme des pupilles de la France, des créations artificielles de la politique française, le gouvernement italien, achevant une évolution commencée par le comte Sforza, finit par convenir qu'il y avait là une force avec laquelle il fallait compter, sous peine de la voir travailler contre l'intérêt italien en Europe centrale, une force qui montait la garde autour de traités dont il était lui-même signataire. De là un travail de rapprochement avec la Pologne. De là un pacte d'amitié avec la Tchéco-Slovaquie. De là surtout un pacte similaire et un accord sur Fiume avec la Yougo-Slavie.

Avoir transformé en alliés au moins nominaux deux pays entre lesquels Fiume jouait depuis cinq ans le rôle de pomme de discorde, fut le coup de maître de la diplomatie de MM. Mussolini et Contarini. Par de patientes négociations, la Yougo-Slavie, qui fit preuve d'une méritoire modération, fut

amenée à accepter que le traité de Rapallo, jamais exécuté par l'Italie, fût définitivement enterré et que Fiume fût annexée au territoire italien. Pour la rendre moins malaisée, cette délicate négociation fut élargie jusqu'à s'étendre aux relations générales des deux pays, à l'ensemble de leurs rapports politiques et économiques, désormais régis par un pacte de mutuelle amitié, une promesse de réciproque neutralité en cas d'agression non provoquée, et une convention commerciale. Nous n'eûmes rien à perdre à ces accords, auxquels nous aurions même pu nous associer, si le cœur nous en eût dit avant le dernier moment, et qui déblayèrent le terrain diplomatique d'une mésintelligence chronique et aiguë entre deux pays dont nous n'avions jamais pu, jusqu'alors, choyer l'un sans froisser l'autre.

Tels furent les facteurs politiques de rapprochement entre la France et l'Italie. Sous leur effet, la presse italienne, qui nous avait été parfois si cruelle, s'apaisa et l'opinion publique nous devint plus favorable. Nous en recueillîmes la preuve au moment de la catastrophe du *Dixmude*, quand le corps du commandant du Plessis fut retrouvé sur une plage de Sicile et que des manifestations touchantes se produisirent dans la population, la marine, l'armée, l'administration civile et le gouvernement ; plus récemment, lorsqu'une escadre française se rendit en visite à Naples, où elle fut chaleureusement accueillie.

Bien entendu, le jeu des facteurs de rapprochement ne laissa jamais d'être contrarié par celui de facteurs qui agissaient en sens contraire et dont les principaux furent au nombre de deux : le regret de l'Italie de n'avoir pas été appelée à la Conférence où s'élabora le statut de Tanger ; sa crainte de voir ses nationaux de Tunisie perdre leur nationalité par l'application d'une nouvelle législation française.

Le premier point, sur lequel la prétention italienne fut juridiquement insoutenable, ne fut guère pour le gouvernement de M. Mussolini qu'une affaire de prestige. Ce pouvait être, pour les trois puissances intéressées, France, Angleterre et Espagne, un motif de s'en tenir à la lettre des conventions, qui excluaient incontestablement l'Italie de la Conférence, ou au contraire de s'en écarter. A tort ou à raison, elles jugèrent que c'était un motif de s'en tenir au texte des accords sur la

matière. Le gouvernement italien en ressentit de l'humeur, mais la proportionna à l'intérêt en cause, plus que secondaire pour lui.

Le second point, — l'application aux Italiens de Tunisie d'une loi régissant la nationalité des étrangers, — est une question pendante depuis des années : et cette seule constatation suffit déjà à écarter de nous l'injuste reproche de ne pas tenir compte de l'écho qu'elle éveille en Italie. C'est une question possible à régler dans une atmosphère sereine, mais à deux conditions seulement : que certains Italiens n'y fassent pas entrer des arrière-pensées politiques qui n'y ont pas leur place; qu'ils ne l'amplifient pas au delà des termes, en réalité modestes, dans lesquels elle est contenue, dénaturant totalement les conséquences éventuelles de la législation en suspens et surchauffant ainsi l'atmosphère dans laquelle devra être, un jour ou l'autre, abordée la solution du litige. Jusqu'à présent maintenu à son plan, qui n'est pas le premier, ce litige toutefois n'obstrua pas le mouvement qui rapprochait progressivement les politiques extérieures de la France et de l'Italie.

LES ACCORDS DE LOCARNO. — IMPORTANCE ACCRUE DES RAPPORTS FRANCO-ITALIENS

La participation du gouvernement italien aux accords de Locarno est la conséquence de trois causes : d'abord, ce rapprochement; ensuite, l'attraction exercée par l'Angleterre; enfin, l'accroissement de prestige extérieur que l'Italie s'est acquis depuis trois ans.

Le gouvernement italien avait éprouvé peu de goût pour le Protocole de Genève, cette première ébauche d'un nouveau système de garantie, cherché dans un pacte quasi universel. Il n'y avait mis aucun obstacle pendant qu'on le négociait. Mais le langage de ses représentants à Genève, quand le document fut au point, réserva sa liberté d'action, dont il usa ensuite pour refuser de ratifier le protocole. Son refus toutefois s'appliquait aux modalités des engagements contractés, non au principe de ces engagements ; il procédait d'une défiance, que l'événement a justifiée, dans la viabilité d'un système mort-né ou presque : il n'impliquait pas une opposition de principe à garantir avec d'autres le maintien de la paix en Europe et spécialement la

sécurité en Occident. L'évolution des rapports franco-italiens, vers une plus exacte notion des intérêts réciproques, devait nécessairement incliner l'Italie à prendre, avec nous, sa part de responsabilité dans un moins vaste système d'accords, tendant à stabiliser le *statu quo* territorial.

Avec nous et avec l'Angleterre. Le pouvoir d'attraction de l'Angleterre sur l'Italie est traditionnel et naturel. C'est celui d'une grande puissance toute en marine sur une moins grande puissance toute en côtes.

Le prestige extérieur de l'Italie, considérablement accru en Europe et jusque dans le Nouveau-Monde, devait non moins naturellement déterminer les Français et les Anglais à lui demander sa participation et la conduire elle-même à l'accorder. C'est un contraste extrêmement significatif qu'en 1922, à Cannes, l'Italie ait demandé à s'associer à un pacte en préparation et ait été éconduite, tandis qu'en 1925 on soit allé la chercher pour entrer dans les accords de Locarno. Ce contraste démontre l'accroissement de son prestige extérieur, tout comme le démontre le succès de la négociation financière du comte Volpi à Washington et à Londres. Le souci de maintenir ce prestige était pour l'Italie une raison impérieuse de répondre à l'appel qu'on lui adressait de Londres et de Paris. En vain y pouvait-elle opposer l'objection qu'il ne s'agissait pas à Locarno d'un intérêt spécifiquement italien et que la frontière du Brenner y était moins présente aux esprits que celle du Rhin. L'argument ne tenait pas. Le prestige d'un État se mesure précisément au fait que rien d'important ne se fait sans lui. Au surplus, tout se tient en matière de sécurité sur un même continent ; il n'y a de cloisons étanches ni entre les traités, ni entre les frontières qu'ils ont établies : et c'est précisément cela qui est à la base de la relative solidarité dont le besoin s'est fait sentir à la France et à l'Italie.

La participation de l'Italie aux accords de Locarno n'est pas sans donner aux rapports franco-italiens plus d'importance encore que par le passé, puisque ces accords imposent aux deux pays de nouveaux devoirs éventuels, peuvent leur déférer l'appréciation de situations critiques et leur conférer la mission de mettre en mouvement des procédures compliquées, dans des cas où l'intérêt direct de l'un ou l'autre d'entre eux peut être

engagé au premier chef. Leurs rapports exigent donc de leur part plus d'attention et de soins que jamais; plus de ménagements aussi.

Certains Italiens doivent se défendre contre la tentation de nous considérer comme des moribonds, à la succession desquels il est loisible à tout venant de se porter héritier. Ils doivent s'abstenir de nous chanter pouille à propos de la Tunisie et ne pas oublier qu'en 1902 le marquis Visconti-Venosta, dans un entretien avec M. Barrère, nous reconnut le droit absolu d'annexer la Régence, ce que nous n'avons pas la moindre envie de faire, mais ce qui aurait pour leurs nationaux des conséquences autrement radicales qu'une législation encore en suspens.

De notre côté, nous devons leur épargner ces leçons de droit constitutionnel et d'orthodoxie parlementaire, que la presse de parti est trop portée chez nous à leur prodiguer, par esprit et intérêt de parti. Nous n'avons pas voix au chapitre dans leurs affaires intérieures.

Il faut bien nous convaincre que nous avons pour voisin au delà des Alpes un pays d'une quarantaine de millions d'habitants, à la fois très fier et très embarrassé de l'accroissement si rapide de sa population; qui se plaît à comparer sa fécondité à notre dépopulation, soit dit en passant une tare qui commence à nous porter grand tort à l'étranger et à faire fortement douter de notre avenir; un pays éclatant dans sa peau, dans le cuir allongé de sa botte, et condamné, peut-être pour son bien, à ce que le facteur démographique joue un grand rôle dans sa politique; riche de sang et de bras, à l'étroit sur sa terre, dont il pourrait, à vrai dire, tirer meilleur parti qu'il ne fait; agricole, mais ne suffisant pas, en partie par sa faute, à se nourrir lui-même; industriel, mais mal partagé en matières premières, qu'il commence à rechercher âprement au dehors; pour toutes ces raisons, regardant beaucoup par-dessus ses frontières, au delà des monts et au delà des mers.

Ce peuple est ambitieux de place au soleil et de rôle politique, impatient de s'affirmer comme grande puissance, jaloux de son importance, soupçonneux, susceptible, notamment envers nous, mobile, violent en ses réactions, qui, lorsqu'elles se déclenchent contre nous, soulèvent un fond de vieilles rancunes déposées par les siècles, mais aussi enthousiaste, ardent,

capable d'élans en notre faveur. Les domaines où il tient surtout à exercer son influence sont la Méditerrannée (la jeune Italie est résolument méditerranéenne), le Levant, l'Adriatique, l'Europe danubienne (les Italiens se considèrent comme les principaux vainqueurs de l'Autriche-Hongrie et ne sont disposés à le laisser oublier ni par leurs anciens ennemis, ni par leurs anciens alliés). Ils sont plus réfléchis qu'ils n'en ont l'air, avertis par un instinct assez sûr des dangers extérieurs contre lesquels ils ont réellement lieu d'être en garde et des moyens d'y parer. Ils sentent mieux qu'ils ne veulent le paraître ce qu'ils ont gagné à la victoire et d'où ce gain peut être menacé. Ils savent que ce n'est pas de Paris, mais bien de Berlin. Ils ne sont pas sans comprendre que, s'il n'y a pas très loin, sur la carte, de Versailles à Saint-Germain, il n'y a pas très loin non plus d'un traité à l'autre.

Des motifs de friction avec l'Italie, sa sève, sa croissance et son caractère pourront encore en faire naître. Mais c'est un pays avec lequel nous ne pouvons avoir d'insoluble divergence d'intérêts que si lui-même perd la notion des siens ou nous celle des nôtres. Car les siens sont, comme les nôtres, intimement liés au maintien du nouvel ordre de choses en Europe.

* * *

RÉCEPTION

DE M. ÉMILE PICARD

A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

Un homme de haute stature, dont les épaules vastes et rondes semblent pousser la tête en avant; les sourcils froncés comme dans un effort d'attention perpétuel, — et l'attention passionnée est peut-être le signe particulier de ce visage; la bouche au contraire abaissée et comme lasse, avec de grands plis abandonnés au coin des joues : tel apparut M. Émile Picard à l'Académie le 11 février.

L'Institut est tout entier sur les bancs de l'hémicycle. Les membres de l'Académie des Sciences, qu'on ne voit jamais, étaient venus pour cette cérémonie voir leur secrétaire perpétuel reçu par les quarante. Ils ont filé comme des rats après son discours. Le maréchal Foch est à droite du récipiendaire. Immobile, les yeux à l'infini, il rabat d'un coup de main les feuilles lues que M. Picard lui passe; parfois il ordonne l'applaudissement. De l'autre côté, M. Cambon, rose, souriant, étonné. Au rang d'en bas, les nouveaux nés de l'Académie, M. Chevrillon, M. Goyau, M. Henri-Robert, M. Jullian, dans leur uniforme à châle brodé, semblent emmitouflés chacun dans un camail de mimosas.

M. Picard lit d'une voix couverte, mais très distincte, sans un geste, sans un effet, penché sur le papier qu'il tient à deux mains, ôtant son lorgnon pour voir, le remettant, tirant son mouchoir et en usant en toute chose avec simplicité. Il est difficile d'imaginer un orateur plus dépourvu de rhétorique et de déclamation. Mais tout de suite on est saisi par la vertu de ce style excellent. Il est impossible de mieux dire ce qu'on veut dire, et ce que l'orateur

veut dire est substantiel, précis et juste. Il n'y a pas, au cours de ce long discours, un sacrifice aux grâces; mais pas une minute le public ne s'est relâché de son attention et de son intérêt.

La méthode qu'a suivie M. Picard a été, volontairement ou non, de distribuer la vie de M. de Freycinet, dont il devait prononcer l'éloge, en périodes, et de caractériser chaque période par un fait, un signe, une référence bien choisie. Voici Freycinet, polytechnicien en 1848 ; un seul détail, mais typique : sa visite à l'Hôtel de Ville. Voici Freycinet chef d'exploitation de la Compagnie du Midi (1858) ; une seule citation, mais savoureuse : « Il n'est pas pour l'esprit de meilleure école de discipline et de précision que l'obligation de faire partir les trains à l'heure, et la préoccupation d'éviter les accidents habitue à l'exactitude scrupuleuse. »

Voici Freycinet délégué au ministère de la Guerre, sous le gouvernement de la Défense nationale, en 1870; un seul fait, mais essentiel : il trouve pour armée 40000 hommes et 100 pièces de canons, et en quatre mois, il met en ligne 600000 hommes et 1400 bouches à feu. Voici Freycinet aux Travaux publics en 1877; un seul trait de son activité, mais le principal : le programme qui porte son nom. Du premier cabinet Freycinet (1879), M. Picard retient la discussion de l'article 7. Du second, la question d'Égypte. De tous les moments de cette biographie surchargée, il donne un énoncé bref, mais complet. L'Académie n'a jamais entendu un meilleur précis; et ces phrases nues contiennent tant de lumière qu'elles paraissent vivantes. Enfin, ayant achevé de mettre M. de Freycinet en équation, M. Picard a commencé la discussion de son propre discours. Puis il a fait la somme de l'ensemble, et conclu que le défunt avait bien mérité de la Patrie.

M. Marcel Prévost a répondu à M. Picard, par un discours très soigné, souvent très heureux, quelquefois un peu facile, qualités qui s'accompagnent agréablement. L'auteur de *Lettres de femmes* lit à merveille, et de la voix la plus claire. Face au récipiendaire et s'adressant à lui, il n'a qu'un geste, constamment répété : un arc de cercle dessiné par l'avant-bras dans un plan vertical. Le doigt tendu secoue la vérité et menace l'œil de M. Picard. Ce geste démonstratif est le signe des esprits limpides, heureux et discursifs.

M. Marcel Prévost a remis en honneur un vieil usage, aujourd'hui tombé en désuétude, et qui est de développer dans les discours académiques ces idées générales, qui ont été peu à peu chassées de toutes les autres formes de la littérature.

C'est ainsi qu'il a d'abord tracé un panégyrique fort brillant de l'utilité des sciences mathématiques dans l'éducation. Il a vingt fois raison. Tout ce qu'on peut lui répondre, c'est que la théorie des dérivées, dont il a demandé la généralisation, est depuis longtemps enseignée dans les classes élémentaires, où elle sert à discuter les modestes équations du second degré. Aussi, sa demande a-t-elle obtenu un double suffrage : celui des femmes, qui applaudissaient parce qu'elles ne savaient pas de quoi il s'agissait, et celui des hommes, qui applaudissaient, comme c'est leur usage, parce qu'on demandait une réforme déjà accomplie.

Cependant cet épisode nous a valu une très jolie comparaison entre les courbes mathématiques et celles des caractères qui appartiennent au romancier. M. Marcel Prévost a montré l'importance pour celui-ci de connaître, dans le mouvement d'un esprit qu'il étudie, cette donnée que les mathématiciens, comme les psychologues, appellent la pente. On pourrait, sans forcer la nature, aller très loin dans cette comparaison. Il y a sûrement des âmes en ellipse, toujours mues par deux passions dont la somme est constante. Il y a des âmes en hyperbole, qui s'interrompent tout à coup. Et quelle jolie phrase de début que celle-ci, gracieusement offerte par la géométrie analytique au romancier : « Françoise avait un de ses foyers situé à l'infini... »

Sur ce terrain mathématique, M. Marcel Prévost a manœuvré avec la plus élégante habileté. Tout en feignant modestement d'ignorer cette science, il a laissé voir qu'il la connaissait. Il a réuni ainsi le consentement universel. Il en est venu de là à l'éloge de l'École polytechnique, dont il est justement fier d'avoir été l'élève. Il a montré que l'esprit polytechnicien était composé d'idéalisme hardi dans les pensées et de réalisme énergique dans les applications. Il n'a pas eu de peine à montrer ensuite que c'était là le cas de M. de Freycinet. En 1870, au moment le plus désespéré, celui-ci n'hésite pas à entreprendre de mettre sur pied des armées : là est l'idéalisme ; et il y réussit par un travail acharné ; là est le réalisme. Au service de cette folle tentative, Freycinet met son énergie pratique de réalisateur : quatre mois après, c'est fait... Pareille audace d'entreprise, pareille méthode dans les moyens, vous les retrouverez dans ce plan Freycinet dont lui-même a dit : « Si la conception est hardie, l'exécution est prudente. » — Et de même dans l'alliance russe, et de même dans les lois militaires. De sorte que M. de Freycinet était le parfait exemple de l'esprit polytechnicien.

Je ne sais pourquoi M. Marcel Prévost n'est pas allé jusqu'au bout de sa thèse. Car enfin, M. de Freycinet a donné un exemple d'idéalisme bien plus net encore. Il a été saint-simonien, et beaucoup de polytechniciens avec lui. Personne n'a cru devoir le rappeler.

La délicate fragilité du raisonnement de M. Marcel Prévost n'est que trop apparente. Si l'esprit polytechnicien, — en supposant qu'il y en ait un, — est ce mélange d'idéalisme et d'esprit réalisateur, il appartient à tous les mystiques, à tous les fondateurs d'ordre et à une foule d'humains qui n'ont jamais porté le bicorne et la tangente. Inversement, beaucoup d'anciens élèves authentiques en sont passablement dépourvus. Bien plus : M. Marcel Prévost voit un signe de l'esprit polytechnicien, et du caractère particulier de M. de Freycinet, dans la façon dont ont été engagées les dépenses pour la construction du canon de 75. « Vous retrouvez là encore, dit-il, la même curieuse alliance de témérité et d'esprit pratique. Freycinet prit la décision et engagea une dépense de 400 millions sous sa seule responsabilité, sans en saisir le Cabinet ni les Commissions ; il s'agissait d'aller vite et en secret, pour devancer et surprendre les Allemands. » Si c'est là un trait qui peint l'homme, il ne peut peindre que M. Méline, car c'est lui qui a engagé les crédits, de la façon que dit M. Prévost, en 1897. M. de Freycinet, qui avait quitté le pouvoir en 1893, n'y revint qu'en 1898.

Que ces généralisations sont dangereuses ! Un industriel qui entendrait M. Marcel Prévost, hésiterait peut-être à prendre pour ingénieur un de ces idéalistes que chaque promotion déverse sur le monde. Mais, à vrai dire, il sort de Polytechnique tant de gens divers qu'on peut faire tous les portraits que l'on veut du polytechnicien. L'un des plus communs est celui d'un homme à intelligence claire et comme coupée à arêtes vives, capable de tout comprendre, artiste si l'on veut, avec un peu de sécheresse, musicien, collectionneur, prompt, précis, et à qui il ne manque que des ombres. De ces hommes remarquables et sans demi-teintes, on connaît des douzaines. Mais l'École peut former aussi de grands romanciers, et les lecteurs de M. Prévost le savent.

HENRY BIDOU.

REVUE LITTÉRAIRE

A PROPOS DU TRICENTENAIRE DE MADAME DE SÉVIGNÉ

Les centenaires ont ceci de bon qu'ils nous font relire de vieux textes que, dans la dispersion de la vie contemporaine, nous avions un peu négligés. Il y a bien longtemps, je l'avoue, que je n'avais relu les *Lettres* de la « divine » marquise. Je viens de les relire dans la belle et presque définitive édition qui forme l'un des joyaux de la collection des *Grands Écrivains de la France*, et qu'a si heureusement complétée la publication des *Lettres inédites* découvertes par Capmas. J'ai relu aussi, sans préjudice des travaux, toujours estimables, de Walckenaer, les pages pénétrantes, ingénieuses ou charmantes que Sainte-Beuve et Nisard, Brunetière et Jules Lemaître, Paul Janet, André Beaunier, M. Lanson ont écrites sur Mme de Sévigné, les livres aimables, savants ou savoureux que Gaston Boissier, Émile Faguet, M. Calvet, Mme Duclaux, plus récemment, M. André Hallays, Mme Celarié, M. Genès Pradel, M. Jean Lemoine, lui ont consacrés. Et j'espère m'être mis en état de grâce pour parler à mon tour de celle que Jules Lemaitre appelait plaisamment, mais non sans justesse, « la patronne charmante des chroniqueurs de journaux ».

Le regretté André Beaunier reprochait discrètement ici même à l'un des derniers biographes de Mme de Sévigné de n'avoir pas fait l'effort nécessaire pour « aller jusqu'au tréfonds de son âme ». Je voudrais essayer de ne pas m'attirer pareil reproche, et le « tréfonds » de cette âme de femme, je voudrais, sinon l'atteindre, tout au moins tâcher de l'entrevoir.

***

Veuve à vingt-six ans d'un mari qui l'avait indignement trompée et à demi ruinée, fort jolie, aimable, enjouée, riche encore, très séduisante et très courtisée, Mme de Sévigné s'est, en fait, dérobée à tous les hommages et elle ne s'est point remariée. L'opinion courante est qu'une première expérience conjugale désastreuse lui avait suffi, et qu'elle a reporté sur ses enfants, sur sa fille en particulier, toute la tendresse inemployée qu'elle avait en réserve. « Sa fille, écrit Sainte-Beuve, hérita de toutes les épargnes de ce cœur si riche et si sensible, et qui avait dit jusqu'à ce jour : *J'attends.* » Je ne sais si ce n'est pas là simplifier un peu les choses. D'abord, sommes-nous bien sûrs que la spirituelle marquise n'ait pas aimé d'amour, plus profondément et plus longtemps qu'on ne semble d'ordinaire le croire, son viveur de mari? Elle ne serait pas la première femme chez laquelle l'affection aurait survécu à l'estime. Conrart, dans ses *Mémoires*, ne nous dit-il pas que le marquis « estimait sa femme et ne l'aimait point, au lieu qu'elle l'aimait et ne l'estimait point », et Bussy « qu'elle n'aima jamais que son mari »? Beau cavalier, homme d'esprit à ses heures, Sévigné était charmant, quand il le voulait : il le fut surtout sans doute en dehors de son foyer, car, dit Bussy, « il aima partout ». Mais il dut l'être aussi à son foyer même, dans les deux premières années de son mariage que le jeune ménage a passées presque exclusivement aux Rochers : car plus tard, à deux ou trois reprises dans ses lettres, la pensée de Mme de Sévigné semble s'être reportée avec attendrissement à ce temps trop court de bonheur et d'illusion.

La désillusion en effet vint vite. Léger et faible, le marquis ne sut pas résister aux multiples tentations que le Paris de « la bonne régence » offrait aux libertins de son espèce. Il s'enfonça dans la vie de plaisir. « Gâté » par Ninon, et par bien d'autres, il dévora à belles dents, en d'insignes folies, son propre patrimoine et la dot de sa femme. La marquise ne dut pas souffrir en silence. Mais elle était trop honnête et trop fière, — trop aimante peut-être aussi, — pour se venger. A Bussy qui se proposait comme consolateur, elle répondait, avec cette vivacité spirituelle qui la peint déjà tout entière : « Tout beau! monsieur le comte, je ne suis pas si fâchée que vous le pensez. » Elle consentit pourtant à une séparation de biens, imposée sans doute par son oncle, le « bien bon » et prudent abbé de Coulanges;

mais l'acte signé, ne pousse-t-elle pas l'indulgence, — ou la faiblesse, — jusqu'à s'engager, en faveur de l'incorrigible amant de « la belle Lolo », pour une somme de 50 000 écus?

Quand, en 1652, après sept ans de mariage, un duel malheureux eut délivré Mme de Sévigné de ce triste mari, elle manifesta une douleur qui semble avoir surpris tout le monde : quelques-uns même ne virent là que « grimace ». C'était bien mal la connaître! Bussy, qui nous rapporte ces médiocres propos, nous déclare « qu'elle parut inconsolable de cette mort ». Tallemant prétend que, n'ayant ni lettres, ni portrait du marquis, elle s'adressa à « la belle Lolo », — Mme de Gondran, — pour récupérer les reliques du défunt, en échange des lettres de la belle, lesquelles étaient, paraît-il, d'une rare impudeur. Tallemant nous parle aussi d'un double évanouissement survenu à la suite d'une rencontre inopinée, dans un salon, avec deux des héros de cette douloureuse aventure. Je ne voudrais certes pas travestir Mme de Sévigné en une « grande amoureuse »; mais, à rapprocher tous ces faits les uns des autres, je me demande si, dans la résolution qui lui fit repousser toute ouverture relative à un second mariage, il n'entrait pas quelqu'une de ces raisons du cœur que la raison ne connaît guère, l'obscure persistance d'un sentiment tendre et d'un indéracinable souvenir.

Et, bien entendu, rien dans tout cela de compassé, de transi : ni au physique, ni au moral, l'aimable marquise n'a jamais eu, suivant le joli mot de Sainte-Beuve, les pâles couleurs. Jeune femme et puis jeune veuve, elle semble bien s'être laissée aller à quelques « flirts » assez poussés. Cette méchante langue de Bussy, qui pourrait bien, avec le galant comte du Lude, avoir été le plus favorisé d'entre ses adorateurs, nous laisse entendre qu'en badinant « on lui faisait voir bien du pays » et « qu'elle recevait avec joie tout ce qu'on lui voulait dire de libre, pourvu qu'il fût enveloppé ». « Pour en parler franchement, dit-il encore, son mari s'est tiré d'affaire devant les hommes, mais je le tiens un... sot devant Dieu. » Le témoignage de Tallemant, plus courtois, n'est pas très différent; il observe que Mme de Sévigné ne résistait pas au plaisir de « dire tout ce qu'elle croyait joli, quoique ce fussent souvent des choses un peu gaillardes ». Mais, tout médisant qu'il soit, puisqu'il nous affirme qu'elle est « une des plus agréables et des plus honnêtes femmes de Paris », nous pouvons l'en croire sur parole. Une Dorine du grand monde, ou, si l'on préfère, une rieuse Célimène au vif, dru et vert langage, mais avec un grand fond d'honnêteté, de sagesse chrétienne et de raison ; voilà comme on

peut se représenter Mme de Sévigné au lendemain de la Fronde, aux alentours de la trentième année.

De cette vertu, à laquelle lui-même est obligé de rendre hommage, Bussy donne une raison qui, pour être un peu cyniquement exprimée, n'en doit pas moins nous arrêter un moment : « Elle est d'un tempérament froid, écrit-il, au moins si on en croit feu son mari... *Toute sa chaleur est à l'esprit.* » Le mot ne mériterait peut-être pas d'être relevé, si Mme de Sévigné elle-même ne nous rapportait pas, sans protester, un propos analogue de son propre fils. Celui-ci, au dire de La Rochefoucauld, n'était pas « du bois dont on fait les passions ». Ninon disait de lui : « C'est une âme de bouillie, c'est un corps de papier mouillé, un cœur de citrouille fricassé dans de la neige. » Il en convenait et se plaignait à sa mère de cette disposition qui le désolait : « Il s'est pris à moi, déclare-t-elle, et me dit que *je lui avais donné de ma glace*, qu'il se passerait fort bien de cette ressemblance, que j'aurais bien mieux fait de la donner à ma fille. » Au fait, la fille n'aurait-elle pas elle aussi hérité de « la glace » maternelle? Mais voilà, ce semble, bien des témoignages concordants. « Très peu voluptueuse », comme disait Boileau de lui-même, Mme de Sévigné a peut-être été préservée par la prévoyante nature des entraînements de sensibilité auxquels sa vive jeunesse et le libre milieu contemporain auraient pu si aisément l'exposer.



Ainsi mise à l'abri des grands orages du cœur, elle se trouvait disponible pour les affections familiales, les joies de l'amitié et les plaisirs de l'esprit. De ces derniers plaisirs, elle se serait difficilement sevrée. Assurément, on peut concevoir, et il y a eu, des intelligences de femme, — Mme de Staël, par exemple, — plus larges, plus souples et plus profondes que celle de Mme de Sévigné ; il n'y en a pas eu beaucoup de plus vives, de plus saines, de plus robustes. Peut-être l'adorable marquise s'est-elle trop exactement encadrée dans son temps, dont elle a épousé presque tous les préjugés : on lui souhaiterait un peu plus d'inquiétude, un peu plus d'avenir dans l'esprit ; on lui voudrait aussi un peu plus de curiosité en matière d'art, de science et de philosophie. Sur quelques-uns de ces points, je ne sais si Mme de Grignan ne lui était pas supérieure. Mais, ces menues réserves faites, quelle promptitude, quelle lucidité, quelle fermeté d'intelligence ! Quelle ingéniosité, quelle finesse, quelle sûreté de goût dans la plupart de ses jugements littéraires ! Quelle gracieuse

solidité de bon sens dans la plupart des opinions qu'elle formule sur les hommes et sur les choses, sur le monde et sur la vie ! Quel chaud jaillissement de verve spirituelle ! Cet aimable esprit de femme aime les idées et comprend les idées, même abstraites. Elle réfléchit, elle pense. Sa forte et riche culture, les sérieuses lectures auxquelles de tout temps elle s'est astreinte, tout cela a entretenu en elle le goût et l'habitude de la réflexion personnelle. Elle a résisté à Descartes, il est vrai ; mais elle a très bien pénétré et La Rochefoucauld et Pascal. Ce n'est point un mauvais signe.

Et cette « jolie païenne », ainsi que l'appelait le grand Arnauld, a eu, comme beaucoup de païens anciens et modernes, le culte fervent de l'amitié. Ce sentiment exquis, qui se prête à tous les raffinements de l'intelligence comme à toutes les délicatesses du cœur, que les grands passionnés n'ont guère éprouvé, et qui semble fait surtout pour les natures modérées et fines, Mme de Sévigné en a connu toutes les variétés, savouré toutes les nuances. Elle a eu beaucoup d'amis, de toute sorte et de tous les mondes, et qui, tous, jusqu'au bout, lui sont demeurés fidèles. Elle-même était une amie délicieuse, franche, aimable, dévouée, indulgente, — indulgente jusqu'à la faiblesse, jusqu'à refuser de juger et à vouloir ignorer les pires fautes de ceux qu'elle avait élus : ainsi s'explique, pour la plus large part, son attitude à l'égard de Fouquet. Visiblement, elle aimait à plaire et à être aimée : elle mettait là sa coquetterie suprême. Et cela lui a si bien réussi que, après sa mort comme de son vivant, tous ceux qui se sont approchés d'elle lui sont devenus des amis.

Amie parfaite, Mme de Sévigné a aussi été une mère très tendre. Trop tendre peut-être, car il semble bien qu'elle ait assez mal élevé ses enfants. Ces derniers lui rappelaient les seules années de sa vie où elle eût connu le bonheur : elle aima en eux sa jeunesse heureuse et elle dut leur être un peu faible. Du moins, son fils fut longtemps un assez mauvais sujet. Il était d'ailleurs charmant, ce fils, et il aimait bien sa « maman mignonne » ; mais il lui faisait de bien singulières confidences. L'étonnant est qu'elle les ait écoutées avec complaisance, et, plus encore, qu'elle en ait très librement fait part à sa propre fille. Nous sommes devenus plus délicats, et il y a certaines pudeurs auxquelles, de nos jours, une mère se déroberait malaisément. Je sais bien que la très gauloise marquise « se fait scrupule » d'écouter toutes ces folies, et qu'elle prétend ne le faire que pour le bon motif : « Je lui disais, écrit-elle, toujours un petit mot de

Dieu, et le faisais souvenir de ses bons sentiments passés, et le priais de ne point étouffer le Saint-Esprit dans son cœur. Sans cette liberté de lui dire en passant quelque mot, je n'aurais pas souffert cette confidence dont je n'aurais que faire. » Mais elle rit trop volontiers de ces « gentillesses », et nous sommes un peu gênés de la voir plaisanter sur certains sujets, et de l'entendre appeler « ma belle-fille » telle maîtresse de son fils. Il nous semble qu'une « maman mignonne » n'est point tenue, pour conserver leur confiance, de se faire la « camarade » de ses enfants.

A son fils, tout aimable qu'il fût, Mme de Sévigné a très ouvertement préféré sa fille ; et c'est à cette véritable « passion » pour Mme de Grignan que nous devons la plupart des lettres qui nous sont parvenues. Les deux femmes s'écrivaient deux fois par semaine ; et, à défaut de celles de Mme de Grignan, on relira éternellement les lettres, toutes débordantes de la plus chaude tendresse, que la mère adressait à son « idole ». A plus d'une reprise, elle se reproche de donner à sa fille le pas sur Dieu dans ses préoccupations, et elle nous conte qu'un jour, à la Pentecôte, on lui interdit de communier parce qu'elle était trop absorbée dans cette unique pensée. Tout au fond, je ne suis pas sûr qu'elle fût aussi coupable qu'un sévère directeur a paru le croire. Avec ces natures violemment expansives, il faut toujours en rabattre un peu, et même beaucoup, sur ce qu'elles disent ou ce qu'elles écrivent. Mme de Sévigné a aimé sa fille, j'en suis très convaincu, de tout son cœur. Mais l'a-t-elle aimée aussi profondément, aussi exclusivement qu'elle a cru l'aimer? Je ne voudrais pas rééditer à son sujet le mot, un peu méchant, et peut-être injuste, de Mme Récamier sur Chateaubriand : « Il croit croire. » Mais enfin, ces éternelles et bruyantes protestations de tendresse, ces larmes multipliées, ces soupirs ardents, ces brusques accès de tristesse, tout cela me met un peu en défiance. Est-ce bien là, suis-je tenté de me demander, le langage « d'un cœur vraiment épris »? L'imagination n'entrait-elle pas en jeu pour amplifier, dans leurs manifestations extérieures, des sentiments, d'ailleurs réels et sincères, mais qui, à l'origine, ne dépassaient pas, ou ne dépassaient guère « l'ordre commun »? Qu'on veuille bien ne pas me faire dire que Mme de Sévigné manquait de toute sensibilité, qu'elle n'aimait point sa fille, et, en un mot, que tout cela, « c'est de la littérature ». Plutôt que de soutenir pareil paradoxe, j'aimerais mieux m'en tenir à la conception habituelle d'une grande passion absorbante et un peu anormale. Mais la vérité me paraît être la suivante. L'exubérante mar-

quise n'était point une « sentimentale »; elle eût été plutôt une « intellectuelle »; mais elle était surtout une « imaginative ». Elle se représentait très vivement les choses, êtres, idées ou sentiments, et l'absence même lui transfigurait les objets. Douée avec cela d'une rare puissance d'expression, d'un don d'éloquence et d'une abondance verbale dont il n'y a pas beaucoup d'exemples, elle avait toutes les qualités requises pour construire un monde imaginaire et pour le peindre des plus riches couleurs. Sur l'affection très réelle qu'elle éprouvait pour sa fille, à son insu, son imagination a brodé, l'absence aidant, pour la transformer en un sentiment exalté, à demi factice, dont elle a été naïvement la dupe, et qui d'ailleurs se prêtait à d'admirables développements littéraires. Elle a suivi la secrète pente de son génie : elle était prédestinée à vivre et à écrire le roman de l'amour maternel.

Peut-être ainsi s'explique-t-on mieux la nature des rapports qui s'étaient établis entre Mme de Sévigné et Mme de Grignan. On sait que les deux femmes, quand elles étaient réunies, ne s'entendaient guère : scènes, aigreurs, reproches, larmes, propos amers étaient la monnaie courante de cette affection qui, de loin, dans les lettres de la mère, se traduit en de si touchantes effusions. Et l'on a beau dire que la vraie passion ne va pas sans orages : il est singulier qu'on ne puisse, entre mère et fille, s'aimer, ou tout au moins s'accorder, qu'à la condition de ne pas se voir. De cette singularité on accuse d'ordinaire la différence ou l'opposition des tempéraments et des caractères. Autant Mme de Sévigné était vive, dit-on, enjouée, expansive, toute de premier mouvement, autant Mme de Grignan était « peu communicative », timide même, ombrageuse, inquiète et triste, encline à vivre repliée sur elle-même. Mais j'observe que l'affection, sous toutes ses formes, vit de contrastes, et que la nature finement discrète et doucement réservée de Mme de La Fayette n'a pas empêché Mme de Sévigné d'avoir pour l'auteur de *la Princesse de Clèves* la plus tendre, la plus confiante et la moins orageuse amitié. Dira-t-on que les contrastes étaient plus fortement accusés entre Mme de Sévigné et Mme de Grignan et qu'il ne faut pas qu'ils le soient trop pour que l'affection subsiste inaltérable? Ajoutera-t-on qu'entre la mère et la fille il y avait aussi la secrète opposition morale qui, depuis que l'humanité existe, a toujours dressé l'une contre l'autre deux générations successives? Toutes ces causes assurément ont pu agir pour troubler, au point de les faire profondément souffrir l'une et l'autre, et l'une par l'autre, la tendresse mutuelle de ces deux pauvres créa-

tures. Car Mme de Grignan aimait profondément sa mère : souvent souffrante d'ailleurs, ce qui excuse bien des impatiences, je ne crois pas qu'elle fût aussi « sèche » qu'on le dit d'ordinaire, et peut-être a-t-on rendu un bien mauvais service à sa mémoire en ne publiant pas, en face de l'involontaire réquisitoire de Mme de Sévigné, les lettres qu'elle adressait à cette dernière : j'ai idée que si nous pouvions les lire, ces lettres, nous lui serions aujourd'hui beaucoup moins sévères. « Je vous confesserai que, souvent, cet entrain m'assourdit et me bouscule; j'ai envie de demander grâce », disait Jules Lemaitre des lettres de la pétulante marquise. Croit-on que Mme de Grignan n'ait pas bien souvent éprouvé une impression analogue et qu'elle aussi n'ait été « bousculée » par l'exubérance verbale et le « diable au corps » de sa mère? Ne s'est-elle pas, plus ou moins obscurément, rendu compte que, dans cette tendresse éperdue qu'on lui témoignait, l'imagination jouait son rôle, ajoutait ses mirages à la réalité d'un sentiment dont l'expression toute nue l'eût pleinement satisfaite? Nature plus positive, plus réaliste, plus intérieure, n'a-t-elle pas souffert, dans ses pudeurs intimes, de ce lyrisme exaspéré, souvent intempestif, et parfois un peu ridicule? Ce qu'il y avait en elle de foncièrement classique se trouvait heurté, froissé par le romantisme maternel. Ce fut peut-être là tout le secret du long malentendu de ces deux cœurs.



Je viens de parler de romantisme. Sans vouloir reprendre une thèse peu défendable, — bien plutôt que du romantisme des classiques, il y aurait lieu de parler du classicisme des romantiques, — je suis bien obligé de constater qu'un autre trait rapproche Mme de Sévigné des écrivains du XIXe siècle : c'est son amour de la nature. A la vérité, elle était, dans son siècle, à cet égard, moins isolée qu'il ne semble. Brunetière aimait à dire que les hommes du XVIIe siècle n'étaient pas moins sensibles que nous au charme des beautés naturelles, mais qu'ils n'en faisaient point comme nous « de la littérature ». Il y a bien du vrai, — on pourrait aisément le montrer, — dans cette boutade. Mme de Sévigné n'aimait peut-être pas plus la nature que Racine ou que Boileau; mais elle était restée plus provinciale, elle était d'une génération un peu antérieure, et elle fut l'une des premières en son temps à s'aviser des « beautés poétiques » auxquelles ce sentiment pouvait donner naissance. Non pas certes de propos délibéré, et en vertu d'une théorie

esthétique. Mais elle se faisait une loi et une habitude d'exprimer, la plume à la main, tout ce qu'elle avait dans l'âme. Sa luxuriante imagination redoublait, arrangeait, amplifiait ses directes impressions de nature; elle s'abandonnait à ces aimables images; elle les notait de son mieux, ajoutant, retranchant, suivant la fantaisie du moment; elle composait ainsi de vives descriptions, de gracieux petits tableaux prestement enlevés; et elle avait trop de goût pour ne pas sentir que ces charmantes notations pittoresques avaient quelque intérêt littéraire, — et pour ne pas récidiver à la première occasion.

Si, par cette tournure d'esprit, Mme de Sévigné semble sortir de son siècle, elle s'y renferme étroitement par la disposition religieuse. Cette petite-fille de sainte Jeanne de Chantal ne fut peut-être pas une très grande chrétienne : ce fut une bonne, une robuste chrétienne, et qui, comme les vraies chrétiennes de ce temps-là, s'entendait à « posséder son âme » et savait mettre son christianisme dans sa vie. Bussy se moque, quand il attribue uniquement à la « froideur » la parfaite « honnêteté » de sa cousine : si elle sut échapper à tous les écueils qui sollicitaient sa gaie jeunesse, on peut croire que la religion y fut bien pour quelque chose. De bonne heure elle avait « parié », et elle n'oublia jamais son pari. Assez peu mystique, elle ne pouvait prendre son parti des communions fréquentes : l'inquiétude, les curiosités un peu aventureuses qui distinguent la religion fénelonienne n'étaient point son fait. Elle était bien plutôt de l'école de Bossuet, son contemporain, et, comme lui, elle eût volontiers dit que « l'hérétique est celui qui a une opinion ». Elle n'était pas tendre aux protestants, et la révocation de l'édit de Nantes, ce crime de lèse-patrie et de lèse-christianisme, a trouvé en elle une apologiste. Son excuse, je le sais, est qu'en pays protestants on n'était pas plus tendre aux catholiques; mais on lui voudrait, avouons-le, un peu plus d'intelligence politique, de douceur féminine et de charité chrétienne, de même qu'on l'aurait souhaitée un peu plus pitoyable aux malheureuses victimes des « penderies » de Bretagne. Elle était complètement dépourvue d'esprit « humanitaire », et il y avait un peu de dureté dans sa religion. Un Père Rapin eût dit qu'elle n'avait pas en vain fréquenté à Port-Royal.

Mais si son christianisme manque un peu, pour nous modernes, de certains raffinements, et même de certaines délicatesses, en revanche, qu'il est sensé, grave, profondément et solidement assis ! « Oh ! tout ce que j'ai de bon, déclare-t-elle, c'est que je sais bien ma

religion, et de quoi il est question ; je ne prendrai point le faux pour le vrai. » Très instruite, et s'entretenant par la réflexion, les lectures spirituelles, les sermons, dans la méditation des vérités chrétiennes, elle vise surtout à la pratique, et, bien qu'elle soit capable, à l'occasion, de disserter fort congrument sur le libre arbitre, elle incline à prendre le christianisme par son côté moral bien plutôt que par son côté théologique. « La morale chrétienne, écrit-elle, est excellente à tous les maux ; mais je la veux chrétienne : elle est trop creuse et trop inutile autrement. » C'est que la morale chrétienne seule pose et résout l'inéluctable problème de la destinée humaine. L'homme meurt, c'est un fait terrible ; et Mme de Sévigné a trop passionnément aimé la vie pour n'avoir pas horreur et peur de la mort : « *Je suis embarquée* dans la vie sans mon consentement, écrit-elle en fervente lectrice de Pascal, il faut que j'en sorte, cela m'assomme, et comment en sortirai-je ?... » Et ailleurs : « ... Et puis enfin on le jette dans la fosse profonde, *où on l'entend descendre, et le voilà pour jamais.* » La mort serait une chose effroyable, si nous n'avions pas une foi aveugle dans une Providence toute-puissante et réparatrice. Mme de Sévigné ne tarit pas là-dessus. « Car j'y crois, mon cousin, c'est ma philosophie », écrit-elle à Bussy. « Le moyen de vivre sans cette divine doctrine ? » dit-elle encore. Divine doctrine en effet, qui est, remarquons-le, celle même de Bossuet, sur laquelle son imagination a travaillé sans relâche, et qui non seulement l'a aidée à vivre, mais qui, l'heure venue, lui a permis d'envisager et d'accepter la mort « avec une fermeté et une soumission étonnantes ».



Une sensibilité moyenne; une intelligence vive, robuste, ornée; une imagination puissante et complète, proche parente de celle d'un Saint-Simon et d'un La Fontaine, d'un Molière et d'un Bossuet : telle nous apparaît au total Mme de Sévigné. Joignons-y un don merveilleux d'expression originale que l'art et la lecture ont bien pu développer, mais qui, comme tous les dons de ce genre, était sûrement inné. C'est dire que rien ne lui manquait pour admirablement écrire, et même que seule « l'écriture » lui permettait de se réaliser pleinement. En un mot, elle était née écrivain; et comment, ainsi douée et ainsi munie, spontanée comme elle l'était, aurait-elle pu résister à sa vocation, à l'impérieux appel de son génie? Elle n'y résista point, comme l'on sait, et pour « *se soulager* » elle-même, comme elle disait, pour donner satisfaction et pâture à cette « ima-

gination vive, qui représente toutes choses comme si elles étaient encore », elle se mit à écrire ces lettres qui ont fait l'enchantement de ses correspondants et de la postérité. Elle avait trouvé sa voie.

N'a-t-elle pas été parfois tentée d'en prendre une autre, et à l'instar de son amie Mme de La Fayette, de se faire imprimer de son vivant? Un jour, elle s'amuse à improviser une « maxime » à la manière de La Rochefoucauld. Une autre fois, elle trace le plan d'un « traité sur l'amitié » qu'elle manifeste l'intention d'écrire. Mais elle ne succomba pas à la tentation : elle était trop grande dame pour se costumer en « femme de lettres ». Volontiers elle eût pris pour devise : « Auteur ne puis; écrivain ne daigne : Sévigné suis. » Au reste, elle sentait que, dans ce libre cadre de la lettre familière, elle pouvait s'exprimer tout entière, et les compliments qu'elle recevait, — car on se communiquait ses lettres, on les copiait, et Bussy en fit même passer de copieux extraits jusque sous les yeux du Roi, — suffisaient à sa « gloire », si même ils ne lui ont pas fait entrevoir la probabilité d'une gloire posthume : à certains mots que laisse échapper l'aimable épistolière, je ne serais pas éloigné de croire que cette éventualité se soit parfois présentée à son esprit. Si elle avait pu prévoir l'avenir, en eût-elle été au fond très fâchée ?

Quoi qu'il en soit, de fort bonne heure, méditer et écrire des lettres devint pour elle, de son propre aveu, l'une des grandes affaires de sa vie. Le « genre » lui convenait à merveille et « utilisait » tous ses dons. Scènes de comédie, bouts de dialogue, portraits, anecdotes, peintures de mœurs, récits et paysages, impressions de nature, menues dissertations, réflexions morales, mouvements oratoires ; de la fantaisie, du lyrisme, de l'humour, de la malice, de la tristesse, de l'esprit le plus pétillant, de l'éloquence la plus vibrante; du Molière, du La Fontaine, du Rabelais, du Montaigne, du Saint-Simon, du La Bruyère, même du Pascal et du Bossuet; tous les genres, tous les tons mêlés : on trouve de tout cela dans ses lettres; et tout cela exprimé avec une verve endiablée, un entrain, une bonne humeur, une joie de style, et parfois une drôlerie d'expression qui sont vraiment inimitables. Je doute que dans aucun écrivain français on puisse relever plus d'heureuses alliances de mots, des inventions verbales plus personnelles et plus saisissantes.

Et notez que cet art si original et si vivant est en même temps un art très surveillé. La « bride sur le cou » est une légende. M. Lanson a finement observé que la fameuse lettre sur la mort de Turenne

a été écrite un mois après l'événement, quand la réflexion et l'imagination ont fait leur œuvre de filtrage intérieur, et qu'elle a été précédée d'une dizaine d'autres, moins réussies, sur le même sujet. Relisons encore cette autre page qui émerveillait Brunetière : « J'ai été à cette noce de Mlle de Louvois; que vous dirai-je? Magnificence, illustration, toute la France, habits rabattus et rebrochés d'or, pierreries, brasiers de feu et de fleurs, embarras de carrosses, cris dans la rue, flambeaux allumés, reculements et gens roués; enfin le tourbillon, la dissipation, les demandes sans réponse, les compliments sans savoir ce que l'on dit, les civilités sans savoir à qui l'on parle, les pieds entortillés dans les queues; du milieu de tout cela il sortit quelques questions de votre santé, où, ne m'étant pas assez pressée de répondre, ceux qui les faisaient sont demeurés dans l'ignorance et dans l'indifférence de ce qui en est. O vanité des vanités! » Ne croyez pas qu'on écrive ainsi, avec ces mots choisis, au courant de la plume. Chroniqueurs, mes frères, admirons l'aimable naturel de tant de piaffantes et caracolantes pages; mais apprenons de cette grande artiste du grand siècle que le génie ne suffit pas pour réaliser la parfaite beauté.

Il y a au musée de Versailles un fort beau portrait de Mme de Sévigné. Sur un fond noir se détache en pleine lumière un joli visage de jeune femme, — trente-cinq ans environ, — au teint éblouissant de blonde. Sur la main droite levée la tête s'appuie avec grâce. Reposant sur les genoux, le bras gauche, orné d'un bracelet, met coquettement en valeur une longue main effilée, finement aristocratique. Sur les épaules découvertes retombent d'abondantes boucles blondes. Les « paupières bigarrées, » le nez « carré par le bout » dont parle Bussy sont moins nettement dessinés que dans le pastel de Nanteuil. La bouche est délicieuse de petitesse et de grâce mutine : sur les lèvres roses flotte un léger sourire qui deviendrait aisément malicieux. Le regard est vif, franc, direct, un peu rêveur... A quoi rêve la divine marquise? Sans doute à la lettre qu'elle va écrire tout à l'heure. L'ensemble est charmant : franchise, gaîté, santé, voilà ce qui se dégage de cette physionomie si aimablement spirituelle. Et en prenant congé d'elle, on se surprend à répéter avec Mme de La Fayette : « Tout ce que vous dites a un tel charme et vous sied si bien, que vos paroles attirent les ris et les grâces autour de vous. »

VICTOR GIRAUD.

REVUE MUSICALE

Théatre de l'Opéra-Comique : *L'Enfant et les sortilèges*, fantaisie lyrique en deux parties; poème de Mme Colette, musique de M. Maurice Ravel. — *Carmen sæculare*; poème d'Horace, musique de Philidor. — *Les Pins de Rome*, poème symphonique de M. Respighi.

Auber demandait, paraît-il, de Félicien David : « Quand se décidera-t-il à descendre de son chameau? » Et il ajoutait, comme pour défier son confrère d'écrire dans le style familier, son style à lui : « Je l'attends lorsqu'il voudra faire chanter des chaises et des fauteuils. » L'auteur du *Désert* ne le voulut jamais. Celui de *l'Heure espagnole* vient d'essayer. M. Maurice Ravel a mis des meubles en musique. « *Les choses voient* », assure M. Estaunié, et le talent du romancier est de nous en convaincre. Ici elles chantent. Un fauteuil et une bergère, un pouf, un canapé, une horloge, un pupitre, une théière anglaise et une tasse de Chine, voilà pour les objets d'ameublement et de table. Ajoutez-y les animaux du jardin, et même un arbre. L'histoire est celle d'un petit garçon en colère et qui, de dépit, met sa chambre d'étude au pillage. Pour le punir, meubles et bêtes se révoltent d'abord contre lui, puis, l'ayant un peu maltraité, lui pardonnent.

Ce poème enfantin, mobilier et zoologique n'est dépourvu ni d'esprit ni de poésie. Mais de l'un et de l'autre presque rien n'a passé dans la musique. Elle est souvent sèche, artificielle et mécanique. Elle joue un peu comme ferait une pièce d'horlogerie, le ressort d'une montre, d'une toute petite montre, et qui, faute d'huile, grincerait. Dans la scène finale seulement, devant l'enfant blessé, elle s'attendrit et note avec une émotion discrète les derniers mots des bestioles devenues compatissantes. Mais, en général, cette musique ignore la sensibilité. Le naturel et la facilité plus encore.

Nulle part elle ne donne une impression d'aisance, d'abandon et de détente heureuse.

Enfin et surtout, elle a le défaut le plus contraire à la qualité maîtresse qu'on a louée dans la comédie de Regnard : elle est médiocrement gaie. Ni les meubles ni les animaux ne sont ici musicalement spirituels et comiques. Ils ne le sont pas plus par ce qu'ils chantent, si cela peut s'appeler chanter, que par l'orchestre qui les accompagne, si c'est « accompagner » le chant, que de toujours paraître l'ignorer ou le contredire. Ah ! nous ne sommes plus au temps où les notes s'aimaient, où du moins les musiciens se plaisaient à rapprocher celles qui s'aiment. C'est entre les autres qu'ils prennent la peine, — et combien nous peinons avec eux ! — d'établir les rapports les moins affectueux. En vérité, le royaume des sons lui-même souffre violence. Et puis fallait-il, en un sujet si mince, tant d'effort et de recherche ! En définitive, il y a là bien peu de vraie musique. Des « coins amusants », dit-on. Plutôt des angles, et jamais droits, toujours aigus.

Laissons les meubles et ne parlons que des bêtes. Nous connaissons des histoires naturelles en musique, avec ou sans paroles, autrement plaisantes et vivantes, spirituelles et poétiques à la fois, depuis *la Poule*, de Rameau, jusqu'à la basse-cour et ménagerie de Saint-Saëns (*le Carnaval des animaux*). Et même, si vous voulez de la grosse bête, nous ne saurions trop vous recommander *l'Hippopotame* de Bourgault-Ducoudray.

Faut-il l'avouer ? A la longue et plus on entend et réentend la musique de M. Ravel, (nous parlons maintenant de sa musique en général,) moins on sait au juste ce qu'on en pense. C'est un peu selon les heures, suivant les œuvres aussi. Quelquefois elle amuse. Elle agace souvent. Il n'est pas impossible qu'elle émeuve, témoin certaine pièce de piano, *le Gibet*, où le sentiment profond, tragique, s'allie à l'effet pittoresque et le dépasse. Les contes de *Ma mère l'Oye*, surtout orchestrés, forment un aimable album, tout plein d'esprit et de gentillesse. Nous aimons encore mieux l'*Introduction et Allegro* pour harpe, quatuor, flûte et clarinette. Le groupement sonore est heureux, et l'idée mélodique, peu développée, a d'agréables retours. C'est justice de nommer ici la harpe la première. De ses traits, de ses gammes, de ses roulades, elle enveloppe comme d'une gaze d'argent l'harmonieux concert.

Mais dans l'art de M. Ravel il s'en faut que tout soit harmonieux. Dissonance et discordance y tiennent une place très honorable.

On put s'en apercevoir au cours d'une matinée préparatoire consacrée par l'Opéra-Comique aux œuvres du musicien, peu de jours avant la représentation de *l'Enfant et les sortilèges*. Certain, ou certaine, « Tzigane » pour piano et violon est à faire grincer des dents. Harmoniques, *pizzicati*, s'y disputent le prix de l'acidité. J'ai connu jadis une fillette de quatre ou cinq ans qui tricotait à l'aiguille. Quand on lui demandait : « Que fais-tu là? » elle répondait : « Je fais des petites choses pointues ». La musique de M. Ravel est toute pleine de choses de ce genre. On y trouve encore d'autres *Histoires naturelles* que *l'Enfant et les sortilèges*. Simples chansons, par où j'entends des chansons seulement, car elles ne sont rien moins que simples, cachant au contraire la recherche et l'artifice sous un faux semblant de simplicité. Là aussi les notes ont l'air d'avoir rencontré par hasard des paroles et de s'en tirer comme elles peuvent. Plaisanteries, si l'on veut, et d'un « pince sans rire ». Il est certain qu'une telle musique pince et ne rit pas. Mais elle ne fait pas rire non plus. Et puis elle est vraiment arrivée au dernier degré de la ténuité. Nous avons aujourd'hui de grosse musique, — on en citerait même de grossière. Il en est aussi de trop mince, et qui semble ne plus tenir qu'à un fil. Mettons à plusieurs. Mais il ne faudrait tout de même pas remplacer par des cheveux les sept cordes de la lyre.

« Préférez-vous, demandait notre professeur de seconde, préférez-vous être interrogé sur Horace ou sur Bossuet? » La plupart d'entre nous choisissaient Bossuet, l'ordre du jour, de ce jour-là, comportant l'explication du *Carmen sæculare*, qui n'était pas facile. Les oraisons funèbres nous étaient tout de même un peu plus familières. Et nous ignorions surtout qu'en 1780 Philidor, grand joueur d'échecs et non moindre musicien, Philidor, un des créateurs de l'opéra-comique français, avait mis en musique le poème latin. M. Louis Masson, du temps qu'il dirigeait avec autant de soin que de goût le Trianon-Lyrique, y a représenté, si nous avons bonne mémoire, *le Soldat magicien* et *le Maréchal ferrant*. Souhaitons qu'il les reprenne à l'Opéra-Comique et qu'il y ajoute *Tom Jones*. En attendant, l'estimable Société Griset-Saint-Bris, que dirige M. Étienne Millot, nous a fait entendre le *Carmen sæculare*.

C'est un grand maître que Philidor, et, si l'on ne parle que de science ou de technique, supérieur à Monsigny, même à Grétry. Le joueur d'échecs se retrouve chez le musicien. De ses contemporains et

de ses émules Philidor fut aussi le plus renommé. On l'ignore à peu près aujourd'hui. Mais il suffit de lire une excellente et récente étude à lui consacrée, pour connaître tout entier, de son enfance à sa mort, non seulement l'artiste, mais l'homme, le confrère, l'ami, sans oublier le modèle des époux et des pères (1).

Plus de vingt fois musicien de théâtre, à l'Opéra-Comique, à l'Opéra, Philidor a composé pour le concert trois œuvres importantes : le *Carmen sæculare*, un *Te Deum* et une *Ode anglaise*. Il les écrivit pour l'Angleterre, dont il fut souvent l'hôte. Elle lui témoignait presque autant de faveur qu'à Hændel et le considérait un peu, après l'auteur du *Messie*, comme un musicien national. C'est à Londres qu'il mourut en 1795, âgé de soixante-neuf ans.

Londres entendit quelques mois avant Paris (1780) le *Carmen sæculare*. On en connaît le sujet et l'occasion. Tous les cent dix ans Rome célébrait en l'honneur d'Apollon et de Diane des jeux dits séculaires qui duraient trois jours et trois nuits. Des chœurs de jeunes gens et de jeunes filles chantaient en cette circonstance les louanges du couple fraternel et divin. En l'an de Rome 736, Horace fut prié par Auguste de composer le poème officiel. Un peu moins de vingt siècles après, Philidor l'a mis en musique. « Oratorio laïque », a-t-on dit. Le premier mot seul est exact, l'ode d'Horace étant toute religieuse, cantique d'actions de grâces, hymne deux fois saint à la gloire des dieux protecteurs de Rome, et de Rome par eux protégée et glorieuse elle aussi.

L'œuvre musicale est un peu longue. Philidor aurait pu se contenter du *Carmen sæculare*. Mais, comme on dit familièrement, il en a remis. Onze morceaux (sur vingt-quatre), tirés d'autres odes d'Horace, précèdent le poème et l'annoncent. Il est vrai que leur beauté (paroles et musique) ne le cède point à celle des pages suivantes. Robuste, fière et souvent héroïque beauté. La force est peut-être la vertu capitale de cette musique. Si haut qu'elle monte, elle s'appuie toujours en bas, et solidement. Philidor apparaît ici comme un grand architecte de sons. « Coupe », « élévation », sous tous les aspects il nous présente un édifice imposant. Il ordonne, il compose autant qu'il imagine. Chaque élément de son art est riche de substance. D'abord la mélodie, ou le chant. Dès les premières mesures, dès les premières notes, se reconnaît et s'impose le musicien de grand style. Il y a quelque chose à dire, il le dira, déjà même il le

(1) *Philidor et l'évolution de la musique française au XVIIIe siècle*, par M. George-Edgar Bonnet ; Paris, Delagrave.

dit. A peine a-t-il commencé, qu'on le sent en quelque sorte parti, lancé pour une longue course, qu'il fournira, que nous fournirons avec lui, sans hâte, sans fatigue et tout entière.

Même énergie dans le récitatif, qu'un orchestre toujours expressif accompagne, à moins que, par de rudes accords, il ne le brise. Et cet orchestre le plus souvent ne se contente pas d'accompagner. Il a son rôle personnel et sa vie propre, une vie intense. Rien de lui n'est inutile, encore moins indifférent, ni des traits de violons précipités, impétueux comme de pathétiques vocalises, ni même certains *pizzicati* qui semblent faire sonner à l'antique, mais solides, mais éclatantes celles-là, toutes les cordes de la lyre.

La douceur ne leur est pourtant pas étrangère. A tel ou tel chœur des jeunes filles on dirait que les Grâces décentes ont prêté leurs voix, leurs sourires, leurs gestes même, dont une musique sœur de celle de Mozart semble imiter l'élégance exquise.

Mais l'impression de grandeur est peut-être la dernière que laisse l'ensemble de l'ouvrage. On ne saurait oublier, ne l'eût-on entendue qu'une fois, certaine strophe, lyrique entre toutes, pour voix de basse avec chœurs : « Soleil bienfaisant, toi qui fais naître et cesser le jour, toi qui apparais toujours le même et toujours nouveau, puisses-tu dans ta course ne rien voir de plus puissant que Rome ! » En latin, et surtout en musique, c'est bien autre chose encore, et quelque chose de radieux. Sur les notes montantes d'un simple accord parfait on voit réellement, salué par les acclamations de tout un peuple, se lever et s'élever le soleil.

Enfin rares sont les œuvres où par la dignité, par la noblesse, poésie et musique s'égalent ainsi. Admirable, immense sujet, le *Carmen sæculare* s'étend bien loin au delà de Rome et du siècle qui l'inspirèrent tous deux. Il est infini dans le temps et dans l'espace. Nous-mêmes, Français d'aujourd'hui, il a de quoi nous émouvoir encore, et c'est pour nous un sujet de fierté qu'un musicien de chez nous l'ait fait nôtre.

« Et vous, Parques, dont les prédictions ne sont jamais démenties par les événements, faites que nos destinées demeurent prospères...

« O Dieux, donnez à la jeunesse l'honnêteté, le repos à la vieillesse, à tous les enfants de Romulus l'opulence, la gloire et une nombreuse descendance...

« Que les fils d'Anchise et de Vénus, plus forts que leurs ennemis... obtiennent de vous ce qu'ils demandent.

« Déjà la bonne Foi, l'Honneur, la Paix, l'antique Probité et la

Vertu osent reparaître et l'Abondance revient avec sa corne remplie. »

Nous aussi, nous tous, renouvelons aujourd'hui les actions de grâces et les prières que Rome victorieuse adressait à ses dieux. Chrétiens, n'en changeons que l'adresse, mais gardons-en l'objet et la ferveur.

Rome encore, la Rome antique et celle d'à présent, vient d'inspirer à un musicien d'Italie, M. Respighi, un poème symphonique de belle allure. Il a pour titre *les Pins de Rome* et se divise en quatre parties ou tableaux qui se suivent sans interruption. Le premier représente des jeux d'enfants sous les ombrages du Pincio ou de la villa Borghèse. (Nous n'avons plus le programme sous les yeux.) Sujet moderne, musique plus moderne encore par la virtuosité, la recherche et l'artifice. Rien de plus ici qu'une amusette sonore, qui brille, pétille et papillote. Mais les trois autres numéros (*Aux catacombes, Lever de soleil sur la Campagne romaine* et *Marche triomphale*) ont une vraie grandeur. On y trouve l'essence et non pas seulement l'apparence ou l'illusion de la musique. Et cette musique a de la gravité, de la profondeur et de l'éclat tour à tour. L'œuvre ici n'est plus de celles où les détails ingénieux tiennent lieu d'une forte et féconde pensée. Taine y eût reconnu ce qu'il aimait et ce qui manque le plus à l'art de notre temps, les « vastes généralisations » et les « grands partis pris ». Que la musique des *Catacombes* se contienne et pour ainsi dire se renferme en soi, qu'au contraire celle de la *Campagna* se déploie avec opulence, l'une sombre et l'autre rayonnante ont même vigueur. Il se peut que la puissance de la marche finale lui vienne encore plus de l'orchestration que des idées elles-mêmes, mais cette puissance existe, elle agit et jusqu'à la fin elle s'accroît. Fût-ce à côté de la musique d'un Philidor, celle-ci ne paraît point indigne de Rome et de l'Empire.

C'est au Conservatoire que fut jouée, — admirablement, — l'œuvre de M. Respighi. Nous prions instamment M. Philippe Gaubert de nous donner l'an prochain le *Carmen sæculare*.

CAMILLE BELLAIGUE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Le premier « train spécial » emportant vers le Sénat les nouveaux impôts est arrivé au Luxembourg le 17 ; mais c'est un « train léger ». Il s'est manifesté à la Chambre une majorité contre les projets du Ministre, mais il s'en est formé une autre contre les projets du cartel adoptés par la Commission des finances. Si bien que, des divers programmes, seuls des fragments informes ont surnagé. Le projet primitif de M. Doumer prévoyait 8 milliards 800 millions de recettes, dont la moitié environ devait servir à commencer l'amortissement. La Commission, ajournant l'amortissement, ne prévoyait plus que 3 milliards et demi de recettes, dont 450 millions devaient provenir de l'impôt direct. La Chambre n'a voté, en définitive, que 1 600 millions d'impôts, et encore s'en faut-il qu'il s'agisse de recettes assurées ; les 300 millions attendus d'un meilleur contrôle de l'impôt sur les revenus sont aléatoires, car le développement du contrôle comporte des frais dont le rendement est incertain ; de même les économies ne sont pas trouvées ou ne pourraient l'être que par une refonte des services administratifs qui ne se fera pas en un jour. A mettre les choses au mieux, il reste un déficit de 2 400 millions que le Gouvernement va demander au Sénat de combler.

A la Chambre, les débats ont gardé un caractère nettement politique. Voici, par exemple, la discussion sur la transformation des titres au porteur en titres nominatifs ou en titres à endos : ce n'est qu'en apparence qu'il s'agit de réprimer les fraudes fiscales ; l'objet des socialistes est, avant tout, d'établir une sorte de cadastre complet de la fortune mobilière en France, afin de pouvoir la confisquer partiellement ou totalement au profit de l'État collectiviste. La fortune mobilière, celle dont ils poursuivent la destruction et la ruine, sous le nom de « richesse acquise », comme s'il n'était pas

naturel et légitime à l'homme d'épargner pour l'avenir sur le fruit de son travail, est l'objet constant de l'animadversion des socialistes. M. Léon Barély a fortement montré que la fraude est moins importante qu'on ne l'imagine, et que d'ailleurs les impôts écrasants dont sont frappés les revenus des valeurs mobilières, peuvent en quelque mesure lui servir d'excuse. Le directeur de l'enregistrement, M. Deligne, a démontré l'impossibilité de la transformation obligatoire du titre au porteur en titre à endos. On allègue l'exemple de l'Angleterre et des États-Unis : mais M. Deligne et M. Evain ont montré que les opérations du Stock-Exchange sont pratiquées d'une manière absolument différente des usages de la Bourse de Paris; le titre au porteur se généralise de plus en plus dans les pays anglo-saxons et la négociation des titres nominatifs ou à endos est très simplifiée. L'expérience tentée en Italie n'a donné que des déceptions. D'ailleurs, M. Louis Dubois l'a montré, la réforme serait matériellement irréalisable : « Le Crédit foncier estime que, simplement pour classer par emprunt et par numéro les 18 millions de titres au porteur qu'il a émis, 90 000 journées de travail ne seraient pas de trop. Après le classement viendraient la transformation, puis la transmission des titres aux intéressés. » Et ainsi de suite.

Et c'est quand la maison brûle, quand le Trésor a besoin de ressources immédiates que l'on pense à des réformes qui exigeraient une armée d'employés et des frais formidables pour aboutir à tuer le marché de Paris au profit des places étrangères. Mais à quoi servent les arguments devant les partis pris et les intérêts ? M. Léon Blum avait récemment invoqué l'exemple des États-Unis pour faire voter la publicité des rôles de l'impôt sur le revenu; or, le lendemain du jour où le théoricien du marxisme alléguait un tel précédent, le Congrès abrogeait la mesure démagogique votée en 1924; le secrétaire du Trésor, M. Mellon, démontrait que la publicité avait engendré les abus les plus scandaleux et que d'ailleurs elle était « absolument inutile au point de vue du Trésor ». « Tous les agents supérieurs de mon administration, a dit M. Mellon, ont déclaré qu'aucun impôt supplémentaire n'avait été perçu grâce à la publicité des rôles et tous en ont recommandé l'abrogation... La publicité a encouragé l'extension de la fraude et la diminution du rendement de l'impôt. »

Sur l'article 79 (suppression des titres au porteur) M. Doumer accepte, à titre de transaction, deux mesures destinées à prévenir les fraudes : le carnet de coupons, qui serait plus gênant et moins

efficace que le fameux bordereau de coupons établi en 1924 et supprimé depuis lors (1), et le titre à endos facultatif qui, évidemment, n'aura pas grand succès auprès des porteurs. Cet article fut, à la Commission des finances, l'objet d'incidents très vifs dont le résultat fut d'accentuer au sein du groupe radical-socialiste la scission entre les deux tendances et de montrer la solidarité des socialistes et des communistes. Le lendemain, 12 février, cette complicité révolutionnaire, d'une part, et, de l'autre, cette fêlure dans le groupe principal de la majorité apparurent en pleine lumière à propos de « l'État héritier ». M. Joseph Barthélemy montra, dans un discours incisif, d'une dialectique implacable et d'une rare élévation de pensée, les conséquences de la mesure proposée par la Commission. L'État a, dans toutes les successions, une lourde, trop lourde part, même en ligne directe; il s'agissait, cette fois, de lui donner les droits d'un héritier légitime réservataire, c'est-à-dire de l'introduire, avec la famille, jusque dans la chambre du mort, pour toutes les opérations d'inventaire, de partage et même pour le règlement des funérailles. Cette transformation révolutionnaire du droit civil et des mœurs françaises, destructrice de la famille, spoliatrice du patrimoine, n'avait même pas été soumise à la commission de législation civile. L'éloquence de M. Joseph Barthélemy, la question de confiance enfin nettement posée par M. Briand, emportèrent le vote : la disjonction de l'article, avec un sens défavorable à la mesure proposée, fut adoptée par 326 voix contre 183. Si important que soit par lui-même ce vote où, pour la première fois, la majorité osa se rebeller contre les volontés révolutionnaires, il l'est aussi par ses conséquences politiques immédiates. Les groupes du cartel, en face des socialistes unis aux communistes, se sont disloqués; le groupe radical-socialiste, le plus important de la Chambre, apparut profondément divisé, les uns ayant voté pour, les autres contre, d'autres encore ayant préféré s'abstenir. Autour de M. J.-L. Dumesnil se groupent ceux qui font passer avant tout la solidarité électorale cartelliste; avec M. Franklin-Bouillon se rangent ceux qui ne confondent pas radicalisme et démagogie révolutionnaire et qui, ayant conscience des

(1) M. Lucien Romier, dans un éditorial du *Figaro* qui a produit une grande impression, a montré que le carnet de coupons mettrait les petits porteurs dans l'impossibilité pratique de toucher eux-mêmes leurs rentes et les obligerait à recourir à des intermédiaires. La mesure profiterait donc d'abord aux banquiers et surtout aux moins qualifiés.

périls imminents, sont prêts à suivre le gouvernement. Une majorité nouvelle apparaissait, analogue à celle du 12 juillet. Se retrouvera-t-elle pour adopter la loi fiscale telle que l'établit le Sénat?

Ainsi était mis en désarroi le projet du cartel; ses principales dispositions, déclaration obligatoire pour tous, suppression du titre au porteur, l'État participant aux successions, étaient bousculées. Mais les projets de taxes indirectes, demandées par le gouvernement et acceptées par la Commission, n'avaient pas un meilleur sort : la majoration de l'impôt sur le sel et de l'impôt sur les tabacs, la taxe nouvelle sur les paiements, étaient rejetées par des majorités considérables où se confondirent tous les partis dans une égale ardeur à ne pas porter devant les électeurs la responsabilité d'impôts naturellement impopulaires. Et c'est ainsi que le train de M. Briand s'ébranla, poussé par 258 voix contre 145 jusqu'au Luxembourg. Le gouvernement compte sur la sagesse sénatoriale pour mettre de l'ordre dans les projets informes que lui envoie la Chambre, pour suppléer aux lacunes et boucher les trous du budget.

Mais le Sénat a-t-il le droit d'initiative en matière de recettes? Les socialistes le lui contestent, mais l'opinion, lasse et énervée, même à la Chambre, le lui accorde. Le scandale de l'impuissance parlementaire a assez duré; ses effets sont tristement visibles par le cours des changes. M. Doumer, interrogé le 19 par des journalistes, répondait : « La baisse du franc qui s'est produite à New-York est la conséquence de nos dissentiments politiques. Nous donnons un spectacle tel, en n'aboutissant pas, que l'on commence à douter, dans le monde, de la possibilité de notre relèvement financier. » M. Doumer augure que le Sénat aura terminé le 25 sa tâche réparatrice. Mais l'emprise des socialistes sur la Chambre sera-t-elle assez forte pour faire rejeter les dispositions acceptées par le Sénat et ajouter un conflit constitutionnel au désarroi financier? M. Briand, cette fois, mettra-t-il dans la balance le poids de son autorité? De toutes parts les nouvelles les plus alarmantes arrivent : le crédit de la France s'effrite et la faute en est uniquement à l'impuissance parlementaire et aux appréhensions que l'influence grandissante des socialistes au Parlement provoque même chez nos amis. La presse anglaise, avec sa morgue pédantesque, prétend nous donner des leçons; mais, il faut reconnaître que parfois ses avertissements sont sages : ainsi ceux du *Times* lorsqu'il s'inquiète, avec « tous les bons Européens », des répercussions de nos difficultés financières sur les changes. Il est malheureusement exact que « tout le pays

ressent de l'indignation et de la honte à voir la façon dont ses intérêts les plus importants sont sacrifiés, de semaine en semaine, à l'ineptie, au fanatisme, à l'esprit de parti et aux ambitions personnelles d'un grand nombre de députés... Un gouvernement fort qui ne serait pas soupçonné de complaisances envers les socialistes réussirait sans doute à dissiper la méfiance générale qui rend si difficile et si lente la restauration de la santé financière en France. »

Un gouvernement fort ! C'est le cri qui, de tous les coins de la France, monte vers la capitale. A situation difficile, autorité renforcée. Un gouvernement peut être fort sans être une dictature sans contrôle ni responsabilité ; nous n'en sommes pas réduits à choisir entre l'autorité à la mode de Moscou et la dictature à la manière italienne. Mais il faut faire front résolument contre les hommes qui n'admettent aucune forme d'autorité si ce n'est la tyrannie de la rue. Le *Matin* ayant récemment publié un article vigoureux : *Halte au désordre!* M. Renaudel y vit « un appel déguisé au fascisme contre l'action parlementaire ». Avec ces maniaques de l'anarchie il n'y a rien à faire, si ce n'est leur barrer la route. Ce sont eux les fourriers de la dictature ! Le pays sent, plus ou moins vivement, selon les régions, le péril et la menace de demain ; il sait, comme le disait récemment M. Doumer, que « si une nouvelle crise survenait, elle serait désastreuse, n'entraînant pas seulement la baisse du franc mais son avilissement total ». Il n'est pas étonnant que nos patriotiques régions de l'Est s'éveillent les premières. L'élection de M. André Tardieu, à Belfort, citadelle du radicalisme, est significative et la satisfaction générale qui accueille la brillante rentrée à la Chambre d'un homme qui a fait ses preuves d'énergie et d'organisation est un signe des temps.

Les difficultés financières qui assiègent le gouvernement amoindrissent son autorité au dehors ; l'Europe, comme la France, manque d'une direction forte. Que de là un péril puisse sortir, le pays en a conscience. Au moment où le Reich allemand vient d'envoyer sa demande d'admission à la Société des nations (8 février), les sentiments qui l'animent en accomplissant ce grand acte et dont les manifestations sont de plus en plus précises et fréquentes, troublent les esprits chez nous, d'autant plus que d'Angleterre aussi nous viennent des interprétations qui ne sauraient nous satisfaire. Les organes du cartel eux-mêmes s'inquiètent. N'est-ce pas M. Eugène Lautier, qui, louant M. Mussolini de sa rude franchise, écrivait : « Enfin il y a quelqu'un pour dire à l'irrédentisme allemand qu'il

trouble sur tous les points du monde les espérances de paix... Pour conserver la paix, à laquelle nous tenons essentiellement, commençons par ne pas nous bercer d'illusions dangereuses. » Ces illusions, la presse allemande suffirait à les dissiper. L'Allemagne n'entre pas dans la Société des nations avec l'esprit de paix. La Société des nations, d'après elle, était jusqu'ici une Société des alliés dont l'objet était d'imposer au Reich les clauses iniques du traité de Versailles; par l'entrée de l'Allemagne, elle change de caractère et va devenir un moyen de ruiner l'autorité des traités. A Locarno, le Reich n'a renoncé qu'à recourir aux armes pour obtenir les réparations auxquelles il prétend avoir droit; mais, à Genève, il se réserve de se servir de la Société des nations pour ruiner l'Europe de notre victoire. En effet, s'il n'y a plus ni vainqueurs ni vaincus, comme on l'a trop répété, notamment en Angleterre, pourquoi subsisterait-il des traces de la défaite allemande? La presse anglaise célèbre le proche avènement des États-Unis d'Europe, mais la presse allemande, elle, s'apprête à soulever des difficultés dans chaque pays où vivent des minorités allemandes, si faibles soient-elles, jusqu'à ce que ces groupes aient obtenu un statut de faveur et la faculté de s'unir à la grande Allemagne. Le trouble apporté et entretenu dans tous les pays voisins de l'Allemagne, voilà le premier stade. La réalisation d'un pangermanisme intégral, voilà le second. Les Allemands comptent que, pour cette œuvre de démolition européenne et de construction allemande, la Société des nations sera leur docile instrument.

La *Tægliche Rundschau*, organe officieux de M. Stresemann, rappelant dernièrement, avec le tact qui caractérise les Allemands, à propos de l'évacuation de Cologne, la capitulation de Paris en 1871, s'écriait : « La délivrance de Cologne n'est qu'un commencement. La volonté de nos ennemis de jadis, qui a internationalisé les fleuves allemands, qui a coupé le territoire allemand par le soi-disant couloir de la Vistule et qui a arraché du corps de l'Allemagne une province florissante, cette volonté doit être réduite à néant; jusque-là il n'y aura pas de repos pour l'Allemagne. » M. Stresemann amorce sa manœuvre en accordant à certaines minorités ethniques englobées dans le territoire allemand, à celles surtout qui ne sont pas gênantes, aux Danois du Slesvig, des franchises peu compromettantes, et il fait sonner haut dans sa presse ce libéralisme de façade. Dès la prochaine session de la Société des nations, nous verrons surgir la question polonaise et le problème autrichien. Il est bien naturel, dans ces conditions, qu'au moment où l'Alle-

magne, sans doute pour prix de sa loyauté dans l'exécution des traités, va recevoir un siège permanent au conseil de la Société des nations, la Pologne, qui sait qu'elle y sera attaquée, se préoccupe de se défendre et demande, pour elle aussi, l'entrée dans l'aréopage de Genève. Il faut bien voir que l'irruption de l'Allemagne dans la Société des nations risque de fausser le fonctionnement de l'organisme et entraîne nécessairement des remaniements dans sa constitution intérieure. C'est l'objet du voyage actuel du secrétaire général, sir Eric Drummond, à Berlin. La Société des nations avait jusqu'ici comme base juridique et politique de son action le respect des traités; l'Allemagne prétend s'en servir pour les démolir; les conditions sont donc changées et des précautions s'imposent. L'Espagne, comme grande puissance et comme représentant toute la latinité d'Amérique, le Brésil comme le plus important des États de langue portugaise, saisissent l'occasion d'un tel remaniement pour poser leur candidature à un siège permanent.

Ce n'est pas seulement un souci de justice et d'équilibre, — il paraît que la notion d'équilibre n'est plus de mode, — qui impose l'entrée de la Pologne à titre permanent dans le Conseil de la société, c'est encore un exact sentiment des réalités politiques qui doivent se traduire dans la composition du Conseil. La Russie s'étant jusqu'ici exclue d'elle-même et devenant de plus en plus asiatique, la Pologne est le plus grand des États slaves européens. Or, s'il est une vérité évidente, — encore que les Anglais agissent comme s'ils ne la voyaient pas, — c'est que le caractère dominant de la guerre a été la lutte du germanisme contre le slavisme. C'est à propos d'un État slave que la guerre a éclaté; la destruction de l'Empire austro-hongrois, la libération des peuples slaves, la résurrection de la Pologne, manifestent la victoire des Slaves; depuis le temps des Hohenstaufen, depuis l'installation des Magyars dans le bassin moyen du Danube, les Slaves sont refoulés, détruits, absorbés, asservis par les Germains; pour la Prusse comme pour l'Autriche le *Drang nach Osten*, la poussée vers l'Est, c'était la lutte sans merci, sans répit, contre les Slaves. La victoire des Alliés en 1918 a mis fin à ce long cycle d'iniquités et d'oppression : ne pas le voir, c'est oublier l'histoire, c'est méconnaître la réalité, c'est préparer à l'Europe un nouvel avenir de violences et de servitude. Que les Allemands, que les Magyars se croient lésés par la cessation brusque d'une oppression plusieurs fois séculaire, qu'ils dénient de bonne foi tout avenir politique à des peuples qu'ils ont volontairement

maintenus loin de la lumière et de la liberté, cela est naturel, « mais, — comme disait Brunetière, — précisément cela n'est pas humain ». Voilà l'entreprise en face de laquelle l'Allemagne veut placer l'Europe. Le patriotisme allemand, le patriotisme hongrois sont respectables, mais dans la mesure seulement où ils ne lèsent pas d'autres patriotismes aussi respectables et où ils ne falsifient ni l'histoire, ni la justice, ni les billets de la banque de France. Voilà ce qu'il faut apercevoir derrière la question de l'attribution à la Pologne d'un siège permanent au Conseil de la Société des nations.

De ces vérités, nul doute que M. Briand n'ait pleine conscience; mais nous lui demandons de le dire. La question de Locarno va venir bientôt devant la Chambre : excellente occasion pour le Président du Conseil de faire entendre la voix de la raison et de dire ce que sont et ce que ne sont pas, pour la France, les accords de Locarno, ce qu'est et ce que n'est pas l'esprit de Locarno. Il y a de plus en plus deux thèses en présence; l'interprétation de la presse anglaise paraît trop souvent se rapprocher de celle de M. Stresemann et du nationalisme allemand, pour qu'il ne soit pas indispensable de remettre les choses au point. Rien ne serait plus dangereux que de laisser se développer en Allemagne certaines espérances qui, si elles devenaient des réalités, signifieraient la destruction de tout ce qui fait le prix et le bienfait de la victoire des Alliés, ou qui, si elles devenaient des déceptions, aigriraient pour longtemps les rapports entre la France et l'Allemagne. Rien de tel que les positions nettes. M. Mussolini a choisi la sienne. Provoqué par les attaques incessantes de la presse allemande et par un discours de M. Held, président du Conseil bavarois, il a, dans son style un peu truculent, mais clair et vigoureux, remis les choses au point. M. Stresemann a battu en retraite, tout en maintenant habilement ce qui est le plus contestable, à savoir le droit du gouvernement de Berlin à s'intéresser aux populations de langue germanique du Tyrol du sud qui n'ont jamais fait partie de l'Allemagne et au nom desquelles l'Autriche seule serait qualifiée pour faire entendre des doléances et des revendications.

Le gouvernement britannique, sur la question de l'entrée de nouveaux États dans le conseil de la Société des nations, n'a pas encore fait connaître publiquement son point de vue; mais la presse se déchaîne contre la France dont la Pologne n'est, à l'entendre, qu'une dépendance : l'incurable défiance d'une partie de l'opinion britannique envers la France et envers les Slaves, transparaît dans cette nouvelle campagne. On fait donner les Dominions,

et le général Smuts en profite pour nous apprendre que si nous étions des *gentlemen*, nous nous empresserions de rendre l'Alsace et la Lorraine aux Allemands. Voilà où on en arrive. Sir Austen Chamberlain ne serait-il pas, une fois de plus, pris au piège de lord d'Abernon? Sa confiance en l'avenir de l'œuvre de Locarno et en la bonne foi des sept puissances qui y étaient représentées est touchante, et nous voulons la croire fondée, mais elle ne doit pas exclure certaines précautions. Il n'appartient pas à l'Allemagne de dicter la loi. Un article officieux de la *Tægliche Rundschau* déclare que l'Allemagne ne prétend pas s'opposer à l'entrée d'une puissance quelconque dans le Conseil, mais que si les conditions dans lesquelles elle a été invitée à adhérer à la Société des nations se trouvaient modifiées, elle réserverait sa propre décision. Cette menace, qui est un chantage, est le résultat de la faute capitale, souvent signalée ici, par laquelle la politique anglaise a laissé prendre à l'Allemagne le rôle avantageux de défendeur, et l'a mise en situation de se faire prier. Il est nécessaire que M. Briand, au nom de la clarté et de la droiture françaises, et au nom des intérêts dont il a la garde, fasse entendre sa voix, remette chaque chose au point et chacun à sa place. Il ne faut pas laisser dévier l'œuvre de Locarno au gré des passions pangermanistes et au hasard des préjugés insulaires du gouvernement britannique. L'Allemagne rêve d'effacer toute trace de son agression et de sa défaite : c'est son rôle. L'Angleterre veut être le moins possible entraînée dans les complications continentales et libre de consolider son hégémonie navale par la paix et le désarmement continental : c'est sa tradition.

Telles nous les trouvons aujourd'hui l'une et l'autre, telles nous les voyons agir dans les deux volumes pleins de vie et de dramatique intérêt que vient de publier M. Raymond Poincaré et qui nous font revivre l'année 1912, au lendemain d'Agadir et durant la première guerre balkanique, c'est-à-dire aux origines de la grande guerre (1). Après la crise d'Agadir, précédée elle-même de la crise provoquée par l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine à l'Autriche, la paix européenne est ébranlée. M. Poincaré, qui devient président du Conseil et ministre des Affaires étrangères en janvier 1912, travaille à la consolider. Mais, en Angleterre, le cabinet libéral n'est préoccupé que d'éviter tout engagement qui pourrait l'entrainer à intervenir

(1) *Au service de la France. Neuf années de souvenirs.* — I. *Le lendemain d'Agadir.* — II. *Les Balkans en feu.* (Plon, éditeur, 2 vol. in-8°.)

dans les affaires du continent; il ne se décidera que d'après « ses intérêts particuliers ». Lord Haldane, avec l'approbation de M. Asquith, s'en va à Berlin chercher un rapprochement avec l'Allemagne. Le gouvernement allemand se flatte d'entraîner le cabinet britannique à déclarer qu'en cas de conflit européen il gardera une neutralité bienveillante envers l'Allemagne. L'honnêteté de sir Francis Bertie s'en indigne, son patriotisme s'en alarme, car sa finesse a pénétré le jeu allemand et l'illusion dont son gouvernement est le jouet. Il parle à M. Poincaré. M. Chênebenoit, dans *le Temps*, M. Lauzanne, dans *le Matin*, ont reproduit cet entretien, mais il est d'une actualité si saisissante que l'on a plaisir à en citer ne fût-ce qu'un fragment : « Il faut éviter que la déclaration de neutralité ne soit faite, et elle risque de l'être avant peu, si le gouvernement allemand revient à la charge... Croyez-moi. Il ne faut pas que M. Cambon paraisse satisfait. Si vous faites parler à Londres avec fermeté, on hésitera sans doute à commettre la faute que je redoute. » Parler à Londres avec fermeté ! Ce conseil d'un Anglais qui connaissait bien ses compatriotes et qui était bon Européen, est toujours utile à méditer. L'hégémonie insulaire et maritime de la Grande-Bretagne n'est pas soumise aux mêmes lois ni exposée aux mêmes hasards que nos sécurités continentales; son bon vouloir a besoin d'être éclairé, parfois redressé. Un mot dit par Londres en juillet 1914 aurait probablement sauvé la paix.

Dès le printemps de 1912, on voit poindre la guerre balkanique. M. Poincaré, le premier, aperçoit le péril, s'en alarme, travaille à le prévenir. M. Sazonof se croit assuré de pouvoir, à son gré, retenir les États balkaniques qui lui ont promis de ne rien précipiter sans son agrément; c'est M. Poincaré qui, durant sa visite à Pétersbourg, lui montre, dans l'alliance serbo-bulgare, la pointe offensive. L'intrigue autrichienne, dans les Balkans, s'entrecroise avec l'intrigue russe ; M. Poincaré voit nettement que la résolution des petits États, poussés à bout par la maladresse des Jeunes-Turcs à l'égard des chrétiens de Macédoine, peut, à un moment donné, déclencher la guerre, en dépit des recommandations des Puissances. C'est l'Italie qui, par l'agression de 1911, a ébranlé le *statu quo* oriental. De 1911 à 1914, les guerres s'engendrent l'une l'autre. C'est en 1912 que le péril pouvait être conjuré. M. Poincaré se rend compte qu'il est indispensable de donner aux États balkaniques les satisfactions qu'ils attendent ; il faut que les grandes Puissances « prennent en mains », — c'est la formule qu'il propose, — les réformes que les Turcs ont

promises aux Albanais et qu'ils refusent aux Macédoniens. L'autonomie de la Macédoine et de l'Albanie, organisée en 1912, aurait prévenu les pires malheurs. Mais l'Angleterre ne songe qu'à ménager l'amour-propre des Turcs; l'Allemagne est pacifique, mais elle ne retient pas l'Autriche qui noue ses intrigues avec la Bulgarie, tandis qu'à Belgrade, M. de Hartwig, ministre de Russie, peut-être à l'insu de son Gouvernement, incite les Serbes à l'action. On souffre, à chaque page, de voir les efforts de M. Poincaré n'aboutir, par l'inertie des uns ou la mauvaise volonté des autres, qu'à des résultats incomplets; la guerre est déchaînée, mais du moins le concert des grandes Puissances est maintenu et va chercher à la limiter.

Comment la victoire des Bulgares, et surtout celle des Serbes et des Grecs, fut une surprise pour tous les gouvernements et apparut à quelques-uns comme une catastrophe, des documents précis nous le montrent. Dès mai 1912, M. de Saint-Aulaire écrivait de Vienne : « Le jour où les accords (balkaniques) seront connus, l'Autriche y verra plus qu'une tentative de revanche de la Russie contre l'annexion de la Bosnie-Herzégovine. » Et voilà que la confédération balkanique aboutissait au désastre des Turcs, les protégés et les clients des Allemands. M. Jules Cambon, avec sa lucidité coutumière, écrit le 26 octobre de Berlin à M. Poincaré : « C'est la faillite de la politique orientale de l'Allemagne depuis vingt ans... Je n'ai jamais vu le gouvernement allemand si préoccupé et si ému. Le succès des Balkaniques a été comme un coup sur la nuque qui l'a étourdi, et comme il a, à la tête de ses Affaires étrangères, l'homme le moins théoricien, le plus sensible aux faits que j'aie jamais vu, il cherche à s'orienter pour voir de quel côté il faut aller. » Voilà l'origine de la grande guerre! Il faut lire la lettre prophétique que, de Londres, écrit, le 4 décembre, M. Paul Cambon. La crise de 1912, conséquence de celle de 1909, est comme la répétition générale de celle de 1914 où, délibérément, l'Allemagne et l'Autriche voulurent ou l'humiliation de la Russie et son abdication dans les Balkans, ou la guerre. Ces conséquences, M. Poincaré les prévoit dès 1912. Il se montre, à la lumière des documents, le défenseur résolu des intérêts de la France, fidèle à ses engagements sans les dépasser jamais, et le meilleur ouvrier de la paix européenne.

René Pinon.

Le Directeur-Gérant : René Doumic.